

Raymond
Ruffin

Ces Chefs de **Maquis** qui gênaient



Robert **LEBLANC**
en Normandie



Henri **ROMANS-PETIT**
Ain, Jura et Alpes



Roger **LANDES**
en Aquitaine



Georges **GUINGOUIN**
dans le Limousin

Presses de la Cité

Georges GUINGOUIN dans le Limousin
Robert LEBLANC en Normandie
Roger LANDES en Aquitaine
Henri ROMANS-PETIT dans l'Ain, le Jura et les Alpes

Quatre chefs de maquis. Quatre noms qui s'inscrivent dans l'histoire de la Résistance comme les symboles de la foi patriotique.

Considérés comme des héros dans leurs régions respectives, pourquoi ces hommes furent-ils victimes, au lendemain de la Libération, de campagnes de dénigrement, d'accusations mensongères et de machinations haineuses ?

Pourquoi voulait-on les éliminer de la scène populaire ?

Georges GUINGOUIN sera arrêté, emprisonné ; et on tentera de le tuer dans sa cellule.

Robert LEBLANC dut se résoudre en 1946, pour sauver sa vie et son honneur, à reprendre le maquis.

Roger LANDES fut brutalement expulsé de France.

Henri ROMANS-PETIT demeura de longues semaines véritablement « embastillé ».

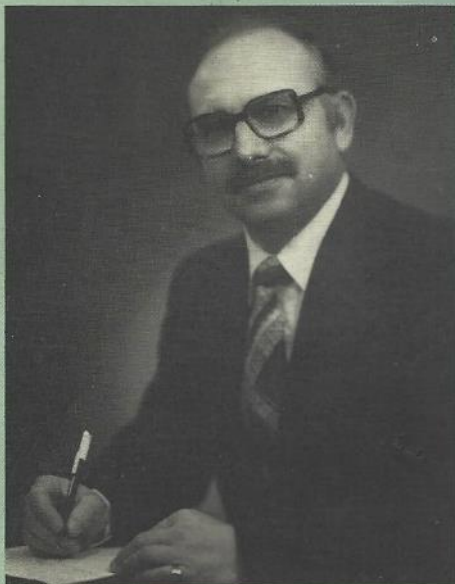
Pourquoi ?

Pourquoi ces mesures incompréhensibles à l'égard de tels patriotes. Raymond Ruffin s'est longuement penché sur ces faits étranges, et il nous livre une analyse minutieuse de ses observations. Après avoir retracé les grandes étapes des batailles de chaque maquis, et évoqué dans leur contexte des points demeurés nébuleux ou controversés, telle l'AFFAIRE GRANDCLEMENT à Bordeaux, il relate les événements postérieurs à la Libération au cours desquels chacun de ces chefs de maquis se trouva aux prises avec de dangereux et anonymes comploteurs. Ainsi sont disséqués ces deux grands faits divers qui firent la « une » des journaux de l'époque : « L'AFFAIRE GUINGOUIN » en Limousin, et « L'AFFAIRE DE LA QUEUE DU RENARD » en Normandie ; de même que sont expliquées les raisons qui amenèrent l'expulsion de Roger LANDES et l'emprisonnement de ROMANS-PETIT.

Pour la première fois, un récit consacré à de grandes figures de la Résistance va au-delà de l'épopée elle-même pour suivre ses prolongements dans l'après-guerre. Comment ne retiendrait-il pas l'attention de tous ceux qui s'intéressent à cette tranche de l'Histoire ?

Raymond Ruffin s'est toujours passionné pour la grande fresque historique de la Résistance. Ses ouvrages précédents : « Les Lucioles de ma nuit », « La Résistance normande face à la Gestapo » (Grand Prix des Ecrivains normands 1977) et « Journal d'un J3 » témoignent de l'intérêt qu'il porte à cette période exaltante. Collaborateur de revues historiques sur la Seconde Guerre mondiale, auteur de nombreux articles traitant de cette époque, ses travaux de recherche l'ont amené à être considéré comme un spécialiste de l'histoire des maquis de France.

Chroniqueur, critique littéraire, Raymond Ruffin est Sociétaire de la Société des Ecrivains normands.



Du même auteur:

Aux Presses de la Cité:

LES LUCIOLES DE MA NUIT.

LA RESISTANCE NORMANDE FACE A LA GESTAPO
(Grand Prix des Ecrivains normands 1977).

JOURNAL D'UN J.3.

En publication privée:

LE BRIQUET D'AMADOU (roman).

Chez Hachette, pour Connaissance de l'Histoire:

LE ROLE DE LA RÉSISTANCE NORMANDE DANS LA NUIT DU
5 JUIN 1944.

LES F.F.I. CONTRIBUTION DE LA RESISTANCE A LA
BATAILLE DE NORMANDIE.

RAYMOND RUFFIN

**CES CHEFS DE MAQUIS
QUI GÊNAIENT**



**PRESSES DE LA CITÉ
PARIS**

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa premier de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Presses de la Cité, 1980

ISBN : 2 258 00 776 3

*A Jean Prévost, écrivain normand,
«Capitaine Goderville» dans la clandestinité,
tombé dans les combats du Vercors le
31 juillet 1944.*

*Ne nous emportons point contre les hom-
mes en voyant leur dureté, leur ingratitude,
leur injustice, leur fierté, l'amour d'eux-
mêmes, et l'oubli des autres: ils sont ainsi
faits, c'est leur nature, c'est ne pouvoir sup-
porter que la pierre tombe ou que le feu
s'élève.*

LA BRUYERE.

Pour les lecteurs peu familiarisés avec les récits sur cette époque, nous donnons ci-dessous la définition des principaux sigles utilisés dans cet ouvrage.

- A.S. : Armée Secrète.
- B.B.C. : British Broadcasting Corporation (Radiodiffusion britannique).
- B.C.R.A. : Bureau Central de Renseignement et d'Action.
- B.O.A. : Bloc des Opérations Aériennes.
- C.D.L. : Comité Départemental de Libération.
- C.N.R. : «Confrérie-Notre-Dame» réseau du colonel Rémy.
- C.O.M.A.C. : Conseil National de la Résistance.
- D.C.A. : Commission d'Action.
- D.M.N. : Défense contre Avions.
- D.M.R. : Délégué Militaire National.
- E. M. : Délégué Militaire Régional.
- F.F.C. : Etat-Major.
- F.F.I. : Forces Françaises Combattantes.
- F.F.L. : Forces Françaises de l'intérieur.
- F.M. : Forces Françaises Libres.
- F.N. : Fusil Mitrailleur.
- F.T.P.F. : Front National.
- F.U.J.P. : Francs Tireurs et Partisans Français.
- G.M.R. : Forces Unies de la Jeunesse Patriotique.
- H. T. : Groupes Mobiles de Réserve (Forces de Vichy).
- I. S. : Haute Tension.
- L.V.F. : Intelligence Service.

M.L.N.	: Mouvement de Libération Nationale.
M.U.R.	: Mouvements Unis de Résistance.
N.A.P.	: Noyautage des Administrations Publiques.
O.C.M.	: Organisation Civile et Militaire.
O.R.A.	: Organisation de Résistance de l'Armée.
P. C.	: Poste de Commandement.
P.C. (F.)	: Parti Communiste Français.
P.T.T.	: Postes Télégraphes Téléphones.
Q. G.	: Quartier Général.
R.A.F.	: Royal Air Force (Aviation militaire britannique).
R.I.	: Région Militaire de Lyon.
S.D.	: Sicherheitsdienst (Police de sécurité des S.S.).
S.H.A.E.F.	: Suprême Headquarters of Allied Expeditionary Forces.
S.N.M.	: Service National Maquis.
S.O.E.	: Spécial Operations Executive (Direction des opérations spéciales britanniques).
S.R.	: Service de Renseignement.
S.S.	: Schutzstaffel (Troupe des groupes de protection nazis).
S.T.O.	: Service du Travail Obligatoire.
U.S.A.F.	: United States Air Force (aviation américaine).

AVANT-PROPOS

Des hommes de stature nationale. Des hommes qui, aux heures où sombrait l'âme du Pays, surent s'élever au-dessus du peuple écrasé en refusant de partager ses spasmes d'agonie. Des hommes simples, des hommes de la masse, tels furent ces chefs de maquis qui décidèrent de ne pas se soumettre aux lois despotiques du fascisme triomphant. Par leur élan, par leur conviction profonde, par la foi qu'ils surent inspirer autour d'eux, ils relevèrent, petit à petit, les meilleurs de ces gens du peuple agenouillé pour en faire de farouches et résolus combattants.

A leur exemple, les énergies se réveillèrent; les vaincus d'hier redressèrent la tête avec l'ambition d'être les vainqueurs de demain.

Ainsi commença la grande geste patriotique qui devait écrire en lettres de feu dans l'Histoire de France le mot «Résistance».

L'Histoire de la Résistance française est un tout; un amalgame de sursauts patriotiques, un faisceau de sentiments convergeant vers le même but, un engagement dans la rébellion à la dictature. Des hommes et des femmes ont illustré cette éclatante épopée historique en écrivant, par leurs souffrances et leurs sacrifices, une page glorieuse qui s'insère naturellement dans le grand livre des luttes du peuple de France pour sa liberté. Leur élan, indissociable de celui de leurs glorieux ancêtres de 1789 et de 1870, a valu au Pays abasourdi, soumis à la dure loi du vainqueur, de retrouver la flamme salvatrice qui lui a permis de reprendre son rang, et recouvrer son honneur.

Au sein de cette extraordinaire révolution patriotique, les

maquis devinrent rapidement l'élément capital d'une lutte qui ne pouvait se concevoir que les armes à la main. Ceux qui les créèrent, les formèrent, et les entraînèrent au combat, ne furent qu'une poignée, car cette tâche difficile, qui prenait naissance dans une vocation profonde, ne pouvait être menée à bien que par quelques rares hommes qui possédaient, souvent enfouies au fond d'eux-mêmes, un alliage de qualités qui s'exprimèrent naturellement. L'autorité souple, l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités, le verbe entraînant, le rigorisme ductile, l'intransigeance dans la loyauté, l'énergie communicative, la vaillance innée, furent les vertus premières qui se dégagèrent, d'elles-mêmes, de la personnalité de chacun de ces chefs de maquis. Ceux qui ne les détenaient pas et qui tentèrent de s'imposer, ne purent jamais, malgré toute leur bonne volonté, s'affirmer auprès de leurs compagnons d'armes.

L'Histoire montre que les peuples, dans la pire des adversités, ont toujours vu émerger les meilleurs, auxquels ils durent chaque fois leur salut. La grande fresque des maquis n'échappe pas à cette règle.

Beaucoup d'entre eux ont payé leur tribut à cet élan patriotique qui les jeta à la tête de ces vagabonds de l'honneur que jurent les maquisards de France, et leur nom demeure le symbole du sacrifice suprême consenti pour la liberté.

Ceux qui survivent méditent sur l'éternelle ingratitude d'un peuple insouciant et versatile qui a déjà oublié que, sans eux, il connaîtrait l'asservissement à un régime de terreur pour qui les mots «honneur» et «liberté» étaient inconnus.

Quelques-uns, parmi les plus grands, méditent aussi sans doute sur les basses motivations qui inspirèrent d'habiles truqueurs du courant de l'Histoire dans leurs sournoises manœuvres. C'est qu'en effet, aux beaux jours de la liberté retrouvée, il devint vite insupportable à quelques arrivistes affamés de pouvoir, de voir surgir de cette armée de l'ombre, qui leur avait permis de plastronner à nouveau, ces statures nationales qu'une nation, dans l'allégresse de la victoire, auréolait de la gloire des vainqueurs. Craignant alors pour leurs plans ambitieux – bien à tort car aucun parmi ces chefs de maquis ne briguaît les premiers rôles dans la structure du Pays retrouvé –, ils s'employèrent à ourdir de mesquins complots à l'encontre de ceux pour lesquels ils n'auraient dû manifester que gratitude et estime.

De dénigrement en accusations fantaisistes, de manœuvres d'humiliations en agissements hypocrites, ils allaient donner libre cours à leurs vils sentiments, dans une escalade de procédés ignobles qui les amena parfois jusqu'aux tentatives de meurtre. Avec l'inconsciente complicité quelquefois, avec l'assentiment souvent, de partis politiques revenus à leurs joutes

électorales, ils faillirent parvenir à leurs fins. Sans le sursaut réaliste des forces résistantes, et sans l'indomptable courage de ces chefs menacés dans leur honneur et dans leur vie, qui sait si les plans machiavéliques de l'alliance des revanchards et des arrivistes ne seraient pas parvenus à triompher?

Parmi tous ces chefs de maquis qui furent en proie à l'infâme vindicte, j'ai choisi d'en présenter quatre qui représentent chacun un cas différent dans l'éventail des formes d'attaques qui furent dirigées contre eux. On verra que les méthodes employées, si elles différaient par les moyens, tendaient vers le même but.

On trouvera, dans le récit qui va suivre, de très longues pages consacrées à la lutte clandestine qui fut menée et guidée par chacun des chefs évoqués. Cela était nécessaire pour comprendre le sens de leur démarche, et montrer leur rôle historique. Au surplus, il n'est pas mauvais, en ces temps où la futilité l'emporte sur les réalités, et où le sens des valeurs se voit écrasé par le mercantilisme et l'abrutissement des intelligences, que soient rappelés quelques grands moments de la fresque historique au cours de laquelle s'exprimèrent les plus belles vertus de l'homme. Il est sans doute bon aussi qu'une jeunesse mal informée puisse trouver dans la lecture d'ouvrages de vulgarisation les réponses aux questions qu'elle se pose sur cette époque exaltante, et qu'elle cherche vainement dans les manuels d'Histoire ou dans les programmes de l'Éducation nationale.

D'éminents historiens jettent actuellement un cri d'alarme sur cette carence de l'enseignement, il faut souhaiter que leur appel soit entendu.

Si ce livre apporte sa modeste pierre à l'édifice qu'ils s'efforcent de consolider, sa réalisation n'aura pas été inutile.

R. R.

PREMIERE PARTIE

Ceux dont on voulait se débarrasser

En Limousin: Georges GUINGOUIN

En Normandie: Robert LEBLANC

GEORGES GUINGOUIN

Compagnon de la Libération
Chevalier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance
Croix de Guerre avec palmes
Médaille du Courage pour la liberté des peuples
Du roi George VI d'Angleterre
Diplôme de reconnaissance de la Nation Américaine
Médaille Garibaldienne

Pour moi, la philosophie de l'Histoire m'a appris que les précurseurs ont toujours tort et que les guerres de libération nationales, menées exclusivement par des volontaires, sont les plus cruelles qu'aient à subir les nations. Le sacrifice de leurs meilleurs fils atteint irrémédiablement la fibre morale des peuples et, l'épreuve passée, c'est le temps des habiles et la revanche de ceux qui manquèrent de courage. Le temps de la décadence morale succède au temps où l'homme s'élève face à l'événement; c'est une constante du long cheminement humain.

Georges GUINGOUIN.
(Lettre à l'auteur).

CHAPITRE PREMIER

GEORGES GUINGOUIN LE PREMIER MAQUISARD FRANÇAIS

Citoyen, soldat et militant

Le 19 juin 1940, un soldat à l'uniforme maculé, couvert de sang séché, la tête entourée de bandes comme une momie, déambule dans les rues de Limoges. La ville vient d'être bombardée par les Allemands, l'entreprise «Au meuble massif» du quartier de la gare a été détruite. A l'hôpital, d'où vient de sortir après un bref pansement posé en catastrophe par un major pressé ce troupier blessé, c'est la pagaille! Les responsables se sont volatilisés et seuls quelques infirmiers et médecins s'efforcent d'apporter leurs soins aux hommes épuisés qui ont pu déjouer l'encercllement des panzers ennemis.

Gravement atteint au visage, le malheureux poilu erre à la recherche d'un opticien pour se procurer des lunettes, les siennes ayant volé en éclats sous la mitraille. Lorsqu'il parvient enfin chez Gauthier-Lavigne, il trouve le patron bien nerveux, tressautant à chaque bruit, manifestement mal remis du bombardement. Et, tandis que l'on prépare de nouveaux verres sur la première monture venue, la vendeuse s'informe auprès de ce soldat arrivant visiblement du front: «Les Allemands sont-ils encore loin?» L'homme hausse les épaules; il serait bien incapable de le dire. Depuis qu'il a quitté Moulins-sur-Allier, s'échappant de l'hôpital Sainte-Madeleine pour éviter d'y être fait prisonnier, il a senti derrière lui la proche présence des avant-gardes de la Wehrmacht; mais savoir si à cette heure, compte tenu de leur avance foudroyante, elles sont tout près ou encore à distance respectable, il n'en sait fichtre rien!

Lorsqu'il quitte la boutique de l'opticien Gauthier-Lavigne,

la décision de Georges Guingouin – car c'est de lui qu'il s'agit – est prise. Il n'ira pas plus loin, certainement pas jusqu'à Toulouse où se replient les unités en débandade; puisque le hasard de la guerre l'a mené au coeur même de son Limousin natal, il va y demeurer. Son instinct lui dit que c'est là, sur cette terre rude, au milieu de ses montagnes familières, qu'il peut encore servir son pays. Et son instinct ne le trompe pas car les vallons et les coteaux, les hameaux et les bourgades, n'ont pas fini de se renvoyer l'écho de son nom!

A dater de ce jour, Georges Guingouin entre dans la légende.

Georges Guingouin est né le 2 février 1913 à Magnac-Laval, dans la Haute-Vienne. Sa mère, Jeanne-Anaïs Vigneron, était institutrice. Fille d'un ouvrier porcelainier de Limoges, elle parvint, en cette époque où les enfants d'ouvriers n'avaient guère de chances de quitter leur modeste condition, à poursuivre des études qui devaient l'amener à faire carrière dans l'enseignement. De sa rencontre avec Charles Guingouin, sous-officier de carrière au 138^e R.I., naquit le futur chef des maquis limousins. Mais la guerre de 1914 allait briser ce jeune foyer. Affecté au 338^e R.I., Charles Guingouin rejoignait aussitôt la 62^e D.I. placée sous les ordres du général Ganeval. Celui-ci avait une haute idée de la charge à la baïonnette, «l'arme française par excellence», et en vertu de ce principe il lança le 338^e à l'assaut des mitrailleuses allemandes, lesquelles en deux heures près de Bapaume hachèrent plus de 700 hommes! Avec ses malheureux camarades, Charles Guingouin fut enseveli dans une fosse commune appelée «La Grande Tombe» près du cimetière de Transloy dans le Pas-de-Calais. A peine âgé de deux ans, Georges Guingouin devenait orphelin. Sa mère, refusant de se remarier, se consacra à son fils, et à son métier, exerçant successivement à Saint-Pardoux, Compreignac, Bellac, pour terminer sa carrière comme directrice d'école à Limoges.

La vocation patriotique était décidément héréditaire dans cette famille puisque le grand-oncle de Georges, Hippolyte Vigneron, volontaire dans les mobiles en 1870, prenait la tête d'une compagnie qui devait porter secours à l'armée de la Loire du général Chanzy. Le futur «préfet du maquis» aura de qui tenir!

Manifestant un goût prononcé pour les études, et supérieurement guidé par sa mère, Georges Guingouin, après ses classes primaires à Bellac, entre à l'école normale d'instituteurs de Limoges, promotion 1931-34. C'est là que, passionné d'Histoire, il a la révélation du rôle primordial de Robespierre dans la fondation d'un nouveau type de société, considérant l'incorruptible comme un révolutionnaire épris de justice, et non comme le despote sanglant que certains historiens se sont acharnés à

décrire. Le choisissant comme thème de son exposé en deuxième année, il se rallie ainsi aux thèses de Mathiez, repoussant les théories conformistes de Madelin, Mallet, Isaac, et autres. Grand lecteur, il assimile fort bien et son directeur d'école normale le jugera apte à aborder les grandes questions philosophiques alors que ses condisciples sont considérés comme trop jeunes pour les étudier. C'est à ce moment qu'il fait la connaissance de Marx à travers *Le Capital* et autres œuvres; c'est à partir de là que «sa» vérité lui apparaît; désormais, la voie du socialisme devient son chemin quotidien. Ce sera donc sans surprise qu'on le verra, seul normalien, dans le cortège des manifestants qui ripostent aux déferlements fascistes de février 1934 en défilant dans les rues de Limoges. Déjà, l'étudiant fait la preuve qu'il sait marier la pratique à la théorie.

Lorsque, après la préparation militaire, il se retrouve sous les drapeaux pour y effectuer son service, il est affecté à la 6^e compagnie des secrétaires d'état-major à l'École militaire de Paris en tant que deuxième classe. Naturellement, à l'armée, son attitude antifasciste transpire. Comme on ne peut le sanctionner, on prendra alors soin, pour son affectation de réserve, de ne pas le maintenir à ce poste, mais de le verser à un train d'équipages-auto.

Rentré dans ses foyers, il est aussitôt nommé comme titulaire dans une petite école mixte d'une quarantaine d'élèves à Saint-Gilles-les-Forêts (Haute-Vienne), dans cette région qu'on appelle souvent «la petite montagne limousine». Profondément convaincu de la justesse des analyses de Lénine, Staline et Thorez, Georges Guingouin adhère au parti communiste. Très rapidement, il s'affirme comme un militant responsable et prend une part importante à la lutte antifasciste. Son dynamisme et son dévouement ne tardent pas à le faire désigner comme secrétaire du «rayon» d'Eymoutiers, englobant cinq cantons ruraux à l'est de la Haute-Vienne: Eymoutiers, Châteauneuf-la-Forêt, Saint-Léonard, Saint-Germain-les-Belles, et Pierre-Buffière. Peu après, il est appelé à la direction régionale en qualité de membre du bureau, et reçoit la charge de rédiger les articles traitant de la politique étrangère dans *Le Travailleur du Centre*.

1936 et le Front Populaire confortent l'instituteur de Saint-Gilles-les-Forêts dans son engagement politique, et son éloquence commence à porter ses fruits dans ce monde rural dont il partage les maux et les aspirations. L'année 1938, qui traîne derrière elle ce boulet d'infamie du 30 septembre¹, creuse davantage le fossé entre communistes et socialistes. Alors que les premiers s'élèvent résolument contre le «Diktat», certains

1. Accords de Munich.

parmi les seconds déclarent en ressentir «un lâche soulagement». Bien sûr, Georges Guingouin stigmatise les accords de Munich et se montre persuadé au contraire que le traité rend la guerre inévitable. Et dans une réunion publique à la mairie de Sussac, il va jusqu'à prédire que le canon tonnera un jour sur le mont Gargan¹ ! Il ne pouvait évidemment se douter que l'avenir lui donnerait si parfaitement raison !

Le 23 août 1939, éclate comme un coup de tonnerre sur l'Europe hébétée l'annonce du pacte germano-soviétique. Peu de gens comprennent que Staline, lassé des attermoissements de la France et de la Grande-Bretagne sur la création d'une entente commune pour faire face aux plans expansionnistes de Hitler, a préféré gagner du temps en traitant avec celui-ci. Sans doute, le dictateur russe nourrissait-il également d'autres plans en entrant dans le jeu du Führer, et ses vues sur certains Etats voisins confirment cette opinion, mais il laisse tout de même au Reich les mains libres à l'Ouest. Ce pacte de non-agression plonge les communistes dans le désarroi ; leur position s'avère délicate. Elle le devient encore plus lorsque, après la déclaration de la guerre le 3, le 26 septembre le gouvernement Daladier frappe d'interdit le Parti lui-même. Désormais les communistes sont hors la loi. Georges Guingouin a parfaitement compris la situation depuis longtemps et, avant de répondre à l'appel sous les drapeaux, en prévision d'une clandestinité future, il a camouflé dans la grange d'un camarade la ronéo, la machine à écrire, le stock de papier, l'encre et les stencils du «rayon».

A ses amis désemparés, il explique la position de l'U.R.S.S. et s'efforce de justifier son brutal revirement politique. Aux armées, il tentera de convaincre ses compagnons de la même façon. A tous ces combattants qui s'étonnent de la présence du général Weygand en Syrie et parmi lesquels on recrute des volontaires pour la Finlande, il démontre que ces faits, liés à leur maintien l'arme à la bretelle sur la frontière allemande, prouvent que pour le haut commandement l'ennemi pourrait être plus certainement la Russie que l'Allemagne.

En février 1940, au cours d'une permission, Guingouin constate que le Parti s'est organisé dans la clandestinité. Spontanément, un embryon de réseau local s'est formé qui n'a pu encore établir la liaison avec la direction, et, grâce au matériel soustrait aux recherches de la police, les premiers tracts commencent à circuler. Ayant rapidement, mais non sans mal, renoué les fils de son ancien rayon, Guingouin jette les premiers jalons d'une organisation clandestine. Mais, lorsqu'il rejoint son unité, il constate aussitôt que ses faits et gestes sont étroitement sur-

1. Massif montagneux du Limousin.

veillés, son activité a filtré et son courrier est fréquemment saisi. La majorité de ses lettres porte la mention «ouvert par autorité de justice».

La débâcle et la prise de conscience

Le 10 mai 1940, la drôle de guerre est terminée. Attaquant en force dans les Ardennes, réputées infranchissables, par notre haut commandement, les divisions allemandes déferlent sur notre territoire. Avec stupeur les soldats français constatent que la Luftwaffe est maîtresse du ciel, aucun avion à cocarde tricolore ne vient troubler ses raids sur les colonnes retraitant en hâte. Ils comprendront mieux cette absence en voyant sur un aérodrome près de Reims des centaines d'avions alignés comme à la parade, mais calcinés par le mitraillage allemand, et restés cloués au sol par une criminelle négligence! De semblables errements, les «tringlots» du 120/24 en verront bien d'autres au cours de leur repli vers le Massif Central. La rage au cœur, Guingouin voit les officiers affolés déguerpir en hâte, se frayant difficilement avec leurs voitures un chemin parmi la débandade de réfugiés jetés sur les routes par un bourrage de crâne insensé. Quelques courageux gradés tentent de rassembler leurs hommes pour former des hérissons de retardement; c'est dans l'un de ses engagements que Georges Guingouin reçoit cette blessure au visage dont la cicatrice deviendra rapidement le signe particulier figurant sur les fiches de recherche des policiers de Vichy, de la Milice et de la Gestapo.

Le 20 juin 1940, l'instituteur de Saint-Gilles-les-Forêts est de retour chez lui. Comme ses blessures réclament des soins immédiats, il fait appel à son ami le docteur Jules Fraissex. C'est un vétéran du parti communiste, il fut le compagnon de Jules Guesde. Maire d'Eymoutiers, conseiller général du canton, ancien député, il a été destitué par le gouvernement Daladier. Grâce à ses soins dévoués, Guingouin va rapidement se rétablir.

Le 10 juillet 1940, après une mascarade de débats, les parlementaires accordent les pleins pouvoirs à Pétain, seuls quatre-vingts d'entre eux ont voté contre, et la police concentre toute son activité à la chasse aux communistes. Le docteur Fraissex est parmi les plus recherchés et, en dépit de son grand âge, il est incarcéré à Limoges. Georges Guingouin profite de sa convalescence pour réfléchir. A vrai dire, ce qu'il observe n'est guère encourageant: derrière le vieux maréchal ambitieux, les tenants de la paix à tout prix se pressent, et la quasi-totalité d'une population hébétée par l'ampleur du désastre capitule. Les gens résignés hochent la tête d'un air accablé: «On a été vendus.» La presse qui commence à réparaître sous contrôle

allemand désigne les coupables: les affairistes judéo-maçons, les partisans du Front Populaire, les grévistes et les congés payés.

L'instituteur de Saint-Gilles-les-Forêts, est-il besoin de le dire, ne partage pas ce point de vue; pour lui, il faut démystifier, expliquer les raisons profondes de la défaite et montrer aux masses que sur le sol même de la métropole se trouvent des résistants résolus. Il lance son appel d'août 1940 dans lequel il prévoit même l'attaque de Hitler contre l'U.R.S.S.: «Il ne lui reste plus qu'à les amener (les peuples) à la lutte contre l'U.R.S.S. afin d'être maître du monde», écrit-il, et il invite à faire front aux ukases de Vichy. Le Limousin se trouve dans la zone dite libre et ses habitants ne subissent pas le choc de l'occupation; conséquemment, c'est contre le gouvernement de la collaboration avec l'Allemagne, qu'il faut lutter.

Dans son analyse de la situation, Georges Guingouin se trouve très vite en désaccord avec la direction clandestine du parti communiste. Alors que les responsables prônent une attitude de neutralité avec les Allemands: «Nous sommes le parti de la fraternité des peuples; nous devons être sans haine vis-à-vis des soldats allemands», et que certains dirigeants font des démarches pour faire reparaître *L'Humanité* en soumettant aux autorités d'occupation le numéro zéro de cette nouvelle série, Guingouin exprime une opinion fort différente; pour lui, la chute de la Troisième République a changé totalement le sens de la guerre. Comme lors de l'écrasement du Second Empire en 1870, il s'agit maintenant d'une guerre libératrice et le premier devoir est d'unir tous ceux qui veulent résister. Il n'admet pas la tentative effectuée pour réclamer le retour des municipalités communistes, et son avis se verra malheureusement vérifié lorsque les manifestations organisées par la direction du Parti n'auront pour conséquence que ce qu'il avait prédit: l'interpellation par la police française des meilleurs militants. D'ailleurs Benoît Frachon lui-même reconnaîtra que «de nombreuses arrestations, comme celles de J.-P. Timbaud et de Jean Baillet, auraient pu être évitées» Cette opinion, Guingouin va la formuler très clairement autour de lui, et il commencera à l'exprimer très diplomatiquement dans son éditorial du *Travailleur du Centre*, renaissant clandestinement de ses cendres en janvier 1941.

Cette position irrite fortement les dirigeants du Parti, et les premières controverses sérieuses surgissent rapidement.

De la légalité à la clandestinité

Fin septembre 1940, Georges Guingouin est révoqué de ses fonctions d'instituteur par l'autorité académique. Cette décision

administrative porte d'ailleurs un grave préjudice aux clandestins communistes car, cumulant comme dans beaucoup de villages sa fonction d'enseignant avec celle de secrétaire de mairie, Guingouin fournissait régulièrement des cartes d'identité en se servant habilement de l'état civil de personnes nées dans la commune mais l'ayant quittée. Ce travail n'était pas sans danger car une imprudence pouvait amener rapidement la police à remonter la filière. C'est alors que, pressentant les recherches, il prend toutes dispositions pour s'assurer une retraite clandestine. Aucun fil ne doit le rattacher à la vie normale, et il rédige à l'adresse de sa fiancée, restée dans l'Aube en zone occupée, un court message sur carte interzone lui rendant sa liberté.

Pendant, la police de Vichy poursuit opiniâtement sa chasse aux communistes et certaines délations amènent une cascade d'arrestations. Guingouin sent le filet se resserrer; déjà, vers le milieu de septembre, il a été convoqué chez le juge d'instruction de Clermont-Ferrand et, après un dilemme de vingt-quatre heures, il a déféré à cette assignation, se convainquant que si l'on avait voulu l'arrêter immédiatement un mandat d'amener aurait été délivré. Les faits lui donneront raison; après une audition de quelques heures, il sortira libre du cabinet du juge.

Le danger permanent planant au-dessus de sa tête ne l'empêche pas de poursuivre son action de propagande. Avec de nombreux amis: Dumont, Martial Pascaud, les frères Montagner, Mme Hélias, Barbaud, il se démène pour ronéotyper tracts et journaux clandestins. Mais quel problème pour eux que de se procurer papier et encre spéciale!

Mais ce qui était à craindre se produit le 10 février 1941. A Châteauroux, la police arrête «l'interdépartemental» Marchadier («Max»), porteur de tracts mais également d'une carte d'identité, d'un bulletin de naissance, et de titres alimentaires, au nom de Henri Prébost, avec le sceau de Saint-Gilles-les-Forêts. Très rapidement les inspecteurs parviennent jusqu'à Guingouin, et quelques jours plus tard le commissaire Combes, du Commissariat spécial de Limoges, se présente à son domicile. Par chance, il n'est pas là. Le lendemain, les policiers reviennent accompagnés d'une escouade de gardes mobiles. Tout le secteur est fouillé; en vain! Le préfet de Vichy, l'amiral Bard, se dérange en personne et fait observer à la mère du fugitif que son fils aurait intérêt à se rendre. N'obtempérant pas bien entendu à cette sommation, Georges Guingouin devient un hors-la-loi. Ayant fait ses adieux à sa mère qui lui remet toutes ses

1. Il sera le premier Français de zone libre à être condamné à mort par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand.

économies (il ne la reverra qu'après la Libération), il plonge dans la clandestinité.

Quatre années de lutte dans l'ombre, de souffrances et d'héroïsme commencent.

Après s'être réfugié quelques jours chez une parente de son camarade Anita, Georges Guingouin trouve asile dans une ferme de Mouret, à quelques kilomètres d'Eymoutiers, auprès de la famille Bourdarias¹. Là, dans un grenier plein de foin, un véritable tunnel est creusé; il peut dissimuler le matériel et l'homme, car la machine à écrire et la ronéo ont suivi. Une issue de secours est même aménagée à l'aide d'une trappe donnant sur l'étable. Et c'est dans la bergerie voisine qu'on imprimera tracts et journaux la nuit, au milieu des moutons.

Malgré les recherches dont il sait être l'objet, Guingouin n'hésite pas à prêter main-forte aux diffuseurs, et on le verra, lors de la foire de mars d'Eymoutiers, inonder de tracts le foirail et les rues de la ville. Mais la multiplication de ces distributions sauvages déchaîne la fureur des autorités et de la gendarmerie. Des barrages fréquents et inopinés surgissent, rendant malaisé et dangereux le travail des transporteurs et particulièrement «d'Yves» qui en assure l'essentiel. S'il venait à être arrêté, ces messieurs auraient tôt fait de remonter jusqu'à la ferme. Guingouin se rend compte du risque énorme qu'il fait courir aux Bourdarias. Il alerte alors l'organisation afin que l'on trouve pour lui et les machines une planque plus éloignée. Après de longues recherches, un groupe suggère une sapinière située à Soudaine-Lavinadière en Corrèze. Le fugitif s'y rend, inspecte les lieux qui lui conviennent fort bien. Deux camarades tiennent justement, l'un la cabine téléphonique du hameau proche du Vergnas, l'autre, la poste de Chamberet (Cueille et Sounil). Il pourra ainsi être alerté en cas de danger puisque les communications téléphoniques seront épiées. C'est au lieu-dit «Les Grands Bois» que Guingouin, avec l'aide précieuse du père Cueille, érige la cabane qui lui servira à la fois d'abri et d'atelier. Fin avril 1941, le travail est terminé et les machines installées. La vie d'ermite commence!

Malheureusement, quelque temps après, le propriétaire de la sapinière découvre par hasard la cahute et il prévient aussitôt la gendarmerie. Guingouin se trouve justement à la ferme lorsque la sonnerie du téléphone retentit. «Le portefeuille que ton fils a perdu est retrouvé»; c'est le message d'alerte! Mais il faut sauver les machines; une reconnaissance discrète montre que le secteur est encore calme, alors en hâte on charge

1. Le père et le fils seront déportés en Allemagne. La mère continuera leur œuvre et deviendra «la mère du maquis».

le matériel dans une charrette à vaches et on le transporte à quelques kilomètres dans une lande de genêts. A nouveau il faut fuir. Comme les lieux d'hébergement sont rares, le proscrit revient à Mouret, mais afin de limiter les risques, il s'installe dans un taillis voisin où il sera facile de le ravitailler. Cette fois-ci une simple bâche de batteuse, deux bottes de paille et des branches de bouleau sur le sol constitueront son abri. Bientôt la ronéo tourne et les tracts volent sur les marchés de la région. Pourtant la trêve est de courte durée; prévenu par le facteur Chillou que les gendarmes fouillent le secteur méthodiquement à la suite d'un coup de téléphone faisant état d'une planque dans les bois, Guingouin doit encore déménager en toute hâte avec l'aide de ses hôtes. Décidément les cagnas dans la nature ne lui sont pas favorables, alors Bourdarias propose une vieille maison inhabitée qu'il possède au lieu-dit «Les Aiguillons» près du bourg de Domps. Evidemment, il n'est pas question d'y faire du feu et c'est sur une lampe à alcool que le reclus devra réchauffer les aliments que Dédé lui apportera deux fois par semaine. Grâce au camarade René Legouteil, de Domps, il bénéficiera d'une soupe chaude presque tous les soirs. Pas de meubles, de la paille pour literie, mais les machines installées dans la cave tournent à nouveau chaque nuit.

Le plan «Barberousse» et la ligne retrouvée

Tout au long de ces pénibles mois de solitude, Georges Guingouin a beaucoup réfléchi. Les quelques informations qu'il a reçues de la direction du Parti lui ont montré que ses dirigeants persévèrent dans leur fausse route. Ainsi Gabriel Roucaute, membre du triangle de direction de la zone Sud, stigmatisera-t-il «le fou qui vit dans les bois»! Entre l'ancien chef du «rayon» d'Eymoutiers et les responsables, le fossé se creuse. Il ne comprendra pas et n'admettra jamais les directives données par *la Vie du Parti* de septembre 1940, qui conseillaient «d'agir avec audace pour reconquérir la légalité du Parti, de ses militants et de ses organes». Allant à l'encontre de ces avis, Guingouin prône l'activité clandestine et la résistance aussi bien envers le gouvernement de Vichy que contre l'occupant. Les deux points de vue sont inconciliables! Si pour l'heure, compte tenu de la réserve dans laquelle les enferme le pacte germano-soviétique, les Allemands ne se montrent guère enclins à pourchasser les communistes, il n'en est pas moins vrai qu'ils les considèrent comme un danger permanent. Mais bientôt tout va changer.

Le 22 juin 1941, à l'aube, le plan «Barberousse» entre en action et les divisions allemandes se ruent à l'assaut de la Rus-

sie sur un front s'étalant de la Baltique aux Carpates. En quelques jours, devant une Armée rouge surprise et affaiblie par les purges sanglantes de Staline, les panzers parviennent devant Kiev et Smolensk. Le martyr du peuple soviétique commence et Staline en porte l'écrasante responsabilité.

Pour les communistes français, cette agression modifie radicalement les données du problème, et l'effet en apparaît aussitôt dans ses deux aspects. Plus question pour le Parti de considérer sans haine le soldat allemand qui devient au contraire le boche à abattre, mais plus question non plus pour les services de police nazis de fermer les yeux sur les activités des communistes. A l'inverse, n'attendant que cette occasion, ils se font aussitôt remettre par Vichy tous les militants emprisonnés, et ceux-ci deviendront les premiers otages et les premiers déportés français. Seconde conséquence de la guerre à l'Est, l'unité se reforme dans les rangs du Parti. Les dirigeants se retrouvent sur la même ligne que les nombreux adhérents et sympathisants qui se rebellaient contre leurs directives ou qui œuvraient déjà eux-mêmes dans le processus de résistance à l'occupant. Alors immédiatement la machine du P.C. clandestin est relancée à fond; cette fois, tous les rouages tournent dans le même sens et fonctionnent à merveille, et elle constituera l'apport essentiel à la lutte dans l'ombre. Mais la lézarde de 1940 laissera des traces durables et l'on verra, une fois la paix revenue, l'appareil mettre tout en œuvre pour se débarrasser au fil des années, avec plus ou moins de douceur, de tous ceux qui ne s'alignèrent pas sur les positions prises au début de l'occupation. Et lorsqu'on se penche aujourd'hui sur l'organigramme du P.C., on s'aperçoit que tous les plus grands résistants dans ce cas ont été, soit évincés, soit ramenés à des responsabilités secondaires ou annexes. Est-ce par hasard?

Dans cette nouvelle conjoncture du conflit germano-soviétique, Georges Guingouin retrouve avec plaisir une unité bien nécessaire au sein du Parti. Quelques jours plus tard, une réunion des responsables locaux se tient dans une petite ferme près de Domps. Pendant toute une journée, protégés par des guetteurs, ces dirigeants mettent au point les plans de l'action clandestine à entreprendre. En conséquence des décisions prises, Guingouin repart pour Soudaine-Lavinadière, en Corrèze, au hameau des «Plaines» chez le père Coissac qui vit dans une maison isolée avec ses deux filles. Doté de l'identité d'un neveu de son hôte: André Dupuy, qui a quitté la région encore enfant, et dont il devra apprendre par cœur la parenté, il s'attaque aussitôt au problème crucial de l'armement. C'est qu'en effet celui-ci fait gravement défaut. Si les quelques revolvers dont dispose l'organisation suffisaient à assurer la couverture des distributeurs de tracts, ils s'avèrent bien insuffisants pour

affronter des opérations d'envergure. Comble de malchance, la police judiciaire de Vichy après une longue enquête passe à l'offensive, et toute l'organisation locale tombe. Envoyée aux nouvelles à Limoges, Anna Coissac apprend de Mme Hélias les arrestations d'une vingtaine de responsables et de militants. Une fois de plus, la liaison est coupée. Toujours préoccupé par le manque d'armes, Guingouin multiplie ses efforts pour s'en procurer, et aux quelques 6,35 récupérés il peut bientôt ajouter plusieurs fusils de chasse et quelques Mauser. Mais c'est bien peu! D'autre part, la rupture des relations, due au coup de filet policier, avec la direction clandestine pose de sérieux problèmes. Enfin, grâce à «Liliane», le fil est renoué et au cours d'une entrevue à Périgueux il rencontre le nouvel interdépartemental: Clovis Chirin. Une structure neuve s'élabore dans laquelle Georges Guingouin reçoit la responsabilité de la haute Corrèze sous le pseudonyme de «Raoul».

En septembre 1941, le gouvernement de Vichy décide d'imprimer de nouvelles cartes d'alimentation qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1942. Cette mesure vise surtout à débusquer tous les clandestins qui étaient parvenus à se procurer des titres alimentaires et qui vont se trouver ainsi totalement démunis. C'est un coup dur pour tous les membres de l'appareil, vivant camouflés sous de fausses identités dans les grands centres urbains. A la fin de ce mois, Chirin alerte Guingouin, alias Raoul; il faut tenter de se procurer quantité de ces nouveaux types de cartes d'alimentation. La solution la plus simple consiste évidemment à en prélever dans les mairies où elles se trouvent déjà en dépôt, mais encore faut-il connaître suffisamment les lieux, ou y disposer de complicités, car l'attaque en force n'est pas encore réalisable vu le manque d'armes valables. La seule possibilité pour l'ex-instituteur de Saint-Gilles-les-Forêts consiste à se rendre dans son ancienne mairie qu'il connaît parfaitement, mais le problème est de l'atteindre car la distance est longue à parcourir pour un illégal traqué par la police, et d'autant plus que la gendarmerie multiplie les patrouilles de nuit. Malgré tout, conscient du sort difficile de ses camarades des villes, Guingouin tente l'opération dans la nuit du 1^{er} octobre 1941 en compagnie du seul Jean Coissac. Arrivés vers 2 heures du matin à Saint-Gilles, les deux hommes y retrouvent leur ami Anita prévenu. Discrètement, le trio dépose un carreau et s'introduit dans la salle. Le paquet de 210 cartes en attente est enlevé, ainsi que les feuillets semestriels de tickets et le sceau de la mairie. Toujours aussi silencieusement, le commando quitte les lieux; il ne reste plus à Guingouin et à Coissac qu'à refaire le long parcours du retour. Au petit matin, ils rentrent fourbus et affamés, mais la première

opération de saisie à main armée de titres d'alimentation vient d'être réalisée, et cet exemple sera largement suivi par tous les clandestins à l'avenir.

Une provocation, des arrestations

Cette opération contre la mairie de Saint-Gilles-les-Forêts retentit comme un coup de tonnerre dans la région, et la 20^e brigade mobile de Limoges prend l'affaire en main. Ses conclusions sont formelles: «De fortes présomptions pèsent sur l'ancien instituteur Georges Guingouin, militant actif du parti communiste, faisant l'objet d'un mandat d'amener, activement recherché.» Les Renseignements Généraux de Vichy sont alertés et il est fait appel à la 6^e brigade de Clermont-Ferrand. Ce sont donc des forces de police considérables qui mènent la chasse sous la direction des commissaires principaux Combes et Messager, eux-mêmes supervisés par le divisionnaire du service central de la P.J. de Vichy. Malgré les moyens importants mis en œuvre, malgré l'aide bénévole des «Amis de la Légion», l'enquête ne mène à rien. Guingouin et ses amis demeurent insaisissables! C'est alors que la première machination policière est ourdie à l'encontre des rebelles. Avec l'aide d'un nommé Panteix, un scénario est monté dans le but d'arrêter quelques-uns de ceux que l'on soupçonne de complicité, puisque connus pour avoir appartenu au parti communiste. Prétendant faussement avoir assisté clandestinement à une réunion dans une maison inhabitée au hameau du «Chalard», Panteix jure avoir identifié: Anita, Louis Gendillou et Guingouin parmi plusieurs autres participants. Et, emporté par son élan, il affirme que le colloque s'est terminé par une allocution d'un délégué de Paris qui se serait écrié en concluant: «Tous unis derrière le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline. Préparons l'Octobre victorieux; Vive Staline notre chef vénéré!» Mais comme il devra répéter ce texte lors de sa déposition devant le juge d'instruction de la 12^e division militaire, le conseiller Barbou des Courrières, on a pris soin, pour qu'il n'oublie rien, de le lui faire inscrire sur un carnet!

Grâce à cette provocation, avec un grand luxe d'appareil policier mis en place, car il faut frapper les imaginations, les brigades mobiles procèdent le 6 octobre 1941 aux arrestations de: Legouteil, Gendillou, Anita, Chaumeil, ainsi que sept autres personnes. Un seul a pu leur échapper habilement, le jeune Georges Cueille; quant à Guingouin, il demeure introuvable, mais en interrogeant rudement les gens appréhendés, ces messieurs ne désespèrent pas de remonter jusqu'à lui. Pourtant, en dépit des sévices subis, les communistes se taisent; certains,

tel Anita qui s'en sortira avec une épaule fracturée, par un héroïque effort de courage, d'autres parce qu'ils ignorent la retraite du fugitif. Cependant, dès la nouvelle parvenue des arrestations, Georges Guingouin comprend que pour aider ses camarades il lui faut réagir immédiatement. Avec l'aide de Georges Cueille, il procède en hâte à la rédaction de nouveaux tracts. La ronéo tourne et, comme le temps presse, on ne le perd pas à alerter les diffuseurs; alors, avec quelques amis, «Raoul» éparpille lui-même des monceaux de papillons à l'encre encore fraîche dans les bourgs environnants. Le but est atteint; dès le lendemain les policiers repartent en chasse et comme cette fois-ci ils ne peuvent accuser les personnes arrêtées d'avoir imprimé ou distribué les feuilles «séditieuses», ils se trouvent contraints d'en libérer quelques-unes. Mais la provocation a quand même porté puisque le 13 novembre 1941 la section spéciale du tribunal militaire de Périgueux condamne Anita à 15 ans de travaux forcés (déporté par la suite en Allemagne, il n'en rentrera que pour mourir). Louis Coissac aura 10 ans de la même peine, Louis Gendillou 5 ans de prison, Pierre Bourdarias 3 ans, Anna et Elise Coissac 2 ans. Quant aux fugitifs, le 26 janvier 1942, la section spéciale de la 12^e division militaire siégeant à Périgueux condamnera par contumace: Georges et Baptiste Cueille à 20 ans de travaux forcés et Georges Guingouin à perpétuité.

Retenons bien le style de cette provocation car, sans grande imagination, douze ans après ainsi que nous le verrons plus loin, certains policiers, dont quelques-uns seront les mêmes! En feront la répétition contre le même homme!

CHAPITRE II

Portrait d'un homme responsable

Si nous nous sommes penchés d'assez près sur le comportement de Georges Guingouin jusqu'à cette date de janvier 1942, c'est dans le but de montrer quelle fut son attitude dans la cascade d'événements qui secouèrent la France avant et pendant les premières années de la guerre. Nous connaissons maintenant l'homme, ses capacités d'organisateur, sa lucidité dans l'adversité, son sens patriotique profond, son refus de l'illogisme, son intégrité philosophique, sa droiture fraternelle à l'égard de ses camarades, son esprit d'initiative et de responsabilité, bref, toutes les qualités requises pour assumer un rôle de chef. Certes, comme chacun de nous, il a ses défauts, les défauts de ses qualités. Ombrageux de tout ce qui peut porter atteinte à son autorité, tranchant, voire cassant, dans son raisonnement dès lors qu'il pense être dans la bonne voie et qu'on le conteste, il supporte mal le dirigisme aveugle et la contrainte, mais il souscrit d'emblée à la discipline librement consentie et possède ce don merveilleux d'inspirer confiance et respect. Tous ses compagnons de lutte qui combattront sous ses ordres lui voueront une fidélité et une admiration sans bornes et, en le surnommant affectueusement «le Grand», ils n'évoqueront pas seulement sa taille mais aussi le sentiment fraternel et protecteur qu'il leur inspire.

Nous connaissons également maintenant le militant, le communiste pur et sincère qui, en avance sur son temps, a parfaitement analysé la situation telle qu'elle s'est présentée pour les marxistes durant la période du pacte germano-soviétique et

après le déclenchement des hostilités entre les deux puissances. Sa position, qui était celle de sa conscience de communiste français, lui a valu dans les premiers temps de se trouver en désaccord avec les dirigeants de son parti, pour être rejoint par eux dans le deuxième aspect des événements survenus entre l'Union soviétique et l'Allemagne. De nos jours où le P.C. tente de se montrer nationaliste avant tout, l'attitude de Guingouin ne surprendrait pas, mais à cette époque où l'internationalisme prolétarien présidait au comportement des partis communistes, c'était s'exposer au reproche d'être déviationniste, voie qui menait directement à l'exclusion. Ce fut pourtant dans cette voie-là que s'engagea ce militant exemplaire, ce responsable de «rayon» conscient des risques qu'il prenait vis-à-vis d'un parti auquel son cœur et ses pensées demeuraient fermement attachés. Déjà suspect durant la clandestinité aux yeux de la direction par son refus de s'aligner sur des positions qu'il considérait comme erronées, éveillant la méfiance par sa stature populaire et le rôle éminent qu'il avait tenu dans la Résistance, il devait, après la guerre, s'attirer les foudres du Secrétariat politique en s'obstinant à vouloir faire reconnaître publiquement au P.C. ses erreurs de jugement.

L'heure de l'autocritique n'avait pas encore sonné!

A partir de ce début de 1942 et jusqu'à la Libération, l'activité clandestine de Georges Guingouin va aller sans cesse en s'accroissant et nous ne nous attacherons pas à décrire par le menu tous ces jours, ces mois, ces années de combats quotidiens. L'épopée des francs-tireurs du Limousin a été relatée parfaitement dans différents ouvrages et Georges Guingouin lui-même en a fait un excellent compte rendu dans son livre: *Quatre ans de lutte sur le sol limousin*¹ dans lequel il retrace avec une grande sobriété l'essentiel de son activité et celle de ses hommes. Il ne nous appartient donc pas, et ce n'est pas l'objet de cette étude, de rapporter toutes les actions, tous les hauts faits des maquisards de la Haute-Vienne et de la Corrèze accomplis sous les ordres du «Grand», mais, afin d'en donner un aperçu aux lecteurs qui n'en seraient pas informés, et pour leur montrer quel fut le rôle primordial tenu par Georges Guingouin dans l'armée de l'ombre, nous allons tenter d'en tracer une brève rétrospective.

1. Hachette, collection «La Libération de la France», dirigée par Henri Michel.

L'embryon d'un puissant mouvement

Après avoir séjourné quelque temps à Treignac chez un camarade dévoué: Mayzaud, «Raoul» se rend à Saint-Hilaire-les-Courbes pour reformer un groupe local, puis successivement il visite La Celle, Bugeat, Chamberet, Tarnac. Partout il doit réorganiser les noyaux clandestins car, sans liaisons et sans ordres, ceux-ci retombent vite dans l'apathie. Ce sera ensuite Sornac, puis Ussel; lorsqu'il quitte cette dernière ville, il a tout lieu d'être satisfait: un réseau d'une centaine d'hommes est déjà opérationnel, préparant le sabotage de l'usine de moteurs d'avions Montupé. La foire de Meymac le 19 avril 1942 est marquée par une pluie de tracts qui signale le passage du chef clandestin, et l'organisation armée des F.T.P. prend forme. La récupération de fusils de chasse, de Mauser et de pistolets, a permis d'équiper les premiers éléments, et l'enlèvement de stocks de dynamite dans certaines carrières va pourvoir aux possibilités de sabotages.

Courant toujours par monts et par vaux, piloté la nuit dans les traverses et les «sendarous» par des camarades du pays, couchant le jour au hasard de gîtes improvisés: greniers à foin, bâtiments isolés, bergeries, ravins de bosquets, etc., Georges Guingouin va, vient, rameutant ici les énergies défaillantes, regroupant là les bonnes volontés, planquant ailleurs les premiers groupes armés. Recrutant partout des hommes sûrs, il s'assure aide et complicités; à Bussy-Varache, c'est Barlet le forgeron (qui s'avérera précieux dans la confection des engins de sabotage), à Magnac-Bourg, le charron Lornac, puis, pour le noyau armé, ce seront successivement les frères André¹ et Julien² Beynel, Desassis (Darius)³, Constanty (Germain), Lanot, Jean Vialat⁴, Gabriel Montaudon, Albert Faye, Pierre Villachou, et tant d'autres qui viendront grossir les rangs des sections F.T.P. Dans le même temps, Auloiroux est parvenu à établir le contact avec d'autres formations résistantes et plus particulièrement avec le groupe «Liberté» créé par Edmond Michelet à Brive, et qui va bientôt fusionner avec «Combat». Cette liaison a pour conséquence d'étendre considérablement les possibilités d'aide mutuelle entre tous les clandestins de Corrèze et de Haute-Vienne.

1. Tué dans les combats de la 2^e D.B. en 1944.

2. Mort à Dachau.

3. Fusillé à Limoges.

4. Martyrisé et exécuté par les S.S.

A l'automne 1942, une conversation surprise par Guingouin entre deux paysans lui donne sérieusement à réfléchir. Discutant d'un tract qu'ils viennent de ramasser sur le foirail d'Eymoutiers, les deux hommes soupirent: «C'est bien beau à dire, ne donnez plus rien pour les boches, mais comment se soustraire aux réquisitions avec le système de répression policier, les amendes, les contrôles?» Aussitôt, «le Grand» comprend toute la différence qui existe entre les paroles et les actes; il est clair que les paysans ne peuvent s'opposer individuellement aux contraintes de l'occupant, ainsi pour le foin que les autorités allemandes réclament à chaque cultivateur et qu'elles paient un prix dérisoire sans se soucier s'il en restera suffisamment à l'intéressé pour son propre cheptel. Amené sur les places publiques aux lieux de réquisition, le fourrage est conditionné par les botteleuses du Ravitaillement général pour être transporté en Allemagne. Alors dans l'esprit de Guingouin, la décision logique s'impose immédiatement: sans botteleuses, pas de conditionnement, sans celui-ci pas de transport possible du foin, conclusion: il faut saboter les botteleuses, toutes les botteleuses, les rendre inutilisables. Et à la mi-décembre les premières machines sautent à Eymoutiers et à Meymac en Corrèze. Bientôt l'action s'étend dans chaque chef-lieu de canton et le foin restera dans les greniers des récoltants, car les services responsables ne se risqueront plus à installer des botteleuses qui volent en éclats dès leur arrivée.

Ce genre d'action, qui touchait directement l'intendance de guerre allemande, montra aux paysans que les francs-tireurs se préoccupaient de leurs soucis et de leurs difficultés, aussi considérèrent-ils alors ces derniers d'une tout autre façon. A la méfiance entretenue et conseillée par la propagande vichyssoise, succéda bientôt une active sympathie qui se mua rapidement en complicité permanente. Et ce changement d'attitude s'affirma d'une importance bénéfique pour les maquisards.

Une fois de plus, Guingouin avait eu raison. Saisissant avec opportunité l'occasion offerte, devançant l'événement plutôt que de le subir, il démontrait avec éclat comment devait s'organiser la Résistance en rassemblant les éléments du peuple. Et une fois de plus, il sera en désaccord avec les instances du P.C. qui n'approuvent pas ce genre d'opérations. Pour les dirigeants communistes, seules les actions dans les grands centres urbains s'affirment prépondérantes, et priorité est donnée aux sabotages industriels et aux attentats contre les troupes et les installations ennemies. Certes, ce raisonnement sonnait juste, mais une direction moins centraliste et plus réaliste aurait rapidement reconnu l'intérêt immense que représentait l'initiative de Guingouin qui, tout en gênant l'économie de guerre nazie, se conciliait la sympathie du monde rural. Et ce dernier point n'était

pas à négliger, en fonction du problème aigu soumis par le ravitaillement permanent des clandestins. Dans les régions où les francs-tireurs furent coupés de la population paysanne, ils n'eurent d'autres ressources que d'imposer des réquisitions, pas toujours heureuses, et en général fort mal ressenties. Il est remarquable par contre de constater que dans les secteurs où les responsables de maquis surent s'allier la confiance des agriculteurs ils n'éprouvèrent guère de difficultés pour nourrir leurs hommes.

Premiers sabotages et premières liaisons

Le 25 janvier 1943, après avoir reconnu lui-même les lieux quelque temps auparavant, Georges Guingouin, à la tête d'une équipe d'une dizaine de maquisards, s'attaque à la poudrière des mines de wolfram à Puy-les-Vignes, près de Saint-Léonard. Ayant emprunté la camionnette d'un boucher de Sussac, le commando arrive sur les lieux vers onze heures du soir, cisaille les barbelés d'isolement, s'ouvre une large brèche dans le grillage de protection et, délaissant la porte du bâtiment placée sous alarme, grimpe sur le toit qui est vivement dégarni, puis défonce le plafond. Sans éveiller l'attention des gardiens pourtant proches, les hommes enlèvent 47 caisses de dynamite-gomme, soit près d'une tonne et demie d'explosifs qui seront disséminés en forêt de Chateauneuf, à Bussy-Varache et à Chamont. Pour les besoins du groupe de Magnac-Bourg, Albert Faye, Charles Gaumondie et Lornac, viendront en prendre un chargement substantiel. Ce stock important ne va d'ailleurs pas moisir longtemps dans les caches prévues car, le 13 mars 1943, Guingouin dirigeant une section comprenant entre autres: G. Montaudon, Dumont, Mulatier, Barlet, Pastier, Nard, Viamont et Tino, fait sauter l'important viaduc de chemin de fer qui enjambe la vallée près de Bussy-Varache, sur la ligne Limoges-Ussel. C'est la réponse du chef maquisard au décret de Vichy instituant le S.T.O., car il empêche ainsi un convoi de requis formé à Eymoutiers de partir pour l'Allemagne.

L'heureuse initiative de la liaison avec le groupe «Combat» va permettre à Georges Guingouin de réaliser l'un des plus spectaculaires et efficaces sabotages perpétrés dans la région, celui de l'usine Wattelez de Palais-sur-Vienne. Spécialisée dans la régénération du caoutchouc, dont elle produit de 15 à 20 tonnes par jour, cette entreprise s'avère vitale pour l'économie de guerre hitlérienne. Une seule autre usine de ce genre fonctionne en France, dans la région parisienne à Gennevilliers, et elle va devenir rapidement un objectif de choix pour la R.A.F. qui s'y reprendra en trois fois pour la détruire les 6, 29 et 30 avril 1943.

Malheureusement, si les ateliers furent sérieusement touchés, les bombardements ravagèrent également ses environs, causant de lourdes pertes à la population civile. Les épreuves subies par celle-ci, habilement exploitées par la propagande pro-allemande, desservirent grandement la cause des Alliés et, très justement, lorsqu'il fut question d'intervenir sur l'unité Wattelez, les responsables londoniens préférèrent charger la Résistance de ce délicat travail. A cette fin, le mouvement «Combat» prit contact avec un ouvrier de l'usine, Henri Granger¹, pour obtenir tous les renseignements nécessaires sur l'implantation et les services de sécurité. Malheureusement, quelques jours plus tard, une cascade d'arrestations démantelait le groupe «Combat» local et Granger, conscient de l'intérêt de l'opération envisagée, se démenait pour établir le contact avec les sections de Guingouin. Grâce à Joseph Cournaud, la relation put se faire et le chef maquisard accepta de se charger du sabotage.

L'affaire n'était pas simple car l'usine Wattelez bénéficiait d'une garde importante patrouillant jour et nuit, et la distance à parcourir pour les exécutants, plus de 50 kilomètres de Châteauneuf-sur-Vienne, nécessitait, surtout pour le retour dans un secteur alerté par les déflagrations, un surcroît de précautions. Néanmoins, grâce au groupe de Magnac-Bourg entré en relations avec des agents du S.O.E. en Corrèze, Guingouin parvint à obtenir un matériel de sabotage plus adapté à l'action prévue, et notamment des détonateurs et des crayons à retardement.

Le 8 mai 1943, après avoir mis au point soigneusement son plan d'intervention, «le Grand», accompagné d'une équipe triée sur le volet (Duval, Léon Duris, les frères Cournaud), passe à la phase pratique. La ligne téléphonique est neutralisée et, déjouant les rondes des gardiens, le commando amorce les deux bombes. L'une est placée dans la chaudière la plus proche, mais la pose de l'autre nécessite le passage devant le poste de garde. Couvert par ses hommes, Guingouin rampe jusqu'au «gueulard», l'ouvre, y dépose son engin minutieusement réglé et revient sans anicroches. En silence, le groupe décroche alors et s'éclipse discrètement. Aux premières heures de l'aube, avant l'arrivée des ouvriers, les deux générateurs sautent, littéralement pulvérisés par les explosions qui réveillent la bourgade en sursaut. Mais la section a pris du retard sur l'horaire prévu en raison des difficultés d'approche et le chemin du retour va être émaillé d'incidents sérieux car les brigades de gendarmerie alertées sillonnent les routes et tiennent les carrefours. Le lever du jour se manifeste très tôt en ce mois de mai et Guingouin se rend compte qu'il ne pourra pas regagner la forêt protectrice

1. Il devait plus tard s'illustrer dans le maquis sous le pseudonyme de «Pignien».

sous le couvert de la nuit. Il lui faut improviser et demander asile à un sympathisant en cours de route; ce sera au Châtenet-de-Saint-Denis-des-Murs, chez Jean Demichel. Celui-ci accepte volontiers d'héberger les hommes. La nuit suivante, les clandestins repartent, mais peu avant Masléon, ils butent sur les gendarmes embusqués. Dans l'échange de coups de feu qui s'ensuit, le brigadier Lorinquer est abattu par le chef maquisard. L'acharnement déployé par ce policier dans la traque des réfractaires et des résistants, s'il lui avait valu une promotion récente, devait aussi lui coûter la vie.

L'imposant dispositif mis en place à la suite de cette échafourée obligea Guingouin à regagner son camp de base par petites étapes nocturnes, mais il eut la satisfaction d'apprendre le résultat de son action qui stoppa durant près de six mois la production de caoutchouc destiné à la machine de guerre allemande.

Paradoxalement, ce fut cette brillante opération qui enflamma à nouveau les rapports entre le chef de maquis et les dirigeants de l'organisation clandestine du P.C. Ceux-ci en effet acceptèrent fort mal ce sabotage réalisé en dehors des ordres de la direction et fulminèrent contre «l'indiscipliné qui n'en fait qu'à sa tête». Cette attitude outrancière envers Guingouin irrita tellement un grand nombre de ses camarades de lutte qu'il fallut, et c'est assez cocasse à la réflexion, toute la diplomatie du «Grand» pour les empêcher de couper le contact avec la hiérarchie!

Un maquis organisé

En ce printemps de 1943, le vaste territoire sur lequel s'étend le rayonnement du maquis de Georges Guingouin forme un imposant quadrilatère dont les angles sont constitués par les communes de Saint-Germain-les-Belles, Saint-Léonard, Peyrat-le-Château, et Doms. Au centre de cette zone, l'inextricable forêt de Châteauneuf fournit aux francs-tireurs la profondeur de ses halliers, ses vallées encaissées où jaillissent de nombreuses sources, et ses fourrés impénétrables. Le campement des partisans est établi au lieu-dit «Les Trois Chevaux» et son emplacement est tenu rigoureusement secret; seuls ceux qui en ont fait leur refuge, et les deux ravitailleurs du maquis, le connaissent. Aucun agent de liaison extérieur ne peut y parvenir; les contacts sont entretenus par des «boîtes à lettres» régulièrement et très prudemment visitées. Un service de guet particulièrement efficace surveille nuit et jour les abords et personne ne peut s'aventurer sous le couvert sans être signalé par les sentinelles du périmètre de sécurité.

Pour tous ces jeunes qui arrivent au camp, après avoir été soigneusement filtrés par les sédentaires des bourgades environnantes, quelle découverte! et quelle transition! Somnolent le jour, le maquis s'anime dès la tombée de la nuit et c'est pour les néophytes un changement difficile. Des branches de bouleaux en guise de lits, des bâches faisant office de toits, des rondins qui remplacent bancs et tables, forment l'ossature de chacun de leurs bivouacs; et il leur faut se soumettre au régime alimentaire frugal du maquis dont les pommes de terre et l'eau de source constituent l'essentiel. De temps en temps, un veau ou un mouton offert par un cultivateur ami, ou réquisitionné dans une exploitation un peu trop portée sur le marché noir, améliore un peu l'ordinaire, surtout lorsqu'il se fait accompagner d'une barrique de vin provenant des mêmes fournisseurs. Et la vie nocturne de ces jeunes patriotes se passe ainsi en missions, corvées de ravitaillement, et entraînement rudement mené. De son P.C. des «Trois Chevaux», Guingouin lance des raids éclair sur les installations ennemies, harcèle les convois légers qui osent de moins en moins s'aventurer dans cette zone que les soldats allemands ne tarderont pas à désigner sous le vocable de «Petite Russie»! Dans la région, la population s'est habituée à voir fleurir sur les murs les affiches du «Préfet du maquis» qui, au nom de l'autorité de la France Libre, réprime le marché noir, fixe le taux de blutage pour que la farine blanche soit livrée aux travailleurs, détermine les prix de vente des produits agricoles qui devront se substituer à ceux, ridiculement bas, imposés par le gouvernement de Vichy, invite les agriculteurs à ne pas déférer aux ordres de réquisition de bovins, etc. Toutes ces ordonnances du «Préfet du maquis» et signées «Guingouin», si elles lui attirent la sympathie de plus en plus active des milieux ruraux et ouvriers, déchaînent la fureur des représentants du pouvoir et de la collaboration. Bientôt, c'est vers eux que se tourne le doigt accusateur du maquis et, gendarmes trop zélés, Amis du Maréchal enclins à la délation, membres des Délégations Spéciales ¹ favorables à l'Ordre Nouveau, notables adeptes de la collaboration, reçoivent de péremptoires avis ou des mises en demeure qui ont pour résultat de calmer leur ardeur pro-allemande, quand ce n'est pas de motiver leur fuite! L'autorité des francs-tireurs s'étend et grandit; la renommée de Georges Guingouin franchit les hameaux, les bourgades et les villes. A des lieues à la ronde, chacun connaît le «Préfet du maquis» dont même ses ennemis parlent avec respect et... crainte.

A la faveur de cette sympathie grandissante, bien des diffi-

1. Maires et conseillers municipaux désignés par le gouvernement de Vichy en remplacement des élus républicains.

cultés s'aplanissent, et «le Grand» va trouver aide et assistance dans tous les milieux. C'est ainsi qu'il pourra avant l'hiver pourvoir tous ses hommes en armement valable grâce au concours du groupe S.O.E. de Magnac-Bourg. Un parachutage réceptionné par Charles Gaumondie sur le terrain des «Galaveaux» permet de recevoir douze containers de 180 kilos. Désormais, les maquisards disposent chacun de leur mitraillette, de grenades, et souvent d'un colt 11 mm, car les arrivages d'armes et d'explosifs vont se succéder sur une dizaine de terrains homologués.

De même, l'habillement des francs-tireurs s'est radicalement modifié; à la tenue disparate, bien souvent loqueteuse, du début s'est substitué un véritable uniforme: blouson de cuir, pantalon de drap vert, gilet de peau de mouton, flanelle blanche autour du cou, brodequins, casque, prélevés dans les camps des Chantiers de Jeunesse ou des Compagnons de France. Quant aux épaisses chaussettes de laine, il en a été tricoté des centaines de paires dans les fermes limousines!

Un 14 Juillet mouvementé, et une nouvelle structure

A l'occasion du 14 Juillet 1943, le maquis va manifester spectaculairement la présence des Forces Françaises Combatantes sur le front de l'intérieur. Une diffusion massive des journaux clandestins: *la Voix des Cheminots*, *l'Humanité*, *Combat*, s'accompagne de milliers de tracts et de papillons lancés dans tous les centres urbains des environs. Porteurs de slogans nationaux, tous ces feuillets ronéotypés invitent les jeunes gens à ne pas répondre aux réquisitions du S.T.O., appellent les paysans à se soustraire aux sollicitations du Ravitaillement général, convient les ménagères à manifester auprès des autorités pour réclamer des suppléments alimentaires, incitent chaque foyer à pavoiser pour l'anniversaire de la fête nationale, et lancent un vibrant appel au combat et à l'union contre l'occupant. Mais à cette action de démonstration pacifique, les partisans adjoignent une série d'opérations dirigées directement contre l'ennemi. C'est ainsi que le câble téléphonique souterrain reliant la base navale de Bordeaux à l'état-major de la Kriegsmarine en Allemagne est détruit, que le canal d'amenée de l'hydrocentrale de Bussy-Varache est saboté, que six pylônes de la ligne de tramway Limoges-Peyrat-le-Château sautent ainsi qu'une locomotrice, et que les embuscades surprennent des voitures allemandes isolées.

A ce déferlement opérationnel contre son économie de guerre et ses transmissions, l'autorité occupante réplique par une série d'ordonnances qui ont pour but de protéger ses installations: gardes de voies ferrées, patrouilles sur les itinéraires des câbles

téléphoniques, contrôles des titres alimentaires, multiplication des vérifications d'identité, couvre-feu avancé, etc., toutes mesures qui s'avéreront insuffisantes vu le manque de personnel pour les faire appliquer, et le préfet régional Chauvin avouera son impuissance dans une lettre servile adressée au colonel commandant la place de Limoges.

Avec le mois d'août, commence la saison des battages et les cultivateurs, peu enclins à livrer leurs récoltes à l'occupant, suggèrent à Georges Guingouin de répéter avec les machines à battre le processus de sabotage qui avait si bien réussi avec les botteuses. «Le Grand» se range aux raisons des exploitants et, pour bien faire comprendre que le maquis donne le signal d'arrêt des battages, il organise le même jour, le 9, une série d'actions dans cinq communes différentes. Cette nuit-là, les vallons et les coteaux répercutèrent l'écho des explosions qui anéantissaient cinq batteuses, mais qui entraînaient la jubilation intense des agriculteurs réveillés par les déflagrations. Du contingent de trois millions de quintaux de blé à fournir par la région, fixé par les représentants de Hitler, la livraison en sera réduite des trois quarts et, battue au fléau dans chaque ferme, la plus grosse partie de la récolte sera transformée en pain blanc que chaque paysan dégustera au bout de sa table en hochant gaiement la tête: «*Que lo maquis qui nous baillen lou po blanc!*»

En octobre, le dépouillement progressif des hautes futaies protectrices de Châteauneuf annonce l'automne, et la forêt va perdre son pouvoir de refuge inexpugnable. La neige qui apparaîtra bientôt, fréquemment précoce sur les plateaux, deviendra l'alliée des Allemands et de leurs séides qui n'auront qu'à suivre les traces. Georges Guingouin en a conscience et il a prévu une autre organisation pour son maquis. Il répartit ses hommes en neuf détachements homogènes et autonomes sur le territoire de trois cantons: Eymoutiers, Saint-Léonard et Châteauneuf. Chacun de ces détachements porte un nom de code emprunté au monde animal: Ours, Tigres, Lions, Pumas, Loups, etc., et, au milieu du mois, gagne son lieu d'hivernage: une ferme abandonnée au fond des bois, des masures perdues dans le fouillis des sentiers montagnards, des bergeries nichées dans le repli de vallons écartés. Il était grand temps car, ulcéré par l'activité intense des francs-tireurs, le chef du maintien de l'ordre a dépêché dans la région limousine une quinzaine d'escadrons de la Garde, des groupes mobiles de réserve et des pelotons de gendarmerie motorisée, soit plus de 3'000 hommes sous le commandement du général Bois. Mais il est trop tard, le maquis s'est dispersé et les forces policières ne rencontrent que le vide!

A la sympathie du début que portaient les cultivateurs aux maquisards, a maintenant succédé une complicité permanente. L'aide apportée par les résistants au milieu rural, par leurs actions contre les possibilités de réquisition, a démontré, beaucoup mieux que toute la propagande du monde, la justesse du combat mené par les «terroristes». Georges Guingouin va encore en montrer l'exemple en s'opposant aux livraisons des bovins. Des opérations ponctuelles sont menées par tous les détachements, dans chaque secteur, pour intervenir à l'encontre des commissions d'achat de la direction du Ravitaillement général. Et là où la parole ne s'affirmera pas suffisamment éloquente, la mitrailleuse prendra le relais! Le résultat apparaît bientôt car les réquisitions deviendront au fil des jours lettre morte. En contrepartie, l'ordinaire des clandestins en sera assuré et amélioré. Il le sera d'autant plus que leur chef, à la suite d'un audacieux coup de main, a pu s'emparer, lors d'un transfert de fonds de la trésorerie générale d'une somme de 450'000 francs ainsi acquise à la Résistance et qui servira à payer les fournisseurs du maquis.

Premiers combats au grand jour

Le 30 décembre 1943 à l'aube, sur une demande pressante des responsables de la zone Sud qui en ont un urgent besoin pour leurs résistants urbains, Georges Guingouin enlève à Sussac tous les titres de ravitaillement qui devaient être distribués dans la journée. Par la même occasion, ayant neutralisé le peloton de G.M.R. qui devait en assurer la garde, les maquisards s'emparent de leurs uniformes et de leurs armes.

En janvier 1944, Guingouin décide de créer une unité d'élite formée de volontaires pris dans les détachements mis en hivernage. Des sous-officiers de carrière assureront l'encadrement, et le lieu choisi pour cette base sera le château de la Ribeyrie, près de Saint-Gilles-les-Forêts. Installés dans cette gentilhommière inhabitée, les 120 hommes y subissent un entraînement poussé, pratique et technique.

C'est en ce lieu que le «Préfet du maquis» accueillera l'interrégional Connangle venu lui soumettre les propositions de la direction. Cette entrevue n'aura pour résultat que de creuser davantage le fossé entre les responsables nationaux du P.C. et «Raoul», car celui-ci va commettre deux fautes impardonnables au regard des dirigeants. Tout d'abord, il a fait bander les yeux de l'émissaire dans sa marche jusqu'au château, ce qui sera quasiment considéré comme un crime de lèse-majesté ¹!

1. Et ce n'était pourtant là qu'une mesure élémentaire de prudence que la responsabilité d'une centaine de vies imposait, car qui pouvait se vanter de ne jamais parler sous la torture?

Ensuite il refusera tout net sa mutation dans le Puy-de-Dôme, en arguant, avec juste raison, que former des maquis nécessite avant tout une grande connaissance du terrain, ce qui ne serait évidemment pas le cas, ainsi que de la population et des hommes. De plus, imposer à ses propres garçons un autre chef, si valeureux soit-il, c'était atteindre gravement à leur moral et à leur confiance. Après la Libération, cette affaire sera évoquée dans les hautes sphères du Parti, et Thorez réclamera des éclaircissements pour finalement «passer l'éponge» à contrecœur.

Début février, à la suite de la dénonciation d'un hobereau, le groupe des «Tigres» est cerné par une unité de S.S. au château de Farsac, près d'Eymoutiers. Prévenu quelques heures plus tard, le chef des maquis rassemble ses hommes et part aussitôt au secours de ses camarades. Hélas, il y a près de trente-cinq kilomètres à parcourir, et lorsque le détachement parvient sur les lieux du combat, tout est terminé; les francs-tireurs ont réussi à décrocher après un rude échange mais ils déplorent la mort de trois des leurs. La population d'Eymoutiers leur fera d'émouvantes obsèques, sous le regard prudent de policiers vichysois.

A peine rentré à son quartier général de la Ribeyrie, et à la suite d'une autre dénonciation, le détachement d'élite se voit attaqué par une puissante formation de G.M.R., mais une énergique riposte sème la déroute parmi les assaillants. Il faut toutefois abandonner la position car la Garde reçoit des renforts et monte à nouveau à l'offensive. Durant plusieurs jours, dans la campagne couverte de neige, les escarmouches se succèdent. Le froid sibérien ajoute aux souffrances des maquisards qui ont bien du mal à assurer leur subsistance au hasard de leurs haltes improvisées. Cependant, l'acharnement au combat des partisans, et la rigueur d'un hiver particulièrement rude, viennent à bout de l'opiniâtreté des forces du maintien de l'ordre qui abandonnent la lutte. Et en désespoir de cause, les autorités ne trouveront pas d'autre solution que de déclarer le vaste territoire tenu par les maquis de Georges Guingouin «Zone interdite»!

C'est aux approches du printemps, le 28 mars 1944, que les maquisards capturent la Commission d'armistice franco-allemande de Limoges tombée dans une embuscade; et ce sera en représaille des exactions commises par les S.S. lors de l'assaut du château de Farsac que les officiers nazis seront passés par les armes. Le bavardage inconsidéré, ou malintentionné, d'un automobiliste de passage qui prévint les gendarmes de Bort-les-Orgues, eut alors pour résultat d'amener, dans le cadre de cette dernière affaire, une action punitive des Allemands à l'encontre des habitants de La Celle, en Corrèze.

Dans le même temps, la division B du général Brehmer, après avoir mené de dures opérations de répression en Dordogne, remonte sur le Limousin avec mission de réduire les maquis. Sitôt informé, Guingouin ordonne partout d'appliquer la tactique du vide, et quand le 6 avril les colonnes ennemies ratissent la région, elles ne trouvent rien. Ulcérés par cet échec, les Allemands, suivant leur habitude, se vengeront lamentablement sur des civils innocents.

Le mois de mai voit s'installer dans ce secteur maintenant déserté par la troupe occupante les sinistres cohortes de la Milice. Leurs centaines s'installent à Saint-Germain-les-Belles, à Meuzac et à Masseret. Alors va s'engager entre les formations de Guingouin et celles de Darnand un combat sans merci. Chaque jour, les «volantes» de la Résistance attaquent les patrouilles des miliciens, lesquelles organisent des expéditions punitives qui se soldent par des déplacements gratuits. Parallèlement à ces actions de harcèlement, les francs-tireurs s'en prennent aux objectifs stratégiques, notamment sur la R.N. 20 où ponts, viaducs et pylônes sautent. Les quelques convois ennemis qui s'aventurent sur les petites routes intérieures sont traqués et assaillis par des groupes très mobiles.

Cette maîtrise des détachements de Georges Guingouin sur la région et l'annonce du débarquement des Alliés le 6 juin sur les côtes normandes décident les responsables du Parti à donner l'ordre au chef maquisard de s'emparer de Limoges, en même temps qu'ils commandent aux dirigeants F.T.P. locaux de s'assurer de Tulle. Conscient du bain de sang pour la population qu'entraînerait une action prématurée sur le chef-lieu de la Haute-Vienne, Guingouin refuse. Une nouvelle fois, «l'indiscipliné» entre en conflit avec sa direction! On sait par ailleurs ce qui se passa à Tulle après l'entrée des maquisards dans cette ville, et l'on doit admettre une fois de plus que le «Préfet du maquis» eut raison d'agir ainsi. Personne n'ignore maintenant quelle traînée d'horreur et de sang la division «Das Reich» laissa derrière elle lors de sa montée vers le front normand avec les martyrs d'Oradour-sur-Glane, les pendus de Tulle, les fusillés de Combeauvert et d'Argenton-sur-Creuse.

S'en tenant à la seule tactique valable à l'encontre d'une armée occupante puissamment équipée, Georges Guingouin accorda la priorité aux actions de harcèlement. C'est ainsi que seront libérés in extremis par ses unités les internés des camps de Saint-Paul-d'Eyjeaux et de Nexon, au moment où les S.S. s'apprêtaient à les diriger vers la déportation. C'est ainsi qu'également les détachements du maquis s'empareront d'une automitrailleuse à Sainte-Anne et qu'ils captureront le Sturmbahnführer Kempfe, héros de la «Das Reich», décoré successivement de la Croix de fer de 2^e et 1^{ère} classe et de la Croix du Chevalier

ou Ritterkreuz. Par ces interventions de guérilla constante, c'est un retard de quarante-huit heures que subira la 2^e division blindée «Das Reich» dans son périple pour rejoindre le front de Normandie. Alors que c'est dans l'après-midi du 9 juin que le général Lammerding reçut cet ordre, ce n'est ni le 10, ni le 11, malgré un rappel pressant du Haut Commandement allemand, mais seulement le 12, que cette unité fit route vers les lieux du débarquement.

Quarante-huit heures perdues alors que les minutes mêmes étaient si précieuses sur le front de Normandie où se décidait le sort de la guerre.

Il n'est que de lire les mémoires du général von Choltitz, qui commandait le 84^e corps d'armée allemand face au débarquement allié, pour s'en rendre compte car il y évoque avec amertume «l'absence de deux ou trois divisions blindées qui auraient suffi à rejeter l'assaillant à la mer».

La bataille du mont Gargan

Pour les détachements du colonel Guingouin, le débarquement était l'annonce de nouvelles formes de combat. Ils seraient amenés à quitter les halliers, à abandonner la formation de «volantes» qui convenaient pour les raids, les embuscades, pour y substituer des unités aptes à mener des combats en rase campagne nécessaires pour contribuer à libérer le territoire.

L'heure était venue de former des compagnies, des bataillons, avec de nouveaux cadres qui, au courage éprouvé des anciens, ajouteraient la connaissance de la technique militaire exigée par ces combats.

A côté des officiers de réserve, prendront un commandement des gendarmes brevetés chefs de section, des gardes républicains.

C'est ainsi qu'au 6^e bataillon, noyau de fer de la brigade, aux chefs partisans Pierre Villachou et Gabriel Montaudon s'ajoutent les gendarmes Gédée et Colombani, les élèves gradés de l'école de la Garde de Guéret Delboy, Le Lorrain, Sablier.

Que le 5^e bataillon d'Eymoutiers sera commandé par le garde Coujard, que les gendarmes Bariou de la brigade de Châteauneuf-la-Forêt, Perret de la brigade de Saint-Germain-les-Belles, le lieutenant de gendarmerie Malabre, qui deviendra plus tard général dans son corps, dirigeront des unités.

Dans la plus pure tradition des glorieux soldats de l'An II, où l'armée de la République fut créée par l'amalgame des anciens sous-officiers de l'armée royale et des volontaires, sera ainsi forgée, à l'étonnement même de Londres et à la stupeur de l'ennemi, une véritable armée qui sera capable d'investir Limo-

ges, de supporter les coups de boutoir de l'Allemand pris au piège et mis dans l'impossibilité de réaliser son projet de fusiller une partie des résistants emprisonnés, une armée qui l'obligera finalement à capituler.

Le 9 juillet, une colonne allemande commandée par le général von Jesser est signalée venant du Cantal, se dirigeant vers la Haute-Vienne. Dans le même temps, Georges Guingouin apprend que des unités du 95^e régiment de sécurité venant de Brive font mouvement vers La Croisille, cependant qu'à l'ouest, un bataillon de la garnison de Limoges, renforcé par deux centaines de la Milice, se dirige sur Linards. C'est donc une manœuvre d'encercllement, menée par les forces allemandes des généraux von Jesser, Gleiniger, et Ottenbacher, qui vise le secteur de base du maquis. Cette menace inquiète d'autant plus le chef résistant que le 14 juillet est la date prévue pour un parachutage massif de jour. Parant au plus pressé, il dispose donc ses bataillons en hérisson, et multiplie les travaux de défense aux alentours du mont Gargan, point vital de son dispositif. Le 16, l'ennemi est signalé à La Croisille, et le 17 au matin, c'est l'attaque. Toute la journée, les combats font rage mais les francs-tireurs ne lâchent pas de terrain, et le 18, comprenant qu'ils ne pourraient pas franchir la forêt, abandonnant l'offensive frontale, les Allemands partent vers l'est afin de contourner l'obstacle. La bataille reprend alors près du bois Barrat où les 2^e et 3^e bataillons subissent à leur tour le choc. La position dominante, la chapelle du mont Gargan, est tenue par la section du lieutenant Dupuy avec quatre fusils mitrailleurs. Voulant absolument s'en emparer, l'ennemi soumet alors ce point vital à un violent bombardement. Les flancs déboisés, couverts de bruyères et de genêts brûlent. Suffocants, saoulés par le pilonnage incessant, les défenseurs doivent abandonner une position devenue intenable. Ce sont maintenant les mitrailleuses allemandes qui dominent la situation. Les patriotes font assaut de courage et reculent pas à pas, mais au soir une brèche s'ouvre permettant aux soldats nazis l'accès à la route de Sussac. Guingouin rameute alors le 6^e bataillon qui se porte sur le flanc ouest du mont, bloquant la route et stoppant la poussée ennemie. Pendant ce temps, les camions font d'incessantes navettes pour distribuer les tonnes d'armes recueillies lors du parachutage. Toute la journée, sous un soleil de plomb, la bataille est acharnée, mais, à la nuit tombante, les Allemands doivent se contenter d'occuper Saint-Gilles et la Forêt Haute, tandis que les partisans tiennent solidement le secteur du Grand Bouchet et celui de la forêt de Châteauneuf. C'est donc en contournant ce massif que l'ennemi parviendra, en passant par Doms, à atteindre Sussac le 20. Il n'est pas sorti du guépier pour autant, car les déta-

chements de légaux entrent à leur tour en action dans des embuscades meurtrières. Au Puy Maceau, à la Condamine, au pont du Bord, près de Peyrat-le-Château, ses pertes sont importantes. Après sept jours de combats, pressées de toutes parts par le harcèlement des partisans, les unités allemandes lâchent prise laissant sur le terrain 342 tués, dont 7 officiers. Du côté des forces clandestines, leur chef aura à déplorer 38 tués, 5 disparus, ainsi que 54 blessés. Ajoutons qu'au cours des combats un avion ennemi a été abattu d'une rafale de fusil mitrailleur dans la forêt de Châteauneuf, ce qui constitue un magnifique trophée pour les maquisards.

Lorsque Georges Guingouin, dans une envolée lyrique en 1938 prédisait que «peut-être un jour le canon tonnerait sur le mont Gargan», il ne croyait sûrement pas si bien dire!

Pendant que la bataille faisait rage dans le secteur d'Eymoutiers, deux compagnies de F.T.P. assiégeaient un train blindé parvenu à Oradour-sur-Vayres par la ligne du tramway départemental. Après plusieurs heures de rudes échanges, les Allemands décrochaient mais les patriotes avaient perdu quatre de leurs camarades. D'autres escarmouches sérieuses se produisaient autour de Saint-Junien et jusqu'aux alentours d'Excideuil en Charente où les unités de «Bernard» répondaient à une attaque virulente de l'ennemi. D'autres batailles farouches se dérouleront près d'Ambazac, à Grandmont où le camp de l'A.S. sera submergé par de puissantes formations nazies, mais les maquisards auront pu se replier à temps, alertés par une brave postière.

Limoges aux heures de la libération

Le 3 août 1944, le colonel «Rivier» (Rousselier) commandant la 5^e région nomme Guingouin, en raison de l'importance et de l'efficacité de ses groupes, chef des F.F.I. du département. Sous son commandement, se regroupent donc les Corps Francs de la Libération (A.S.), l'O.R.A. et les F.T.P. de Haute-Vienne. La 1^{re} brigade de marche limousine, fondée en novembre 1943, devient donc la 4^e brigade des Forces Françaises de l'intérieur. C'est ainsi près de 14'000 hommes que l'ancien instituteur de Saint-Gilles-les-Forêts aura à diriger de son poste de commandement installé à Lajeumont, à 30 kilomètres à l'est de Limoges.

Que de chemin parcouru par le hors-la-loi pourchassé depuis près de quatre ans, et dont la tête a été mise à prix tant de fois! Quelle juste fierté intérieure doit l'inonder, lui le paria, le «fou qui vit dans les bois», lui le contumace, traqué par les séides de Vichy, recherché par les autorités allemandes, lui qui,

envers et contre tous, a montré à ses compatriotes quel était le chemin à suivre pour conserver sa liberté et sa dignité d'homme. Oui, il peut être fier, il a forgé de ses mains la puissante force résistante qui a tenu la dragée haute à l'occupant. Jour après jour, refoulant ses peines et ses faiblesses, il a su s'élever, soutenu et guidé par sa foi patriotique, au niveau des plus grands parmi les résistants de France. Et à la veille de rendre à son département la liberté pour laquelle il a tant lutté, combien doit sembler douce au poilu accablé de 1940 cette revanche qu'il peut savourer sur un ennemi déjà vaincu.

Chef de guerre, il a toujours eu le souci de remporter le maximum de succès avec le minimum de pertes humaines. C'est pour cela qu'ayant appris par son service de renseignements que le chef de la Gestapo Meier envisage de fusiller une partie des résistants emprisonnés à Limoges en cas d'abandon de la ville, au lieu de lancer une attaque frontale, il donne l'ordre d'encerclement le 12 août 1944.

Ainsi sera évité à Limoges ce qui se passa dans d'autres villes de France où furent payées chèrement les premières heures de liberté, les dernières salves des pelotons d'exécution assouvissant la rage d'un ennemi qui, se voyant perdu, voulait détruire le plus grand nombre possible de ceux dont la vertu morale les avait poussés au libre choix du combat libérateur.

Dans la ville, la garnison allemande du général Gleiniger, forte de 1'400 hommes, est renforcée par la 2^e cohorte de la Milice (3 centaines placées sous les ordres de l'officier de Bourmont). De plus, se trouvent également à l'intérieur de la cité les 3^e et 5^e régiments de la Garde mobile sous le commandement du colonel Mahuet et des lieutenants-colonels Besson et Raulet. Ce sont ces dernières forces qui tiennent les barrages et les blockhaus aux entrées de la ville. Membre de l'O.R.A., le lieutenant-colonel Besson a fait connaître au chef départemental des F.F.I. qu'il exécuterait ses ordres. Si cette décision dégage Guingouin du souci de ne pas entrer en lutte ouverte avec les gardes, elle lui impose de s'assurer au moins de leur neutralité en leur enjoignant de quitter Limoges.

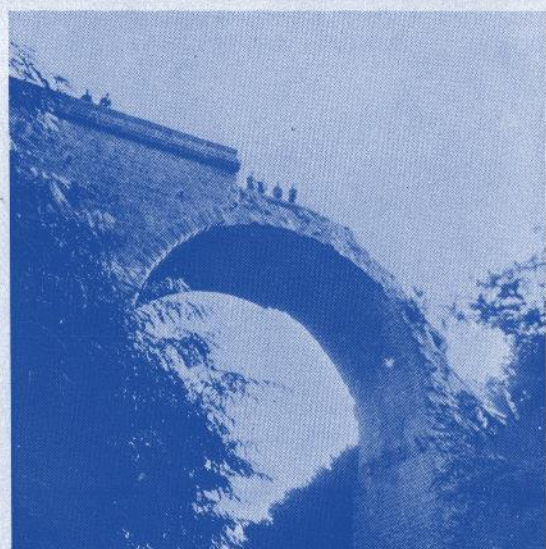
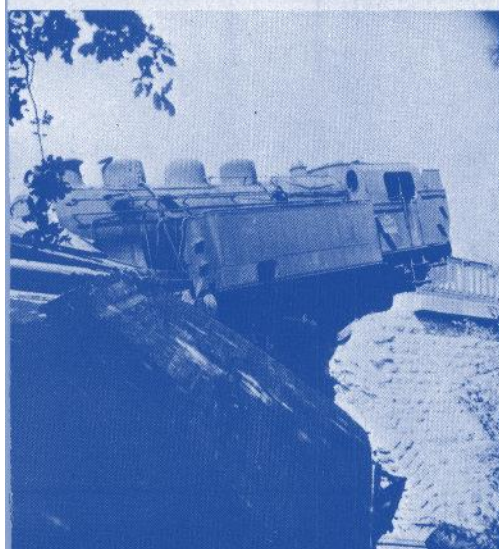
Des tractations laborieuses aboutissent à l'évacuation discrète des forces de l'ordre dans la nuit du 20 au 21 août. Aussitôt, elles sont affectées en différents points du dispositif d'encerclement, et prennent place dans la lutte aux côtés des résistants.

Par l'entremise de M. Jean d'Albis, correspondant de la légation suisse, Guingouin envoie un ultimatum de reddition au général Gleiniger. Les pourparlers traînent du 20 au matin jusqu'au 21 au soir. Finalement, l'acte de capitulation est signé à 20 h 30 par les plénipotentiaires: pour les Alliés, le major Stauton de la British Army, le capitaine Charles E. Brown de l'U.S. Army,

Le colonel Georges Guingouin,
commandant la 1^{re} Brigade de marche limousine.

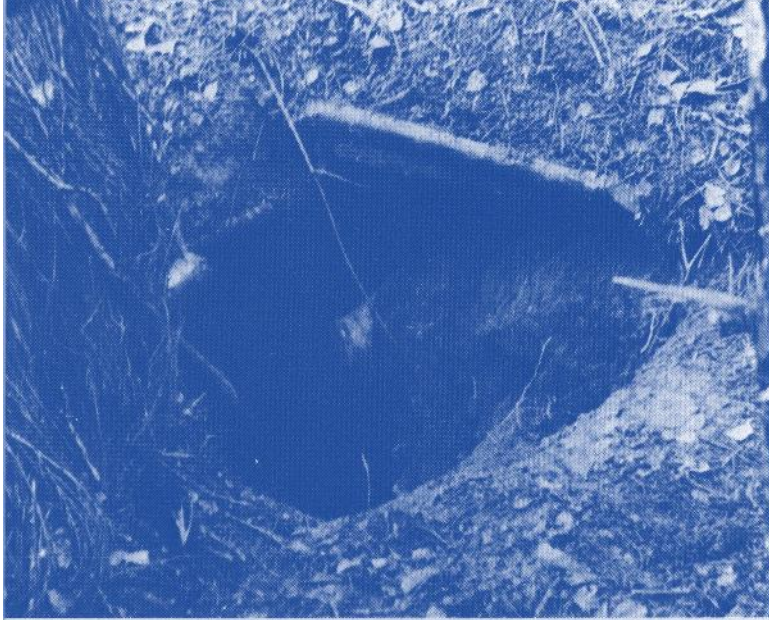


Forêt de Châteauneuf, avion allemand abattu au F.M.,
le 9 juin 1944, par les maquisards de Georges Guingouin.

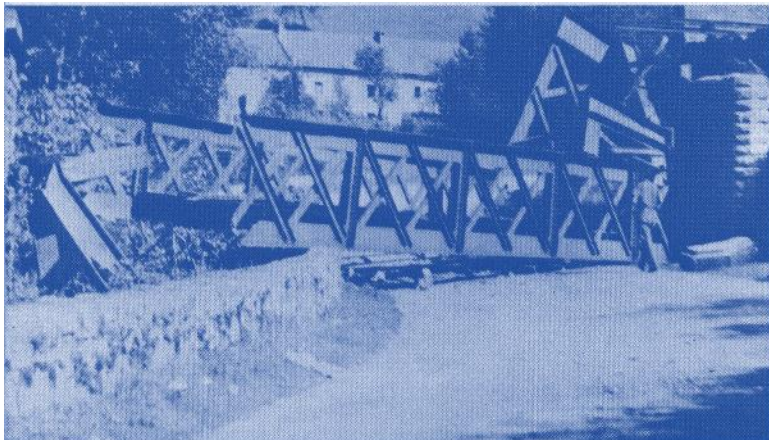


Opération effectuée à Plainartige (Haute-Vienne), sur la voie
entre Limoges-Ussel, par le corps-franc de la 1^{re} Brigade
de marche limousine, commandée personnellement par
le colonel Guingouin, le 10 juillet 1944.

Pont routier de Masléon (Haute-Vienne) sur la RN 679,
détruit par les maquisards du Limousin, le 9 juin 1944,
pour retarder la progression de la 2^e Division blindée SS
"Das Reich".



Première planque de Georges gouin, en avril 1941, au lieu-d "Grands-Bois", à Soudaine-Lavie



Pont de chemin de fer détruit RN 679 Limoges-Ussel, le 15 1944, par la 1^{re} Brigade de n limousine de G. Guingouin, ! entraver la progression de la cc du général allemand Van Jess» nant du Mont-Mouchet (Cantal



Ce qui resta du château de la Ri école de cadres du maquis de G gouin, après le passage des ur répression de la Division B du allemand Brehmer, le 6 avril



Georges Guingouin tirant des tracts à la ronéo en 1940.



Le bâtiment de l'usine Wattelez, du Palais-sur-Vienne, ►
détruit le 6 mai 1943 par Georges Guingouin, Duval,
Gérard Courgnaud et Léon Duris.

La ferme de Boussely, qui abritait le groupe "les Loups",
détruite le 15 novembre 1943, sous le commandement du lieutenant
Gingouin.





Viaduc de Bussy-Varache (Eymoutiers, Haute-Vienne), après la destruction de l'une des piles par Georges Guingouin et ses maquisards, le 13 mars 1943.



Georges Guingouin (au centre), maire de Limoges à la Libération, est devenu un administrateur efficace et dévoué.

(Toutes les photos et les pièces publiées ont été aimablement mises à notre disposition par M. Georges Guingouin.)

tous deux officiers parachutés dans le cadre des missions S.A.S., et représentant le chef des F.F.I., le capitaine J. Guéry ainsi que le capitaine M. Viguier; pour les Allemands, le général Gleiniger lui-même, assisté du lieutenant-colonel von Leibich et du capitaine Noll.

L'acte de reddition prévoit l'internement des vaincus au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux (juste retour des choses), et comprend toutes les forces allemandes en uniforme stationnées en Haute-Vienne. Rendus furieux par cet accord, les quelques éléments de S.S. présents à Limoges s'enfuient aussitôt, non sans emmener avec eux le général Gleiniger qualifié de traître, qu'ils exécuteront quelques heures plus tard.

A 20 h 30, les soldats des Forces Françaises de l'intérieur entrent dans la ville, l'arme à la bretelle. Guingouin a tenu son pari; le chef-lieu de son département est libéré sans effusion de sang.

Forte de vingt mille combattants, avec l'apport des milices patriotiques et des forces du maintien de l'ordre, la 4^e brigade est devenue cette véritable armée qui redonne à la cité limousine la fierté de sa liberté reconquise.

Limoges est libérée, mais l'Allemand reste menaçant. Ses troupes remontent du Sud-Ouest et peuvent vouloir transiter par le chef-lieu de la Haute-Vienne. Il importe donc d'organiser une défense solide et Georges Guingouin s'y emploie. Les zones de protection sont aménagées dans un rayon de 30 kilomètres, tandis que le chef départemental installe son P.C. à l'hôtel Haviland. Parallèlement à ces dispositions de sécurité, Guingouin s'applique à maintenir l'ordre dans la cité et il y réussira parfaitement puisque, d'après l'historien Robert Aron¹, peu suspect de sympathie pour eux, les résistants manifesteront «d'une grande fermeté pour éviter les excès d'une population exacerbée par le comportement odieux et sanguinaire des miliciens». Il faut préciser que dans la région de Limoges, les débordements des hommes de Darnand furent particulièrement atroces. Ainsi, toujours d'après Robert Aron: «Ils fusillent à la prison même une vingtaine de F.F.I. qui y sont détenus; ... en torturent d'autres dans une caserne... Près de Magnac-Laval, au lieu-dit «La Croix du curé», un milicien assassine dix-sept paysans. La femme du docteur Verger, l'un des dirigeants miliciens de Limoges, déclare publiquement qu'elle n'aura de cesse avant d'avoir son sac à main en peau de maquisard! Leur chef, Jean de Vaugelas, est un des plus fanatiques; après la mort de Philippe Henriot, il veut faire emprisonner l'évêque Mgr Rastouil qui, sollicité d'officier lui-même au service funèbre du ministre

1. Histoire de la libération de la France (Fayard 1968).

assassiné, n'a pas craint de répondre: «Allez trouver l'archiprêtre, vous lui donnerez quarante sous et il vous fera une messe.» Des simulacres de jugements sont rendus en «cour martiale»; les cercueils sont préparés et apportés avant même que la séance ait commencé... Ces crimes commis par la Milice sont comme une semence de haine qui fait lever d'autres excès; des exécutions sommaires commises par des maquisards, plus ou moins disciplinés.»

C'est pourquoi, dès le 22 août, un système de justice est créé à Limoges. Il comprend une commission de constitution de dossiers composée d'inspecteurs de police ou de gendarmes anciens résistants, une commission d'instruction comprenant un représentant de chacune des trois formations de la Résistance armée et un délégué du Comité départemental de Libération, et enfin une cour de justice composée de trois officiers (F.T.P., A.S., O.R.A.) présidée par un magistrat commissaire du gouvernement, un avocat du barreau de Limoges présentant la défense.

Outre les ordres donnés aux commandants d'unités, le 25 août à 13 h 15, était rendue publique sur les antennes de Radio-Limoges une communication de l'état-major des F.F.I. précisant qu'«aucune arrestation ne peut être opérée à Limoges et environs sans mandat d'amener régulier».

Toutes les conditions sont donc réalisées pour que les traîtres soient châtiés et que les innocents ne soient pas injustement frappés.

A la dissolution de cette cour de justice, 350 dossiers auront été examinés, 78 condamnations à mort prononcées, une cinquantaine de remises en liberté effectuées.

On voit qu'il fallut à Georges Guingouin une grande autorité et une parfaite maîtrise de ses troupes pour franchir sans excès ce cap délicat de la libération de Limoges.

Et l'on peut conclure avec Robert Aron¹: «Limoges a passé sans trop de mal cette période difficile; l'épreuve de force fut évitée.»

1. *Histoire de la libération de la France* (Fayard 1968).

CHAPITRE III

Le dénigrement progressif

Tandis que la guerre se poursuit dans l'est de la France et autour des «poches» de l'Atlantique, le chef départemental des F.F.I. organise le ravitaillement de la ville, après avoir remis ses pouvoirs civils et de police le 5 septembre au commissaire de la République. Puis il préside à la formation des trois régiments, de chacun trois bataillons, qui regroupent les anciens francs-tireurs de la région. Alors que la 4^e brigade F.F.I. va s'intégrer dans les armées qui poursuivent l'ennemi, un premier «accident» survient au lieutenant-colonel Georges Guingouin: un jour qu'il se rend à l'école du Mas-Jambot pour y assurer un cours, sa voiture essuie les coups de feu d'un tireur isolé. L'enquête ne donne rien. Un peu plus tard, le 20 novembre, alors qu'il va en inspection à l'école d'officiers de Magnac-Laval, il est victime d'un curieux accident de voiture dans lequel il se retrouve grièvement blessé. Là non plus, les investigations ne fournissent aucun élément explicatif; tout ce qui ressort, c'est que l'automobile de commandement venait d'être entièrement révisée par le parc des ateliers mécaniques. Quoi qu'il en soit, Georges Guingouin est si gravement atteint qu'après un long séjour à l'hôpital et deux mois de convalescence il va être, début avril 1945, réformé à titre définitif. Sa carrière militaire est terminée! Est-ce cela qu'on a voulu?

Décidément, comme l'écrivit plus tard le général de Larminat en parlant de quelques chefs de maquis: «Jamais autant d'accidents ne sont survenus à certains d'entre eux durant cette période.»

L'ennemi était encore à nos frontières, sur lesquelles la bataille faisait rage, que les partis politiques reprenaient leurs joutes. En fait, dans le désir de s'enrichir du plus grand nombre d'adhérents possible, et de se défier ainsi par des statistiques éloquentes mais factices, accueillirent-ils des masses d'individus dont beaucoup ne s'inscrivaient que pour se dédouaner d'une attitude équivoque sous l'occupation, ou qui recherchaient des protecteurs ou des appuis. Les résistants furent les premières victimes de cet enrôlement démesuré car, au sein de leur propre parti, ils se trouvèrent bientôt étouffés par l'apport de ces nouveaux venus. Au temps des épreuves, où l'acte était l'exemple et la critique vertu, succéda le temps de l'opportunité, favorable aux habiles et aux beaux parleurs. Déchirés par des options différentes, les anciens clandestins durent suivre leurs dirigeants dans des campagnes de dénigrement mutuel. Ainsi, au lieu d'œuvrer au grand rassemblement des meilleurs combattants de la liberté sous le vaste et généreux programme du C.N.R. qu'ils eussent dû soutenir et imposer, les vit-on bientôt s'invectiver sous le regard guoguenard des anciens collabos redressant progressivement la tête. Même au sein du parti communiste, les rancœurs se firent jour et les clans commencèrent à régler discrètement leurs comptes qui devaient aboutir aux exclusions de 1952.

Si ses dirigeants ne purent s'opposer à l'élection sur la liste U.P.R.A. soutenue par les communistes en avril 1945 de Georges Guingouin comme maire de Limoges – eu égard à son immense popularité régionale –, ils commencèrent pourtant à dénigrer sous le manteau celui qu'entre eux ils nommaient le «Tito limousin». C'est qu'on ne lui pardonnait pas son attitude de 1940, ni ses initiatives incessantes durant la clandestinité. Aussi, lors du congrès de juin 1945, la candidature au Comité central de l'ancien chef F.F.I. ne sera pas proposée, alors que partout ailleurs, au contraire, on cherchera à mobiliser les anciens et plus valeureux résistants; et on lui préférera Gabriel Roucaute avec lequel Guingouin s'était durement accroché à propos de la tactique des maquis durant la clandestinité. C'est le signe infailible de la méfiance observée à son encontre par les pontes du Parti.

Cet ostracisme sera plus apparent encore lorsqu'il sera question de choisir les candidats aux élections de la première constituante d'octobre. Alors que la stature du chef maquisard, la faveur dont il jouit dans tous les milieux, et sa glorieuse réputation auprès du monde rural, le désignent tout naturellement à cette fonction de représentant du peuple, il sera évincé de la liste présentée par le P.C., qu'on lui demande toutefois de soutenir de tout le poids de sa popularité! Embarrassé tout de même devant les militants, Jean Chaintron leur expliquera doc-

tement que le poste de maire est incompatible avec celui de député. On ne pouvait mieux se moquer du monde puisque, dans le même temps, Charles Tillon à Aubervilliers, Christophol à Marseille, et plusieurs autres, devenaient députés-maires!

Cette insidieuse mise à l'index allait se concrétiser le 16 décembre 1945 aux assises du Congrès fédéral puisque Guingouin se voyait rétrograder de secrétaire en simple membre du bureau. Dès lors les attaques vont se multiplier; on lui reproche son travail municipal, que pourtant au dire même de ses opposants politiques il réussit parfaitement; on va aller jusqu'à recourir aux mensonges à propos d'une affaire d'augmentation des tarifs des trolleybus faussement évoquée. Son initiative de fonder une «Fraternelle des Anciens du maquis limousin» sera fort mal vue, car il s'est assuré le concours d'authentiques résistants de l'A.S. comme le lieutenant-colonel Faure, et de l'O.R.A. comme le commandant Demay. Quelque temps après, mais encore en retard sur l'événement, les dirigeants communistes feront machine arrière comprenant que le rassemblement des anciens combattants de l'ombre s'affirme comme une nécessité vitale pour sauvegarder les valeurs nées de la clandestinité.

Encouragé par le climat de défiance qui pèse sur Guingouin, le journal réactionnaire *L'Epoque*, qui regroupe une poignée de revanchards, lance en décembre 1945 une odieuse campagne de calomnie contre lui. Une brèche s'est ouverte sur le flanc des forces de la Résistance, grâce aux perfides attitudes de certains irresponsables, et les plumitifs pétainistes s'y engouffrent allègrement. Mais le réflexe salutaire de tous ses anciens camarades de combat qui volent à son secours, quelles que soient leurs opinions politiques, restitue à l'ancien chef de maquis son honneur et son intégrité. De tous côtés parviennent en effet les protestations: socialistes, gaullistes, chrétiens, s'élèvent avec vigueur contre ces allégations mensongères et assurent Guingouin de leur estime et de leur sympathie. Mgr Rastouil, évêque de Limoges, tient à lui adresser «l'expression de sa profonde sympathie à l'occasion des infamantes calomnies du journal *l'Epoque*». Grâce à ce sursaut, la cause est entendue et le quotidien diffamateur cité en justice est lourdement condamné.

C'est la première et sérieuse grande attaque frontale à laquelle le vaillant chef de maquis doit faire face, mais ce ne sera pas la dernière! On verra de temps à autre reparaitre, sous la plume de nostalgiques de l'époque de l'occupation, certains articles venimeux qui tenteront de discréditer l'action du lieutenant-colonel Guingouin, mais la grande voix de la Résistance est encore puissante et elle fera justice de ces misérables médisances.

La fêlure avec le P.C.

Les mois passent et la violence des réactions suscitées par les articles haineux de *L'Epoque* incite les détracteurs de Georges Guingouin à se montrer plus discrets, mais en coulisse on manœuvre toujours car le Parti supporte mal d'être battu en brèche dans le Limousin par l'imposante stature de l'ancien instituteur de Saint-Gilles-les-Forêts. Le mois d'octobre 1947 va raviver un peu le débat puisque c'est le 19 que doit être renouvelé le conseil municipal de Limoges. La campagne électorale se déroule pourtant normalement, mais le P.C. perd la mairie de la ville au profit des socialistes qui bénéficient des voix de la droite. Toutefois, le scrutin se déroulant à la proportionnelle, Georges Guingouin reste conseiller municipal.

Déchargé de ses tâches administratives, il va alors commettre l'erreur vis-à-vis du P.C. que celui-ci ne lui pardonnera pas. En effet, convaincu que toute direction d'un parti communiste soucieux de ses devoirs envers le peuple a comme première exigence morale de procéder à son autocritique, il rédige un long rapport à l'intention du bureau politique. Après bien des atermoiements, le 28 octobre 1949, le Secrétariat accepte d'entendre Georges Guingouin lire ce fameux rapport en présence de Maurice Thorez et de Léon Mauvais. Lecture faite, il est alors décidé d'en soumettre l'examen à la Commission Centrale de Contrôle Politique (C.C.C.P.) présidée par André Marty, étant entendu que celle-ci convoquera son auteur pour défendre sa thèse. Les choses en sont toujours là lorsque le 23 avril 1950 s'ouvre le congrès de Gennevilliers. Les premiers symptômes du changement s'y manifestent avec l'éviction du Comité central d'anciens résistants et le remplacement de Marty à la direction de la C.C.C.P. par Léon Mauvais. Les observateurs y subodorent déjà les dissensions qui se concrétiseront par des exclusions deux ans plus tard. Dans le même temps, Waldeck Rochet est chargé de suivre plus particulièrement les travaux du Comité fédéral de Haute-Vienne dont, entre-temps, Guingouin était redevenu membre du Secrétariat. Sans nouvelles de son rapport d'octobre 1949, ce dernier harcèle Waldeck Rochet à ce sujet, mais sans résultat. Une réponse, il en aura pourtant une le 9 janvier 1952 sous la forme d'un véritable ultimatum du bureau politique: «Georges Guingouin accepte-t-il la décision du Parti de considérer que toutes les questions se rapportant à la période de la clandestinité et de la Libération sont tranchées et que les décisions prises par le Parti à l'époque ne doivent pas être remises en cause?»

Evidemment l'intéressé s'y refuse; la cassure devient inévitable.

Et puis la cassure

Déjà bien prononcée, la faille va s'élargir irrémédiablement à la faveur de l'affaire Marty-Tillon. Redevenu simple militant, et soumis à la vindicte interne des sphères dirigeantes du Parti, Guingouin va, une fois de plus, exprimer son désaccord avec des méthodes autoritaires qu'il considère comme néfastes au mouvement populaire. En présence d'un délégué fédéral, l'ancien chef maquisard soutient, lors de la réunion de sa cellule, que les mesures prises à l'encontre de Marty et Tillon sont antidémocratiques. Et il s'en explique: pour lui, si André Marty membre du Secrétariat et Charles Tillon membre du bureau politique peuvent être destitués de leurs responsabilités dans ces instances par le Comité central, par contre, ils ne peuvent être éliminés de ce Comité central par une décision unilatérale puisqu'ils ont été régulièrement élus par un congrès souverain. Il argumente qu'appliquer la décision de la direction du Parti, sans permettre aux accusés de s'expliquer devant les militants, représente un véritable abus de pouvoir et un déni de justice. Si les faits reprochés aux deux exclus sont aussi graves qu'on le laisse entendre, il convient alors de réunir un congrès extraordinaire afin que les adhérents puissent juger sur pièces.

A l'unanimité, moins deux voix, la cellule suivit Georges Guingouin. Cette courageuse prise de position déchaîna ouvertement la calomnie contre lui. En assemblées, les responsables n'hésitèrent pas à salir publiquement l'homme à qui le P.C. devait tant dans le Limousin.

Le comble de l'ignominie fut de l'accuser d'avoir conservé toutes les sommes d'argent qui lui restaient entre les mains à la Libération, provenant des fonds de la Résistance, alors que, de sa propre initiative, il avait fait don au Parti d'une part importante de ces sommes, le reliquat allant intégralement à la «Fraternelle des Anciens du maquis¹».

Cette calomnie fut d'autant plus odieuse que lorsque plus tard Georges Guingouin dut assurer sa défense devant la justice, pour l'affaire que nous verrons plus loin, il se trouva contraint d'emprunter les sommes nécessaires.

Sous la houlette de Waldeck Rochet, sa cellule pour l'avoir approuvé fut dissoute! Décision plus qu'arbitraire! Et ceux de ses camarades qui l'avaient soutenu furent «mis en congé». En fait, il était littéralement «excommunié», et de cellule en cellule on colporta partout la médisance, mettant en garde les mili-

1. Après la Libération, et ce n'est un secret pour personne, tous les fonds de la Résistance échouèrent dans les caisses des mouvements et partis, suivant l'orientation des groupes résistants.

tants contre «l'homme à qui on ne devait pas tendre la main».

Ecœuré, dégoûté par tant de bassesse, Guingouin en tira lui-même les conclusions, et le 13 janvier 1953, il remettait sa démission de conseiller municipal de Limoges, ne voulant plus détenir un mandat de ce parti qui le traînait ainsi dans la boue.

Naturellement, la presse communiste régionale emboîta le pas, et une campagne de dénigrement de l'ancien maire de Limoges fut savamment orchestrée. Georges Guingouin pouvait entamer un procès, dont l'issue lui aurait été très probablement favorable, mais il répugna à citer en justice un journal qu'il avait contribué à maintenir. En fait, comme il le déclarera fort judicieusement dans sa lettre ouverte de démission: «Si je traîne un journal démocratique devant les tribunaux, on m'accusera d'être un ennemi de la classe ouvrière; si je n'entame pas de procès, on dira que je reconnais avoir tort. C'est avec un art remarquable qu'est maniée l'arme de la provocation.»

Jacques Duclos, enfin, dans un meeting public à Nantiat, s'associa à cette campagne diffamatoire en déclarant: «L'argent de Tillon et Guingouin c'est de l'argent qui appartient au Parti. Si ailleurs on admet les détournements, au parti communiste, on ne les admet pas.»

C'est ce même haut dirigeant qui, peu de temps avant de disparaître, s'adressant à Jean Chaumeil, ancien responsable des cadres du Parti – qui a tenu à porter témoignage – parlait de Georges Guingouin «avec affection et même admiration».

Malheureusement à l'époque, il n'affichait pas ces sentiments, et il partagea la falsification volontaire de la réalité et l'intention délibérée de déshonorer, car il savait très bien que des fonds de la Résistance, le Parti en avait reçu la plus grosse part, ce qui lui avait permis d'acheter la rotative de l'imprimerie Rivet et le domaine de «Bon Abri», près de Limoges.

A quelle aberration en étaient arrivés ces dirigeants du P.C. français – comme d'ailleurs leurs homologues des pays de l'Est devenus les bourreaux de leurs propres camarades en cette année 1952 – dans leur volonté de salir un militant dont le tort avait été d'avoir vu juste dans la tempête et d'avoir survécu aux traquenards qu'on lui avait alors tendus!

En regard de tout cela, comment n'approuverait-on pas Georges Guingouin quand il écrivait: «Il n'y a qu'une vérité, la vérité historique, et tôt ou tard elle se fera jour.»

Une modeste reconversion

Entre-temps dans la France entière, d'abandons en abandons, le prestige de la Résistance se diluait. Beaucoup de collabo-

rateurs avaient échappé à la justice; d'autres, sanctionnés, s'étaient trouvés graciés et la loi d'amnistie du 6 août 1953 interdisait même de les citer. En revanche, apparaissait le temps de la chasse aux résistants, auxquels on voulait reprocher toutes les exactions et tous les crimes commis sous l'occupation. Ils payaient cher cette mansuétude envers les policiers et les magistrats coupables de collaboration qu'au lieu de révoquer purement et simplement, on s'était contenté de rétrograder dans leur échelon. Furieux de ne pouvoir atteindre le sommet de leur carrière, ces fonctionnaires indignes en rendaient les anciens résistants responsables et ils usaient du même zèle contre eux qu'au plus beau temps de Vichy. Bien des fois, Guingouin était intervenu en faveur d'anciens camarades de combat cités en justice pour des faits sans fondement, tempérant l'ardeur de certains juges d'instruction ou alertant l'opinion publique.

L'attaque insensée de son propre parti contre lui comblait d'aise tous ceux qui ne rêvaient que d'éclatante revanche. Si s'en prendre à un individu incorporé dans l'appareil d'une puissante formation politique semblait hors de leur portée, par contre, se ruer sur un homme isolé leur paraissait soudain une délectable vengeance.

Les inspecteurs de police qui l'avaient pourchassé dans la clandestinité, les magistrats mal blanchis, aigris, ou aspirant à une brillante carrière, guettaient l'occasion, la recherchaient, au besoin la provoquaient.

C'est ce qu'ils n'allaient pas tarder à démontrer.

S'étant démis de son mandat municipal, Georges Guingouin quitte donc définitivement la mairie de Limoges n'ayant pas, comme le relate alors *Paris-Match*, pourtant peu suspect de sympathie à son égard, «mille francs en poche». Ayant repris modestement son poste d'instituteur, il reçoit d'alléchantes propositions pour adhérer à d'autres organisations politiques, ou pour fournir des renseignements sur son ancien parti dont il connaît parfaitement les rouages. Certains auraient pu effectivement obéir à la rancœur ou au ressentiment et en profiter pour retrouver d'utiles appuis en vue de polémiques, voire de procès. Georges Guingouin répond à toutes ces offres par un souverain mépris et s'enferme dans le mutisme le plus complet. Comprenant que sa présence en Limousin susciterait toujours la passion, il décide de demander sa mutation; l'administration la lui accorde et le nomme dans l'Aube à Montieramey. C'est alors qu'il y vit tranquillement au milieu de sa famille et de ses élèves qu'éclate «l'affaire».

Mais pour évoquer ces événements dramatiques, afin d'en bien comprendre l'enchaînement, nous allons faire un retour sur les années passées.

Le double crime des monts de Souffrangeas

Le 27 novembre 1945, alors qu'ils étaient rendus à pied à la foire de La Celle (Corrèze), deux cultivateurs: Emmanuel Parrichout et son fils Joseph demeurant au «Petit Bouchet» à Doms en Haute-Vienne, ne reparaissent pas le soir à leur domicile. Le surlendemain, on découvre leurs cadavres dans les fourrés des monts de Souffrangeas. D'après les constatations, ils ont été tués à l'aide d'un fusil de chasse. Une sérieuse enquête est menée pour retrouver les assassins, mais elle n'aboutit pas. Aucun indice, aucun mobile, ne guide les policiers; les temps sont encore troubles; des vengeances s'exercent parfois; des rôdeurs de toute sorte hantent souvent les campagnes; l'affaire est provisoirement classée.

Brusquement, huit ans plus tard, au début de 1953, elle rejaillit au premier plan de l'actualité. Que s'est-il passé? Un inspecteur de la Police judiciaire, nommé C..., a établi une corrélation entre ce double meurtre et l'exécution de la famille Dutheil le 4 juillet 1944. Pour la bonne compréhension du récit, reprenons également cette affaire dont nous retenons la date: 4 juillet 1944, *sous l'occupation*.

Ce jour-là, au lieu-dit «L'Estivalerie» sur la commune de Chamberet (Corrèze), on retrouve les corps d'André Dutheil, de sa femme et de leur fils Roger. Or, cette famille Dutheil avait repris l'exploitation d'une ferme au détriment des précédents métayers: les frères Pradoux, lesquels ne rumaient que vengeance. Un soir, après de copieuses libations, Henri et Pierre Pradoux décident «de faire cracher les Dutheil» qu'ils accusent de les avoir spoliés grâce à un enrichissement dû au marché noir. Ils se rendent donc chez leurs successeurs, masqués et armés, dans le but de les rançonner. Ils comptent que tout se passera bien et que leur action sera imputée à des éléments incontrôlés. Malheureusement, la femme Dutheil reconnaît les agresseurs et le leur dit. Elle signe ainsi son arrêt de mort et celui de sa famille.

Arrêtés, les Pradoux nient, mais les présomptions qui pèsent sur eux les amèneront malgré tout sur le banc des Assises. Habilement, leurs avocats jeteront le trouble dans l'esprit des jurés en évoquant une possible opération effectuée par des résistants marginaux – souvenons-nous que nous sommes en 1946 au moment du procès – et les Pradoux furent acquittés. En réalité, il s'agissait bien d'un drame paysan type, reconnu comme tel par la suite, et sur place, au moment des faits, personne ne s'y trompa.

C'est en reprenant le dossier que l'inspecteur C... établit que Joseph Parrichout, l'une des victimes de la seconde tuerie, se

rendait souvent chez sa tante, Mme Mazaleigne, à L'Estivalerie, dont la maison faisait face à celle des Dutheil. De là à penser que les Parrichout pouvaient avoir vu les assassins, il n'y avait qu'un pas à franchir... et le meurtre des Parrichout père et fils n'aurait visé qu'à supprimer des témoins gênants!

Telle sera la conclusion du policier qui «voit» dans ces deux affaires la main de la Résistance. Pourquoi?

Il faut savoir que C... fut cet inspecteur vichyssois auteur du rapport d'enquête sur la destruction du viaduc de Bussy-Varache, survenue le 13 mars 1943 par les soins des maquisards que dirigeait Georges Guingouin¹, et qu'à ce titre il pourchassa ce dernier. Notons également que le beau-frère de C... appartenait aux Renseignements Généraux.

Comme par hasard, la nouvelle enquête est confiée conjointement à l'inspecteur A... qui avait instrumenté contre le chef maquisard lors de l'enlèvement de la dynamite aux mines de Puy-les-Vignes en janvier 1943. Ce même A... qui ne craignait pas de déclarer à un détenu patriote, Gabriel Sorthez, lors d'un transfert d'internés «qu'il aurait la peau de Guingouin»!

Ainsi, lorsque les investigations sur le double crime sont reprises, ce sont deux policiers, ennemis jurés de Guingouin, qui les mènent!

Comment ne pas voir dans cette procédure plus qu'une troublante coïncidence?

Et l'on peut se demander légitimement ce que faisaient encore dans la Police judiciaire d'après-guerre ces deux policiers, compte tenu de leurs activités sous l'occupation! Naturellement, leurs premières conclusions incriminent les milieux résistants et, en tant qu'ancien chef des groupes clandestins départementaux, Georges Guingouin est convoqué *comme témoin* chez le juge d'instruction de Tulle le 24 décembre 1953. Et c'est là que se produit l'incroyable; au mépris du droit criminel français, alors qu'il n'est même pas accusé, l'ancien chef maquisard est arrêté et incarcéré sur-le-champ, pour une affaire dont il ignore tout! Sur quelle base le juge a-t-il décidé cette mesure? Simplement sur le témoignage d'un nommé Lascaud, manipulé – le mot n'est pas exagéré – par les deux enquêteurs. Ces derniers ont en effet appris que Lascaud, habitant Doms, «pourrait savoir quelque chose».

Qui est Lascaud? Un ivrogne notoire dont les propos s'avèrent la plupart du temps incohérents, un pauvre hère que l'appareil judiciaire épouvante. A... et C... le harcellent de questions, lui suggèrent des noms, mais dans la tête du malheureux tout s'embrouille à travers les vapeurs de l'alcool. Il mélange incroyablement dates, faits, et patronymes. Interrogé

1. Voir chapitre 2: Premiers sabotages et premières liaisons.

pendant des heures, il répond tantôt oui, tantôt non, se contredisant, reprenant parfois les bribes des phrases qu'on veut lui faire dire. Pourtant, de temps en temps, après les pauses, il a des éclairs de lucidité. C'est ainsi que le 31 août 1953 il a un sursaut: «Je ne veux rien inventer.» Les inspecteurs comprennent qu'il sera difficile d'en faire un témoin à charge, alors un véritable scénario est monté. Sans grande imagination, on reprend le même artifice éculé qui avait déjà servi en 1941 contre Guingouin lorsqu'un nommé Panteix déclarait avoir vu par un trou du grenier une réunion clandestine qui n'avait jamais eu lieu¹.

Lascaud est «persuadé» qu'il a vu chez un nommé Martial Petignaud, la veille du crime, en «jetant un coup d'œil par la lucarne» une assemblée de plusieurs personnes dont les deux Pradoux (Raymond et Joseph, fils d'Henri inculpé à ce moment), Legouteil, Lacour, Pouzache, et... Guingouin! Evidemment, c'est le classique «conseil de guerre» au cours duquel le crime fut dé-cidé! A... et C... triomphent!

Mais que vaut le témoignage de Lascaud, arraché dans les conditions que nous venons de voir? N'oublions pas que c'est sur ce seul témoignage que Georges Guingouin a été arrêté. Et qu'avait déclaré Lascaud lors de ses précédentes auditions?

1) Qu'il avait voulu se rendre chez Martial Petignaud la veille du crime, mais qu'entendant parler il avait jeté «un coup d'œil par la fenêtre» et aperçu les époux Petignaud assis auprès du feu en compagnie d'un homme qu'il pensait être Magadoux. Et il ajoutait: «Je n'ai pas vu d'autres personnes dans la maison.»

Notons qu'il faisait nuit et que les volets n'étaient pas fermés.

2) Le 15 octobre 1953, Lascaud écrit au magistrat instructeur pour se rétracter: «Je ne peux plus vivre dans cette conscience de menteur.» Un peu plus tard, devant M. Delmas-Goyon, juge d'instruction, Lascaud rétracte... sa rétractation. Il affirme avoir bien vu chez Martial Petignaud un individu qu'il croit être Magadoux.

3) Coup de théâtre le 10 décembre! Lascaud cette fois «confie» à l'inspecteur A... qu'il n'a pas vu *une* mais *douze* personnes dans la cuisine de Petignaud et, avec une précision étonnante, il situe la place qu'occupait chacune d'elles, se souvenant particulièrement que Martial Petignaud, sa femme et Magadoux étaient assis sur des chaises au coin du feu, et que les neuf autres se trouvaient placées sur des bancs autour de la table. *Et il y avait Guingouin vers lequel les regards convergeaient!*

1. Voir chapitre 1: Une provocation, des arrestations.

Est-il besoin d'insister sur la grossièreté de la scène évoquée? Comment en effet supposer un instant qu'une équipe d'hommes, sortant tout juste des habitudes prudentes de la clandestinité, ait pu se réunir ainsi sans précautions, en pleine lumière, pour préparer un double meurtre? Comment Guingouin, qui occupait alors de hautes fonctions, aurait-il pu, au mépris de toute prudence, se rendre dans ce coin de campagne pour organiser le crime, et pour quel motif? Rien, ni de près ni de loin, ne le mêlait aux Parrichout. D'ailleurs, toutes les personnes citées par Lascaud, et sévèrement interrogées, ont toujours farouchement nié avoir assisté à semblable colloque. Seul, un innocent de village, Marcel Petignaud, a avoué, mais il finira par dire au juge «qu'il avait peur d'être battu»!

Telles sont donc les «accusations» qui ont motivé l'arrestation de l'ancien maire de Limoges! N'est-il pas aberrant qu'au vu d'aussi maigres éléments on ait pu appréhender sur-le-champ, lors de son audition, un personnage aussi connu que Guingouin dont tout le monde s'accordait à reconnaître, y compris ses adversaires politiques, qu'il avait un sens aigu de la justice, de la probité et de la droiture? N'avait-il pas, lors de la Libération, interdit tout règlement de comptes et toute opération vengeresse à l'encontre des collaborateurs? N'était-ce pas lui qui avait durement sévi contre tous ceux qui s'arrogeaient le droit de justice durant la clandestinité? Certes, Guingouin voulait que les traîtres, les délateurs et les tortionnaires soient sévèrement châtiés, mais il oeuvra toujours pour que ce châtiment soit exercé dans les règles strictes de la justice et de la légalité. Comment aurait-il pu penser un seul instant en déférant à la convocation d'un juge d'instruction qu'il gravissait les premières marches d'un long calvaire?

Quelles pouvaient donc être ses pensées lorsqu'en cette veille de Noël 1953, en guise de joyeux réveillon, le pouvoir qu'il avait contribué à restaurer le jetait en prison?

La fragilité des témoignages est tellement évidente que le magistrat évoque, en présence de l'avocat de Guinguoin, M^c Honnet, l'éventualité d'une mise en liberté provisoire. Et là, l'ancien chef de maquis commet une erreur lorsqu'il déclare hautement qu'il se fait fort, une fois remis en liberté, de faire éclater la vérité en démontant la machination dont il est victime. Imprudence grave que ce cri de bonne foi d'un homme injustement accusé, qui atteint de plein fouet les instigateurs de ce complot politico-policier, car Guingouin sera maintenu en prison.

Dans sa cellule, il rédige «Nouvelles de prison», ce qui montre amplement qu'il jouit de toute sa plénitude cérébrale. De leur côté, à l'extérieur, ses anciens compagnons s'émeuvent et se groupent pour former un comité d'honneur pour sa défense. De nombreuses personnalités de la Résistance l'animent. Une

sorte d'union sacrée des forces issues de la clandestinité se dresse face aux débordements haineux répandus par une certaine presse à sensation. Pour les promoteurs de la machination, l'affaire prend une tournure défavorable, et il leur faut redresser la barre.

Le moyen qu'ils vont employer touche le fond de l'abjection.

Comme aux plus beaux temps de la Gestapo

Le 22 février 1954, vers vingt-deux heures, deux policiers se présentent à la prison de Brive et, aux gardiens surpris, ils déclarent qu'ils viennent voir s'il est exact que «Guingouin s'est pendu dans sa cellule»! Vivement intrigués, et accompagnés par l'un des inspecteurs, deux surveillants s'empressent d'aller vérifier. Ils trouvent l'ancien chef de maquis paisiblement assis sur son lit.

Retenons bien ce fait car il prouve indubitablement tout ce qui s'est tramé durant les journées des 22 et 23 février. Et la première question qui vient à l'esprit, c'est de s'interroger sur le fondement même de cette rumeur qui court dans les milieux policiers en faisant état d'un suicide de Guingouin. A coup sûr, il s'est produit des fuites dans les sphères dirigeantes du complot.

Le lendemain matin, sans raison apparente, on supprime le Café de Georges Guingouin, et au détenu chargé de cette distribution qui s'en étonne, le gardien de service explique, un peu gêné, «qu'on lui donnera plus tard». Pourquoi?

Pour la suite, donnons la parole à ce détenu nommé Maroselli:

«Vers 9 heures, je suis allé voir Queille (le gardien accompagnateur) au greffe, lui demandant si l'on faisait cette distribution de café. Il m'a répondu: «Nous allons y aller, mais auparavant nous allons demander à M. Chassagne qu'il vienne pour nous prêter main-forte.» M. Queille est parti chercher M. Chassagne, mais celui-ci se trouvait en congé et n'était pas chez lui. De retour, le chef a décidé que nous irions dans la cellule de M. Guingouin; et c'est là que je l'ai vu ouvrir le coffre derrière le bureau, en sortir une matraque qu'il a placée dans sa ceinture et a donné à M. Queille un gros gourdin qui se trouvait aussi dans son bureau. Nous sommes allés à la cellule de M. Guingouin. M. Queille a ouvert la porte et je suis moi-même entré dans la cellule le premier pour en faire le nettoyage avec une pelle et un balai. Tout à coup, M. Queille a interpellé M. Guingouin. Celui-ci s'est approché de la porte, et c'est là que M. Queille a commencé à le frapper avec son gourdin. La bagarre s'est déclenchée. La porte étant ouverte, cela s'est passé

en grande partie dans le couloir. M. Queille a brisé son gourdin en frappant la tête de M. Guingouin. Me trouvant à côté de lui, il m'a arraché le balai des mains et a continué à taper, le chef avec sa matraque et M. Queille avec le balai. M. Guingouin cherchait à se parer la tête, mais un coup du gardien-chef derrière la nuque le jeta finalement par terre complètement inanimé, près du radiateur situé à côté de la porte de la cellule. J'ai saisi M. Guingouin pour le remettre sur son lit dans la cellule. Je précise que M. Guingouin en se rendant vers la porte où se trouvaient les deux surveillants, n'a fait aucun geste agressif, et que c'est donc sans aucune provocation de sa part que M. Queille et le chef ont commencé à frapper Guingouin. Le matraquage a bien duré une bonne demi-heure.

Signé: Maroselli.

Voilà! On croit rêver! Inutile de préciser que nous avons respecté la syntaxe du texte écrit par Maroselli dans lequel transparaît, sous le récit des faits, une indignation bien compréhensible. Cette déposition fut envoyée à M. Emile Kahn, président de la Ligue des Droits de l'Homme à cette époque, qui obtint ainsi l'ouverture d'une enquête administrative. Mais revenons aux faits.

Il ressort très nettement du rapport établi par le détenu Maroselli que l'agression contre l'ancien chef de maquis fut minutieusement préméditée. Et la question se pose immédiatement: Qui donna les ordres au surveillant-chef et au gardien Queille? Question restée sans réponse car l'enquête administrative buta sur une prétendue crise de folie subite de Guingouin, et la lumière ne se fit jamais! Dans le texte primaire de Maroselli, il est frappant de constater l'aspect provocateur de la scène. Les gardiens demeurent près de la porte ouverte et attirent Georges Guingouin près de celle-ci; c'est la classique excuse possible de la tentative d'évasion! Par ailleurs, les coups s'abattent surtout sur la tête, et cela expliquera le traumatisme cérébral dont souffrira très longtemps le chef maquisard. Le but manifestement recherché est: soit de le supprimer, et là on pourrait simuler le suicide dont le bruit a couru la veille au soir, soit de faire croire à une crise de démence soudaine durant laquelle le prisonnier se serait fracassé le crâne contre les murs. C'est d'ailleurs cette dernière thèse qui sera développée devant l'opinion publique puisque, dans le journal d'informations de 13 heures le mardi 23 février 1954, la radio nationale «démentait une tentative de suicide de la part de M. Georges Guingouin, ancien maire de Limoges, interné dans une cellule de la maison d'arrêt de Brive» et on parle pudiquement «d'une crise de folie subite». Thèse reprise également par la presse le soir-même et le lendemain matin. En vérité, les instigateurs de l'agression

sont assez embarrassés car ils se rendent rapidement compte que «l'accès de démence soudain» n'est pas accepté par les milieux résistants qui savent bien qu'une intelligence comme celle de Guingouin ne sombre pas du jour au lendemain, même en milieu carcéral, qu'il supporte d'ailleurs depuis plusieurs mois. En fait, le coup a raté, l'homme a la peau dure! et s'il a plongé dans un coma profond, il n'est pas mort, heureusement pour lui! mais malheureusement pour les auteurs du complot. Car en effet, à l'annonce de cette curieuse nouvelle, le comité de défense, sa famille et ses camarades s'émeuvent. Les demandes de renseignements, les coups de téléphone affluent au ministère de l'intérieur et à celui de la Justice. Les premières questions pleuvent et, un peu dépassés, les Pouvoirs publics indiquent dans un communiqué que «M. Georges Guingouin a été frappé d'un accès de démence subit», mais on ne parle pas de tentative de suicide car il faudrait donner des détails que nul n'est pressé de fournir! Un peu paniquée devant la réaction de l'extérieur, l'administration pénitentiaire réagit en transférant Georges Guingouin inconscient à la prison Saint-Michel de Toulouse la nuit suivante. Au-dehors, l'émotion redouble et les interrogations se multiplient: pourquoi transférer dans une autre prison un malade dont l'état requiert des soins attentifs, au lieu de le faire admettre dans un établissement spécialisé? Chaque fois qu'un détenu a sombré dans une crise semblable, il a été hospitalisé en milieu psychiatrique. Alors?

Ce n'est que le 3 mars 1954, soit plus d'une semaine après, que l'ancien chef maquisard sera admis à l'hôpital Marchant de Toulouse. Là, les médecins qui l'examinent refusent de se prononcer sur ses chances de survie, et il faudra attendre le 13 mars pour qu'un bulletin de santé le déclare hors de danger. Dans les milieux résistants, la tension devient telle que la commission d'enquête nomme aussitôt trois experts: les docteurs Farge et Becker ainsi que le professeur Planques. Ayant examiné le malade, ils constatent que sa raison a chancelé (après un pareil traitement, il n'y a là rien d'étonnant). Après avoir noté qu'au début de l'observation «son état inspirait de réelles inquiétudes pour sa vie», ils indiquent dans leur rapport qu'«il présente des ecchymoses orbitaires cerclant les globes oculaires, des plaies superficielles du nez et des joues, une plaie infectée avec lymphangite au niveau du pied gauche, un œdème diffus rouge du pied et du tiers inférieur de la jambe et des contusions diverses. De plus, un état infectieux très sérieux avec température entre 39° et 39° 5, un pouls à 120-130, une forte chute de la tension artérielle, une menace de collapsus, des réflexes désordonnés, et de violentes céphalées, nécessitent un vigoureux traitement à la pénicilline, un vaccin antitétanique, du camphre soluble, et une nourriture artificielle.»

A la lecture de cet extrait de rapport médical, on mesure toute la violence de la sauvage agression dont fut victime Georges Guingouin.

La publication de ce communiqué suscite un immense sursaut d'indignation parmi les hommes épris de justice. L'écrivain Jean Cassou, assisté de Françoise Seligmann, Claude Gérard, et d'autres personnalités, prend la tête d'un comité national pour la défense de Georges Guingouin.

Le journaliste Claude Bourdet rompt le ronronnement servile de la presse aux ordres en publiant dans son journal *France-Observateur* un virulent article intitulé: «Qui a rendu fou Georges Guingouin?»

Les mouvements de Résistance mènent campagne pour «la vérité, toute la vérité». Sur le plan régional, un comité d'honneur se fonde autour de Marie-Louise Lagrange et Amédée Naturel qui en sera le secrétaire. Un grand meeting est organisé au Cirque-Théâtre de Limoges au cours duquel prendra notamment la parole M^e Roland Dumas qui s'est associé à M^e Honnet pour la défense. Les pouvoirs publics, et occultes, ne désarment pourtant pas et des poursuites seront intentées à l'encontre d'Amédée Naturel auquel il est reproché d'avoir diffusé l'article de Claude Bourdet. Un comble!

Le parti communiste se tient dans une prudente réserve, pourtant, en sous-main, de discrètes pressions sont faites auprès des militants membres du comité de soutien afin qu'ils s'en éloignent.

Pendant ce temps, à l'hôpital Marchant, grâce aux soins qui lui sont prodigués, Georges Guingouin retrouve lentement sa santé. Sa robuste constitution reprend le dessus. Progressivement, il émerge des brumes de l'inconscience et récupère peu à peu sa lucidité. Aux médecins qui se relaient à son chevet, il commence à relater les circonstances de sa perte de raison passagère. Bientôt, il est considéré comme guéri, et les trois docteurs experts qui suivent journallement ses progrès signent finalement leur rapport de clôture le 18 avril 1954. Ils notent: «Georges Guingouin, nanti grâce à sa mémoire et à son intelligence d'une solide formation de base, n'a cessé d'enrichir et d'affiner sa culture à la fois dans la lecture d'œuvres anciennes et dans la critique journalistique des événements contemporains. Ses raisonnements sont parfaitement ordonnés sur les motivations les plus solides et sont d'une inattaquable cohérence... La rigueur de vues personnelles, qui est grande, est tempérée par une volonté de tolérance et un effort de compréhension sincère à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme lui. Mais sa conviction demeure inflexible. Ajoutons que son humeur est habituellement bonne, optimiste, et sans défaillance... Sur le plan médico-psychique, il ne présente aucune maladie somato-psychique pou-

vant altérer d'une manière chronique sa conscience et sa volonté. Aucune maladie du système nerveux. Il ne présente aucune idée délirante qui se baserait sur des hallucinations ou des interprétations morbides. Quelle que soit la haute opinion qu'il peut avoir de lui-même, il n'apparaît aucun authentique délire de grandeur. Pour être solidement ancré dans un système de croyance politique, il n'est point un de ces idéalistes passionnés et illuminés, sectaires, implacables, qui dans la poursuite de leur but ne se préoccupent d'aucune contingence. Guingouin offre un caractère plein de relief présentant d'intéressantes particularités: hypertonie, hypersthénie, confiance plus grande en soi que dans les autres, combativité. Mais nous ne pensons pas qu'il dépasse les limites du normal et ces particularités, pour saisissantes qu'elles soient, ne sont pas des anomalies. Enfin, sur le plan physique, tous les tests sont normaux. De plus, il n'y a aucun reliquat appréciable de ses fractures de côtes de 1944¹. Il est de constitution robuste, musclée, et athlétique.»

En conséquence de sa guérison, Georges Guingouin est sorti de l'hôpital et, le 8 mai 1954, jour anniversaire de la Victoire, transféré... à la prison de Brive! Il va ainsi retrouver ceux qui faillirent le tuer quelque temps plus tôt! On voit que rien n'est épargné pour humilier l'ancien chef de maquis! Il y restera encore plus d'un mois; mais il n'est plus possible d'endiguer le scandale et le 14 juin 1954, il sera enfin remis en liberté.

Cependant, la justice poursuit son bonhomme de chemin et la procédure judiciaire va connaître un déroulement insolite: Sur les trois conseillers de la Chambre des mises en accusation de Limoges appelée à statuer sur cette affaire, l'un, M..., a été suspendu pour faits de collaboration le 10 octobre 1944, quant au président de Chambre Brissaud, «empêché» au dernier moment, il est remplacé par le conseiller D..., celui-là même qui, par deux fois sous Vichy, avait condamné Guingouin par contumace comme «terroriste» les 27 juillet et 5 octobre 1943!

A partir de là, nous entrons dans un labyrinthe procédurier qui démontre toute la passion soulevée. La Chambre des mises en accusation renvoie l'ancien maire de Limoges devant les Assises, mais la Cour de cassation casse l'arrêt et le dossier est confié à la Chambre des mises en accusation de Toulouse. Celle-ci veut à nouveau mener Georges Guingouin aux Assises, mais l'arrêt est de nouveau cassé! L'affaire revient alors à la Chambre des mises en accusation de Lyon appelée à statuer le 16 octobre 1959 (soit cinq ans plus tard!). Là, passant outre aux instructions reçues, l'avocat général prononce une véritable plaidoirie en faveur de... l'accusé, déclarant notamment qu'en son âme et conscience il ne comprend pas comment des poursuites

1. Suite à son «accident» de voiture.

avaient pu être engagées! La Chambre des mises en accusation le suit et rend, enfin, une ordonnance de non-lieu!

Ainsi se termine l'affaire Guingouin, mais la presse, qui n'avait pas hésité à titrer sur plusieurs colonnes: «Guingouin est devenu fou», «Guingouin simule la folie», «L'ancien chef de maquis ne veut pas répondre de ses crimes», etc. ne passera qu'un court entrefilet de cinq lignes, suivant une dépêche de l'A.F.P., pour informer ses lecteurs sur le verdict final. Etrangères mœurs que celles qui consistent à traîner un homme valeureux dans la boue pendant des mois, pour, après reconnue sa bonne foi, n'y consacrer que quelques mots au bas d'une page!

Héros et martyr

Lorsque, vingt-cinq ans après, on se penche sur l'affaire Guingouin, elle paraît effarante, voire extravagante. L'apaisement des rancœurs, manifestées dans l'immédiat après-guerre, contribue à l'estomper dans la brume du temps, et ses reliefs s'amoindrissent, gommés par la corrosion des années écoulées.

Ayant retrouvé le calme après tant d'heures d'une vie exaltante et mouvementée, demeuré malgré tout aussi résolu dans ses convictions, Georges Guingouin n'a jamais voulu poursuivre un débat dont il pressentait l'inanité. Car c'est vrai que le combat d'un homme seul, en butte à la vengeance et à la méchanceté, soumis au tir croisé de la jalousie et de la rancune, ne peut être qu'un combat désespéré.

Mais pour tous ceux qui possèdent l'ineestimable don de pouvoir conserver au fond du cœur ce pur sentiment qu'est la gratitude, pour tous ceux-là, Georges Guingouin sort grandi des douloureux événements qu'il a subis. N'ayons pas peur des mots, de mots trop souvent banalement ou mal employés; si le lieutenant-colonel Guingouin jaillissait de cinq années d'ombre en héros national aux heures de la Libération, le citoyen Guingouin apparaît, au bout de six années de dures souffrances physiques et morales, comme un martyr de l'iniquité et de l'intolérance.

Aujourd'hui, l'ancien chef du maquis limousin partage la modeste existence de ses collègues instituteurs en retraite. Le voile de l'oubli tombe peu à peu sur cette grande figure de la Résistance.

Qu'il est loin le temps du grand rassemblement des consciences dont devait éclore l'armée de l'ombre libératrice de Limoges et de sa région. Qu'il est loin le temps du sursaut, de la première cache souterraine de Soudaine-Lavinadière. Mis à part les rescapés des combats, ses compagnons de lutte, qui se souvient du «Grand» entre Haute-Vienne et Corrèze?

Personne n'évoque plus la silhouette altière à l'indomptable courage menant ses sections sur le chemin de l'embuscade et du sabotage. Combien sont-ils ces Français des jeunes générations à penser un court instant dans leur vie trépidante que la liberté merveilleuse dans laquelle ils se meuvent inconsciemment, ils la doivent à tous ceux qui, à l'exemple de Georges Guingouin, offrirent leur vie à leur intention, parce qu'ils ne voulaient pas que leurs enfants connaissent l'esclavage d'un honteux asservissement?

Oui, l'affaire Guingouin s'estompe dans les brumes du passé. Chacun veut, ou feint, d'oublier qu'un homme fut victime d'un monstrueux complot et qu'il faillit le payer de sa vie. Ceux qui, à des degrés divers de responsabilité, permirent cette iniquité souhaitent que maintenant l'oubli couvre leur forfait. Beaucoup d'ailleurs sont morts depuis, emportant dans la tombe le poids de leur mauvaise conscience. Les autres, ceux qui manifestèrent leur indignation et apportèrent leur soutien moral à celui qui supportait le fardeau de l'injustice, voient leurs rangs bien éclaircis par le grand brassage du temps. Quant à l'opinion publique, cette puissante force inerte des passions soudaines et versatiles, cette manifestation lamentable de la crédulité et de l'imbécillité humaine, on lui a jeté en pâture depuis bien des possibilités de s'extérioriser, et elle ne pense même plus au drame dont elle se délecta alors.

On retiendra ce trait d'iniquité: alors que la Quatrième République, qui ne devait son existence qu'à tant de sacrifices librement consentis, enferma dans ses geôles, où il faillit perdre la vie, celui que le général de Gaulle avait reconnu comme figure de proue de la Résistance limousine et avait fait son compagnon dans l'Ordre de la Libération de la Patrie, celui qui reçut la rare distinction britannique constituée par la Médaille du Courage pour la liberté des Peuples du roi George VI, le bourreau d'Oradour-sur-Glane, le général Lammerding qui fit fusiller tous les hommes et brûler vifs dans l'église les femmes et les enfants de cette paisible bourgade limousine, introuvable – paraît-il – à Düsseldorf où il dirigeait une entreprise prospère, mourut tranquillement dans son lit.

Georges Guingouin est rentré dans l'ombre de l'Histoire, une Histoire dont il a contribué à modifier le cours, mais dans les décennies futures, là-bas sur les hauts plateaux limousins, on continuera d'évoquer la légendaire figure du «Grand», du premier maquisard de France, de celui qui sut toujours accorder sa démarche en harmonie avec sa conscience.

ANNEXE n° 1

(Extrait du *Journal officiel*)

12 août 1945.

Décret du 7 juillet 1945 portant promotion ou nomination dans l'Ordre national de la Légion d'honneur,
au grade de Chevalier,
GUINGOUIN Georges, lieutenant-colonel des Forces Françaises de l'intérieur, 12^e région.

De 1940 à 1942, a été le «hors-la-loi», l'incarnation de la résistance civile en Limousin, et une condamnation aux travaux forcés à perpétuité, deux autres à vingt ans de la même peine, témoignent de l'acharnement des tribunaux aux ordres de Vichy à se débarrasser de cet adversaire.

En 1942, il organise les premiers éléments du maquis limousin qui allait très vite devenir un des premiers de France, le plus redouté de la police, celui sur lequel les Miliciens et les Allemands devaient s'acharner vainement.

Pendant la période héroïque 1942-1944, il est difficile de faire un choix parmi ses innombrables faits d'armes. Chef et soldat, il a participé à la tête de ses troupes à tous les coups de main, à toutes les embuscades périlleuses, non seulement dans son secteur, mais également et à maintes reprises, loin de sa zone d'action habituelle (destructions dans la région de Limoges, usine du Palais, coups de main en Corrèze, etc.). Pendant la bataille de Sussac, du 17 au 22 juillet, c'est à tous instants qu'il a donné le plus magnifique exemple d'héroïsme, de maîtrise de soi, du mépris le plus total de la mort.

Extraordinaire meneur d'hommes, que son exemple galvanise, constitue une des plus belles figures de la Résistance.

MINISTÈRE DE
L'INTERIEUR

20ème BRIGADE DE POLICE JUDICIAIRE MOBILE
A LIMOGES

Enlèvement
des cartes
d'alimentation
de la Mairie de
St-Gilles-les-Forêts
le 1er octobre 1941

D'après l'enquête, il ressort que 140 cartes
d'alimentation ont été prises dans la Mairie de St-Gilles-
les-Forêts.

Ces cartes sont du nouveau modèle qui doit entrer en
vigueur le 1er janvier 1942.

Le socau de la Mairie qui porte la figurine de la
République et autour l'inscription : "Mairie de St-Gilles-
les-Forêts - Haute-Vienne" a été également enlevé.

De fortes présomptions pèsent sur l'ancien instituteur
Georges QUINGOUIN, militant actif du Parti Communiste,
objet d'un mandat d'amener, actuellement en fuite.

Le Commissaire
de Police Judiciaire,

Rapport de la 20^e Brigade de Police judiciaire de Limoges
sur le vol des cartes d'alimentation à la mairie de Saint-Gilles-les-Forêts

Direction Générale
de la
Police Nationale

Inspection Générale
des Services de
Police Judiciaire

SECURITE NATIONALE
- 8 DEC 1941
N. 6105
ZON BRIGADE DE POLICE MOBILE

Vichy, le 18 Novembre 1941

Pol.Jud. 2/B

- CIRCULAIRE N° 1433 -

à Monsieur le GOUVERNEUR GENERAL de L'ALGERIE
Monsieur le PREFET de POLICE
Messieurs les PREFETS
Messieurs les INTENDANTS de POLICE

Il y a lieu de rechercher très activement les mili-
tants communistes dont les noms suivent .

1°) GUINGOUIN Georges, né le 2 Février 1913 à Magrac Laval
(Hte Vienne), ex-instituteur, ex-secrétaire de Mairie à St-
Gilles-la-Forêt.

L'intéressé fait l'objet de deux mandats d'arrêt,
le premier en date du 26 Juillet 1941, du Juge d'Instruction
Militaire près le Tribunal Militaire Permanent de de la
XIIIème Division Militaire, à Clermont-Ferrand, des chefs d'in-
fraction à la loi sur le rationnement, faux et usage de faux.
Le second, en date du 27 Octobre 1941, de M. le Ju-
ge d'Instruction Militaire près le Tribunal Militaire Perma-
nent de la XIIème Division Militaire à Périgueux, du chef de
propagande communiste.

GUINGOUIN, qui figure au B.P.C. 1727, sous le N°
166.176, est titulaire de la fiche J. 41/383, et possède des
papiers aux noms de CHASTAGNAC Léon et MASSEUX Léon.

Signalement : taille 1m.75 environ, cheveux chatain foncé,
nez gros, bouche grande, lèvres grosses,
menton carré, visage large, corpulence forte.

Signes particulières : deux incisives supérieures cassées et
remontées sur or, cicatrice de 3 centimètres sur 1/2 entre
l'oeil droit et l'oreille, blessé à la langue, parle assez
mal avec une forte voix, porte des lunettes à gros verres,
gesticule en parlant.

2°) CUEILLE Georges, né le 23 Avril 1921 à Meilhards (Corrè-
ze), militant actif, collaborateur direct du premier nommé.

3°) CUEILLE Baptiste, père du précédent, né le 29 Janvier
1896, à Meilhards, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt, en
date du 23 Septembre 1941, du Juge d'Instruction Militaire
près le Tribunal Militaire Permanent de la 12ème Division
Militaire, à Périgueux.

En cas de découverte, exécuter les mandats les con-
cernant, et aviser d'urgence l'Inspection Générale des Ser-
vices de Police Judiciaire - 2ème Section - à Vichy.

Le Conseiller d'Etat
Secrétaire Général pour la Police
s: RIVALLAND.

.../...

Avis de recherche concernant Georges Guingoin
du 18 novembre 1941

SECRET

1.E. N° 74

insérer de deux
en points

N° 451.

Objet : Menées commu-
nistes - Infractions
au décret du 26.9.1939.

Affaire : C/ GUINGOUIN,
Georges, et autres.-

Déclaration de PANTEIX
Charles.-

ÉTAT FRANÇAIS

PROCÈS-VERBAL



L'an mil neuf cent quarante et un,

le 1er Octobre

Nous, Georges COMBES

Commissaire de Police Spéciale

en résidence à Limoges Officier de
Police judiciaire, auxiliaire de Monsieur le Procureur de la
République.

Vu le rapport ci-joint de l'adjudant GAUTIER,
commandant la Brigade de Gendarmerie de Treignac,
(Corrèze), en date du 26 Septembre 1941, relatif
à une dénonciation concernant des menées communistes,

Vu la lettre ci-jointe, adressée, à Monsieur
le Préfet Régional le 1er septembre 1941, par le
nommé PANTEIX, Charles, domicilié à Bonnat de Cham-
beret (Corrèze), relative à des renseignements sur
ces mêmes menées,

Agissant en vertu des instructions de M. l'In-
tendant de Police,

Nous transportons à Treignac (Corrèze), où nous
entendons comme suit le nommé PANTEIX, Charles qui
déclare :

"Je me nomme P A N T E I X, Charles, né le
10.11.1910 à Chamberet (Corrèze), célibataire,
cultivateur, demurant chez mes parents, à Bonnat
de Chamberet (Corrèze).

C'est bien moi qui suis l'auteur de la lettre
adressée à M. Le Préfet et de la dénonciation rap-
portée à l'adjudant de gendarmerie de Treignac.

Je suis prêt à vous donner toutes explications
utiles sur l'affaire des menées communistes que j'ai
signalées.

SUSSAC le 20 Mars 1955

Je, soussigné Gendillou Louis né le 15.2.1922 à St-Gilles-les-Forêts (Hte-Vienne) arrêté le 6 Octobre 1941, évadé du camp de Mauzac (Dordogne) le 6 Juin 1944, certifie sur l'honneur que la dénonciation faite par le nommé Panteix Charles né le 10.11.1910 à C... (Corrèze) au sujet d'une soi-disant réunion qui se serait tenue dans une bâtisse située au lieu dit "le Chalard" Cne de St-Gilles-les-Forêts (Hte-Vienne) ; réunion qu'il aurait vue le 29 Août 1944 par un trou se trouvant dans le plancher du grenier, prétendant voir certaines personnes assemblées dans la cuisine et dont le nombre total devait être de 20 à 25, déclarant en particulier qu'il avait pu identifier nettement les nommés Guingouin, Anita, Gendillou Louis, Panteix Germain est entièrement fause.

Cette réunion n'a jamais eu lieu et, cependant c'est sur une telle déclaration que j'ai été arrêté par la police de Vichy; par suite j'ai été condamné à cinq ans de prison et interné au camp de Mauzac (Dordogne) pour fait de résistance.

Signé : GENDILLOU LOUIS

Témoignage Gendillou du 20 mars 1955

ROBERT LEBLANC

Chevalier de la Légion d'honneur

Croix de Guerre avec palme

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

Croix du Combattant 1939-1945

Croix du Combattant Volontaire 1939-1945

Bronze Star Medai des U.S.A.

CHAPITRE IV

ROBERT LEBLANC CHEF DU MAQUIS SURCOUF

De l'homme au chef

Une brise légère fait frissonner les hautes branches et s'agiter les drapeaux; de temps à autre, le gravier crisse sous les remous de la foule silencieuse qui se presse autour du carré des maquisards. Parfois, la houle brève d'un sanglot contenu s'échappe des premiers rangs; une épouse ou une mère dont les pleurs sont ravivés par une évocation plus sensitive des disparus. La voix enrouée par l'émotion, l'homme qui se tient droit devant le monument poursuit son discours d'adieux, maîtrisant mal la peine profonde que ses paroles expriment.

Nous sommes au cimetière de Pont-Audemer le 6 juin 1945, et celui qui salue une dernière fois ses compagnons, c'est le commandant Robert Leblanc, chef du maquis Surcouf. Progressivement, le ton s'affermi un peu et les phrases s'envolent par-delà les tombes, dévalant le coteau, pour aller s'évanouir au cœur de la vieille ville. Dans les allées en contrebas, entre les sépultures, là où se sont massées des grappes humaines, la voix s'enfle et roule parmi les chapelles en pierres moussues:

«Le plus dur, peut-être, reste à faire. Il ne faut pas que ces enfants-là aient donné leur sang en vain; il faut que l'enthousiasme dont ils ont brûlé et qui les a condamnés charrie et balaie les restes de toute cette vieille pourriture du passé; que le règne des mêmes trafics et des mêmes lâchetés, des mêmes indolences et des mêmes combines, le mensonge des mêmes intérêts personnels, ne viennent pas ternir et ridiculiser la plénitude de leur sacrifice...»

Hélas! il ne faudra pas deux ans pour que Robert Leblanc s'aperçoive que ce règne qu'il dénonçait au printemps 1945 a toujours droit de cité.

Robert Leblanc naquit le 4 janvier 1910 à Pont-Audemer dans l'Eure. Ses parents étaient commerçants. Après avoir passé son certificat d'études, il apprend le métier de peintre en bâtiment qu'il exercera jusqu'à son service militaire. Affecté dans la marine, il accomplit son temps à Bizerte en tant que matelot de deuxième classe. C'est là-bas qu'il contractera ce début de pleurésie qui lui vaudra un long séjour en sanatorium, et sa réforme. De retour à la vie civile, il épouse le 23 février 1933 Mlle Denise Prey, dont la famille est originaire de Saint-Germain-Village. De cette union, naîtront quatre enfants. Mais sa maladie lui interdisant d'exercer son métier, Robert Leblanc vient s'installer à Saint-Etienne-l'Allier, petit village du Vièvre, où il reprend l'un des commerces de Café-Epicerie Du Bourg. C'est là qu'en septembre 1939 la guerre le surprend; c'est de là que partira l'épopée du maquis Surcouf.

Aux premiers appels de mobilisation, bien que réformé, il se présente au centre de recrutement; mais il se verra refuser tout engagement par les médecins militaires astreints à appliquer les règlements administratifs.

Juin 1940; c'est la rage au cœur et les poings serrés que Robert Leblanc voit déferler sur une France en proie à la débâcle et à la panique les orgueilleuses divisions nazies. Ses premières réactions sont celles de beaucoup de gens: amertume de la défaite et honte de l'occupation. Mais il ne veut pas désespérer, et c'est avec une joie profonde qu'il entend dans son arrière-boutique les speakers de la B.B.C. prôner la poursuite du combat. La vieille Angleterre refuse de s'avouer vaincue. Lorsque le 18 juin le général de Gaulle annonce au micro de Londres que la lutte continue, la cause est entendue pour Robert Leblanc; il se jette à corps perdu dans la Résistance.

Naissance d'un maquis

Si l'on prend la carte Michelin n° 54, et qu'on l'ouvre aux plis 8 et 9, avec prolongement en 18 et 19, on pourra sans peine tracer un triangle, pointe en bas, dont les sommets seront Honfleur, Jumièges, et Bemay. Dans ce triangle un moment délimité au nord par la Seine, se trouvent emprisonnées trois régions naturelles: le Vièvre au nord-ouest, le Roumois au nord-est, et le Lieuvin au sud. On remarque que les villes

et bourgades principales en sont: Beuzeville, Cormeilles et Thiberville côté ouest, Brionne, Montfort-sur-Risle et Bourgheroulde côté est, tandis qu'au centre Lieurey, Bernay et Pont-Audemer émergent entre les rives de la Calonne et la vallée de la Risle. En plein cœur de notre tracé, près de Saint-Georges-du-Vièvre, légèrement au-dessus, un point minuscule marque le village de Saint-Etienne-l'Allier. De très nombreuses zones hachurées en vert figurent le relief boisé, mais elles représentent mal le vallonnement d'un bocage fourni, dans le désordre pittoresque des vallées encaissées et des coteaux aux boistailis inextricables. En fait, tout ce secteur, et particulièrement la partie haute qui englobe les terrains marécageux du Marais-Vernier, apparaît comme l'une des régions de Haute-Normandie où le relief s'affirme l'un des plus tourmentés. C'est en utilisant au mieux cette topographie, que Robert Leblanc en fera le territoire du maquis Surcouf.

Tout comme nous l'indiquions dans les chapitres consacrés à Georges Guingouin, au sujet des maquis limousins, notre propos n'est pas de développer l'épopée des groupes du Surcouf. Nous avons retracé dans un précédent ouvrage ¹ l'histoire de cette formation en évoquant la part prépondérante qu'elle prit dans l'action clandestine et notamment dans le contexte de la bataille de Normandie. Mais comme nous l'avons fait pour Georges Guingouin, nous allons en faire revivre succinctement les pages essentielles, car il n'est pas possible de comprendre la démarche de Robert Leblanc sans évoquer les grandes heures du maquis qu'il avait créé.

Avant toute chose, il convient de jeter un regard sur la Normandie durant la période de l'occupation car, à l'instar des départements côtiers, elle eut à subir le poids écrasant des armées ennemies. Dans un premier temps en effet, pratiquement jusqu'en mai 1941, les préparatifs d'un assaut contre l'Angleterre amenèrent une puissante concentration d'hommes et de matériel. Nombreuses furent les installations élevées dans les ports et dans les campagnes avoisinantes; depuis la création d'aérodromes jusqu'à la prolifération de bases d'embarquement, en passant par l'aménagement de parcs de réserves et d'artillerie. Tout ceci n'allait pas sans l'apport d'unités spécialisées s'ajoutant aux troupes qui stationnaient en position d'attente. Aussi, la densité d'occupation atteignait-elle un chiffre record dans les zones côtières, et plus particulièrement en Haute-Normandie. Le brusque changement de politique de Hitler au printemps de 1941, avec l'élaboration du plan² «Bar-

1. *Les Lucioles de ma nuit* (Presses de la Cité, 1976).

2. Plan «Barbarossa» qui prévoyait l'invasion de l'U.R.S.S.

berousse» qui aboutira à l'attaque contre l'U.R.S.S. le 22 juin, modifia radicalement l'aspect de l'occupation, et le rappel de nombreuses divisions vers le front de l'Est allégea quelque peu le fardeau des Normands. Pas pour très longtemps hélas! puisque dès la fin de 1941 les Allemands commencèrent à fortifier les rivages de la Manche afin de protéger leurs arrières d'une possible attaque anglaise. C'était le prélude au fameux Mur de l'Atlantique. En conséquence, au fil des jours, le poids de la force occupante redevint pratiquement le même qu'au début de l'invasion par l'afflux de bataillons spécialisés dans les travaux de défense, et renforcés de territoriaux. Si l'Allemagne passait d'une tactique offensive à une position défensive, cela ne changeait rien au sort des populations soumises à son autorité, et ne modifiait pas le contingent serré de ses troupes sur le sol normand. Et jusqu'à la période du débarquement allié de juin 1944, la situation allait demeurer la même.

On comprend bien dans ces conditions quelles difficultés rencontrèrent les premiers résistants pour jeter les bases d'un mouvement clandestin. Pas un hameau, pas un sentier de campagne, n'échappait au passage de détachements ennemis dans leur quête au ravitaillement pour leurs hommes et leurs chevaux. Pas un village qui ne fût soumis à l'hébergement de bataillons, et pas une bourgade qui ne connût les contraintes d'une sourcilleuse feldgendarmerie. Il ne pouvait être question de faire plus d'un kilomètre sur la moindre route secondaire sans se heurter à quelque véhicule allemand. Quant aux villes, n'en parlons pas, le nombre de soldats de la Wehrmacht y dépassait bien souvent celui des habitants.

C'est pourtant dans ce contexte difficile que Robert Leblanc jette les bases d'un noyau résistant. Avec l'aide de l'un de ses meilleurs amis: Robert Samson, charpentier, et du curé de Saint-Etienne-l'Allier, l'abbé Meulan, il commence son travail de sape en recueillant et en trouvant des refuges aux prisonniers de guerre évadés. Parallèlement à cela, il rédige les premiers papillons, reprenant les slogans de la B.B.C., qu'il colle nuitamment, sans souci du couvre-feu, sur les murs de la région. Par la même occasion, il déchire les affiches allemandes et peint sur les façades des maisons les premiers V symbolisant la future victoire alliée. Autour de lui, les sympathies qu'il suscite par son action commencent à se faire jour; il suffit parfois de l'exemple pour déclencher les prises de conscience, et beaucoup de ses concitoyens comprennent et admettent l'activité qu'il déploie pour contrecarrer la propagande de l'ennemi et de ses servants français. Grâce à ce climat favorable qui se développe autour de lui, Robert Leblanc envisage les possibilités de création d'un maquis, et, à cet effet, en compagnie de Robert Samson qui connaît parfaitement toute la région,

il prospecte les moindres recoins de la campagne environnante. Les découvertes faites par les deux hommes comblent leurs vœux car le fouillis du bocage recèle des caches suffisantes pour y abriter de petites formations de clandestins. Des fermes abandonnées nichées au plus profond des bois et auxquelles aucun chemin ne mène plus depuis longtemps, des masures isolées dans des herbages quasiment inaccessibles, et enfin, providence pour des «hors-la-loi», les grottes de Fourmetot, anciennes carrières de marne du siècle dernier, dont les immenses galeries souterraines parcourent des kilomètres sous les coteaux boisés des alentours, et qui s'aèrent par des puits profonds aux orifices masqués par une imposante végétation. Conscients de l'importance stratégique que représentent pour un maquis ces grottes artificielles, Leblanc et Samson vont les explorer minutieusement et en dresser un relevé très complet. Détail complémentaire fort intéressant, elles ne figurent sur aucune carte d'état-major.

Au fil des mois qui passent, Robert Leblanc a pu regrouper autour de lui quelques garçons sûrs qui partagent son sentiment patriotique, dont Edmond Floquet (Grand Jules) qui se révélera l'un de ses meilleurs lieutenants, mais il faudra attendre le mois d'août 1942 pour voir véritablement se former l'ossature de ce maquis qui deviendra le Surcouf.

L'échec de la relève, ce marché de dupes glorifié par Pierre Laval, déchaîne la fureur du gauleiter Sauckel, grand pourvoyeur de main-d'œuvre au service de l'économie de guerre allemande, et aboutit le 4 septembre 1942 à la création du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) pour les jeunes gens. Une fois de plus, le gouvernement de Vichy entre dans le jeu des nazis. La conséquence de cette mesure se fait sentir immédiatement car beaucoup de garçons en refusant de se rendre outre-Rhin vont devenir des «réfractaires». Obligés de quitter leur domicile et leur emploi, ils affluent en grand nombre dans les maquis, préférant la lutte ouverte contre l'occupant à une soumission honteuse. Le groupe de Robert Leblanc n'échappe pas à ce brusque flux, et le dernier trimestre de l'année 1942 voit ses effectifs se gonfler d'importance. Dans le même temps, le modeste épicier de Saint-Etienne-l'Allier a vu sa renommée grandir car de bouche à oreille à la campagne, les nouvelles vont vite. C'est ainsi que s'établissent des liaisons avec d'autres petites formations résistantes des environs, et notamment avec celles d'un agriculteur de Morainville, Marcel Vesque, d'un médecin de Bourgheroulde, le docteur Hochart, d'un ferrailleur de Beuzeville, Henri Sorel, et d'un certain «Bayard» (René Pesqueux) de Saint-Georges-du-Vièvre. C'est d'ailleurs grâce à ce dernier que le maquis Surcouf bénéficiera

d'un apport de choix avec la brigade de gendarmerie de cette localité, tout entière acquise à la cause de la Résistance¹.

Les débuts du maquis sont difficiles; obligés de se déplacer sans cesse de cache en cache afin de déjouer de possibles dénonciations, dépourvus presque totalement d'un armement efficace, soumis à un régime alimentaire fantaisiste et aléatoire, les premiers francs-tireurs du Surcouf passent leurs nuits à subir un entraînement intensif. Les longues marches nocturnes par tous les temps, les exercices d'embuscades, le maniement des quelques armes et explosifs récupérés, occupent les mois de l'hiver 1942 et du printemps 1943. Pourtant, toute cette période ne sera pas inutile car lorsque viendra l'heure des combats, grâce à l'instruction reçue et à l'entraînement imposé, les maquisards maîtriseront parfaitement les actions d'une guérilla impitoyable.

Partageant la rude existence de ses hommes, Robert Leblanc s'affirme comme un chef lucide et organisé. Rien chez lui n'est laissé au hasard, et il suscite parmi tous ces garçons qu'il a pris en charge des sentiments de grand respect et de profonde amitié. Intransigeant, voire sévère quand il le faut, il sait toujours trouver le mot juste pour complimenter ou excuser suivant les circonstances. Au fil des jours, les liens qu'il cimentera avec tous et entre tous contribueront grandement à l'essor et à la valeur de son maquis.

Le Surcouf commence à frapper

Le contact établi avec le mouvement «Résistance» place Robert Leblanc sous la férule d'un homme remarquable pour son intégrité et son patriotisme, le commandant «Max» (Gaétan Lesage). C'est par l'intermédiaire de ce pionnier de la Résistance que vont se nouer des liens étroits entre le maquis Surcouf et les groupes des environs. Bientôt, compte tenu des effectifs et de l'allant des sizaines de Leblanc, ces différentes formations sont rattachées au Surcouf dont elles vont devenir des sections autonomes. Ce sera le cas pour les équipes de Marcel Vesque à Lieurey-Morainville, de Nicolas à Quillebeuf, de Poper à Routot, de Hucher à Brionne, de Sorel à Beuzeville, du docteur Hochart à Bourgheroulde, d'Ahrante à Cormeilles, de Hourdet à Montfort-sur-Risle, de Pesqueux à Saint-Georges-du-Vivère, et de Lefebvre à Pont-Audemer. Pour coordonner l'activité de ces groupes éparés, une véritable organisation de «boîtes à lettres» est mise sur pied par Robert

1. Le brigadier Grivillers et les gendarmes Demaison, Darieutort et Bédart, arrêtés le 8 juin 1944 et déportés à Buchenwald, ne reviendront jamais de ce camp de la mort.

Leblanc qui veille personnellement à leur installation et à leur bon fonctionnement. Au milieu de l'été 1943, la structure est définitivement réalisée et le maquis Surcouf couvre un très vaste secteur s'étendant du plateau du Vièvre aux limites inférieures du Lieuvin, englobant le Roumois et une partie de la région est du Pays d'Auge. Comme une immense toile d'araignée, ses ramifications tendent leurs fils de l'estuaire de la Seine à la forêt de Brotonne, et de la vallée de la Calonne à la plaine du Neubourg. Du même coup, les effectifs ne cessent de s'accroître et Robert Leblanc doit se résoudre à l'éclatement du maquis, car il n'est pas possible de conserver groupés autant d'hommes. Il va donc procéder à la création de onze sections d'une douzaine d'éléments ayant chacune leur propre cantonnement. C'est là qu'apparaît toute l'importance du travail de recherches effectué en compagnie de Robert Samson (la Torpille) dans le courant de 1941, car chacun de ces groupes se voit attribuer un lieu de séjour. Parfois distants entre eux de dizaines de kilomètres, ces refuges isolés sont maintenus en contact avec le P.C. de Leblanc par un incessant va-et-vient d'agents de liaison, et par les «boîtes à lettres» mentionnées plus haut. L'arrivée au maquis d'étrangers à la région, soigneusement filtrés par les gendarmes de Saint-Georges-du-Vièvre, et celle de prisonniers russes évadés du camp du Madrillet à Rouen, ainsi que de déserteurs de la Wehrmacht (Polonais, Alsaciens, Autrichiens) permet de dégager des cadres valables qui, joints aux premiers volontaires: Floquet (Grand Jules), Montier (le Lorrain), Vigier (le Chat), Hardelle (Serpent), Simon (Petit Gaston), Grouet (la Cuisine), vont assurer l'instruction des nouveaux venus et prendre en main la direction des sections. Un peu plus tard, l'arrivée de saint-cyriens et d'un instructeur parachuté par Londres, Gaston Le Braz, complétera l'ossature d'un état-major aux côtés de Leblanc et de Samson.

Sous l'égide du docteur Hochart, un service sanitaire est formé qui regroupe plusieurs médecins des bourgades environnantes, et un hôpital clandestin va fonctionner au manoir du Buisson de Saint-Christophe-sur-Condé chez Mme Archambault.

L'approvisionnement en armes, s'il est encore aléatoire, permet néanmoins d'équiper convenablement l'ensemble des sections grâce notamment à une livraison massive effectuée lors d'un important parachutage parvenu en Eure-et-Loir, et amenée à pied d'œuvre avec le concours des camions de l'entreprise Dubois de Beuzeville. Notons au passage la prouesse que constituait, dans une région truffée de troupes d'occupation, le transport d'un tel tonnage d'armes, et l'on ne peut que saluer bien bas ceux qui assumèrent une telle tâche!

Si la présence du maquis Surcouf n'était pas inconnue des services de police français dépendant du gouvernement de Vichy, elle semblait par contre ignorée des autorités d'occupation jusqu'à cet été de 1943. Rassurés par le nombre et l'importance de leurs installations, les Allemands vivaient en Haute-Normandie dans un climat de sécurité plus apparent que réel. Certes ici comme partout fleurissaient sur les murs des slogans qui leur étaient hostiles, et bien souvent une force d'inertie aux contours assez flous s'opposait à leurs directives. Mais ils ne trouvaient pas en face d'eux, tout au moins dans les campagnes, l'activité des insaisissables francs-tireurs qui les tenait en alerte dans beaucoup de régions de France.

Brutalement tout va changer, car maintenant bien structurés et convenablement organisés, les groupes du Surcouf passent à l'offensive. Quelques coupures de voies de chemin de fer marquent le début d'une activité qui va aller sans cesse en s'accroissant. Sur les routes du bocage, des estafettes motocyclistes semblent se volatiliser, et des soldats isolés trouvent la mort quand d'autres, mais sans uniformes, cherchent des armes. La première opération importante entreprise par les hommes de Robert Leblanc est la destruction de l'observatoire du mont Rôti, point stratégique vital de la défense allemande puisqu'il dominait le vaste territoire s'étalant de Saint-Georges-du-Vièvre jusqu'à l'estuaire. Cette fois, les Allemands comprennent qu'un nid de «terroristes» a pris pied dans cette région boisée et bocageuse de Normandie, et leurs troupes commencent à se déplacer avec un surcroît de précautions. Alertés, les miliciens, ces indignes Français qui ont embrassé la cause ennemie, viennent prudemment faire une ou deux descentes qui ne donnent rien car Robert Leblanc, adepte fervent de la guérilla, sait faire le vide quand paraît le danger d'un affrontement inégal. Frapper vite et disparaître, telle sera la théorie cent fois répétée que fera adopter dans la pratique le chef maquisard à ses hommes. De son P.C. volant, il distribue ses ordres et les groupes marginaux du Surcouf interviennent tantôt ici, tantôt là, aux quatre coins de cette zone devenue tellement précaire pour la sécurité de leurs troupes que les Allemands, sur leurs cartes d'état-major, la hachureront de traits rouges: «Danger, terroristes.»

Mais cette omniprésence du maquis inquiète les autorités occupantes, et la Gestapo de Rouen est alertée, ainsi que la feldgendarmérie locale. Quelques patrouilles s'aventurent dans le dédale des chemins creux du Vièvre, mais elles n'y découvrent aucun franc-tireur. Finalement les recherches sont confiées à la branche française de la Gestapo rouennaise que dirige le policier des brigades antiterroristes Louis Alie. Celui-ci recourt à son réseau d'informateurs et quelques descentes sont opérées

à Pont-Audemer et à Lieurey, mais sans grand dommage pour les résistants. A peine Alie et ses sbires ont-ils le dos tourné que Robert Leblanc monte quelques expéditions à l'encontre des installations allemandes.

Dans le milieu rural du Vièvre et du Lieuvin, les paysans favorisent dans leur ensemble le travail du maquis, et rendent d'immenses services aux patriotes en signalant les déplacements de l'ennemi, en hébergeant les malades et les blessés légers, en planquant des réfractaires qui constitueront une sérieuse réserve d'hommes frais pour les sections, et surtout en ravitaillant les maquisards. Parfaitement conscient de cette aide bénévole émanant des agriculteurs, Robert Leblanc se plaira toujours à souligner leur courage dans les risques mortels qu'ils prirent pour lui apporter un soutien constant.

Une véritable formation paramilitaire

C'est dans la nuit de Noël 1943 que Robert Leblanc, en fonction des instructions reçues du Commandement, lance un raid de sabotage contre la réserve de carburant d'une division de panzers cantonnée à Harcourt. Amenées à pied d'œuvre par un vieux camion à gazogène et deux voitures, trois sections vont prendre part à cette attaque. Après avoir neutralisé les sentinelles et le poste de garde par surprise, les maquisards défoncent les fûts d'essence stockés, non sans en avoir chargé quelques-uns dans leur camion, et détruisent toute la réserve ennemie. A quelques centaines de mètres de là, les équipages des chars festoient joyeusement, célébrant comme il se doit cette fête de la Nativité. Sans bruit, aussi silencieusement qu'ils sont arrivés, les francs-tireurs poussent leurs véhicules, insensibles à la pluie battante qui redouble de violence en rafales brutales, puis, sitôt suffisamment éloignés, reprennent place à l'intérieur tandis que les moteurs sont relancés. Le parcours du retour s'effectue bien jusqu'à Saint-Georges-du-Vièvre, mais à la sortie du bourg dans une légère montée, le camion tombe en panne. C'est ce moment précis que choisit une escouade de S.S. pour apparaître. Ayant largement arrosé le réveillon de Noël, les soudards déambulent ivres, et braillant des chants appropriés à cette nuit de fête. Alors, remarquable de sang-froid, Robert Leblanc les interpelle et se faisant passer pour un contremaître de la «*Todt*¹», leur enjoint d'aider ses hommes à pousser le poids lourd. Et la scène ne manque certainement pas de piquant qui voit une patrouille allemande unir ses efforts à ceux de trois sections de maquisards pour faire rouler un véhicule contenant un chargement d'essence dérobé à sa propre armée! Et lorsque dans la descente qui suit, le

1. Organisation allemande civile du travail.

moteur tourne à nouveau, tandis que les partisans reprennent place sous la bâche, les S.S. essoufflés saluent, bras tendu, le convoi qui disparaît dans la nuit.

Des différentes opérations menées par le maquis Surcouf entre janvier et juin 1944, il faut surtout retenir la libération de trois patriotes arrachés à la prison de Pont-Audemer, et l'exécution le 26 avril près d'Epaignes de l'espionne Violette Morris, membre de la Gestapo de la rue Lauriston¹. Nous ne reviendrons pas sur ces affaires qui sont évoquées en détail dans l'ouvrage consacré au maquis Surcouf, mais il est bon de noter qu'elles connurent un grand retentissement en Normandie par leur caractère d'opérations de commandos. Elles déclenchèrent d'ailleurs une intense activité des services de police allemands, appuyés par la Milice de Rouen, qui procédèrent à un grand nombre de rafles pour tenter de mettre la main sur les francs-tireurs. C'est d'ailleurs à partir de cette période que le chef des brigades antiterroristes, le policier français Louis Alie, consacra toute son activité à rechercher les maquisards du Surcouf, et tout particulièrement Robert Leblanc dont la tête fut mise à prix. Pourtant, malgré les alléchantes primes promises, aucun renseignement sérieux ne fut fourni, et le maquis poursuivit toute son activité.

Au début de juin 1944, à la suite du message d'alerte «L'heure des combats viendra», Robert Leblanc regroupe ses sections à Fourmetot dans les grottes et à la ferme voisine de l'Épinay, en vue des proches opérations de soutien au débarquement allié. Les allées et venues des agents de liaison, la présence de plus de cent cinquante hommes rassemblés, ne peuvent passer inaperçues et un certain Burel² informe les Allemands. Dans la journée du 4 juin, de puissantes formations ennemies tentent un large mouvement d'encerclement, mais, grâce à leur connaissance du terrain, les maquisards décrochent dans la nuit sans avoir signalé leur présence et passent la Risle pour se rendre à leur nouveau cantonnement de Tourville au château de la Bivellerie. Lorsque les Allemands s'élancent le 5 au petit jour, ils ne rencontrent que le vide et leur fureur se retourne contre les fermiers qui sont fusillés sur-le-champ³.

Le soir même, la B.B.C. lance les phrases-codes annonçant le débarquement: «Les dés sont sur le tapis», et «Il fait chaud à Suez». Pour Robert Leblanc, elles signifient l'action immédiate de guérilla et la coupure des communications ferroviaires, mais elles impliquent également le regroupement du maquis et des éléments sédentaires à l'endroit désigné à l'avance,

1. Cette exécution est fidèlement décrite dans *les Lucioles de ma nuit*, du même auteur aux Presses de la Cité, pp. 190 à 200.

2. Il sera exécuté par les maquisards le 5 juillet 1944.

3. Voir *les Lucioles de ma nuit*, pp. 207 à 210 et 220 à 222.

le lieu-dit «La Pilvidière» à Saint-Benoît-des-Ombres. C'est là en effet que viennent se rassembler dans la nuit légaux et francs-tireurs, ainsi que l'état-major départemental de la Résistance. Mais à peine le terrain prévu pour un parachutage est-il balisé, et le P.C. installé dans un bâtiment isolé tout proche, qu'un avion allemand se présente et lance plusieurs bombes sans heureusement faire de victimes. Plus tard, on apprendra que l'appareil de la R.A.F. affecté à cette mission, touché par la D.C.A., s'est posé en catastrophe sur un terrain de Seine-Maritime, et que les Allemands, ayant découvert son plan de vol, l'ont utilisé pour bombarder un repaire de «terroristes». Quoi qu'il en soit, ce raid surprise nécessite un repli du maquis sur la ferme Lecoq, petite exploitation perdue en plein massif forestier. Il n'était que temps, car à l'aube un bataillon ennemi attaque furieusement au mortier «La Pilvidière», et il faudra toute l'abnégation des agents de liaison pour éviter que les sections parties en missions de sabotages après le passage des messages ne viennent se jeter dans le dispositif d'encercllement. Obligées elles aussi de décrocher, coupées du gros des forces, elles vont en bon ordre réoccuper leurs anciens lieux de cantonnement en attendant des directives.

En cette nuit du 5 au 6 juin, les équipes de Robert Leblanc mettent à leur actif différentes opérations destructrices, et la moindre n'est pas l'assaut contre la feldgendarmerie de Pont-Audemer dont les installations sont anéanties par les S4, S7 et S8¹, commandées par le lieutenant saint-cyrien Pic (Bouvatier) et au cours duquel plusieurs feldgendarmes trouvent la mort. Naturellement, la journée du 6 juin voit le Surcouf débordant d'activité; c'est tout d'abord le nouveau poste d'observation du mont Rôti qui est attaqué et anéanti, puis, assurant lui-même le commandement de deux sections (S2 et S3), Robert Leblanc s'en prend à la garnison de Saint-Georges-du-Vièvre. Au cours de la bataille qui fait rage pendant plusieurs heures, une quinzaine d'Allemands sont tués, mais hélas le maquis aura de son côté à déplorer la mort de deux hommes, tandis que trois autres sont blessés. Les jours suivants sont marqués par une multitude d'embuscades et d'actions qui paralysent la montée vers le front des renforts ennemis. Toutes les sections maquisardes, et toutes les sections de légaux des bourgades environnantes, sur ordre de Robert Leblanc, sont engagées. La guérilla fait rage dans le Vièvre et le Lieuvin. Ponts détruits, routes barrées, lignes de chemin de fer coupées, immobilisent les convois allemands qui s'empêtrent dans toutes ces embûches, harcelés par les coups de main des francs-tireurs et copieusement mitraillés par l'aviation alliée.

1. Désignation des sections du Surcouf par leurs numéros de code

Rendus furieux par cette sanglante guérilla, les soldats du Reich se décident le 8 juin à réagir en lançant une offensive d'envergure contre le maquis. Mais prévenu à temps par les sédentaires locaux qui épient les manœuvres de l'ennemi, Robert Leblanc donne les consignes de repli et regroupe tout son monde à Neuville-sur-Authou dans la nuit. Le 9, les miliciens arrivent à leur tour et ratissent le secteur; quelques escarmouches avec des patrouilles du Surcouf se produisent. Devant cette coalition, Robert Leblanc disloque ses forces et répartit ses sections par unités individuelles sur de nouveaux emplacements. Le P.C. s'installe à Fréneuse, ferme Anquetil, puis à Thierville.

L'action ne se ralentit pas pour autant, et sous le commandement de Robert Samson (la Torpille), les S2 et S5 font sauter les pylônes H.T. de Bourgtheroulde. Roger Montier (le Lorrain) avec sa S3 attaque un convoi sur la route de Saint-Georges-du-Vièvre à Lieurey. Gaston Le Braz, dirigeant les S5 et S7, donne l'assaut au château de Saint-Victor-d'Épine où une centaine d'Italiens sont gardés par une trentaine de S.S. Ceux-ci sont mis en fuite ou tués, et les prisonniers délivrés, avec un énorme butin en armes et munitions. Les S4 et S8 commandées par «la Torpille» s'en prennent aux hangars du camp d'aviation de Tricqueville, efficacement dynamités. Les groupes de francs-tireurs de Sorel et de Renoult à Beuzeville, ceux de Poper à Routot, de Nicolas à Quillebeuf, de Marcel Vesque à Lieurey, de Hucher à Brionne, abattent leur part de besogne en cisailant les lignes téléphoniques souterraines et aériennes, et en rendant inutilisables les voies ferrées. Appliquant à la lettre les ordres de Robert Leblanc, qui a établi un quadrillage serré des objectifs à atteindre, ces sections de légaux élargissent considérablement le champ d'activité du Surcouf.

La stagnation de la tête de pont alliée sur le front de Caen complique sérieusement la tâche du chef de maquis qui doit faire face aux incursions des fantassins ennemis et à celles des miliciens; aussi est-il contraint de replier sans cesse ses sections dans un vaste mouvement tournant. Un autre souci vient l'accabler; c'est celui des bandes de pillards qui profitent de la situation confuse pour rançonner les fermes au nom de la Résistance. Résolu à châtier très sévèrement ces énergumènes, le chef maquisard est contraint d'en faire fusiller quelques-uns que ses hommes ont appréhendés. C'est la seule solution pour montrer à la population que les forces de la France combattante veulent le respect de la propriété et de la légalité des biens. Il doit même faire imprimer des affiches reproduisant l'avertissement suivant:

*«J'avertis la population que toute réquisition opérée par les Forces Françaises de l'intérieur ne peut l'être que sur délivrance d'un bon de réquisition portant les deux cachets officiels de la République Française et de l'Armée de libération intérieure à croix de Lorraine et signé de moi pour l'arrondissement, ou du chef cantonal F.F.I. pour le canton où a lieu la réquisition. J'avertis les pillards qui, sur présentation d'un papier quelconque, d'un brassard, ou sous la menace d'une arme, rançonnent les gens, soi-disant au nom de la Résistance, que j'ai déjà pris, et que je continuerai de prendre, des mesures très sévères. Les sanctions pouvant aller jusqu'à la peine de MORT. Malgré ma répugnance à être en ce moment obligé de prendre de telles mesures contre des Français, alors que nous devrions tous être unis dans un seul but: chasser l'ennemi hors de France, je n'hésite pas à répéter que j'agirai par tous les moyens pour sauver l'honneur des Forces Françaises de l'Intérieur-
Capitaine des F.F.I.: Robert Leblanc.*

Cette proclamation, abondamment diffusée, ramena un peu le calme dans les campagnes, mais quelques voyous irréductibles crurent bon de passer outre. Certains d'entre eux, pris par les francs-tireurs, le payèrent de leur vie; d'autres furent remis aux gendarmes après une sévère correction. Grâce à cette énergique riposte, la vague d'exactions fut enrayerée, et le maquis sortit grandi de cette épreuve.

Le Surcouf, véritable pouvoir régional

Début juillet, un ordre émanant de l'état-major du général Kœnig enjoit aux francs-tireurs de stopper les actions de guérilla. Devant les difficultés rencontrées par les armées alliées sur le front, le haut commandement estime en effet qu'il est inutile d'exposer les forces de la Résistance. Robert Leblanc a bien du mal à se résoudre à cette inactivité, et il ne peut s'empêcher de saisir l'occasion de bloquer deux trains de munitions sous le tunnel de Quetteville en coupant irrémédiablement la voie ferrée Evreux-Honfleur à Montfort-sur-Risle.

Le 14 de ce mois lui donne la possibilité de s'exprimer, car il célèbre ce jour de fête nationale par de courtes cérémonies au monument aux morts de Saint-Georges-du-Vièvre et au cimetière de Saint-Etienne-l'Allier. Ces manifestations ne sont pas du goût de ces messieurs de la Gestapo qui réagissent le jour-même par des arrestations et des rafles à Pont-Audemer, Saint-Etienne-l'Allier, Saint-Georges-du-Vièvre et Lieurey. Le policier français à la solde de l'ennemi, Louis Alie¹, déploie

1. On trouvera dans *la Résistance normande face à la Gestapo*, du même auteur aux Presses de la Cité, un aperçu de l'activité d'Alie.

un zèle extraordinaire à cette occasion, et cause la mort d'un agent de liaison (Léon Saillard). Il se fera pourtant «rouler» par un jeune et rusé maquisard dont il a voulu faire un agent double (André Tauvel ¹).

Vers la fin du mois, en conséquence de la désorganisation du ravitaillement, causée par la proximité du front et l'absence de transports, une brutale flambée des prix sur les denrées de première nécessité risque d'amener des désordres parmi la population. Différents appels de notables parviennent au chef du maquis afin qu'il use de son autorité pour freiner cette surenchère dangereuse. Conscient du péril, Robert Leblanc décide de s'attaquer en priorité au marché de la viande qui connaît une montée vertigineuse. A cet effet, il envoie aux herbagers et marchands de bestiaux une note comminatoire fixant le tarif de vente des bêtes sur pied, et, parallèlement, il adresse aux bouchers de l'arrondissement la note suivante:

«Capitaine Leblanc, des Forces Françaises de l'intérieur, à Messieurs les bouchers de l'arrondissement de Pont-Audemer:

«Messieurs,

«Vous avez déjà reçu des ordres vous informant que vous deviez vendre votre viande au prix de la taxe. Des ordres sont passés également à tous les herbagers et à tous les cultivateurs pour qu'ils cèdent leurs bêtes et leurs produits au prix de la taxe. Les difficultés actuelles de ravitaillement, l'abaissement de la ration de pain, doivent être compensés par une distribution plus généreuse de viande. Vous pouvez abattre librement dans une juste mesure. L'ouvrier qui ne travaille plus, les réfugiés qui ont tout perdu, ont le droit de manger. Il faut que chacun, du haut en bas de l'échelle sociale, comprenne son devoir. Je vous rappelle que les Forces Françaises de l'intérieur veillent à l'exécution de ces ordres, et que les mauvais Français seront punis énergiquement.

Capitaine Robert Leblanc, des F.F.I.

Au reçu de cet avertissement, comme par miracle, les prix reviennent à un niveau normal, et l'on voit même, sans qu'il soit besoin de les prévenir, certains autres commerçants ramener leurs étiquettes à une plus juste valeur. Ainsi, dans tout ce vaste secteur où règne le Surcouf, les autorités en place ont-elles passé la main pour s'en remettre aux décisions du chef résistant qui représente maintenant le pouvoir de la France Libre.

Fin juillet, les munitions commencent à faire défaut. Par l'entremise du radio Allard, agent parachuté par Londres pour établir la liaison, le chef départemental Gaétan Lesage (Max)

1. Voir *les Lucioles de ma nuit*, pp. 249 et 250.

lance appel sur appel. Mais ce n'est que le 4 août, sur le terrain de «La Belle Visinière» à Epaignes que l'équipe de réception dirigée par Marcel Vesque reçoit enfin plusieurs containers. Grâce à cet arrivage, les sections sont réapprovisionnées de manière substantielle, ainsi que les groupes de légaux.

Presque en même temps, survient l'ordre de reprise des actions de guérilla dans le cadre du «Plan rouge». Malheureusement entre-temps, le 4 au matin, à la suite de la trahison de «Georgius», agent de la Gestapo infiltré au maquis¹, le policier Alie surprend à la ferme Bréval (près d'Epaignes), plusieurs agents de liaison du Surcouf. Affreusement torturés sur place par les S.S., Jean Ribault (Jean l'Abbé), aumônier des francs-tireurs, René Sortemboc (Pélican), et Kléber Mercier (Raspail), sont ensuite fusillés². Dans l'après-midi du même jour, toujours pilotés par le traître, les Allemands arrêtent trois autres résistants à Pont-Audemer, puis attaquent la section de Bouquelon commandée par Maurice Jouan (Nicolas). Après un très dur combat, sept maquisards sont tués, trois, dont Jouan, sont capturés et nul ne retrouvera leur trace; les autres parviennent à rompre l'encerclement. Deux jours plus tard, le 6, guidés par «Georgius³», Alie et les Allemands opèrent une rafle monstre à Beuzeville, et six autres francs-tireurs sont pris dont Roger Montier (le Lorrain), l'un des lieutenants de Robert Leblanc. Martyrisés sur la place de l'église, ces patriotes partent ensuite pour la prison d'Evreux d'où ils seront extraits le 13 août pour être exécutés près d'Angerville⁴. La mort de tous ces hommes est douloureusement ressentie par Robert Leblanc, car s'il fut leur chef à tous, il se considérait surtout comme leur camarade, et la perte de certains auxquels il était très lié comme Jean l'Abbé, Pélican, ou Roger le Lorrain, restera pour lui une blessure inguérissable.

Les combats de la Libération

La reprise des opérations de harcèlement permet aux sections du Surcouf de passer à nouveau à l'offensive. Il était grand temps car l'inaction commençait à peser aux hommes et les rendait irritables. Sur le front, la gigantesque bataille de la poche de Falaise vient de prendre fin avec la destruction de la 7^e armée allemande, et les Alliés entament la course à la

1. Ce sera le seul cas au Surcouf d'agent ennemi infiltré. Il faut préciser que les gendarmes de Saint-Georges-du-Vivère procédaient à une discrète enquête au moment de l'incorporation, et que le nouveau venu subissait un temps de mise à l'épreuve.

2. Voir *les Lucioles de ma nuit*, pp. 252 à 254.

3. Il sera exécuté à Evreux, lors de la Libération, par un patriote.

4. Voir *les Lucioles de ma nuit*, pp. 260 et 264.

Seine Montgomery lance le 1^{er} Corps britannique en direction de la Dives, et à droite Bradley s'élance sur Mantes. En conséquence, l'état-major prescrit au maquis Surcouf de préparer le terrain aux divisions amies en bloquant les convois ennemis et en interdisant tout renfort en direction de la ligne de feu.

C'est en fonction de ces directives que Robert Leblanc multiplie les embuscades et les barrages routiers. Les abattages d'arbres et les semis de clous spéciaux par centaines de kilos stoppent les colonnes allemandes ou leur font perdre un temps considérable, sans parler de l'atteinte morale ressentie par les soldats de la Wehrmacht. Convenablement armés, les maquisards n'hésitent pas à attaquer les convois légers au cours d'audacieux et soudains coups de main. Les groupes cantonaux ne restent pas inactifs, et ceux de Marcel Vesque dans le Lieuvin, comme ceux de Sorel et de Renoult, en limite de la vallée d'Auge, portent de rudes coups à l'armée occupante. Ce sont d'ailleurs les sizaines de Camille Renoult, l'intrépide responsable du réseau «Archevêque-Saturne» pour la région, qui, rejoignant le poste de commandement allié près de Dozulé après avoir franchi les lignes allemandes, serviront d'éclaireurs aux avant-gardes britanniques dans leur ruée vers la Seine.

Le 13 août, les sections de Marcel Vesque, au cours d'une embuscade, font même un prisonnier de choix en la personne du chef de bataillon Ertlé, officier d'état-major du Feldmarschall von Kluge.

Puis les actions se multiplient; le 15, la S6 du Surcouf commandée par son jeune chef de section, Edmond Floquet (Grand Jules) arraisonne une formation d'artillerie près de Bonneville-la-Louvet, et détruit un canon de 220 en faisant de nombreux prisonniers. Cette audacieuse équipe récidive d'ailleurs le 17 en neutralisant une automitrailleuse et son escorte au lieu-dit «La Butte des Hauts-Vents» entre Bernay et Pont-Audemer. Chaque nuit, les formations de Robert Leblanc harcèlent les troupes ennemies qui, pourchassées de jour par l'aviation alliée, se heurtent dans leurs déplacements nocturnes aux tirs meurtriers des francs-tireurs. On ne peut signaler toutes les actions qui se déroulèrent dans cette période du 15 au 25 août, car plusieurs fois par jour, parfois par les mêmes groupes, les attaques se développaient sans cesse. Parmi les plus efficaces, citons celles de Bouleville, Quetteville, Le Fresne-Cauverville, Toutainville, Corneville-sur-Risle, Cormeilles, Saint-Martin-Saint-Firmin, Campigny, Saint-Paul-sur-Risle, La Haye-Aubrée, Equainville, La Hannetot, Montfort-sur-Risle, etc.

Cependant, les forces britanniques se rapprochent. La 6^e divi-

1. Voir *Stalingrad en Normandie* d'Eddy Florentin aux Presses de la Cité, dans lequel la bataille de la poche de Falaise est admirablement relatée.

sion aéroportée et la 49^e West Riding Division convergent vers Pont-Audemer. Le 22 août, elles atteignent Pont-l'Évêque, et le 23 les «Ours Polaires» de la 146^e brigade prennent pied sur les collines du Faulq et de Blangy-le-Château à quelque six ou sept kilomètres de Cormeilles. Cantonnée sur les hauteurs des «Monts du Bourg», la 6^e section du Surcouf peut voir dans la vallée progresser les avant-gardes alliées. Mais l'honneur d'établir la jonction sera réservé au groupe de Marcel Vesque qui rencontre un élément du 11th Hussars Britannique le 24 au lieu-dit «Le Pensionnat» près du village de Piencourt.

Ce même jour, Cormeilles est libérée par la 6^e section du Surcouf renforcée par le groupe marginal d'Angerville sous les ordres d'Ahrante.

Enfin, le 26, Robert Leblanc lui-même peut faire sa jonction avec les Alliés. Minutes inoubliables que celles où le chef maquisard, les yeux embués de larmes, donne l'accolade aux officiers de l'armée de Libération. Ainsi les gigantesques efforts de volonté et d'énergie déployés pendant quatre longues années trouvent-ils enfin leur récompense. L'Allemand vaincu retraite! Et tandis que les blindés alliés tournoient dans la plaine, le chef du Surcouf adresse une pensée émue à tous ceux de ses gars qui, tombés dans le combat, fidèles à la devise qui fut toujours la leur et celle de leurs camarades «Vivre libres ou mourir au maquis», ne sont plus là aujourd'hui pour contempler le résultat de leur valeureux engagement.

Dans la journée, servant d'éclaireurs aux troupes amies et se battant à leurs côtés, les hommes du Surcouf entrent dans Pont-Audemer où de rudes combats les opposent à l'ennemi retranché sur les collines au nord-est de la ville. Plusieurs francs-tireurs tombent encore dans cette bataille, mais à l'approche de la nuit, la cité est libérée.

Pont-Audemer, Cormeilles, Beuzeville, Lieurey, Saint-Georges-du-Vivère, Brionne, Bourgheroulde, Bernay, sont aux mains des armées libératrices. Pratiquement, tout le champ d'activité du maquis Surcouf a retrouvé sa liberté, mais les Allemands s'accrochent désespérément sur la basse Seine. C'est donc là que les maquisards de Robert Leblanc poursuivent la lutte. De la forêt de Brotonne à Berville-sur-Mer, en passant par Quillebeuf et le Marais Vernier, les francs-tireurs ratissent toute la région, capturant de nombreux ennemis et un important matériel. Ils remettront aux Alliés plus d'un millier de prisonniers, ainsi qu'un butin considérable en matériel et en véhicules. Ainsi que le déclarera plus tard le maréchal Montgomery: «L'avance foudroyante des unités britanniques de Pont-l'Évêque à la Seine fut due essentiellement à l'aide des forces résistantes du secteur qui harcelèrent l'ennemi et qui pilotèrent nos troupes dans les

campagnes du bocage.» Cet hommage rendu au Surcouf et à ses groupes marginaux est bien mérité par les hommes de Robert Leblanc, car ce furent eux en effet qui dirigèrent les colonnes libératrices vers les ponts d'herbages qui ne figuraient sur aucune carte d'état-major, mais qui permirent le passage des blindés sur la Touques, la Calonne, la Morelle, et la Risle. Et l'on peut noter en passant que dans toutes les régions où sévissaient des maquis bien organisés, l'avance des armées alliées fut rapide, et que dans les secteurs où n'existait pas de force clandestine cohérente, la progression s'avéra beaucoup plus lente et malaisée. C'est là une preuve éclatante du rôle important joué par les partisans français, et largement reconnu par des hommes de guerre aussi éminents que les généraux Eisenhower, Bradley, Dempsey, Leclerc, et de Lattre de Tassigny, qui purent en apprécier les effets bénéfiques.

Quant au général Kœnig, qui commandait l'ensemble des Forces Françaises de l'intérieur, voici quel jugement il apporta sur l'activité du maquis Surcouf:

«... J'ai médité sur tous ces hommes, des chefs aux plus jeunes, qui ont fait leur devoir avec un esprit de sacrifice total, mais encore animés de la flamme la plus ardente et la plus pure. J'ai médité sur les souffrances de certains d'entre eux et sur l'étendue du tribut qu'ils ont consenti, jusque dans les êtres chers de leurs familles. J'ai médité sur ces cent vingt Français du Surcouf que rien n'obligeait à aller à la mort, qui auraient pu – comme l'immense majorité des nôtres – ne rien faire, qui se sont mis dans le mauvais cas de se faire tuer, et qui ont été effectivement tués. Je ne peux pas rester insensible, vous le sentez bien, à de tels arguments.

Je ne pouvais pas être présent lors de l'inauguration du Monument aux Morts de la Résistance de l'arrondissement de Bernay - Pont-Audemer, mais je tenais essentiellement à ce que vous sachiez à quel point j'ai revécu avec vous vos actions de guerre sous le signe du volontariat. Je désirais également vous dire, au besoin pour que vos camarades survivants le sachent, combien cette méditation m'a été utile. Au milieu des difficultés qui m'assaillent dans ma tâche, il est nécessaire que je me sente soutenu par les souvenirs d'un passé qui, pour moi, est encore tout proche.

Je vous demande de me croire, mon commandant, votre très dévoué:

Général Kœnig

On ne pouvait rendre plus bel hommage aux maquisards du Surcouf et à leur chef.

1. Lettre personnelle adressée par le général Kœnig aux commandants Leblanc et Lesage, le 28 novembre 1948 de Baden-Baden, siège du Haut Commandement français en Allemagne.

CHAPITRE V

Le 1^{er} Bataillon de Marche de Normandie

L'ennemi étant maintenant rejeté, Robert Leblanc regroupe ses maquisards à Tourville-sur-Pont-Audemer, et le 1^{er} septembre 1944, se forme le 1^{er} Bataillon de Marche de Normandie. Naturellement, l'ancien chef du maquis en assume le commandement, au vu de sa nomination au grade correspondant, et les compagnies formées sont placées sous les ordres des principaux lieutenants de Robert Leblanc, soit respectivement, les capitaines: Le Braz, Vesque, Chefdeville, Olry, Lemonnier et Samson. Et les huit cents hommes signent leur engagement pour la durée de la guerre, plus quatre-vingt-dix jours.

Le 10 septembre, le bataillon ainsi formé est transféré à la caserne Tureau de Bernay. C'est là que le général Legentilhomme, l'un des premiers militaires de haut rang à avoir rejoint de Gaulle, lui rend visite. L'impression que cet expérimenté baroudeur en ressent sera traduite dans une lettre dont nous extrayons le passage suivant:

...Je n'oublierai jamais ce jour et les sentiments qui m'agitaient; d'emblée, j'eus l'assurance que j'étais accepté sans restrictions comme leur chef et je compris que ce n'était pas en raison des quatre étoiles que j'avais sur mon battle-dress, mais parce qu'ils me reconnaissaient pour un des leurs. Le vieux chef militaire que j'étais ne pouvait qu'être fier et profondément touché de voir ces hommes qui depuis deux ans ne connaissaient qu'une loi, celle du maquis, et un chef, le leur, accepter de se soumettre à la discipline militaire et à un chef de l'armée régu-

lière. J'étais heureux de me retrouver au milieu de ces gens du peuple qui, comme moi, n'avaient pas accepté la défaite de juin 1940. Je n'avais jamais douté du sentiment de patriotisme de mes compatriotes normands. Au milieu des gars de Robert Leblanc, je me souvenais que la France, dans les heures difficiles, avait toujours vu jaillir de son peuple les hommes et les femmes qui l'ont sauvée.

Il a fallu cette crise tragique de 1940 pour qu'un modeste commerçant d'un village de l'Eure, animé de son seul patriotisme, se révèle un chef incomparable.

Quand le 8 octobre 1944, le maquis Surcouf, devenu le 1^{er} Bataillon de Marche de Normandie, rendit sur la place du Neubourg les honneurs au général de Gaulle, ce dernier, admirant la présentation impeccable du bataillon, me demanda:

– Qui dirige ce bataillon?

Je lui répondis:

– Le commandant Robert Leblanc, matelot de 2^e classe, réformé.

*Général Legentilhomme,
Commandant la 5^e Région militaire¹.*

C'est donc le 8 octobre 1944 que Robert Leblanc a l'occasion de voir de près l'homme qui, en juin 1940, a éveillé en lui le sentiment que rien n'était perdu. Tandis qu'il marche aux côtés du général sur la place du Neubourg devant ses hommes présentant les armes, l'ancien chef du Surcouf sent monter en lui une houle de pensées qu'il notera scrupuleusement le lendemain dans son journal de marche:

Le général de Gaulle a passé en revue hier mon bataillon; il m'a serré la main et félicité. Oui, c'est la plus belle récompense que j'avais espérée. Evidemment, tout d'abord, j'ai été un peu déçu, il faut bien que je le dise, par son air hautain et un peu dédaigneux. A première vue, le général m'a paru froid, contrairement au général Legentilhomme qui, lors de sa visite à notre caserne, m'avait été sympathique. Tout de suite je pensais, alors que je marchais à ses côtés pour lui présenter le bataillon: «Nom de Dieu, se rend-il compte de ce que ces petits-là ont fait, et veulent faire?» Mon impression changea tout de même quand il vint m'adresser quelques mots de félicitations pour mes gars. Et puis, après réflexion, il faut bien tout de même comprendre qu'un chef d'Etat n'est pas un homme ordinaire, et qu'il lui faut tenir ses distances. Je crois que moi, je n'aurai jamais la mesure des distances! et qu'en fait de hiérarchie, je ne serai jamais un expert! Si son discours m'a déçu par son manque de fermeté et de ressentiment envers les salauds

1. Archives personnelles du médecin-colonel Hochart.

*qui ont trahi, je comprends aussi qu'il a une tâche à accomplir, et qu'avant d'être un général, il est le chef de l'Etat, et qu'en cette qualité il a besoin de rallier tous les hésitants*¹...

Et, continuant à confier à son journal les pensées qui l'assaillent en cette période décisive que traverse le pays, Robert Leblanc poursuit le lendemain:

... Depuis que j'ai quitté mon maquis, depuis que j'ai changé mon activité souterraine pour une «position» officielle, il s'est passé déjà beaucoup d'événements, petits et grands. Si j'étais un philosophe ou un moraliste, je pourrais dégager de ces événements des leçons d'appréciation sur la nature humaine! Que je dise tout de suite qu'il y a un faible pourcentage de «bien», et quand je pense à tout ce que j'ai vu, à tout ce que j'apprends, à tout ce que j'entends, j'en suis écœuré... Je comprends beaucoup de choses que je ne voulais pas comprendre. L'intérêt, voilà le grand mot! voilà la patrie de beaucoup, hélas de beaucoup trop et j'en ai honte!... Et je compare tous ces «patriotes» pour le pognon à mes petits gars qui sont restés avec moi, hélas aussi trop peu nombreux après tous les coups durs que nous avons essuyés. Je les admire mes gars; eux à qui je n'ai même pas eu à demander s'ils me suivraient; eux qui je le sais se feraient tuer pour leur pays. Les braves gosses! Et quand je pense que certains ne comprennent pas leur cœur, ni ce qu'ils ont dans le ventre!

Et le 14 octobre, Robert Leblanc poursuit:

... Mon lieutenant Athos vient m'apporter une lettre du général Legentilhomme. Cette lettre me confirme que tout de même on a pris au sérieux en haut lieu l'effort que nous avons réalisé mes gars et moi pour faire notre devoir de Français, parmi l'ennemi et ses vendus. Combien encore le comprennent mal! Combien encore ne voient pas l'étendue du sacrifice de ces jeunes gens qui se sont fait tuer par amour de leur patrie, pour notre devise: «Vivre libre ou mourir au maquis.»

*Et je pense aussi aux ennemis que je me suis faits, je l'avais prévu. La jalousie, la vengeance entrent en jeu, plus fortes que jamais*².

Partout j'entends: Un tel a fait ça, un tel aurait dû faire cela, un tel a pris ceci, un tel a pris cela; j'en entends pareillement tous les jours, et je comprends alors d'autant mieux ce que peut penser le général de Gaulle qui doit se battre en ce

1. Extrait du Journal de marche de Robert Leblanc (Archives personnelles de Mme Denise Leblanc, avec son aimable autorisation).

2. Souligné par l'auteur. A retenir pour la suite du récit.

moment, non seulement contre l'ennemi, mais contre tous les affamés du pouvoir, contre toutes les vieilles culottes de peau de l'armée, et contre tous les combinards et autres bons à rien. En plus petit, je vois cela déjà dans mon coin. Il y a trop peu d'hommes capables de lutter jusqu'au bout pour leur idéal. Trop peu d'hommes qui ne se laissent pas tenter par les pots-de-vin. Et déjà, quand je vois que la politique reparaît, ça me fait mal au cœur...

Si nous réfléchissons bien, quelles catégories de gens avons-nous rencontrées pendant l'Occupation? D'abord les collaborateurs, les durs, ceux qui ont cru en la victoire de l'Allemagne en pensant trouver là un bonheur pour la France. Puis les pétainistes, ceux qui firent confiance à ce traître, les défaitistes, les faibles, enfin les attentistes, ceux qui se levaient chaque matin en se disant: nous avons perdu la guerre, nous sommes battus, attendons qu'on nous délivre! De là à croire que les Allemands devaient être nos maîtres, il n'y avait pas loin! Et puis il y avait ceux qui avaient foi dans le relèvement de la France, les Résistants. Mais à ces trois catégories de Français, on peut en ajouter une autre: les pognonistes! c'est-à-dire les arrivistes, ceux pour qui la patrie c'est l'argent. Et c'est une honte d'en avoir tant vu, et à tous les échelons de la Société. Depuis l'industriel qui a mis volontairement ses usines, ses ingénieurs, au service de l'ennemi, le journaliste qui a vendu sa plume, le commerçant qui privait ses compatriotes parce qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'achat des boches, jusqu'au trafiquant, le roi du marché noir, qui allait en campagne chercher du ravitaillement pour le revendre avec 500% de bénéfice à des affamés; celui-là qui spéculait sur la misère des autres. Et tous ces salauds sont restés; oui, tous les pognonistes sont encore là et ne veulent pas désarmer! Le gros cultivateur qui a fait fortune ne peut pas aimer les résistants qui lui ont enlevé l'assiette au beurre! Le trafiquant nous déteste parce qu'il voit se terminer la belle vie! Alors ces types qui depuis quatre ans se sont habitués à tout cela sans travailler, que vont-ils faire? On se remet difficilement au travail quand on en a perdu la notion. C'est pourquoi si le gouvernement ne prend pas des mesures énergiques envers tous ces salauds, le régime des combinards reprendra le dessus, et ça, les petits gars qui ont lutté pendant si longtemps pour faire revivre une France propre n'en veulent pas. Il faut du neuf! Pas de demi-mesure. Nous faisons une révolution, menons là jusqu'au bout¹ /

On remarquera dans ce texte de Robert Leblanc écrit dans

1. Extrait du Journal de marche de Robert Leblanc en date des 9 et 14 octobre 1944 (Archives personnelles de Mme Denise Leblanc, avec son aimable autorisation).

le bouillonnement de la pensée, qu'apparaît déjà un certain désenchantement. Certes l'heure est encore à l'espoir, mais chez cet homme simple et lucide perce l'inquiétude de voir réduits à néant, par le fait de ceux qu'il appelle les combinards, tous les efforts réalisés par les résistants et rejetés dans l'oubli tous les sacrifices consentis pour la restauration d'un pays libre et sain.

Mais le chef du Surcouf ne va pas se poser bien longtemps ce genre de questions car le commandement de son bataillon l'accapare et, après avoir suivi l'instruction des officiers au centre de Provins, il va, à la tête de ses hommes, entreprendre la campagne d'Allemagne qui s'achèvera par l'occupation dans la zone de Coblenze.

Le 10 juin 1945, à Coutances, à l'occasion d'une prise d'armes, le général de Gaulle épingle lui-même la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur sur la vareuse du commandant Robert Leblanc. Et ce n'est pas sans émotion que le chef du Surcouf entend lire cette citation:

Véritable entraîneur d'hommes, ayant fait preuve des plus belles qualités de courage personnel et de patriotisme, en même temps que de belles qualités de chef. Esprit clair aux décisions rapides, organisateur remarquable, a organisé et commandé les forces de la Résistance de Pont-Audemer dès novembre 1942. A pris une part brillante à la libération du département de l'Eure, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi.

Et Robert Leblanc notera dans son journal:

Cette accolade du plus prestigieux des Français, je la ressens comme la plus belle récompense pour les valeureux maquisards du Surcouf et pour moi-même.

Le 2 novembre 1945, le 129^e R.I. est dissous, et les hommes sont rendus à leurs foyers. Pour Robert Leblanc et ses vaillants soldats du Surcouf, va commencer la difficile réinsertion dans la vie civile. Et il leur faudra montrer encore bien du courage pour effectuer cette transformation, car les embûches ne manqueront pas.

Mais c'est une autre histoire qui commence.

Robert Leblanc, comme Georges Guingouin...

Les pages précédentes nous ont permis de mieux connaître Robert Leblanc. Nous avons vu que ce modeste Français a su s'élever au-dessus du commun jusqu'à devenir l'une des premières personnalités de la Résistance normande. Et l'on ne sait

ce qu'on doit le plus admirer chez cet homme, de sa rigueur patriotique ou de son courage exemplaire. Ce qui est remarquable chez lui, c'est de constater qu'il dégageait, sans que rien l'y eût jamais préparé, une force d'autorité morale surprenante. L'amitié qu'il suscitait, et la foi qu'il soulevait, contribuèrent à en faire le chef incontesté d'une organisation qui ne vécut que par lui.

L'un de ses supérieurs du temps de la clandestinité, le commandant Marcel Baudot (Breteuil) responsable des Forces Françaises de l'intérieur de l'Eure, a écrit en l'évoquant :

Robert Leblanc a un tel ascendant sur ses hommes, une telle justesse d'appréciation du danger et des possibilités d'agir que tous ont une totale confiance en lui. Sa rudesse apparente n'arrive pas à masquer la sensibilité la plus nuancée, et une abnégation qui en impose à tous. Il a le don de la parole qui emporte la conviction, et qui réanime les courages aux heures de la déception...

L'épopée du maquis Surcouf a valeur d'exemple¹...

Pour compléter ce tableau hâtivement brossé, et sans vouloir tomber dans une flagornerie gratuite, nous remarquerons encore, qu'au dire de tous ses compagnons de la Résistance et de tous ceux qui l'approchèrent suffisamment pour le juger, il possédait un sens de l'équité et de la loyauté inébranlable, lié à une droiture proverbiale. Il est d'ailleurs significatif d'observer chez tous ces chefs de maquis dont nous pouvons compulsier les biographies, et même celles dressées par leurs ennemis de convictions, qu'on retrouve toujours les mêmes qualités: loyauté, droiture, rigueur patriotique, sens de la justice, courage inné, et volonté indomptable. Certes, en corollaire, parce que les hommes ne sont que des hommes, apparaissent également les défauts de leur nature, et l'on reprochera souvent aux uns et aux autres leur intransigeance, leur autoritarisme, leur orgueil, leur condescendance, voire un certain sectarisme, mais n'est-ce pas là l'apanage des plus grands? Et Charles de Gaulle n'en est-il pas l'exemple même? Comment alors ne pas le comprendre parmi des hommes aussi différents, mais si semblables dans leur démarche, que: Georges Guingouin, Henri Romans-Petit, Robert Leblanc, Roger Landes, Léonce Dussarat, Roland Champenier, Théodose Morel, André Mazeline, André Bouillard, et tant d'autres qui émergent d'un anonymat recroquevillé pour s'exprimer dans la plus dure des adversités.

Tout comme Georges Guingouin, Robert Leblanc suscita

1. *La Libération de la Normandie*, par Marcel Baudot, Hachette 1974, collection «La Libération de la France», dirigée par Henri Michel.

des haines farouches et tenaces qui ne désarmèrent pas au fil des années. C'est qu'imposer à la foule des timorés et des combinards la loi de la rectitude, et la valeur de l'engagement, expose au ressentiment et à la vindicte. Si l'on y ajoute la rancœur des évincés et la vengeance des vaincus, on a tôt fait de voir se dresser une barrière d'hostilité d'autant plus dangereuse qu'elle doit demeurer dissimulée. L'âpreté des campagnes menées contre ces chefs de maquis, à l'occasion de faits divers banals, montre bien qu'ils ne durent ces assauts haineux qu'à leur stature historique. Et la mansuétude, voire les encouragements, dont bénéficièrent en certains hauts lieux leurs détracteurs, prouvent également, ainsi que le remarquèrent les observateurs impartiaux, qu'ils «finissaient par faire trop d'ombre à quelques-uns».

Une réinsertion difficile

Pour Robert Leblanc, comme pour tous les anciens du Surcouf qui retrouvent la vie civile, la reprise est laborieuse. Pendant leur temps d'occupation en Allemagne, les meilleures places ont été prises par ceux qui ne s'embarraient pas de desseins patriotiques. Beaucoup d'entre eux retrouvent leur échoppe ou leur maison pillée, voire occupée. Les affaires sont difficiles et la réorganisation lente. Les postes intéressants sont pourvus, et personne ne se soucie guère de ces anciens empêcheurs de collaborer en rond qui font leur réapparition. Après avoir vainement couru les bureaux d'embauche, certains s'expatrient, d'autres ne trouvent de possibilités de survie que dans un réengagement dans l'armée. Pour quelques-uns, leur état de santé, déficient à la suite des dures conditions de vie du maquis, ne leur permet pas d'accéder à un emploi au sein de leur corporation. Faut-il ajouter que nombre d'employeurs, passés au travers des mailles d'une épuration menée en dépit du bon sens, s'offrent un facile plaisir en fermant leur porte au nez des anciens francs-tireurs.

Cette situation émeut profondément Robert Leblanc qui, lui-même spolié dans son ancien commerce, cherche désespérément une solution à ce délicat problème. Mais c'est un «battant», et il fait appel à tous ses anciens camarades de la Résistance assez fortunés ou bien placés pour venir en aide à ses garçons. Pour lui, grâce à des fonds empruntés à quelques amis du temps de la clandestinité, il monte à Pont-Audemer une entreprise de transports; ce qui lui permet d'assurer un emploi à plusieurs de ses anciens maquisards: Floquet (Grand Jules), Buvat (le grand Robert), Brissonneau (Gueule d'acier), Van de Kerkhove (Bezot), et quelques autres. Malheureusement, Robert Leblanc

ne pourra embaucher tout le monde, et l'on verra ce triste spectacle d'anciens valeureux résistants tirant sans espoir les sonnettes des «nantis» afin de quémander un peu d'ouvrage. Quelle belle récompense pour de jeunes hommes qui avaient tout sacrifié au salut de leur pays, et quelle insulte à la mémoire de leurs camarades tombés pour un monde meilleur!

Le comble de l'injustice fut atteint lorsqu'il fut décidé par les Pouvoirs publics de fournir des secours aux déportés du travail en Allemagne, alors que jamais rien ne fut fait pour venir en aide aux résistants qui s'accrochèrent sur le sol français pour s'y battre et chasser l'occupant. Dans ces conditions, comment ne pas comprendre la rancœur de ces rescapés, que l'un d'eux traduisit dans une lettre ouverte¹:

Si je me permets aujourd'hui d'écrire ces lignes, ce n'est pas en «revendicateur», mais en homme conscient d'avoir fait son devoir en refusant tout ordre d'Hitler et de Vichy, et qui a tout sacrifié pour participer à une réelle résistance en s'engageant dans la seule unité combattante qu'il a pu joindre: celle du maquis. Nous les vrais F.F.I., qui n'avons pas attendu le débarquement ou l'arrivée des Alliés pour prendre les armes et nous en servir, qui sommes revenus chez nous sans aucun avantage, mais avec des blessures et des maladies que nous garderons toute notre vie, lorsque nous nous présentons pour demander une petite aide bien méritée qui nous donnerait un petit coup de main pour reprendre le travail que nous avons abandonné pour la bonne cause, voilà ce qu'on répond: «Evidemment, on vous comprend bien, mais les avantages sont en priorité pour ceux qui ont été en Allemagne!» Et nous voyons tous ceux qui ont accepté de partir outre-Rhin (même les volontaires!) revenir avec des papiers bien en règle, bénéficier d'injustes récompenses: congés, primes, vêtements, cigarettes, radiographies gratuites, etc. Tous ces avantages viennent les favoriser en plus de l'argent honteusement acquis en fabriquant des bombes à la tâche qui devaient être jetées sur les patriotes et leurs Alliés. Ainsi pour les vrais réfractaires qui ont pu échapper miraculeusement à la torture et à la mort quand ils harcelaient et combattaient les Boches par tous les temps, et avec des armes de fortune souvent prises à l'ennemi lui-même ou à ses comparses, il n'y a rien pour eux! Rien pour ceux qui ont lutté sans merci au service de la République, pour que demeure la devise: Liberté, Egalité, Fraternité. Je ne comprends plus très bien, puisque ceux qu'on appelait des héros sont devenus des zéros. Pourtant ils voulaient vivre libres ou mourir au maquis!

Barbouille.

1. Lettre publiée par le Bulletin des Compagnons de la Résistance normande de septembre 1947.

On perçoit bien dans ce texte tout simple le désarroi d'un homme qui s'interroge sur la valeur de l'action qu'il a menée pendant les années de clandestinité. Et il faut bien admettre que l'incurie des Pouvoirs publics vis-à-vis de ces jeunes gens qui tentaient leur réadaptation à la vie civile dans le giron de la société qu'ils avaient contribué à rétablir, demeure un véritable scandale. Si des hommes avaient des droits sur nous, pour reprendre une expression célèbre, c'étaient bien eux. Et cette étrange attitude des dirigeants de l'époque risquait fort de jeter dans l'ornière de la délinquance des garçons pour lesquels le manie-ment de la mitraillette restait la dernière chose apprise. De fait, beaucoup leur attribuaient une réputation de «tueurs»; et l'un d'eux nous confia récemment qu'il reçut alors les propositions d'un personnage en vue pour le «débarrasser» discrètement d'adversaires politiques qui le gênaient! Voilà comment, dans les années 1946-1947, on jugeait parfois les maquisards, en les prenant pour des «tueurs à gages»! Rien d'étonnant si quelques individus, plus faibles de caractère, sautèrent le pas et «tournèrent mal». Il est vrai qu'il fallait une certaine volonté pour repousser ces offres alléchantes quand on se trouvait à la recherche du moindre travail pour subsister.

La seule main tendue fut celle de l'entraide entre Compagnons qui s'affirma résolument, mais insuffisamment, dans le cadre de l'esprit de la Résistance; malheureusement pour les ex-maquisards, aucun de leurs anciens chefs ne détenait les rênes du pouvoir, puisque celui-ci était à nouveau aux mains des partis politiques, et pour s'être laissé dépouiller par eux du droit de gouverner qui leur revenait, ils subirent d'abord l'indifférence, puis l'animosité de gens qui craignaient par-dessus tout la renommée dont jouissaient encore les patriotes dans le pays.

Les Compagnons de la Résistance normande

C'est au début de 1946 qu'apparut en Basse-Normandie l'embryon du mouvement qui allait devenir «Les Compagnons de la Résistance normande». Devant la mainmise par les partis politiques sur les forces issues de la clandestinité, devant l'embrigadement systématique par ces mêmes partis des résistants français, devant la recrudescence d'associations qui prétendaient réunir les anciens francs-tireurs, mais qui étaient toutes marquées par une orientation politique, les anciens chefs de la Résistance normande, non engagés dans une chapelle idéologique, comprirent la nécessité de créer un vaste mouvement qui rassemblerait les véritables combattants clandestins de la province, et qui sauvegarderait l'esprit d'union forgé dans la fraternité des armes. Lancée par Robert Leblanc, l'idée fut soutenue par les plus

valeureux responsables de la lutte libératrice en Normandie, parmi lesquels:

Marcel Baudot, commandant des F.F.I. de l'Eure;
 André Mazeline, commandant des F.F.I. de l'Orne;
 Christian Parléani, commandant des F.F.I. du Calvados;
 Walter Brüder, chef des F.F.I. de la région de Gisors;
 Henri Lampérière, responsable F.F.I. de la région de Vire;
 Robert Bernier, chef des F.F.I. de la région de Fiers;
 Pierre Nez, responsable des F.F.I. de la région de Domfront;
 Louis Blouet, chef des F.F.I. de la région de Saint-Hilaire-

du-Harcouët;

Henri Van Den Blucke, chef du maquis Guillaume le Conquérant,

auxquels vinrent se joindre par la suite: Fautrel de l'Orne, Roy de l'Eure, Jouvel du Calvados, Chevaleryrias de l'Eure, Fillâtre, Di-vetain, et Lebas préfet de la Manche, Mirey, ancien du réseau Jean-Marie, etc.

A l'été 1946, le Mouvement des Compagnons de la Résistance normande, qui a connu un succès foudroyant, rassemble plus d'un millier d'adhérents dont on peut être certain de l'authenticité résistante puisque chaque candidature a fait l'objet d'un examen serré du bureau.

Robert Leblanc en assure la présidence effective; le secrétaire est Roy; les vice-présidents: André Mazeline, Christian Parléani, et le trésorier Fautrel. Les statuts, déposés à la préfecture de Caen, dans leur chapitre premier définissent les buts poursuivis par l'Union des Compagnons de la Résistance normande:

ARTICLE PREMIER. – Il est fondé une Association dite «Union des Compagnons de la Résistance normande», qui a pour buts:

- 1) d'assurer la coordination et l'unité sur le plan régional des amicales et associations cantonales et départementales, elles-mêmes composées de résistants actifs et maquisards, dans le cadre de la Confédération nationale des Maquis et de la Résistance militante;
- 2) d'agir sur l'opinion publique et les pouvoirs officiels pour que les sacrifices consentis par la Résistance servent au pays d'inspiration et d'exemple;
- 3) d'apporter sa contribution dans l'esprit du C.N.R., auquel les hommes du maquis et de la Résistance entendent rester fidèles, à l'étude de tous les problèmes intéressant la renaissance nationale, et de tendre, par son influence morale, à l'application des solutions qu'elle aura élaborées;
- 4) de défendre devant les Pouvoirs publics les intérêts maté-

- riels et moraux des membres de la Résistance française;
- 5) l'Association des Compagnons de la Résistance normande s'interdit formellement toute activité, toute tendance ou discussion politique ou religieuse;
 - 6) la durée de l'Association est illimitée;
 - 7) son siège social est fixé à Caen, 2, rue du Four.

ART. II. – L'association exerce son action:

- 1) en provoquant et organisant des manifestations devant servir et perpétuer l'esprit des maquis et de la Résistance; en étudiant les problèmes d'intérêt régional et national, en poursuivant par tous les moyens légaux à sa disposition l'application des décisions qu'elle aura élaborées.
- 2) en révélant le rôle de ceux qui, contre toute justice, jouissent de biens acquis au service de l'ennemi et qui continuent à occuper des postes dont ils se servent pour entraver l'œuvre de la Résistance et traquer les patriotes;
- 3) en donnant son appui à ceux de ses membres poursuivis arbitrairement pour faits de résistance.

Les chapitres suivants concernent les adhésions et radiations, la structure de l'association, ses responsabilités, et le pouvoir de ses dirigeants, l'organisation financière, et la modification des statuts.

Dès sa formation, l'Union des Compagnons de la Résistance normande jouit d'une estime considérable, et les premières interventions qu'elle effectue au bénéfice d'anciens clandestins spoliés ne font que renforcer sa renommée. Peu de temps après, soucieuse comme au temps de l'occupation du sort des plus déshérités, elle institue la retentissante opération des boucheries témoins. Dans le but de faire baisser le prix de la viande, qui s'est élevé à un niveau inaccessible pour les retraités, les familles nombreuses, etc., elle ouvre deux points de vente à Bernay et à Pont-Audemer. Faisant appel aux herbagers honnêtes, elle acquiert des bovins qui sont abattus et débités, puis vendus au détail à un prix très inférieur à celui pratiqué par la corporation. Soutenue par la C.G.T., la C.F.T.C., la C.G.A. et par les associations familiales, cette initiative remporte un immense succès. Pour encourager l'effort de ceux qui participent à cette action, un tableau est affiché à la porte des magasins de vente, mettant à l'honneur les fournisseurs, et portant à la connaissance de la population les noms de ceux qui refusent leur concours. Cette pression sur le marché de la viande aura son aboutissement dans le retour à des prix normaux, et, comme ses créateurs l'avaient déclaré lors du lancement de l'opération, la Coopérative ouvrière d'approvisionnement des Compagnons de la Résistance disparut lorsque producteurs et bouchers revinrent à des tarifs raisonna-

blés. Alors que l'odieux trafic du marché noir battait son plein – le rationnement étant toujours en vigueur en 1946 –, ce coup de semonce fut parfaitement compris et les autres corporations n'attendirent pas l'ouverture de boutiques témoins pour pratiquer des prix plus conformes aux revenus des classes laborieuses. Ainsi, la Résistance normande poursuivait-elle ce but de justice pour lequel elle avait tant lutté, et que le gouvernement se montrait incapable de faire prévaloir. L'abandon des valeurs nées du temps de la clandestinité amenait ceux qui avaient œuvré pour un monde qu'ils voulaient meilleur à se substituer à un pouvoir retombé dans les arcanes de l'intrigue et de la facilité. Mais certains surent en tirer les leçons qui s'imposaient.

Les scandales des évasions des prisonniers de guerre allemands

Depuis le temps de la Libération, un nombre impressionnant de prisonniers de guerre allemands stationnaient en Normandie. Aménagés à la hâte par les troupes américaines, des camps fleurissaient un peu partout, mais leur fiabilité s'avérait plus que douteuse. Imbus de leur force, et manifestement inexpérimentés en ce domaine, les Américains n'accordaient qu'une surveillance médiocre à la garde des soldats de la Wehrmacht. Bien mieux, ils en vinrent rapidement à les considérer comme les manœuvres de leur armée, et l'on vit souvent cet insolite spectacle de prisonniers de guerre effectuant seuls, sans la moindre sentinelle pour les encadrer, des travaux de réparation de matériel américain. L'exemple le plus frappant en fut le camp Philip Morris du Havre où des milliers d'Allemands bénéficiaient de conditions de détention incroyables. Allant et venant, sortant en ville suivant leur bon plaisir, les «captifs» vivaient pratiquement dans la liberté la plus totale. Ayant la haute main sur l'intendance du camp, sous l'œil débonnaire de leurs gardiens, ils se livraient à de fructueux négoce, revendant aux Havrais soumis au rationnement des denrées dont regorgeaient leurs réserves. Dans les Cafés de la ville, les «prisonniers» proposaient cigarettes, chocolat, essence, chaussures, treillis, etc. Les difficultés que connaissait la population française pour se procurer ces matières premières permirent l'essor d'un marché noir extraordinaire. Et il y eut plus fort encore avec le trafic... d'armes! On vit en effet dans les arrière-salles de bistrot les G.I. et les Allemands vendre sous le manteau colts, poignards, brownings et même des mitraillettes, le tout avec munitions en abondance! Un véritable commerce de pneus (introuvables à l'époque) permettait aux soldats du Reich d'approvisionner quelques receleurs qui revendaient leur marchandise à prix d'or. En ville, il était courant de rencontrer d'anciens S.S. arrogants, conduisant les G.M.C. de

ravitaillement du camp, qui ne se gênaient pas pour insulter les malheureux Français ne se garant pas assez vite devant leurs roues. A l'intérieur du camp, d'étranges complicités unissaient les vainqueurs et les vaincus; complicités issues d'un immense trafic qui allait de la brosse à dents aux «jerrycans» de «benzine». En vérité, tout s'achetait, se vendait, s'échangeait. Toujours adeptes du sens pratique, les Américains ne perdaient pas leur temps à compter et recompter les détenus. Partant du principe que leur sort était enviable, ils n'imaginaient pas que certains de leurs hôtes puissent chercher à s'échapper. Et pourtant, les fuites étaient monnaie courante! Grâce à l'argent récolté dans leurs fructueux négoce, les Allemands s'étaient assuré de telles relations que de véritables filières d'évasion avaient pu s'organiser. Beaucoup d'entre eux fréquentaient des femmes qui leur procuraient fausses pièces d'identité et vêtements civils. La Military Police réagissait bien de temps en temps à la faveur d'une dénonciation, mais les enquêtes tournaient court bien souvent, trop de responsables étant «mouillés» dans le circuit.

Cette situation, pour le moins anormale, révoltait les Français, et plus particulièrement les anciens résistants. Des protestations multiples parvenaient aux autorités préfectorales et au commandement américain, mais elles se heurtaient à l'inertie de l'administration militaire de nos alliés, laquelle, il faut bien le dire, s'en moquait comme d'une poignée de guignes!

Alertés au début de l'année 1946, les Compagnons de la Résistance normande débattent de cette question au cours de leur assemblée de juillet. Ils décident, indépendamment des motions de protestation qu'ils envoient, d'informer largement la population de ces faits au cours de réunions publiques. Et en tant que président du mouvement, Robert Leblanc prend la parole pour stigmatiser la carence des autorités, et réclamer une plus grande fermeté vis-à-vis des prisonniers allemands, dans des assemblées organisées à Caen, Bernay, Le Havre, Louviers et Rouen. Ces appels ne suscitant aucun écho favorable parmi les Pouvoirs publics, les Compagnons décident alors de procéder à leur propre enquête, afin d'apporter des preuves aux autorités concernées. Ce qu'ils découvrent les laisse pantois! L'ancien inspecteur de la P.J. de Rouen, Jean Brissonneau (Gueule d'acier au Surcouf), établit que plusieurs filières d'évasion existent. Son rapport fait également état d'un trafic de pneus dont les ramifications s'imbriquent dans ces chaînes de fuite. Travaillant au Havre chez un transporteur ancien résistant, Brissonneau peut facilement poursuivre ses investigations qui l'amènent à connaître quelques-uns des «passeurs». Comprenant qu'il a mis la main sur une vaste organisation, il alerte aussitôt Robert Leblanc. Ce dernier vient au Havre, et tient une réunion privée des Compagnons de la Résistance au cours de laquelle il est décidé

d'introduire un homme dans le circuit d'évasion, afin d'en connaître les ramifications et de pouvoir ainsi prouver les faits dénoncés depuis longtemps. Le Compagnon désigné par l'assemblée est, en raison de ses possibilités et de sa compétence, Jean Brissonneau.

Avant d'aller plus loin dans le récit, et afin d'éclairer un peu l'affaire qui va suivre, il est nécessaire de tracer un portrait succinct du principal acteur, qui en sera aussi l'une des victimes, de ce fait divers hors du commun.

Jean Brissonneau était originaire de Saint-Jean-de-Luz dans les Pyrénées-Atlantiques. Instituteur, il abandonne ses cours pour s'engager dans les Brigades internationales durant la guerre d'Espagne, et il combat sur différents fronts de la péninsule Ibérique. Revenu en France, il n'a guère le temps de retrouver la vie civile, puisqu'il est mobilisé en septembre 1939. Fait prisonnier avec son régiment en juin 1940, il s'évade immédiatement, et rejoint la zone libre dans les premiers jours de septembre. Engagé dès la fin de 1941 dans les rangs de la Résistance, il participe activement à la chasse aux renseignements pour le compte du réseau S.S.M.S.C.R. qui négocie son enrôlement dans la police. Devenu inspecteur, Brissonneau poursuit sa tâche clandestine; malheureusement, une imprudence le grille en zone libre, et ses chefs décident sa mutation en Normandie, au Havre d'abord, puis à Rouen. Affecté, sur ordre de ses supérieurs résistants à la brigade antiterroriste dirigée par Louis Alie, afin de renseigner les mouvements patriotiques sur l'activité de cette équipe, il parvient quelquefois à enrayer la machine répressive du policier félon, et à éviter des arrestations en alertant les personnes menacées. Ce dangereux double jeu va durer jusqu'en avril 1944, mais l'enquête déclenchée après l'exécution par le maquis Surcouf de l'espionne Violette Morris va en marquer les limites. Le 26 avril en effet, sur ordre venu de Londres, une section des maquisards de Robert Leblanc mitraille, lors d'une embuscade, la voiture pilotée par l'égérie de la bande de tortionnaires Lafont-Bony L Violette Morris et ses compagnons de route sont tués. Les francs-tireurs se saisissent de la «traction» 15 CV, et enterrent les corps des victimes dans l'herbage d'une ferme proche. Nulle trace ne subsiste de l'attaque, l'espionne semble s'être volatilisée entre Beuzeville et Evreux ². Cette disparition déclenche un dispositif de recherches de grande envergure, et le colonel Kraus, de

1. Violette Morris était un agent français des services de l'Abwehr avant la guerre. Reversée à partir de 1941 dans les commandos du R.S.H.A., elle assurait la liaison entre T.A.M.T.V. et le groupe gestapiste français de Lafont-Bony.

2. Voir la relation de cette affaire dans *les Lucioles de ma nuit*, pp. 190 à 200.

3. Service de sécurité du Reich.

l'A.M.T.V. du R.S.H.A.³ en prend personnellement la direction, assisté de la Gestapo rouennaise. Comme la brigade antiterroriste participe aux opérations sous la direction d'Alie, Brissonneau assiste à l'enquête. Par d'inévitables bavardages, les policiers apprennent que la voiture a été interceptée au lieu-dit «la côte du Vert», entre Epaignes et Lieurey, et ils réussissent à reconstituer l'embuscade. Néanmoins, ils ne parviendront jamais à retrouver l'endroit où sont enterrés les corps, à la ferme Morin, sur la commune du Pin. Entre-temps, se rendant compte que le filet se resserre dangereusement, Brissonneau a fait prévenir les maquisards, et ceux-ci abandonnent leur lieu de retraite pour rejoindre de nouvelles caches. Aussi, lorsque les troupes allemandes rameutées entreprennent le ratissage de la région, elles ne trouvent que le vide. Mais Brissonneau a pris des risques pour alerter les combattants de Leblanc, et il se sent épié, sinon démasqué par Alie. Une occasion s'offre à lui de contacter le chef cantonal résistant de Lieurey, Marcel Vesque, et il en profite aussitôt. Les deux hommes se rencontrent et se comprennent; alors Brissonneau plante là Alie et son équipe et rejoint définitivement le maquis sous le pseudonyme de «Gueule d'acier». Affecté par le chef du Surcouf au groupe de Morainville, le policier s'incorpore facilement, et son audace lui vaut bientôt l'estime des francs-tireurs. Il se distingue dans plusieurs escarmouches et notamment lors des embuscades des 13, 14 et 20 août où la section de Marcel Vesque fait de nombreux prisonniers. Puis ce sont les combats de la Libération qui se poursuivent jusqu'à la basse Seine. Nommé lieutenant, Brissonneau signe son engagement dans le 1^{er} Bataillon de Marche formé par le Surcouf et termine la guerre par le temps d'occupation en Allemagne qui s'achève avec la dissolution du 129^e R.I. le 2 novembre 1945. Revenu une nouvelle fois à la vie civile, ce baroudeur ne parvient pas à se faire réintégrer dans l'une des deux administrations qu'il a servies auparavant, et il demeure auprès de Robert Leblanc auquel le lie une solide amitié née dans l'affrontement du danger quotidien lors de la clandestinité. Mais, tout comme son chef, Brissonneau a suscité la haine de ceux qui avaient embrassé la mauvaise cause, celle de la collaboration et du déshonneur, et il va subir leur méprisable revanche.

Au cours de l'été 1946, Jean Brissonneau a donc découvert plusieurs chaînes d'évasion de prisonniers de guerre allemands au Havre, ainsi qu'un trafic de pneus qui permet aux fuyards de trouver les fonds nécessaires à leurs projets de retour outre-Rhin. Comme nous l'avons vu, sur les directives des Compagnons de la Résistance, il accepte de s'introduire dans l'une des filières, afin d'en démasquer toutes les complicités et d'en connaître

le mécanisme. Pour cet ancien policier, qui joua déjà un jeu aussi dangereux durant la clandestinité, l'entreprise ne pose pas grand problème. Ce qu'il ignore, au moment où il s'engage dans cette délicate partie, c'est que l'affaire va mal tourner et qu'il en sera l'une des principales victimes, car dans l'ombre veillent ceux qui estiment avoir une revanche à prendre sur la Résistance. Cette occasion va bientôt se présenter; ce sera l'affaire de La Queue du Renard!

CHAPITRE VI

L'affaire de La Queue du Renard

Pour pénétrer au cœur des filières d'évasion, Jean Brissonneau a répandu le bruit qu'il serait éventuellement acquéreur de pneus. Différents contacts ont été pris avec des prisonniers de guerre allemands, et notamment avec un certain «Arnold» lequel a présenté à l'ancien maquisard plusieurs de ses camarades qui s'apprêtent, une fois réunie la somme d'argent suffisante, à jouer la fille de l'air. L'un de ceux-ci, un nommé Hill, a prétendu être sur «un gros coup», et en effet le jeudi 26 septembre, il se présente au domicile du transporteur havrais Le Dû pour proposer à ce dernier un lot de trente pneus. Très habilement, Le Dû, qui n'est autre que l'employeur de Brissonneau, feint d'accepter le marché. Il donne rendez-vous à l'Allemand pour le samedi 28 septembre «afin de discuter des modalités de la livraison, et avoir le temps de se procurer l'argent nécessaire». Mais au jour dit, coup de théâtre! Hill arrive escorté d'un compatriote: Rudolf Lots, et il n'est plus question de pneus car l'Allemand prétend avoir été roulé par «des Noirs américains». Il déclare à Le Dû qu'il doit partir immédiatement pour Elbeuf, où il trouvera un relais pour rentrer chez lui, en Allemagne. Manifestement, les deux prisonniers ont trempé dans une quelconque affaire louche qui a mal tourné, et ils désirent fuir au plus vite. Entre-temps, Brissonneau est arrivé, et il comprend aussitôt tout le parti qu'il peut tirer pour son enquête de ces deux hommes aux abois. Il propose alors de les emmener jusqu'à Pont-Audemer, d'où ils pourront facilement rejoindre Elbeuf. Les Allemands acceptent avec empressement, tant semble grande leur

hâte de quitter Le Havre, et, peu après, la camionnette du transporteur prend la route, Le Dû au volant, Brissonneau à ses côtés, Hill et Lots assis à l'arrière. Les deux Français espèrent que les prisonniers, mis en confiance, leur donneront des renseignements sur leurs contacts dans la cité elbeuvienne. Parvenue à Pont-Audemer, la voiture stoppe devant le Café de Paul Desjardin, dit «Jaune d'œuf», ancien résistant, dont le bar servait de «boîte à lettres» au Surcouf durant la clandestinité. Les quatre hommes entrent et s'asseyent dans la salle, puis Brissonneau s'éclipse discrètement pour aller prévenir Robert Leblanc. Malheureusement, celui-ci, parti pour Evreux, n'est pas encore rentré, et l'ancien policier, à vrai dire, ne sait trop comment poursuivre l'affaire. L'attente se prolonge dans le bistrot, et Le Dû est obligé de repartir car il ne veut pas rater le dernier bac à Quillebeuf pour rentrer au Havre. Au fur et à mesure que le temps passe, Hill et Lots donnent des signes d'impatience et d'inquiétude. Le climat du café leur paraît hostile (en cela, ils n'ont pas tort). Resté seul avec eux, Brissonneau tente de les faire patienter, mais, à la nuit tombante, ils décident de partir à pied, après s'être fait indiquer la route à suivre. Dépité, «Gueule d'acier» s'éloigne à son tour pour aller jusqu'aux bureaux de l'entrepôt de Leblanc voir si celui-ci est rentré. Un quart d'heure plus tard environ, l'un des camions de Leblanc stoppe devant le bar. Buvat le chauffeur et Floquet (qui fut Grand Jules au maquis) en descendent avec l'intention d'aller prendre l'apéritif traditionnel de fin de semaine. Notons bien qu'à ce moment précis, les Allemands sont partis, que Brissonneau n'est pas revenu, et que Robert Leblanc n'a pas encore paru.

Mais avant de poursuivre, il n'est pas inutile de présenter un peu plus en détail les deux hommes qui viennent d'arriver car leur rôle dans cette affaire va s'affirmer primordial.

Robert Buvat, dit «le grand Robert», naquit le 8 mars 1923 à Vichy. Requis au titre du S.T.O., il refuse de partir pour l'Allemagne et, en janvier 1943, de réfractaire devient maquisard en entrant dans un groupe du F.N. de l'Eure. En décembre de cette même année, il est affecté dans le secteur de Pont-Audemer au sein des sections commandées par Paul Greffier, alias Roger Vidal dans la clandestinité. Il participe à différentes opérations et embuscades dans les régions de Routot et de Beuzeville. En août 1944, attiré par la renommée du maquis Surcouf, il opte pour cette formation avec laquelle il prendra part aux combats de la Libération. Volontaire lors de la transformation du Surcouf en 1^{er} Bataillon de Marche de Normandie, il termine la guerre avec le grade de sous-lieutenant.

Edmond Floquet, dit «Grand Jules» au maquis, est né le 10 mars 1925 à Saint-Etienne-1^{er} Allier. Fils de cultivateurs, il se consacre à la terre. Pour cet athlète de 1,86 m et de 82 kg, la



Robert Leblanc, chef du maquis Surcouf.
(Col. M. Edmond Floquet)



Robert Leblanc, matelot de 2^e classe, lors de son
service militaire. (Col. Mme Leblanc)



Edmond Floquet, «Grand Jules», chef de section
du maquis Surcouf. (Col. M. Edmond Floquet)



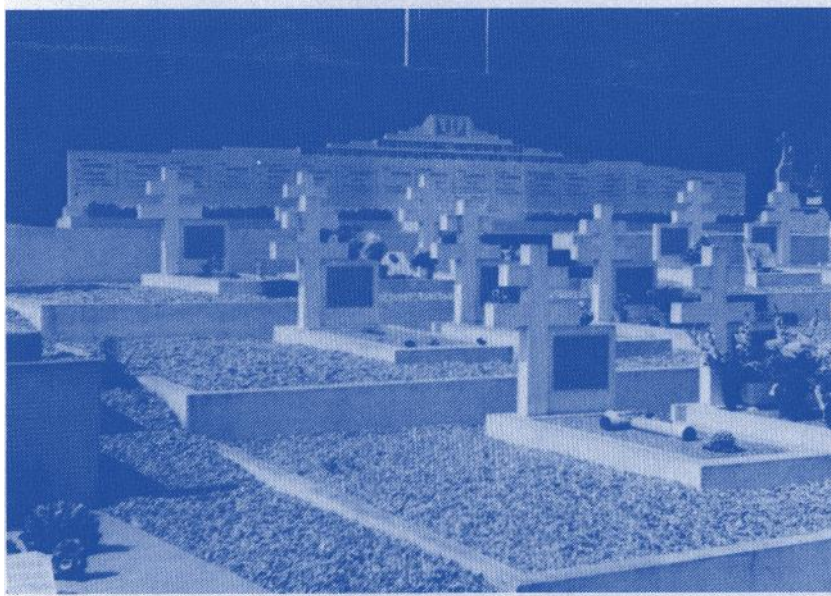
Jean Brissonneau, «Gueule d'acier» au maquis
Surcouf. (Col. Mme Leblanc)



Présentation aux aut(du 1^{er} Bataillon de che de Normandie, caserne Tureau de Be (Col. M. Edmond Fia



Remise de la Lé d'honneur à Rober blanc par le génér; Gaulle, le 18 avril Coutances. (Col. Edmond Floque



Carré des maquisard cimetière de PonM mer. Robert Leblar pose au centre du n ment. (Col. Patrick

Avenir du Havre
 N° 618 — 4 francs (N° 1^{re} Série)
VENDREDI
15 NOVEMBRE 1946
 Ed. de l'Avenir Normand

QUOTIDIEN REGIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
 Rédacteur en chef de « L'Avenir clandestin » 1940-1942 :
 André PIGAN (fusillé le 23-9-42)
 Politique : René CANUE, député. Direct. administrat. : Robert GUICHARD Rédact. en chef : Fernand CHATEL.

Après l'affaire de la « Queue du Renard »
IL FAUT EN FINIR
 avec le « Gang »
LEBLANC

Avenir du Havre
 N° 619 — 4 francs (N° 1^{re} Série)
VENDREDI
7 MARS 1947
 Ed. de l'Avenir Normand

QUOTIDIEN REGIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
 Rédacteur en chef de « L'Avenir clandestin » 1940-1942 :
 André PIGAN (fusillé le 23-9-42)
 Politique : René CANUE, député. Direct. administrat. : Robert GUICHARD Rédact. en chef : Fernand CHATEL.

EN MARGE
 de l'affaire
 de la « Queue-de-Renard »

DANS notre numéro 623 du 24 février 47, nous avons relaté que Robert Leblanc, ne jugeant diffamé par notre article paru le 12 novembre, sous le titre : « Il faut en finir avec le gang Leblanc », nous avait adressé devant la Tribunal correctionnel...



CARTE D'IDENTITÉ

Nom : LEBLANC
 Prénoms : Robert
 Profession : Journaliste
 Né le : 5 septembre 1916
 à Paris
 Département : Seine
 Nationalité : Française
 Domicile : Paris

La « une » de l'Avenir du Havre, du 15 novembre 1946 : « Il faut en finir avec le gang Leblanc »... et celle du 7 mars 1947, dans laquelle ce journal reconnaît avoir diffamé Robert Leblanc. (Col. Mme Leblanc)

SIGNALEMENT

Taille : 1,75 Nez } Dos } base }
 Cheveux : brun Dimension : ...
 Moustache : aucune Forme du visage : ovale
 Yeux : brun Teint : clair
 Signes particuliers : ...

Empreinte digitale : ... Le Titulaire : Robert Leblanc Les Témoins : ...

Vo pour Législation : ... 1946

Fausse carte d'identité de Robert Leblanc dans la clandestinité, avant la création du maquis Surcouf. (Col. Mme Leblanc)

te de l'Eure

a paru clandestinement de 1941 à 1944

Informations et d'Annonces Légales du Département

Républicains
et Résistants
Pas d'Abstention
TOUS
Aux Urnes

Pourquoi
vous voterons
pour notre ami
Paul Greffier
dans la clandestinité
ROGER VIDAL



Le choix d'un député chers lecteurs, n'est pas chose aisée, surtout dans l'Eure où l'on peut affirmer que chacun a ses qualités et ses défauts. Nous demandons tant à celui à qui nous accordons nos suffrages qu'il faut nécessairement un homme jeune et actif pour remplir ce poste aujourd'hui, si lourd de responsabilités et qui demandera demain encore plus d'efforts et d'énergie.

Pour nous notre choix est tout naturellement fait. Nous avons demandé beaucoup à notre ami Paul Greffier. Il a pu, grâce à son activité débordante, obtenir tant de résultats appréciables pour soulager le sort des petites gens que ce soient le contingent supplémentaire de 2.000 chausures de travail pour hommes obtenu pour le département, la création à Evreux d'un centre professionnel des Jeunes; une subvention de 75 % pour certains bâtiments du sans de la Musée; un amendement à la charité des ministères portant de 45.000 fr. à 90.000

L'Affaire du Maquis "Surcouf"

Une affaire qui fait couler beaucoup d'encre

Le drame de la "Queue-du-Renard"

Le 24 septembre dernier, deux prisonniers de guerre allemands évadés, Rudolf Loh, 33 ans et Hans Hille, 30 ans, qui avaient quitté Le Havre vêtus d'habits civils, faisaient de l'auto-stop sur la route de Pont-Audemer à Bourneville, au lieu dit « La Queue du Renard », en attendant un camion de l'entreprise Leblanc, dans lequel se trouvaient, sous l'habit de Jean Briçonnet, Robert Durval et Edmond Floquet.

Coincidence fâcheuse pour les P.G. évadés, les trois hommes étaient d'anciens résistants du Maquis « Surcouf ». Ces derniers eurent-ils vent de l'évasion ? Ils interrogèrent les deux hommes qui jouèrent du rétrovir. Durval fut blessé à l'épaule, Flaqueux à la jambe gauche. Un des allemands, Hans Hille était toi, alors que l'autre s'échappait.

Le cadavre de Hille fut déposé à la Mairie et les deux blessés à la clinique du Docteur Galois à Pont-Audemer. La police alertée fit des recherches et le lendemain le gendarme découvrit Louis Métevenez blessé à la tête, qui se préparait, la nuit venue, à reprendre la route. Voici la première version du drame.

LA - CRIMINAL INVESTIGATION DEPARTMENT - ENTREE EN JEU

Et tout d'un coup éclate l'affaire qui aujourd'hui fait tant couler d'encre. Les deux P. G. faisaient partie du camp Philippe Méris, au Havre et le rescapé Rudolf Loh, en interrogé par Herick Hagen, du 1^{er} Criminal Investigation Department (Police criminelle américaine).

Belon ses déclarations, on apprend que les deux allemands étaient en contact avec Briçonnet, qui devait les transporter en Allemagne pour le prix de 90.000 francs. La police américaine ne lâche plus l'affaire, car elle croit tenir le maillon d'une chaîne d'évasion de prisonniers vers l'Allemagne et on découvre pour commencer que les deux boches, quelque prisonniers, étaient des trafiquants de pneus. L'affaire se complique.

ET LA PRESSE DE PARIS SEN EMPARE

Briçonnet, Durval et Floquet sont arrêtés. La grande presse, est sur les dents et Paris envoie ses meilleurs reporters. Tous les journaux ont leurs envoyés spéciaux à Evreux, à Pont-Audemer et à Bouam.

Les nouvelles les plus extravagantes et les plus contradictoires fuient. Leblanc part à Londres ou à Dakar. Leblanc se attaque le prison d'Evreux où sont emprisonnés ses hommes.

On parle des mystérieux carrires de Bourneville où seraient enterrés les prisonniers évadés, l'on raconte l'opération spectaculaire d'un commandant de police de Pont-Audemer et d'un curé parce qu'ils avaient trop de chiens.

L'affaire tourne au roman-détection. Toute la France en parle, à part Pont-Audemer, car dans la région il croient craignent des journalistes, d'autres ont une grande admiration pour le maquis « Surcouf » et son chef.

LE COMMANDANT ROBERT LEBLANC

Le maquis « Surcouf », est un vrai maquis et qui a fait du travail. Son chef est devenu un héros de légende et il le doit d'abord à sa remarquable conduite pendant la Résistance.

Le Commandant Leblanc a reçu la Croix de la Libération avec la citation suivante :

« Chef de maquis légendaire, a constitué en novembre 1942 dans des conditions extrêmement difficiles, un maquis qu'il a mené au combat avec succès.

« Résistant de la première heure, caractère indomptable, doit être cité en exemple comme modèle de ceux qui n'ont jamais désespéré. Enfin, s'est montré partout où il y avait du danger et des coups à recevoir ».

Ce fut l'homme qui cria un maquis de deux cents hommes en plein pays plat de Normandie, qui tira le coup et que Darnand parlait comme d'un « homme impossible ».

(Suite en douzième page).

Deux listes de droite c'est trop Oublier c'est trahir !

défaite française de 1940 est insupportable, et, malgré son jeune âge, il rejoint en 1942 Robert Leblanc et Robert Samson qui jettent les bases du groupe de résistance qui deviendra le Surcouf. Elevé dans un milieu profondément patriotique, Edmond Floquet sera l'un des piliers du maquis. D'un tempérament impulsif, ne mâchant jamais ce qu'il a à dire, mais d'une nature très disciplinée dès lors qu'il se trouve en confiance, il va s'affirmer comme un jeune chef de sizaine, puis de section, habile et efficace. Il fait partie de cette catégorie de jeunes que les événements mûrissent très vite, et que la Résistance galvanisa. Dans les dures épreuves du danger permanent, Edmond Floquet fut de ceux qui, malgré leur jeunesse, s'affirmèrent au point de dépasser leurs aînés en prenant des initiatives et des responsabilités conscientes et hardies. Il rejoint dans l'histoire des maquis ces figures de proue, dont Roland Champenier¹ reste le meilleur exemple, qui surent s'élever à la hauteur de leurs glorieux ancêtres: les soldats de l'An II. Au Surcouf, celui que ses camarades avaient surnommé «Grand Jules» devait être l'homme de confiance de Robert Leblanc et il en donnera maints exemples. Sa grande connaissance du terrain, due à un sens de l'orientation inné, lui permettra à deux reprises de sortir ses camarades de l'encerclement ennemi. Ce sera notamment le cas à La Pilvidière, début juin 1944, où il réussira à dégager par des ravins perdus l'ensemble des forces du maquis. Marcheur infatigable – il peut abattre d'une traite ses cinquante kilomètres à travers le bocage normand –, doué d'une force peu commune, il se verra confier par son chef les missions les plus difficiles et les plus délicates. Pour ses camarades, c'est un compagnon dévoué et fidèle à sa cause, sur qui l'on peut compter. Sortant de deux années épuisantes, mais exaltantes pour un jeune, entraîné à la dure épreuve du maquis, Edmond Floquet sera l'un des premiers à signer son engagement lors de la création du 1^{er} Bataillon de Marche, et il suivra les cours militaires à l'école des sous-officiers. Promu au grade de sergent, il appartiendra au 129^e R.I. jusqu'à sa dissolution, et sera démobilisé en novembre 1946².

Tels sont donc les deux hommes, simples mais au patriotisme sincère, qui, devenus les employés de leur ancien chef du maquis, viennent d'entrer leur journée finie au Café Desjardin.

Mais reprenons notre récit après cette parenthèse nécessaire.

1. Roland Champenier: chef des maquis de la Nièvre et du Cher à dix-neuf ans. Commandant à vingt ans, il trouva une mort héroïque près de Belfort à la tête de son bataillon (1^{er} Bataillon de Marche du 1^{er} régiment du Morvan) le 9 novembre 1944.

2. Edmond Floquet est titulaire de la Médaille Militaire, de la Croix de Guerre avec palme, de la Croix du Combattant Volontaire (voir annexes).

Un moment plus tard, Brissonneau revient au bar accompagné de Robert Leblanc, entre-temps rentré d'Evreux. Tout de suite, celui-ci s'aperçoit que Buvat a un peu forcé sur les apéritifs, et il lui en fait le reproche en termes assez vifs, lui faisant remarquer en outre qu'il a laissé son camion sans éclairage sur la voie publique. Et comme Brissonneau sollicite l'emprunt du véhicule pour se rendre à une invitation à dîner commune chez un ami à Sainte-Croix-sur-Aizier, Leblanc, mécontent de son chauffeur répond: «Oui, mais à condition que ce soit toi qui conduises.»

Vers 20 h 30, Brissonneau, Floquet et Buvat quittent le bistrot. La cabine du Dodge étant encombrée de colis entreposés là pour en éviter le vol durant les temps de stationnement, les deux derniers s'installent à l'arrière sur le plancher. Brissonneau prend le volant et démarre.

C'est dans la côte de Quillebeuf, à la sortie de Pont-Audemer, qu'il aperçoit soudain dans ses phares deux silhouettes qui font du «stop», et, à sa grande surprise, il reconnaît les deux Allemands. Que font-ils sur cette route? Se sont-ils trompés à la bifurcation en sortant de la ville, ou ont-ils changé d'avis sur leur destination? Plus tard, Lots prétendra qu'ils avaient décidé de rentrer au Havre. Quoi qu'il en soit, Brissonneau s'arrête, et les deux fugitifs sautent sur la plate-forme arrière. Fort satisfait que le hasard lui ait permis de récupérer les prisonniers, et sans même avoir pris le temps d'informer ses camarades de route, l'ancien policier roule vers Sainte-Croix-sur-Aizier avec la ferme intention de «questionner» les évadés pour connaître leurs contacts dans la chaîne de fuites.

Vue trente-cinq ans après, cette attitude de Brissonneau peut surprendre, mais souvenons-nous qu'au moment des faits – nous sommes en 1946 –, l'opinion publique est scandalisée par les évasions fréquentes de soldats allemands, et que les Compagnons de la Résistance normande ont chargé justement Brissonneau d'enquêter à ce sujet. Quelques mois seulement viennent de s'écouler depuis la fin de la guerre, et les Français demeurent très sensibilisés par le temps d'occupation et par les récits qui font apparaître journallement les exactions commises par les unités de S.S. Il ne faut donc pas s'étonner de voir un ancien résistant adopter un pareil comportement.

Cependant, à l'intérieur du camion, Buvat et Floquet n'ont attaché que peu d'importance à la prise en charge de ces auto-stoppeurs. Les moyens de transport sont encore bien précaires, et ils ont l'habitude, en tant que routiers, de rendre de semblables services. Les Allemands s'installent, l'un à l'arrière près de Floquet, l'autre un peu plus loin sur le côté droit près de Buvat. On roule déjà depuis quelques minutes lorsque Hill engage la conversation, dans sa langue natale, avec son compatriote. Flo-

quet sursaute aussitôt en entendant un langage qui évoque pour lui de récents souvenirs; son temps d'occupation en Allemagne lui a permis de se familiariser avec le parler germanique. Il réagit en alertant son camarade: «Ce sont des boches évadés», et sur cette réflexion qui arrache Buvat à un début de somnolence, s'instaure alors entre les deux hommes un dialogue de concertation qui vise à «neutraliser» les fuyards. Malheureusement pour eux, Lots, ancien feldgendarme, parle et comprend très bien le français. Réalisant la menace qui pèse sur lui et son collègue, il sort brusquement un colt de sa ceinture afin de montrer à ses antagonistes qu'il est décidé à défendre sa liberté. A la vue de cet homme armé, qu'il considère toujours comme un ennemi, le sang de Floquet n'a fait qu'un tour, et il s'élançe pour ceinturer l'Allemand. Surpris, celui-ci fait un bond de côté, glisse, et tire. L'une des balles atteint Buvat qui s'est rapproché à l'épaule gauche; une autre touche Floquet à la cuisse droite. Bien que blessé, Buvat parvient à sortir de sa poche le pistolet de défense du camion¹ et s'apprête à faire feu, ce que voyant, le second allemand, Hill, fonce sur lui et le projette sur le plancher d'un coup de tête dans le ventre, au moment même où Buvat appuyait sur la détente. Le coup part et touche Hill derrière la nuque. Il tombe foudroyé. Pendant ce temps, malgré sa blessure, Floquet est parvenu à jeter au sol son adversaire, et il lui martèle la tête pour l'assommer. Inconscient du drame qui se joue derrière lui, car il y a près d'un mètre d'écart entre la cabine du Dodge et son caisson, Brissonneau roule toujours. Buvat veut venir en aide à son coéquipier, toujours aux prises avec Lots; il tire en direction de ce dernier, mais son arme s'est enrayée. Plus tard, on s'apercevra que la seconde et la troisième balle étaient engagées à l'envers dans le chargeur. C'est grâce au déséquilibre causé par un cahot un peu rude que l'Allemand réussit à se dégager, et il en profite aussitôt pour enjamber prestement la ridelle arrière et sauter en vol-tige. Malgré une chute assez lourde sur le bas-côté de la route, il se relève immédiatement et s'enfuit en courant dans la campagne. Dans le camion, Buvat s'est évanoui, et Floquet, qui s'est traîné jusqu'au fond, cogne désespérément contre la paroi pour alerter Brissonneau, lequel finit par entendre les coups sourds et les cris de son camarade à la faveur d'un arrêt observé à un carrefour, au lieu-dit «La Queue du Renard». Stoppant un peu plus loin, il découvre effaré le bilan de l'échauffourée qui se solde par un mort et deux blessés dont l'un gît inconscient sur le plancher. Parant au plus pressé, et sans s'attarder à poser des

1. Vu les temps encore incertains, beaucoup de chauffeurs-routiers voyageaient armés, car il arrivait que certains soient attaqués pour leur dérober véhicule ou chargement.

questions, il remonte dans sa cabine, fait demi-tour, et fonce sur Pont-Audemer. Un moment plus tard, les blessés sont admis à la clinique, route de Rouen, et le camion ramené à son entrepôt.

Le premier acte de l'affaire de La Queue du Renard est joué.

Des mensonges de Lots au silence de Brissonneau

Au Café Desjardin, Robert Leblanc fait sa partie de dominos lorsque l'un de ses employés, Van de Kerkhove (Bezot au maquis), vient l'informer que Brissonneau est de retour et qu'il le demande d'urgence. Mis au courant par ce dernier, il constate la mort de Hill, dont le corps étendu demeure dans le camion, et il décide d'accompagner Brissonneau à la gendarmerie pour qu'il y fasse sa déclaration. On remarque que les gendarmes sont donc immédiatement prévenus. De retour avec les représentants de l'ordre, après que les constatations d'usage aient été faites et le cadavre déposé à la morgue, Robert Leblanc se joint aux patrouilles pour rechercher l'Allemand enfui dans les environs de La Queue du Renard. Mais ces recherches n'aboutissent pas, et le chef de brigade décide de les remettre au lendemain matin.

Pendant ce temps, Lots a longuement marché, et vers 21 h 30, il est arrivé au hameau Bourdon près d'une maison retirée dans un herbage. Aux habitants, M. et Mme Vallée, il déclare avoir été victime d'un accident de la route, et demande s'il peut trouver un taxi pour l'emmener à Rouen. Comme ses interlocuteurs lui répondent que c'est fort improbable, il sollicite alors un peu d'eau pour nettoyer ses blessures et les ecchymoses qu'il porte à la tête et aux mains. Puis, s'étant sommairement lavé et pansé, il repart. Notons au passage qu'il s'exprimait si nettement dans notre langue que M. et Mme Vallée se montrèrent fort surpris par la suite d'apprendre qu'ils avaient eu affaire à un Allemand. Dès le lendemain matin, les gendarmes reprennent leurs investigations, mais ce n'est que dans l'après-midi que l'adjudant-chef Bibaut retrouve la trace du fuyard au hameau Bourdon. Sur les indications des époux Vallée, les recherches sont poussées en direction de la briqueterie Jouffin (désaffectée), sur le territoire de la commune de Saint-Mards-de-Blacarville. C'est là que vers 17 heures, Lots est découvert et arrêté. Amené dans les locaux de la gendarmerie, il est soumis à un premier interrogatoire auquel il répond fort bien, en *français*. Ses réponses sont nettes; il reconnaît s'être évadé, posséder un revolver – que les gendarmes ont saisi –, avoir fait du stop pour quitter Pont-Audemer en compagnie de Hill, mais il fournit des événements survenus dans le camion une version personnelle.

Selon lui, les Français auraient voulu le tuer, mais il admet avoir le premier fait usage de son arme.

Ces déclarations, qui recourent pour l'essentiel les témoignages qu'ils ont déjà recueillis, satisfont les gendarmes pour qui l'affaire apparaît simple, d'autant que les conclusions du médecin légiste qui a procédé à l'autopsie de Hill rejoignent les dires de Buvat entendu à la clinique.

Celui qui se sent le moins à l'aise dans tout cela, c'est Brissonneau, car, outre le fait qu'il a la responsabilité d'avoir amené les deux Allemands à Pont-Audemer, il a commis l'incroyable erreur de le dissimuler à tout le monde, tant aux enquêteurs qu'à Robert Leblanc. On comprend, vu la tournure prise par les événements, qu'il soit extrêmement gêné d'avouer sa participation au transfert des évadés du Havre à Pont-Audemer. Pourtant, compte tenu de l'aide qu'il pouvait attendre de ses compagnons de la Résistance – n'avait-il pas agi logiquement pour remonter la filière d'évasion –, il aurait dû d'emblée informer aussi bien les gendarmes que son ancien chef de maquis. Comment lui, un ancien policier, pouvait-il supposer que ce fait n'apparaîtrait pas dans l'enquête? Quoi qu'il en soit de ses raisons, par cette brèche ouverte dans le front de la vérité, vont s'engouffrer toutes les supputations et toutes les accusations qui déchaîneront le déferlement des passions.

Le commissaire S... entre en scène

Ayant très bien reconstitué le déroulement des faits, après avoir entendu témoins et protagonistes, les gendarmes établissent un rapport de légitime défense. Pour eux, l'affaire est classée.

C'est alors que sur ordre supérieur – de qui? –, le procureur de la République Chauvin rouvre le dossier dont il confie l'instruction à un magistrat de Pont-Audemer, le juge Bliccq.

Homme intègre, tout juste revenu depuis dix-huit mois d'une longue captivité dans les stalags allemands, celui-ci n'a pas vu d'un très bon œil à son retour, comme beaucoup de prisonniers de guerre français, l'auréole glorieuse dont le pays a paré les résistants. Pour lui, comme pour une grande partie de ses camarades ayant subi quatre ans d'exil, cette aura populaire qui entoure les soldats de l'ombre rejette dans l'indifférence et dans l'oubli les souffrances et les sacrifices endurés sous la menace des miradors nazis. Peut-être également sa carrière a-t-elle subi le coup d'arrêt causé par sa longue absence et en garde-t-il une certaine amertume? Toujours est-il qu'il se saisit du dossier de l'affaire de La Queue du Renard, comme vont maintenant la nommer les journalistes, sans aucun préjugé favorable envers les anciens maquisards qui s'y trouvent impliqués.

Pour la poursuite de l'enquête, la Police judiciaire de Rouen est alertée, et le hasard veut – mais est-ce bien le hasard? – que le policier désigné soit le commissaire divisionnaire Paul S...

Né le 28 janvier 1896, entré dans la police le 16 septembre 1924, Paul S... a gravi les divers échelons qui l'amèneront quelques années plus tard au grade de commissaire. Ayant exercé dans différentes villes, et notamment à Lille, Nancy et Nantes, il est nommé à Rouen peu après la Libération. Son activité durant la période de l'occupation lui vaut de comparaître devant un comité d'épuration mais, grâce à certaines relations qu'il a eu l'habileté d'établir, il peut poursuivre sa carrière. Néanmoins, il estimera toujours que celle-ci aurait pu être bien plus brillante sans l'opposition de la Résistance, et il en conservera à son égard une sourde rancune. Celle-ci ne tardera d'ailleurs pas à s'exprimer à l'occasion de l'assassinat le 17 février 1945 de l'inspecteur de police J... qui assurait par intérim les fonctions de commissaire à Pont-Audemer. Neveu de S..., ce fonctionnaire fut abattu par des tueurs alors qu'il se promenait avec sa femme à Tourville. Parce que cette exécution s'apparentait à une action de commando; parce que les auteurs du crime, au dire des témoins, portaient des vêtements de coupe militaire, S... imputa ce crime à la Résistance et en accusa plus ou moins ouvertement les hommes du maquis Surcouf¹. On se demande bien pourquoi les maquisards auraient eu des raisons de faire disparaître un homme qui, durant la guerre, avait fourni les preuves de son patriotisme en luttant également contre l'occupant. Malgré l'arrestation à Livry-Gargan, en banlieue parisienne, d'un ancien membre du Surcouf, Georges d'Hoignes, qui fut l'exemple même du combattant incapable de se réadapter à la vie civile, et que ses camarades de la clandestinité tinrent à l'écart, l'enquête s'enlisa dans un fatras de contradictions et ce suspect d'un moment fut relâché. En fait, il semble bien que ce meurtre, dont les auteurs ne furent jamais retrouvés, trouva ses motivations dans une vengeance personnelle. Il permit toutefois au commissaire S... de jeter le trouble dans les esprits et de montrer son aversion pour les résistants.

Ce n'est certainement pas sans une secrète jubilation que le policier prend en main l'enquête sur l'affaire de La Queue du Renard. Outre le fait que le véhicule qui a été le théâtre du drame appartienne à Robert Leblanc – un homme qu'il déteste au plus haut point –, il se réjouit de voir que trois anciens du Surcouf sont au cœur de la tragédie.

1. Rappelons qu'à cette date les maquisards du Surcouf, sous le commandement de Robert Leblanc, se trouvaient aux armées, formant le 1^{er} Bataillon de Marche du 129^e R.I.

La première chose que va faire S..., avant même d'entendre les Français impliqués dans cette affaire, sera d'interroger l'Allemand rescapé. Et, premier comportement insolite, alors qu'on a vu que Lots comprend et s'exprime parfaitement dans notre langue, il le questionne pendant près de trois heures en allemand, sans le secours d'un interprète, alors que lui-même ne possède pas à fond, loin s'en faut, l'usage du parler germanique. Les gendarmes qui assistent à cet entretien n'en comprennent pas un traître mot et devront laisser S... taper à la machine le rapport qu'il tirera de cette audition, plus proche du monologue que de l'interrogatoire.

C'est ainsi qu'est fournie au juge d'instruction une pièce maîtresse du dossier – la déclaration de Lots –, établie par le seul compte rendu du policier. Lors de la reprise de l'enquête par les services américains du 15^e Criminal Investigation Department, l'Allemand admit qu'il n'a eu qu'à acquiescer à la version des faits présentée par le commissaire. On remarque donc qu'au départ de ses recherches, S... oriente délibérément l'instruction suivant le sens qu'il veut lui faire prendre. Qu'indique en effet son rapport? Que dans le cadre d'un vaste trafic de pneus dérobés au camp Philip Morris du Havre, Brissonneau s'est assuré les complicités de Hill et de Lots. Que sur ordre de Robert Leblanc, il a amené ces derniers à Pont-Audemer pour qu'ils y soient supprimés afin de se débarrasser de témoins gênants. Fort habilement, comme on le voit, le commissaire s'appuie pour faire prévaloir sa thèse sur les agissements de Brissonneau, dont on se rappelle les démarches qu'il effectua pour s'infiltrer dans le circuit des trafics régnant au Havre. Mais ce qui frappe le plus dans le rapport du policier, c'est qu'il ne s'intéresse pas au fait, pourtant essentiel dans l'affaire, que les deux Allemands soient des prisonniers de guerre évadés; pas plus qu'il ne s'étonne que l'un d'eux ait pu disposer d'une arme. Etrange attitude de la part d'un fonctionnaire de la police française dont la mission principale consiste précisément à assurer la sécurité de ses compatriotes!

Naturellement, cette version des faits à laquelle S... veut s'en tenir, amène aussitôt un certain nombre de réflexions de la part des observateurs:

1) Si comme l'affirme le policier, Robert Leblanc et ses amis avaient décidé de supprimer Hill et Lots, pourquoi les faire venir à Pont-Audemer, dans une ville où tous les hommes du Surcouf sont connus et dans laquelle leurs allées et venues ne peuvent passer inaperçues? N'aurait-il pas été plus simple et plus prudent d'exécuter les deux Allemands dans un coin perdu de Seine-Maritime, ce qui ne pouvait que brouiller les pistes?

2) Est-il crédible que deux expérimentés baroudeurs comme Buvat et Floquet s'embarquent dans une expédition meurtrière

préméditée, alors que l'un d'entre eux n'a plus l'esprit très clair après de nombreuses libations, et en disposant d'une seule arme, celle du camion, dont le chargeur n'a même pas été vérifié, puisque deux balles sont engagées à l'envers?

3) Pourquoi le policier ne tient-il pas compte des témoignages recueillis par les gendarmes sur le parcours suivi par le véhicule aux approches du carrefour de La Queue du Renard? Les témoins déclarent en effet avoir entendu «d'abord des éclats de voix, puis quatre ou cinq coups de feu précipités, puis des cris, et enfin quelques secondes après un coup de feu isolé». Ce qui corrobore parfaitement le récit des Français sur le déroulement du drame; d'abord le tir de Lots blessant Buvat et Floquet, puis l'unique balle tirée par Buvat alors que Hill venait de le projeter à terre.

4) S... développe son argumentation à l'encontre des anciens maquisards du Surcouf en l'étayant sur un trafic de pneus, mais il ne trouvera nulle trace à Pont-Audemer d'un semblable trafic. Malgré les nombreuses perquisitions effectuées, et des investigations poussées, il ne pourra jamais apporter la moindre preuve en ce sens. Au contraire, les Américains en partant de la filière du camp havrais aboutiront à une vaste organisation de vols et de recels qui étendait ses ramifications de Sandouville à Sotteville-lès-Rouen.

5) Si l'on admet la thèse du commissaire, n'est-ce pas du même coup accepter de considérer Robert Leblanc et Jean Brissonneau comme des individus irréflechis, puisqu'ils alertent immédiatement les gendarmes, alors qu'ils avaient toute latitude pour faire disparaître le corps de Hill, et expliquer les blessures de Floquet et de Buvat par différents arguments faciles à imaginer? Or, leur comportement durant l'occupation montre qu'ils possèdent l'un et l'autre un grand sang-froid et un esprit d'apropos très développé!

Ces quelques évidences primaires percent tellement qu'au fil des jours, S... va modifier son raisonnement en faisant état d'une filière d'évasion de prisonniers de guerre allemands dirigée par... Robert Leblanc dans un but lucratif! Malheureusement, cette nouvelle théorie va bientôt s'effondrer lorsque Lots, interrogé par le juge Blicq, ne pourra la justifier. Faut-il ajouter que l'on voit mal un homme comme Robert Leblanc, commandant de l'armée française, dont le patriotisme et l'intégrité appaurent avec éclat pendant l'occupation, participer à une chaîne d'évasion d'un tel genre! Et l'on ne peut que constater le caractère basement insultant d'une telle accusation, manifestement dictée par une haine personnelle qui débordait singulièrement des limites d'une enquête sérieuse et objective.

Cependant, le 10 octobre, Floquet sort de clinique remis de sa blessure, bientôt suivi par Buvat. Le 24, ils sont convoqués

à la gendarmerie pour un prétendu changement de fascicule militaire. En fait, ils sont aussitôt arrêtés sur mandat du juge Blicq, et écroués à la prison de Pont-Audemer; puis le soir même, transférés à celle d'Evreux. Le lendemain, Brissonneau est à son tour appréhendé, et il rejoint ses camarades à la maison d'arrêt. C'est dans leur cellule que les trois hommes seront informés de leur inculpation pour homicide volontaire et complicité d'homicide.

L'annonce de ces arrestations émeut profondément les milieux résistants. Les Compagnons de la Résistance normande alertent la Confédération nationale des Maquis de France et de la Résistance active qui déclenche aussitôt une contre-enquête. Les premières manifestations de solidarité apparaissent bientôt, et des réunions d'information sont organisées en différentes régions de France. C'est alors qu'il préside l'une d'elles à Lyon, que Robert Leblanc apprend qu'un mandat d'amener vient d'être lancé contre lui par le juge Blicq. La nouvelle résonne comme un coup de tonnerre parmi les organisations résistantes. Dès lors, l'affaire de La Queue du Renard déborde de son cadre local pour devenir le sujet d'une intense polémique nationale. Mouvements, associations, partis politiques, personnalités diverses, s'intéressent au débat, car la stature de Robert Leblanc est telle qu'elle ne peut laisser indifférent.

La première quinzaine du mois d'octobre a vu l'entrée en scène du personnage principal; c'est sur lui que le rideau tombe à la fin du deuxième acte.

Des hommes vulnérables

Avant d'aborder le volet suivant, il est bon de faire le point sur les inculpés de cette affaire. On a vu, au fil des précédents chapitres, quels hommes étaient Buvat, Floquet, Brissonneau et Robert Leblanc, dont personne ne contesta jamais le patriotisme, ni la courageuse attitude qu'ils eurent sous l'occupation. On aura noté, dans leurs différents agissements passés, leur rectitude morale et leur probité. Mais nous n'avons jamais évoqué leurs penchants politiques. Si cela n'a pas été fait, c'est qu'en vérité il n'y avait rien à dire. A cette époque, aucun de ces quatre hommes ne se sentait concerné par les courants idéologiques qui partageaient un grand nombre de Français.

Lorsque éclate l'affaire de La Queue du Renard, la France est gouvernée par le «tripartisme» que représente la curieuse coalition: M.R.P. - S.F.I.O. - P.C., et les remous qui secouent cette association affectent l'efficacité du bon fonctionnement des institutions. Ceux qui profitent le plus de ces tiraillements d'autorité sont les anciens Vichysois qui s'ingénient partout à remet-

tre en selle leurs partisans. Après s'être terrés durant plus d'un an, ils s'efforcent, à la faveur du recrutement forcené et aveugle des formations politiques, de réoccuper les postes les plus influents au sein des administrations. Bientôt, ils vont pouvoir, grâce à la passivité des partis ligotés par leur appartenance militante, lancer insidieusement des opérations vengeresses à l'encontre des patriotes qui, aux beaux temps de la Libération, les firent trembler de peur et se réfugier dans l'ombre. Dans ces années 1945 à 1950, il n'était pas recommandé de n'appartenir à aucune des grandes formations politiques du moment, lorsqu'on prétendait à quelque audience locale, et les anciens collaborateurs le comprirent très vite. Etre membre de l'un des grands partis nationaux, c'était s'assurer appuis, relations, et soutien constants, pour peu qu'on apportât un peu de zèle à coller les affiches, ou à rédiger des tracts, voire à fournir des fonds. C'est ainsi que nombre d'inconditionnels du maréchal Pétain ou de trafiquants notoires du temps de l'occupation en mal de dédouanement, parvinrent à se modeler une nouvelle image, sans abandonner pour autant la rancune sourde qu'ils nourrissaient à l'égard des résistants qui leur avaient imposé les affres de la Libération. Beaucoup de fonctionnaires des services de police, magistrats, membres des corps préfectoraux ou des grandes administrations, qui avaient appliqué fidèlement les ordres des autorités allemandes, réussirent à récupérer des positions avantageuses qu'ils avaient dû lâcher précipitamment à l'été 1944. Par là même s'expliquent les campagnes de dénigrement et les tracasseries administratives multiples qui s'abattirent sur ceux des combattants de la Résistance que leur volonté d'indépendance, ou leur peu de goût pour les joutes idéologiques, avait tenus à l'écart de l'engagement politique; car les revanchards qui se déchaînaient contre les anciens soldats de l'ombre, se donnaient bien garde de s'attaquer aux éléments incorporés dans l'un des appareils en place.

Les quatre inculpés de l'affaire de La Queue du Renard n'étaient liés à aucune chapelle, et n'avaient jamais montré de sentiments plus favorables à un parti qu'à un autre. Tous les quatre avaient été jusqu'au bout de leur engagement en ne déposant les armes qu'une fois l'ennemi rendu à merci, et cela leur avait valu lors de leur démobilisation, ainsi que nous le constatons plus haut, de trouver occupés par de malins arrivistes les places qu'ils étaient en droit d'attendre pour leur réinsertion dans la vie civile. Sans la fraternité de leurs camarades de la Résistance, comment auraient-ils pu retrouver une position sociale? A vrai dire, nul ne semblait s'en soucier. Là encore, leur indépendance les avait desservis. Pour pouvoir faire vivre sa famille, quand il ne bénéficia plus de sa solde, Robert Leblanc avait été contraint de monter, grâce à un emprunt, une entreprise

de transports qui lui permit également d'assurer la subsistance de quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes. Cet abandon du pouvoir en place, qu'il considérait comme une injustice sociale, eu égard à son passé de combattant, l'avait encore éloigné d'un monde politique divisé dans lequel il ne reconnaissait pas l'idéal pour lequel il avait tant combattu.

Redouté par les pleutres et les traîtres lorsqu'il assumait le commandement du maquis, et en tant qu'officier de l'armée française, il s'était retrouvé modeste transporteur, isolé au sein d'une société qu'il ne comprenait pas – où étaient-elles les grandes espérances de la clandestinité? –, vulnérable aux coups bas que méditaient les revanchards. L'affaire de La Queue du Renard allait permettre à ces derniers de donner libre cours à leur haine.

CHAPITRE VII

La presse monte en ligne, et la Résistance mobilise

A l'annonce du mandat d'amener délivré contre lui, Robert Leblanc décide aussitôt de se rendre au cabinet du juge Bliccq pour connaître les raisons qui ont motivé la décision du magistrat. Mais la Confédération nationale des Maquis de France se montre d'un avis contraire. Pour cette puissante organisation, la machination apparaît immédiatement, car rien dans le drame de La Queue du Renard ne justifie un tel comportement à l'égard de Robert Leblanc. Elle invite donc celui-ci à surseoir à sa démarche et, simultanément, elle publie le communiqué suivant:

Le bureau de la Confédération nationale des Maquis de France et de la Résistance active, saisi des rapports de ses enquêteurs en Normandie:

- *flétrit les auteurs de reportages fantaisistes publiés par certains journaux parisiens qui ne doivent pourtant qu'à la Résistance de pouvoir paraître librement aujourd'hui;*
- *il constate que les arrestations effectuées, les accusations formulées, mettent en cause l'action légitime de la Résistance active et des Maquis qui ont libéré le pays;*
- *il déclare placer sous la protection de la Confédération le commandant Robert Leblanc, héros incontesté de la lutte clandestine, et ses camarades qui ont non seulement facilité, mais permis par la vigueur de leur action, le débarquement allié, après avoir sauvé nombre de parachutistes;*
- *il s'étonne et s'indigne que des prisonniers allemands puissent circuler armés et attaquer les patriotes;*

- *il invite tous les résistants et maquisards, unis comme au combat, à défendre les leurs, et prévient solennellement que des comptes seront demandés non seulement aux calomniateurs, mais encore aux fonctionnaires qui se sont faits les continuateurs et les complices des «collaborateurs».*

Pour le bureau confédéral, les présidents:

Jonage et Paul Seurre.

Cette prise de position sans ambiguïté mobilise tous les anciens résistants; mais curieusement, une polémique s’instaure au sein des organisations d’obéissance communiste. Alors que certains rallient le courant animé par la Confédération nationale des Maquis, d’autres prennent ouvertement parti contre l’ancien chef du Surcouf. En Seine-Maritime, le ton est donné par le quotidien régional *l’Avenir du Havre* organe du P.C., qui n’hésite pas à titrer le 15 novembre 1946 sur deux colonnes à la une: «Il faut en finir avec le gang Leblanc.» Dans un long article, le journal présente Robert Leblanc comme un bandit «qui battait sa mère», et lui reproche d’avoir passé son temps sous l’occupation «à lutter contre les F.T.P.»! Il l’accuse d’avoir extorqué des sommes considérables, et va jusqu’à prétendre «qu’il dénonça d’authentiques patriotes»! Incroyable, mais vrai!¹

Plusieurs journaux parisiens, dont certains existent encore aujourd’hui, se couvriront de ridicule en présentant des articles à sensation sur une demi-page avec des titres tels que «Le gangster Leblanc défie la police», «L’ancien chef de maquis reprend sa mitraillette», «Que cache l’affaire du maquis Surcouf? On parle d’une chaîne d’évasion qui aurait exécuté les P.G. allemands!», «Pont-Audemer vivait dans la terreur de Leblanc», «Leblanc veut, avec sa bande, prendre d’assaut la prison d’Evreux où sont détenus ses complices», etc.

Les reporters de la grande presse à sensation ont envahi Pont-Audemer et soumettent ses habitants ébahis à un feu roulant de questions sur les «exactions et les crimes commis par le chef du Surcouf». Certains font des «découvertes»; toutes les disparitions non élucidées dans la région sont imputées au «gang», et Dieu sait s’il y en eut dans le contexte de la bataille de Normandie! D’autres évoquent des «charniers» mis à jour à Fourmetot, à Fatouville, et font état de marnières remplies de cadavres à Fort-Moville et à Beuzeville! Chaque jour apporte

1. Cité en justice par Robert Leblanc, *P Avenir du Havre* se déroba lamentablement en publiant dans son numéro du 7 mars 1947 un rectificatif sur deux colonnes, dans lequel il reconnaissait avoir diffamé Robert Leblanc, et en s’acquant de «L’INEXACTITUDE DES PROPOS TENUS A SON ENCONTRE».

son lot de fausses nouvelles: «Leblanc est parti pour Dakar», affirme un journaliste «bien renseigné». Non, rétorque un autre: «Il a été vu en Angleterre!»

Au milieu de cet incroyable déchaînement d'écrits fantaisistes et diffamatoires, les journaux régionaux demeurent stoïques et objectifs. Pour eux qui connaissent bien le bon sens des Normands qui ne s'en laissent pas facilement conter, et qui ont le respect de l'information, le souci de la vérité prime. Et ce n'est pas sans un certain écœurement qu'ils découvrent chaque jour les articles dithyrambiques de certains de leurs confrères parisiens. C'est ainsi que le correspondant local du *Courrier de la Risle*, qu'aucune sympathie particulière ne lie pourtant à Robert Leblanc, écrit:

Nous a-t-elle assez donné la nausée cette semaine, la «grande presse» d'information (qu'elle dit). On a pu mesurer exactement dans la région de Pont-Audemer les conditions dans lesquelles la grande presse d'information de Paris présente les nouvelles à ses lecteurs. Quel souci de vérité! Au sujet de cette malheureuse affaire de La Queue du Renard, trois hommes ont été mis sous mandat de dépôt; ces hommes appartinrent au maquis de Robert Leblanc. Alors une nuée de journalistes parisiens s'est abattue sur notre ville, en quête de détails sensationnels. Evincés poliment du Palais comme de la gendarmerie, ils sont venus à moi, petit correspondant de journaux locaux, espérant obtenir des renseignements qui leur étaient refusés avec juste raison pour la bonne marche de l'instruction. Je leur ai dit mon ignorance et leur ai conseillé la prudence dont j'avais fait preuve moi-même. Et le lendemain, c'est avec stupeur que j'ai lu leur prose! C'était à qui déverserait le plus de vilénies – non sur les trois hommes arrêtés, puisqu'on ne savait rien les concernant – mais sur Robert Leblanc et le maquis Surcouf, c'est-à-dire le 1^{er} Bataillon de Marche de Normandie que l'on représentait comme une dangereuse association de malfaiteurs, une bande d'assassins, opérant impunément dans la région depuis des mois, etc.

Ceux qui ont lu ces saletés n'ont pas dû éprouver l'envie de venir se promener sur les bords de la Risle, et ils ont dû trembler pour nous, pauvres habitants de cette région épouvantable. Quelle pitié! Si c'est cela la grande presse, je m'honore de n'en faire pas partie. Et je pense que Robert Leblanc n'hésitera pas à poursuivre – non pas à coup de mitraillette – mais devant la justice française, ceux qui se sont livrés à cette ignoble besogne de diffamation.

A. R.

Pour l'honneur du journalisme, il faut dire que cette campagne de calomnies ne fut le fait que de feuilles spécialisées

dans le sensationnel, et de trois quotidiens seulement dont l'un ne dissimula jamais la haine qu'il portait aux anciens résistants. Plusieurs autres s'efforcèrent de relater objectivement les faits sans toutefois se montrer très prudents dans le choix de leurs sources d'information, ce qui les amena à reprendre de faux échos.

Bien évidemment, pour répondre à ce flot d'informations fantaisistes, quand elles n'étaient pas insultantes, sous l'impulsion de ses organisations, la presse résistante, qu'elle fût nationale ou régionale, réagit avec vigueur, et le grand hebdomadaire *le Maquis* entreprend une vaste campagne de soutien aux inculpés, immédiatement reprise par l'ensemble des bulletins de liaison des amicales d'anciens clandestins.

De leur côté, les Compagnons de la Résistance normande, sous l'égide des anciens responsables F.F.I. départementaux: Mazeline, Parléani, Baudot, Blouet, Lesage, alertent toutes les personnalités demeurées sincères à l'esprit de la Résistance, et lancent un efficace mouvement de solidarité en faveur de leurs camarades.

Premier personnage d'importance à manifester son sentiment, Guy Mollet, bientôt ministre d'Etat, publie le communiqué suivant adressé au Conseil national de la Confédération des Maquis de France:

Jusqu'à ce jour, j'étais déjà convaincu, sans connaître les détails de l'affaire dite de «La Queue du Renard», qu'il s'agissait, contre Robert Leblanc, d'une entreprise montée de toutes pièces par tous ceux qui ne lui pardonnent pas d'avoir été l'un des plus purs héros de la Résistance normande. Aujourd'hui, depuis qu'il m'a été permis d'étudier moi-même les éléments de cette affaire, ma conviction sentimentale s'est renforcée d'une certitude intellectuelle, et je vous serais reconnaissant de faire savoir à nos camarades des Compagnons de la Résistance normande que je suis de tout cœur avec eux, et avec notre cher Robert.

Très cordialement à vous.

Guy Mollet.

D'autres prises de position en ce sens, émanant de différentes personnalités, ne tardent pas à suivre, et un comité d'honneur se forme regroupant un grand nombre de notables locaux sous l'impulsion d'hommes et de femmes venus des horizons politiques ou sociaux les plus divers. Animé par le commandant Lesage, ce comité reçoit l'appui notamment de Jean Laîné, maire de Valletot, d'Armand Manddle, maire d'Evreux, de Gustave Héon, maire de Bernay, de MM. Delarue, maire de Pont-Audemer, Féray du Coudray, Davalle, Baube, Boulanger, Paul

Aubin, maire de Saint-Martin-Saint-Firmin, Bruneaux, maire de Saint-Georges-du-Vièvre, de Mme Archambault de Vençay, d'Albert Forcinal, de Guy Montourcy, et de plusieurs centaines de personnes de la région. Trois personnalités du parti radical: MM. Pierre Mendès France, Chauvin et André Marie, député-maire de Barentin, ne tardent pas à manifester leur indignation, et à assurer le comité de leur sympathie, cependant que de tous les coins de France, surgissent des messages et des télégrammes de soutien.

Tandis que se développe ainsi le courant de solidarité envers les accusés, le commissaire S... ne désarme pas, et il fait rechercher dans tout le pays un Robert Leblanc insaisissable. Pris en charge par la Confédération des Maquis, celui-ci trouve dans la fraternité de ses camarades de lutte ses refuges journaliers et la protection amicale nécessaire. Malgré les avis de recherche qui se sont abattus sur les gendarmeries, malgré la surveillance des routes qui en découle, malgré la diffusion des numéros d'immatriculation des voitures qu'il est censé emprunter, l'ancien chef du Surcouf, escorté d'amis fidèles et vigilants, apparaît bien souvent inopinément dans les meetings organisés en sa faveur dans différentes villes de France. La seule fois où les véhicules qui le transportent et l'escortent tomberont sur un barrage policier, le lieutenant de gendarmerie qui dirige les opérations s'approchera de lui, et, après l'avoir salué, lui déclarera: «Mon commandant, nous étions du même bord pendant la guerre; je ne renierai pas les valeurs pour lesquelles j'ai lutté en faisant aujourd'hui le jeu des collabos; ni mes hommes ni moi, ne vous avons vu, vous pouvez poursuivre votre route. J'AI CONFIANCE; LA JUSTICE FINIRA PAR TRIOMPHE¹.»

Le comportement de cet officier ne sera pas un cas particulier, car l'on verra, comme aux plus beaux temps de la clandestinité où les gendarmes patriotes alertaient les résistants menacés d'arrestation, certaines brigades informer tel ou tel Compagnon, susceptible de contacter Robert Leblanc, du plan de recherches locales et de la présence prochaine dans leur secteur des policiers aux ordres de S... Cette attitude explique, pour une bonne part l'échec de ceux qui avaient pour mission d'appréhender l'ancien chef maquisard.

Cependant, le développement du mouvement de solidarité et les déclarations enflammées de quelques anciens responsables résistants indignés, amènent quelques réactions de panique parmi les autorités qui ont déclenché l'affaire, et une décision sans précédent est prise: alors que l'instruction est confiée à un magistrat de Pont-Audemer, sur décision du Parquet de cette

1. Cet épisode s'est déroulé dans l'Orne, près de Montchevreil sur la D.227.

ville, on transfère les trois détenus (Buvat, Floquet et Brissonneau) de la prison d'Evreux à celle de Rouen, dans un autre département! Cette mesure s'affirme en pleine contradiction avec la loi qui veut que les inculpés arrêtés soient incarcérés sur le territoire de la juridiction compétente.

Comble de l'ignominie, à Bonne-Nouvelle (prison de Rouen), on enferme les trois anciens maquisards avec des miliciens en instance de jugement et des collaborateurs dénonciateurs. Brimés, humiliés, insultés par ces comparses de détention qu'on leur impose, les hommes de Robert Leblanc sont, de plus, fort malmenés par les gardiens dont la plupart sévissaient déjà sous l'occupation à l'encontre des patriotes. Et il leur faudra faire preuve d'un sang-froid permanent pour déjouer toutes les provocations dont ils seront l'objet. De leur côté, ulcérés par l'enlèvement de leur enquête, les séides de S... les soumettront, à l'occasion de nombreux interrogatoires, à un tel traitement que Jean Brissonneau y laissera la majorité de ses dents – la grosse plaisanterie de ces messieurs étant de «vouloir vérifier que son pseudonyme du maquis (Gueule d'acier) n'était pas usurpé!» – et il devra, de plus, bénéficier de soins intensifs pour soigner un enfoncement de la boîte crânienne! En fait, la haine de l'équipe S... à l'égard de Brissonneau provenait de la connaissance par celui-ci du dossier de la commission d'épuration concernant le commissaire, et plus particulièrement de certaines fiches que l'ex-policier résistant avait pu compiler. Et l'on peut affirmer sans grand risque de contradiction, que la vie de Brissonneau ne tint, dans cette période, qu'à un fil, celui qui le reliait à Robert Leblanc auquel il avait confié les numéros et le contenu de ces fiches. Car si ses tourmenteurs avaient ignoré cette confiance, il n'aurait pas été impossible que l'on retrouve un beau matin Brissonneau «suicidé» dans sa cellule. Le cas de Georges Guingouin, quelques années plus tard, prouve que dans les prisons françaises de cette époque, tout pouvait arriver! Quant à Robert Leblanc, s'il n'en avait pas été dissuadé par le Conseil national de la Confédération des Maquis de France, et qu'il se soit rendu à la convocation du juge Blicq, qui sait si, une fois remis entre les mains des fidèles de S..., il n'aurait pas connu en prison une agression du même genre que celle que devait subir son homologue du Limousin quelque temps après à Brive?

Les Américains enquêtent, et Robert Leblanc contre-attaque

Si l'affaire de La Queue du Renard suscite la passion dans la France entière, sa résonance finit par émouvoir les services de sécurité américains du Havre. Et le 15^e Criminal Investigation Department entreprend à son tour une enquête dont la direc-

tion est confiée à Herrick Higson. La première mesure prise par celui-ci est de faire pratiquer une contre-autopsie du corps de Hill, mais, bizarrement, celle-ci est confiée à deux majors allemands prisonniers de guerre! Et alors que le rapport du médecin légiste français corroborait les déclarations de Buvat sur la trajectoire de la seule balle tirée par ce dernier, les experts allemands concluent à «un assassinat à bout portant¹». Cette déclaration, est-il besoin de le dire, ravit S..., mais, paradoxalement, elle ne satisfait pas Herrick Higson. Celui-ci a en effet repris l'affaire depuis le trafic de pneus dans lequel sont impliqués Lots et Hill, et il a suivi tout le cheminement de la filière. Ses premières constatations lui montrent qu'aucun des inculpés du drame de La Queue du Renard n'est lié à l'organisation de vols et de recels des pneus. Il écarte donc ce mobile du prétendu crime.

Patiemment, Higson se penche alors sur le dossier des évasions de prisonniers de guerre allemands, et il parvient à en cerner les contours. Ses recherches lui permettent de découvrir les complicités et les refuges utilisés par les évadés. Bientôt, il s'aperçoit que les chaînes de fuite gravitent par plusieurs villes dont Amiens, Elbeuf, Laon et Reims. Mais nulle part il ne trouve trace d'une quelconque relation avec les Français en cause dans l'affaire de La Queue du Renard, pas plus qu'il ne peut établir un lien avec le secteur de Pont-Audemer. Le seul inculpé qui apparaît fugitivement dans l'enquête est Brissonneau, mais on ne détermine à son égard aucun fait délictueux, mis à part le fameux transport de Hill et Lots entre Le Havre et Pont-Audemer, le 28 septembre. C'est donc sur ce dernier point que le détective américain va concentrer ses efforts. Car, parvenu, à ce point de l'enquête, il ne comprend plus quels mobiles – puisqu'il a éliminé ceux retenus par S... – auraient pu entraîner les Français à tuer de sang-froid les deux fuyards. Après avoir relu les dépositions de Floquet et Buvat, il reprend les interrogatoires de Lots, qu'il ne tarde pas à mettre en contradiction avec lui-même, et il finit par entendre de l'Allemand un récit bien différent de celui «recueilli» par S... En fait, Lots fournit maintenant une version assez proche de celle de ses antagonistes; le seul point sur lequel il demeure évasif est la mort de Hill, pour la bonne raison qu'au moment de celle-ci il se trouvait lui, Lots, aux prises avec Floquet. Mais, point impor-

1. Notons que sur le fond, cette conclusion ne démentait pas le premier rapport puisqu'il est évident que Hill fut tué d'une balle à bout portant dans la nuque, au moment où il se précipitait sur Buvat, tête en avant, pour le renverser. La trajectoire de la balle, longeant la colonne vertébrale pour se loger dans une cuisse, confirme cela. La seule différence est qu'apparaît dans le rapport des majors allemands le mot «assassinat».

tant, il pense que son compatriote «a dû vouloir neutraliser l'autre Français».

Dès lors, la conviction de Higson est établie: il y a eu rixe dans le camion entre quatre hommes, dont la rencontre fut fortuite, l'un en est mort, deux autres ont été blessés.

Avec cette conclusion du détective américain, c'est tout le scénario monté par S... qui s'écroule. Plus de trafic de pneus pour les inculpés, plus d'évasions organisées par Robert Leblanc, plus de traquenard monté par les hommes du Surcouf, et par conséquent, plus de «complicité de crime sur ordre» pour l'ancien chef de maquis!

Cependant, tandis que Herrick Higson conduit son enquête de la façon que nous venons de voir, S... poursuit obstinément son objectif qui est de mettre la main sur Robert Leblanc. Cet acharnement amène celui-ci à riposter, et, de sa retraite du moment, il adresse le 15 novembre 1946 au quotidien *Normandie* la lettre ouverte suivante¹ qui sera reproduite par de nombreux journaux et hebdomadaires:

Lettre ouverte à M. S..., commissaire divisionnaire à Rouen.

La presse vous a appris que j'étais parti pour Londres en avion-taxi. Hier, elle vous affirmait que j'étais à Dakar. Demain elle vous dira que je suis au Chili. Je tiens par la présente à vous rassurer tout de suite en vous disant que je suis chez moi, c'est-à-dire dans le maquis où ni la Milice ni certains de vos sbires encore à vos côtés, ni la Gestapo, ni les S.S., ni parfois même les blindés, n'ont réussi à me déloger.

Je vous félicite pour le chef-d'œuvre que vous avez réalisé: Obtenir un mandat contre moi. Le motif? «Provocation au meurtre sur ordre à l'encontre d'un P.G. allemand.» Bien joué S...! Avouez que cette espérance a hanté plus d'une fois vos nuits d'insomnie! Mais puisque contrairement aux Allemands en rupture de camp, je n'ai pas le droit d'être entendu librement, souffrez que je vous pose quelques questions, à vous le père spirituel de «l'énigme de La Queue du Renard». Il est exact que le 30 juillet 1946 au Havre, comme le 27 à Caen, le 28 à Louviers, le 29 à Pont-Audemer, le 24 à Evreux, dans des réunions groupant les membres des comités de vigilance départementaux des Compagnons de la Résistance normande, j'ai demandé que l'on mette tout en œuvre pour faire cesser le scandale des évasions de prisonniers de guerre. Ces scandales furent dénoncés à plusieurs reprises par la presse du Havre. Si pour vous, il est normal qu'un P.G. sorte librement tous les soirs en civil, qu'il ait sa maîtresse en ville, et son colt à la ceinture, il est certainement anormal, même scandaleux, qu'on puisse trouver des hommes qui essayent

1. Lettre reproduite d'après un texte publié par le journal *le Maquis*, n° 102 du 28 novembre 1946.

de mettre fin à cet état de choses écœurant tous les Français dignes de ce nom, et qui se souviennent.

Voilà donc un fait qui vous est acquis: je suis complice.

Le drame lui-même, où deux de mes gars ont dégusté des pruneaux et où un boche a trouvé une pauvre fin, je n'en parle pas, vous le connaissez certainement mieux que moi. Mais quand les journaux prennent leurs informations à l'hôpital du Havre où se trouve le S.S. rescapé, ou chez vous, pourquoi oublient-ils de noter par exemple que seul un des trois Français était armé avec le revolver du camion, et que les 2^e et 3^e balles du chargeur étaient mises à l'envers?

Que pensez-vous, S..., de trois gars qui partent avec l'intention de rectifier deux Allemands, qui ne s'arment même pas d'une manière efficace, et dont la seule arme dont ils disposent n'est pas en état de fonctionner normalement?

Il y a aussi les témoignages recueillis dès le lendemain. Les témoins ont d'abord entendu un bruit d'éclats de voix, puis quatre ou cinq coups de feu précipités, puis des cris, et enfin quelques secondes après un coup de feu isolé. Ce que la grande presse ne dit pas non plus, c'est que mis au courant de la bagarre par Brissonneau, j'ai tout de suite alerté les gendarmes, alors que si j'avais pensé qu'il puisse exister quelque chose de louche, nous étions encore d'assez grands garçons pour terminer cette affaire nous-mêmes.

Et puis, voulez-vous dire, S..., la raison pour laquelle vous avez interrogé le lendemain, pendant trois heures le S.S. survivant dans sa langue maternelle alors que le feldgendarme Lots parle le français mieux que vous ne parlez l'allemand? D'ailleurs, ce n'était pas un interrogatoire, c'était plutôt une conversation menée sur un ton amical, à laquelle les gendarmes présents ne comprenaient rien, ce qui vous permettait de taper vous-même à la machine ce que vous avez voulu faire dire à votre «prisonnier».

Ensuite vous avez voulu, S..., mélanger une affaire de trafic de pneus et en inculper Brissonneau. Or les receleurs ont été retrouvés à Sandouville, et comme par hasard Brissonneau ne figurait pas parmi eux. Non, «l'énigme de La Queue du Renard» pour vous n'est qu'un alibi. Ce que vous cherchiez depuis longtemps, vous l'avez: un prétexte pour avoir ma peau, la peau du maquis, et de toute la Résistance régionale. Nous le savons S... Nous sommes pour vous encore des rebelles, comme nous l'avons été au temps où vous obéissiez avec frénésie à vos maîtres allemands. Cette obéissance qui vous a valu une fiche que vous connaissez bien, une fiche que j'ai vue, et dont je possède un double, cette fiche N° S 45/3164 TNE 2383 où un certain S... Paul, commissaire, est recherché par le R.S.T. de Poitiers pour intelligences avec l'ennemi.

Et puis, qu'est devenu l'agent du S.D. nommé Duperthuis, parachuté en février 1945, incarcéré par la B.S.T. de Rouen, transféré à Baden, qui a déclaré à deux inspecteurs dont j'ai les noms que toute son activité était couverte par vous, S...¹.

Oh! je sais, vos précautions sont prises; vous avez tous les pouvoirs pour camoufler la vérité, comme vous avez eu celui de faire changer l'orthographe de la fiche. Mais vous oubliez qu'il n'y a jamais eu de C..., et que le commissaire S... Paul – vous – était bien à Nantes, comme il a passé à Lille. Les fantômes des deux F.T.P. fusillés dans cette ville ne viennent-ils pas hanter vos nuits? Et si vous niez ces faits, pourquoi donc avez-vous comparu devant un comité d'épuration?

C'est paraît-il à la suite de services rendus que vous avez obtenu de l'avancement!

Alors c'est bien ça, c'est ma peau que vous voulez? La peau de tous les résistants, la peau d'un passé qui vous fait honte. Cette haine à mort que vous avez pour moi ne date pas de La Queue du Renard. Elle date de l'assassinat du commissaire J..., votre neveu, où tout de suite vous avez eu la conviction que c'était moi le responsable, alors que j'ai dit NON, et que c'est NON, car vous savez que je sais prendre mes responsabilités.

Souvenez-vous d'une lettre que j'ai adressée le 4 août 1945 à l'intendant de police Duroc, lettre dans laquelle je lui faisais part de ma surprise de voir à ses côtés, lui, un héros de la Résistance, certains inspecteurs qui avaient du sang français sur les mains! Dans cette lettre, je lui disais que dans son entourage on avait décidé la rectification pure et simple de Brissonneau et de votre serviteur qui en savaient trop. Mais il y avait tout de même trop de risques... Il valait mieux attendre et salir par la calomnie l'honneur de ces hommes. Maintenant, c'est toute la clandestinité que vous voulez ressortir. D'autres plus qualifiés que vous l'ont déjà fait et ont cité le maquis Surcouf à l'honneur.

Non, voyez-vous, rien ne pourra jamais ternir l'honneur du maquis Surcouf, pas même les calomnies les plus basses et les plus viles, pas même vous, S...

Aujourd'hui, je vous dis: je n'ai pas fui, et si je ne me suis pas livré mains liées à votre haine, c'est parce que je dois rester libre pour défendre mes gars jusqu'au bout. Je ne veux pas fuir la justice, mais je comparaitrai quand il le faudra en homme libre, devant d'autres hommes libres et sans tache. Et si par votre science et votre fourberie, aujourd'hui comme hier je suis encore un hors-la-loi, attaqué par vous, par l'armée de traîtres

1. Il s'agissait de l'un de ces agents doriotistes repliés en Allemagne, que les nazis parachutaient sur le territoire français libéré pour y mener des missions favorables à l'armée allemande, ou s'y livrer à des provocations (note de l'auteur).

qui n'a pas encore désarmé, par les profiteurs auxquels nous avons voulu faire rendre gorge, et si je n'ai pas l'avantage d'être défendu par un parti politique parce que je n'ai jamais voulu en faire, je vous dis quand même, S..., que je préfère être dans ma peau que dans la vôtre, car je sais que j'ai pour moi l'estime de mes chefs et de mes hommes. Et si je passe un jour en Cour d'assises pour «complicité de meurtre par ordre» sur un S.S. en rupture de camp, ce sera le front plus haut que le vôtre le jour où vous avez comparu devant un comité d'épuration pour intelligences avec l'ennemi.

Quelque part dans le maquis, le 15 novembre 1946.

Robert Leblanc.

Cette lettre va connaître une grande audience et donner à réfléchir à beaucoup de journalistes qui n'avaient recueilli leurs informations que dans l'entourage du commissaire divisionnaire. Les précisions et les accusations qu'elle contient obligent tous ceux qui avaient tranché un peu trop rapidement à revoir leur position. L'opinion publique, d'abord ébranlée par les articles publiés dans la presse, ne tarde pas, suivant le ton nouveau employé par celle-ci, à modifier son jugement, et l'écho en parvient jusqu'à la prison de Rouen où, dans les cellules 7 - 15 - et 21, les inculpés voient leurs conditions de détention s'adoucir légèrement. Les pancartes «individus à surveiller» qui ornaient les portes de leurs geôles disparaissent bientôt, et le comportement de l'administration pénitentiaire évolue favorablement.

De son côté, la Confédération nationale des Maquis de France poursuit sa campagne de solidarité, et chaque numéro de son hebdomadaire *le Maquis* publie résolutions, communiqués et messages de sympathie qui parviennent de toutes les régions de France.

Sur le plan judiciaire, les défenseurs de Robert Leblanc: M^e Chauvin du barreau d'Evreux, bientôt relayé par M^e André Marie, député-maire de Barentin, ainsi que par l'avocat des détenus de Rouen: M^e Julia, livrent une bataille acharnée en utilisant au mieux toutes les armes procédurières mises à leur disposition par la loi.

L'affaire de La Queue du Renard va entrer dans sa dernière phase.

Un dénouement logique

C'est au début de décembre que parviennent à la Chancellerie les conclusions du rapport d'enquête établi par le 15^e Criminal Investigation Department. Bien que ce document ne soit fourni qu'à titre d'information, puisqu'il ne possède aucune valeur légale, il incite les services compétents à demander que

soient vérifiés les points principaux. Mais la crise politique qui remue les sphères dirigeantes depuis les élections législatives du 10 novembre 1946 n'encourage pas le zèle de fonctionnaires incertains sur les orientations futures, et il faudra attendre la constitution du gouvernement socialiste homogène de Léon Blum le 16 décembre 1946 pour qu'un nouvel élan soit donné aux affaires pendantes. La désignation de Paul Ramadier, qui succède à Pierre-Henri Teitgen, comme garde des Sceaux, et la nomination de Guy Mollet au poste de ministre d'Etat, tous les deux favorables aux milieux résistants, vont contraindre les revanchards à mettre une sourdine à leur campagne de dénigrement. Par la même occasion, ces changements relancent l'activité de certains secteurs administratifs dont l'inertie bloquait trop souvent le bon fonctionnement des institutions.

La fin de l'année 1946 arrive toutefois sans apporter de faits nouveaux pour l'instruction toujours en cours des dossiers. Buvat, Floquet et Brissonneau demeurent dans leurs cellules de Bonne-Nouvelle, et Robert Leblanc n'a que l'embarras du choix dans sa clandestinité pour se trouver un hébergement parmi tous les Compagnons qui se proposent généreusement.

Les premiers jours de l'an 1947 n'amenant aucun signe d'évolution favorable dans l'affaire de La Queue du Renard, l'impatience s'accroît au sein des comités de soutien aux inculpés, peu décidés à laisser «pourrir» la situation et le ton monte dans la presse représentative des mouvements de Résistance. C'est ainsi que le 11 janvier 1947, dans l'hebdomadaire *le Maquis*, Paul Seurre écrit dans son éditorial:

... Et pourtant l'ordre républicain, la rénovation républicaine, sont-ils possibles sans justice? Comment accepterions-nous de porter la responsabilité de la captivité de nos compagnons d'armes? Nous savons bien, et tout le monde sait, que nous n'avons qu'un mot à dire, un geste à faire, pour que s'écroule à Rouen cette prison Bonne-Nouvelle, paradis des S.S. et des miliciens, où ce sont les résistants que la «Tentiaire» signale comme dangereux. Et que pèseraient devant notre volonté de justice un «kommissaire» S..., un Blicq, un Lapierre qui se flattait l'autre jour d'arrêter Robert Leblanc, ce qui n'a même pas la saveur d'une galéjade, voire un Teitgen?

Il y a des choses avec lesquelles on ne saurait ruser. La Justice est de celles-là. En France, la Bastille a toujours tort. Un régime riche de quarante rois a pu mourir faute de l'avoir compris à temps...

De plus en plus souvent, les bulletins de liaison départementaux, qui touchent la quasi-totalité des anciens résistants, commencent à réclamer l'ouverture d'une enquête pour établir les

responsabilités d'une instruction jugée «scandaleuse». C'est également la même demande qui est formulée dans les nombreuses motions qui arrivent quotidiennement à la Chancellerie. Ces démarches constantes, qui se joignent à l'action vigoureuse menée par les défenseurs dans une âpre bataille juridique, portent bientôt leurs fruits puisque la Cour de cassation rend un arrêt qui dessaisit le parquet de Pont-Audemer, et enlève conséquemment le dossier de l'instruction au juge Blicq.

Un grand pas vient d'être franchi vers le dénouement.

A peine un nouveau magistrat vient-il d'être désigné pour reprendre l'affaire – en l'occurrence M. Homet du tribunal de Rouen – que Robert Leblanc se présente à son cabinet le 17 janvier accompagné de M^e de Bézenac, suppléant de M^e André Marie. A l'issue de cet entretien, le juge d'instruction signe immédiatement une notification de cessation de recherches, et le soir même, le chef du Surcouf regagne son domicile.

Les jours suivants sont consacrés par M. Homet à l'audition des témoins et de Rudolf Lots, ainsi qu'à l'étude des rapports d'enquête. Puis les 22 et 23 janvier, ce sera au tour de Brissonneau, de Buvat et de Floquet, d'être entendus par le magistrat.

Une semaine plus tard, le 29, un non-lieu est signé en faveur d'Edmond Floquet qui est aussitôt remis en liberté. La même mesure interviendra rapidement pour les autres inculpés. Sur le plan juridique, l'affaire de La Queue du Renard est terminée, le dossier clos, mais la majorité des gens n'en saura rien car la même presse qui avait publié des articles sur plusieurs colonnes en octobre et en novembre 1946, présentant le maquis Surcouf comme un gang, et son chef comme un bandit, n'en parlera pas ou se contentera d'un entrefilet de quatre lignes en dernière page. Ce qui amènera le journal local *le Courrier de la Risle* à faire le 8 février ce commentaire désabusé:

La Queue du Renard s'effondre!

Robert Leblanc n'est plus recherché. Brissonneau est en liberté, Floquet est en liberté, Le Dû est en liberté. Telles sont les extraordinaires nouvelles qui successivement nous parvenaient ces jours derniers.

Ainsi, ceux qui voici deux mois nous étaient présentés comme de dangereux bandits, comme les membres d'une association de malfaiteurs qui terrorisait les campagnes, sont de nouveau en liberté. Evadés? Non! Régulièrement libérés par la Justice, car en France, la Justice, souvent lente, finit toujours par triompher.

La fantastique aventure de La Queue du Renard, pourtant si bien orchestrée, s'effondre lamentablement ainsi que nous l'avions prévu. Le complot des «collabos» contre la Résistance échoue. Ne doutons pas que bientôt le dernier des détenus de La

Queue du Renard retrouvera lui aussi sa liberté. Et que tous ces braves gens, à qui certains ne pardonnent pas d'avoir aussi été des gens braves, seront lavés de tout soupçon. Il ne leur restera plus qu'à demander des comptes à ceux qui les diffamèrent si copieusement depuis les événements du 26 septembre. Sans doute garderont-ils une dent – une de celles qui sortent indemnes de l'aventure – contre ceux qui portent la responsabilité de leur détention prolongée.

A. R.

Ainsi se termine, à la confusion de ses instigateurs, cette affaire de La Queue du Renard qui suscita tant de passions, mais qui ravagea aussi la vie de ceux qui en furent les inculpés. Car il ne faut pas oublier qu'au lendemain de la conclusion par un non-lieu général, Robert Leblanc se retrouva ruiné une nouvelle fois. Pour cet homme que certains organes de presse n'hésitèrent pas à accuser d'avoir fait fortune au maquis, alors qu'il sortit de la guerre spolié dans son commerce et sans ressources, le drame du 26 septembre 1946, auquel il était complètement étranger, brisait à nouveau la reconquête sociale qu'il était en train d'opérer. Sa clientèle éparpillée, endetté par trois mois de traites impayées, il dut mettre en vente son entreprise et son matériel. Et ce grave préjudice, causé par la haine aveugle que lui vouait un ramassis de perfides revanchards, ne soucia jamais personne, ni ne provoqua pas la moindre crise de conscience chez ceux qui en portaient la responsabilité.

Ceux qui furent victimes un jour d'une erreur policière ou judiciaire savent bien qu'il ne faut jamais compter sur une autorité responsable, malgré les apparences qu'en donne la loi, pour obtenir un dédommagement tant matériel que moral. Une existence brisée, un avenir détruit ne pèsent pas lourd devant la lourde machine administrative et ses multiples rouages qui se refusent à assumer, les uns après les autres, les conséquences des ratés de l'engrenage.

Floquet, Buvat et Brissonneau en firent l'amère expérience à leur sortie de prison. Alors que les portes se fermaient à leur approche, ils ne durent leur survie, dans les premiers mois, qu'à l'affectueuse sollicitude de leurs proches et de leurs compagnons de la Résistance.

Faut-il le dire, jamais de semblables faits n'auraient pu se produire si une épuration sérieuse avait été effectuée au lendemain de la Libération. Alors qu'on se montra impitoyable pour les malheureux lampistes coupables d'une collaboration lucrative ou affective avec l'occupant, on se contenta souvent, dans les rouages essentiels de l'Etat, de mesures de déplacement, de mutations, de rétrogradations, qui ne firent qu'humilier, et par là même doter d'un esprit de vengeance, ceux qui les supportèrent.

Ainsi s'explique que dans différentes régions de France, on ait pu voir se développer certaines affaires qui mettaient en cause d'authentiques résistants dont le seul tort fut, aux yeux des collaborateurs recyclés, de s'être trouvés du côté de la vérité patriotique.

Si la plupart de ces intrigues venimeuses sombrèrent en cours de route, à la grande confusion de leurs auteurs, cela fut dû uniquement à la vigilance des organisations d'anciens résistants dont l'action, trente-cinq ans après, ne se dément toujours pas dès lors qu'une attaque se dessine à l'encontre des valeurs et des hommes qui s'affirmèrent dans l'adversité.

Ce qui reste merveilleux dans la grande épopée de la Résistance, et que nous pouvons encore vérifier aujourd'hui parmi ses survivants, c'est, en dépit des options idéologiques de chacun, la solidité du ciment fraternel qui unit ces hommes et ces femmes qui connurent et partagèrent les angoisses et l'exaltation du combat mené côte à côte.

A peine sorti des événements pénibles de cette affaire de La Queue du Renard, Robert Leblanc, dans un message reconnaissant adressé aux Compagnons de la Résistance normande, l'exprimait fort bien :

A quelque chose, malheur est bon, dit-on. Cette épreuve aura aussi, et surtout, prouvé que la Résistance n'est pas une page tournée, n'en déplaît à certains. Dans la quiétude du temps, on peut se trouver divisés un moment par toutes nos obligations. Mais dès qu'on nous attaque, nous nous retrouvons aussi unis. Et nous nous retrouverons toujours ainsi. C'est ce qu'il faut qu'on sache, une fois pour toutes¹.

Robert Leblanc est mort le 13 avril 1956 sur une petite route du Calvados, à Planquery. La voiture qu'il pilotait a brusquement quitté la route dans un virage et s'est renversée dans un fossé. Des quatre occupants du véhicule, un seul devait être légèrement blessé; le chef du Surcouf fut tué sur le coup. En raison de sa personnalité, les gendarmeries voisines de Balleroy et de Bayeux menèrent une enquête minutieuse qui aboutit à la conclusion d'un accident, sans toutefois pouvoir en déterminer les causes exactes.

Robert Leblanc repose aujourd'hui, suivant le désir qu'il avait souvent manifesté, au milieu de ses maquisards, tués au combat ou fusillés, dans le carré qui leur est réservé au cimetière de Pont-Audemer.

1. Extrait de la lettre adressée par Robert Leblanc aux Compagnons de la Résistance en février 1947.



EXTRAIT

du DÉCRET en date du 26 Avril 1945.
publié au J. O. du 21 Juin 1946.

portant nominations dans l'Ordre National de la
Légion d'Honneur :

ARTICLE 1^{er}- Sont nommés dans l'Ordre National de la Légion
d'Honneur :

AU GRADE DE CHEVALIER

.....
LEBLANC Robert, Capitaine 3^{ème} Région.

" Véritable entraîneur d'hommes ayant fait preuve des plus belles qualités de courage personnel et de patriotisme en même temps que de belles qualités de chef. Esprit clair, aux décisions rapides organisateur remarquable. A organisé et commandé les Forces de la résistance de Pont-Audemer dès novembre 1942. A pris une part brillante à la libération du département de l'Eure infligeant de lourdes pertes à l'ennemi."

.....
Ces nominations comportent l'attribution de la Croix de Guerre avec palme.

ARTICLE 2.- Le Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret qui ne sera pas publié au Journal Officiel de la République Française.

Par le Président du Gouvernement
Provisoire de la République

LE MINISTRE de la GUERRE.

Signé: DIETHELM.

Signé: DE GAULLE.

Pour AMPLIATION

Le Chef de la Section " DÉCORATIONS "

Nomination de Robert Leblanc
dans l'ordre national de la Légion d'honneur (Mme Leblanc)

Republique Française.

LIBERTE

EGALITE

FRATERNITE



— FORCES FRANÇAISES DE L'INTERIEUR. —

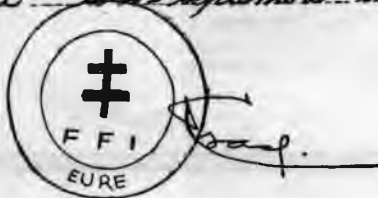
Le Général Commandant Leroy, chef départemental F.F.I.
Commandant t.c. de l'Eure, 1^{re} Région Militaire certifie que
M. Leblanc Robert
né le 16 janvier 1910 à Pont-Audemer (Eure)
a fait partie des Forces Françaises de l'Intérieur
du 1^{er} janvier 1941 au 1^{er} septembre 1944
avec le grade de Commandant
Il a participé aux affaires de:

A fondé le maquis Surcouf

A fondé le 1^{er} Bataillon de Normandie

Légion d'Honneur

Fait à Evreux le 1^{er} septembre 1945.



EXTRAIT

GÉNÉRAL DE GAULLE

c'est par la nouvelle de
la mort du Commandant
Gallane, pi-oum pioum
d'ignier, Madame, mes
bien sincères condoléances et

mes respectueux
souhaits. Je n'oublie
pas la veuve Surcouf

P. G.

Carte de condoléances du général de Gaulle à Mme Robert Leblanc,
après le décès du chef du Surcouf (Mme Leblanc)

EXTRAIT

du DÉCRET en date du 10 mai 1958.

publié au J. O. du 24 mai 1958.

portant concessions de la MÉDAILLE MILITAIRE.

ARTICLE 1^{er} . - Sont décorés de la Médaille Militaire :

.....
FLOQUET Edmond, Jules, Bernard -

" Jeune et ardent patriote, entré à l'âge de 17 ans au Maquis "SUROUPE" dès sa formation. N'a cessé d'être depuis lors, l'homme de confiance de son chef. Sans relâche, sabote les installations ennemies, convois des aviateurs alliés, du matériel parachuté à travers plusieurs départements.

" Au débarquement, sur la brèche de jour et de nuit, en embuscade, attaque sur les routes les convois allemands, intercepte et détruit du matériel, des camions, des canons, infligeant des pertes continuelles à l'ennemi.

" Volontaire en toutes circonstances pour couvrir la retraite, est capturé et parfois dans des situations presque désespérées, mais toujours grâce à une farouche détermination, parvient à rejoindre, forçant l'admiration de ses camarades de combat".

.....
CES CONCESSIONS COMPORTENT L'ATTRIBUTION DE LA CROIX DE GUERRE AVEC PALME.
ELLES ANNULENT LES CITATIONS ACCORDEES ANTERIEUREMENT POUR LES MEMES FAITS.

Signé : René COTY.

Par le Président de la République,
Le Président du Conseil des Ministres,
Signé : Félix GAILLARD.

Le Ministre de la Défense Nationale
et des Forces Armées,
Signé : J. CHABAN DELMAS.

POUR AMPLIATION
L'Administrateur Civil de
1ère Classe SOMMAIRE,
Chef du Bureau des Décorations,
P.O. Le Capitaine MONTAZEAUD.



Citation pour l'attribution de la Médaille militaire à Edmond Floquet
(M. Edmond Floquet)

LES COMPAGNONS DE LA RÉSISTANCE NORMANDE

Aux Herbagers, Bouchers, à tous les Producteurs et Commerçants honnêtes

Deux Boucheries témoins intitulées " Boucheries de la Résistance " viennent de s'ouvrir à BERNAY et PONT-AUDEMER.

Leur but est de faire baisser le prix de la viande qui s'est élevé ces temps derniers à un niveau inaccessible pour les salariés, retraités, etc.

La C. G. T., la C. F. T. C., les Familles Nombreuses, certains dirigeants de la C. G. A. appuient cette initiative destinée à remédier de toute urgence à la situation lamentable des " économiquement faibles ".

Un très grand nombre de producteurs et d'herbagers ont déjà compris qu'il était de leur intérêt de répondre à l'appel qui leur est fait par la Coopérative Ouvrière d'Approvisionnement des Compagnons de la Résistance Normande.

Des mouvements d'opinion d'une violence croissante se dessinent en effet en ce moment parmi la population un peu partout en France.

Les producteurs, herbagers, etc. doivent comprendre qu'il est indispensable de faire un geste immédiat **POUR MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC.**

Pour encourager l'effort de ceux qui participent à notre action, un tableau est affiché à la porte des Boucheries témoins de la Résistance, mettant à l'honneur les noms des fournisseurs actuels de la Coopérative et portant éventuellement à la connaissance de la population irritée les noms de ceux qui refuseraient leur concours.

Boucheries témoins et Coopératives sont d'ailleurs destinées à disparaître quand, d'une manière définitive le prix de la viande cessera d'être exorbitant.

Grâce aux bonnes volontés retrouvées comme au temps où la présence de l'occupant nous faisait nous serrer les coudes, la Normandie, première province délivrée du boche, sera la première à se délivrer du honteux héritage de l'occupant nazi.

Affiche des Compagnons de la Résistance normande
pour l'ouverture des boucheries-témoins. (M. Henri Lampérière.)

Franc Tireur ^{4 X}

QUE CACHE L'AFFAIRE du maquis Surcouf ?

ON PARLE D'UNE CHAÎNE D'ÉVASION
QUI AURAIT EXÉCUTÉ LES P. G. ALLEMANDS
QU'ELLE PROMETTAIT DE FAIRE LIBÉRER

Rouen, 1^{er} novembre. — Cependant que le commandant Leblanc, l'ancien chef du maquis « Surcouf », ne cesse de protester contre ceux qui l'accusent sans preuve d'avoir, après la Libération, continué à commander un gang de pillards et de bandits, à Pont-Audemer et à Rouen ce sont d'autres sons de cloches qu'on recueille.

Assez étouffés... par définition, les Normands ne s'engagent guère, et puis ils ont peur des représailles, disent-ils.

L'affaire sera-t-elle éclaircie ou bien étouffée ? On se le demande encore. Hier, le commandant Leblanc portait des accusations formelles contre un commissaire divisionnaire.

— C'est lui qui a monté cette affaire, disait-il ; il a agi par vengeance... Nous n'avons jamais réussi à le faire coffrer, c'était pourtant un agent de la Gestapo.

Cet homme n'était pas à Rouen pour la Toussaint... Quant aux personnalités de la police que j'ai pu voir, en bons indigènes, ils ne se compromettent point, eux aussi. Un fait précis : ils ne démentent pas.

— C'est possible... Il n'y a pas de fumée sans feu, mais vous savez qu'il a passé devant un Comité d'épuration...

Ceci ponctué d'un clin d'œil et d'un sourire en coin. Les choses en sont là, en attendant la défense de l'intéressé et aussi les contrôleurs de la Sûreté à Paris qui pourraient bien venir mettre leur nez dans l'affaire.

A dire vrai, ce n'est certainement pas là qu'il faudra chercher la solution du drame.

SUITE PAGE 4, COLONNE 7

De notre envoyé spécial
François-Jean ARMORIN

DEUXIEME PARTIE

Ceux qu'on jugeait indésirables

En Aquitaine: Roger LANDES

Dans l'Ain, le Jura et les Alpes: Henri ROMANS-PETIT

ROGER LANDES

Chevalier de la Légion d'honneur

Croix de Guerre avec palme

Military Cross avec barre

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance

CHAPITRE VIII

ROGER LANDES

«ARISTIDE» CHEF DE MAQUIS EN AQUITAINE

Un homme modeste et prudent

«Qu’important, voyez-vous, les passions soulevées *a posteriori* et les vaines polémiques, l’important est que nous soyons parvenus à faire triompher la cause de la liberté, et restaurer la dignité de l’Homme; le reste n’est que de peu d’intérêt. Et j’ai conscience d’avoir fait à cet égard, à mon modeste niveau, de mon mieux.»

L’homme qui me parle ainsi, dans son joli cottage de Stanmore, c’est Roger Landes, le légendaire «Aristide», ancien chef des F.F.I. de la région bordelaise.

En acceptant, sans enthousiasme, mais avec une grande sincérité, d’égrener avec moi ses souvenirs de quatre années de lutte dans les dures conditions de la clandestinité, l’officier du S.O.E.¹ a fait un louable effort dont je lui suis redevable, car cette période de son existence appartient pour lui au passé. Et pourtant, ce passé a marqué sa vie, comme il a laissé une empreinte indélébile en Aquitaine. Dans les vignobles bordelais, dans le bassin d’Arcachon, dans la forêt landaise, tous ceux qui vécurent les années d’occupation se souviennent d’«Aristide» comme de l’homme dont le nom était synonyme de lutte et de délivrance. C’est que le jeune chef résistant avait su organiser, armer, et mener au combat des groupes d’hommes qui lui accordaient confiance et respect. La démarche de Roger Landes fut toujours

1. Spécial Operations Executive: service chargé d’organiser et d’aider la Résistance dans les pays occupés.

fondée sur une volonté farouche de liberté, et sur la haine de toute forme de dictature. Sous une apparence modeste, sous un air débonnaire et parfois rêveur, «Aristide» dissimulait une personnalité hors du commun. Homme aux décisions promptes, au caractère inflexible et à l'honnêteté morale intransigeante, il sut, durant tous ces mois de fièvre, de tourmente et de combat, mettre sans faiblesse en application les leçons apprises dans les centres d'instruction qui l'avaient formé. S'il put survivre aux coupes sombres pratiquées par la Gestapo dans les rangs de la Résistance, à la suite de la trahison de Grandclément, il le doit essentiellement au fait qu'il respecta toujours scrupuleusement, et même quand aucun danger ne semblait planer, les règles strictes de sécurité qu'on lui avait enseignées. Sans cette soumission absolue aux mesures de prudence imposées par le commandement, sans cette méfiance instinctive qui lui faisait rejeter la tentation de la facilité, Roger Landes aurait sombré, comme tant de ses camarades dans les filets habilement tendus par la félonie.

Et je crois qu'en région bordelaise, la physionomie de l'histoire en eût été modifiée.

De l'école d'architecture au S.O.E.

Roger Landes naquit le 16 décembre 1916 à Paris. Il était l'un des cinq enfants d'une famille dont le chef possédait la double nationalité franco-anglaise. D'origine juive, son grand-père paternel avait fui en 1880 la Russie tsariste pour échapper aux sanglants pogroms, et était venu s'installer en Angleterre. Au début du siècle, s'étant fait naturaliser, il quitta Londres et choisit Paris pour exercer son métier de tailleur en bijoux. C'est là que s'implantera la famille, et c'est en université parisienne que Roger terminera ses études.

Au début de l'été 1939, frais émoulu de l'école d'architecture et diplômés en poche, le jeune Landes débarque à Londres pour perfectionner ses connaissances, seulement muni du mince viatique que sa famille lui a accordé pour lui permettre de faire son chemin. Il a vingt-trois ans. Entré comme assistant technique dans une agence du County Hall, il rêve de constructions futuristes et de lignes originales. Pas pour très longtemps car au début de septembre la tornade, maintes fois éloignée de justesse, s'abat sur l'Europe. Dès la déclaration de guerre, Roger Landes se présente au bureau de recrutement, mais ses patrons du conseil général considèrent que l'Angleterre a particulièrement besoin de techniciens, aussi réclament-ils un sursis qui est accordé. Roger est affecté à une équipe de spécialistes chargés des sauvetages et de la démolition après les premiers bombardements sur la

capitale britannique. Bien qu'il ait pris sa tâche à cœur, le jeune homme rongea son frein dans cette affectation qui lui paraissait être une mesure discriminatoire; aussi ce fut avec soulagement qu'il reçut sa feuille de route pour l'École des transmissions de Prestatyn, dans les Galles du Nord. Désigné pour recevoir la formation d'opérateur-radio, il se consacre alors à l'étude de la radiotélégraphie. Pendant de longs mois, les cours succèdent aux cours, et les séances d'entraînement aux séances d'entraînement. Mais un jour, une convocation urgente du ministère de la Guerre appelle Roger Landes à Londres, un certain major Gielgud demande à le voir. Lewis Gielgud était le chef du bureau de recrutement de la section française du S.O.E. fraîchement créée et, en compulsant les archives de l'armée, il recherchait parmi tous les soldats, ceux qui possédaient le rare privilège d'avoir la double nationalité franco-anglaise. Roger Landes était de ceux-là.

Il faut bien avouer que lorsque le jeune homme s'entend proposer son incorporation au sein de la «French Section», il ne montre pas un enthousiasme délirant. D'autant plus que le major Gielgud se croit obligé de lui préciser: «Vous êtes juif, donc particulièrement exposé au risque d'être torturé et tué de la manière la plus atroce si les Nazis vous prennent. Nous ne voulons que des volontaires, et vous êtes absolument libre d'accepter ou de refuser. Nous avons besoin de gens comme vous, Français de naissance. Si vous répondez affirmativement, et si vous passez les épreuves de l'instruction, vous aurez votre grade de lieutenant.»

Roger Landes ignorait encore la puissance de la Gestapo; il n'imaginait pas quelle serait la somme d'efforts et de sacrifices qui s'avèreraient nécessaires aux chargés de mission du S.O.E. pour mener à bien leur tâche difficile. Il ne pouvait savoir que sur une douzaine d'agents comme lui, le pourcentage des pertes envisagé tournait autour de 80%; bref, il n'avait aucune idée de l'avenir qu'il se préparait. Il réfléchit un peu, puis, le goût de l'aventure sans doute, s'ajoutant à son désir d'être utile, motiva sa réponse affirmative.

Quinze jours plus tard, Roger Landes faisait son entrée au château de Wanborough, près de Guildford, à l'École spéciale.

Les dés étaient jetés; la route difficile commençait.

Premier parachutage – Le réseau Scientist

Si l'instruction préliminaire parut un jeu d'enfant à la nouvelle recrue, le cours spécial de commando lui demanda de furieux efforts. L'entraînement forcené auquel on soumettait les futurs agents du S.O.E. leur faisait supporter d'épuisantes

manœuvres. Mais après quelques mois de cet exercice diabolique, ils devenaient rapidement des athlètes endurcis et des pratiquants redoutables du close-combat. Bien que de constitution moyenne, Roger se sortit fort bien de cette période contraignante, aidé par une volonté farouche de franchir les obstacles. L'École de parachutisme de Ringway qui l'accueillit ensuite le vit s'affirmer en cinq sauts seulement, et son stage en fut écourté de dix jours. Il fut alors dirigé sur Thames Park, près d'Aylesbury, pour y suivre des cours supérieurs de radio. Ses connaissances de bases acquises dans les transmissions furent complétées par l'apprentissage du codage et décodage, du dépistage des détecteurs, de la construction d'une station émettrice-réceptrice, et de toutes les astuces découlant de l'utilisation des différents modèles d'émetteurs à valise. C'est au cours de ce stage que Roger se lia avec plusieurs de ses camarades de promotion qui devaient s'illustrer sur la terre de France: Claude de Baissac, fils d'une famille noble implantée à l'île Maurice, Francis Suttill, jeune avocat dont le père fut président de la Chambre de commerce de Lille, et qui devait créer en zone occupée les réseaux «Prosper», Henri Peulevé, Gilbert Norman, Alec Rabinovitch, Jack Bloom, Marcel Defrance, Charles Hayes, etc., tous noms que les lecteurs d'ouvrages sur la Résistance connaissent bien.

Après ces longs mois de formation, il y eut la routine quotidienne à l'entraînement dans l'attente de la première mission. Chaque semaine, celle-ci était remise en fonction des problèmes qui survenaient au sein des réseaux s'implantant en France. Les premiers à partir furent Claude de Baissac et Henri Peulevé qui s'envolèrent en août 1942 pour être parachutés en zone libre près de Châteauroux. Un mois plus tard, Roger à son tour se rendait sur le terrain de Tempsford accompagné du colonel Buckmaster et du capitaine Simon, venus lui souhaiter bon voyage. Mais ce premier envol ne fut pas une réussite. Pris dans un tir de barrage de D.C.A. au-dessus de l'estuaire de la Gironde, l'appareil fut touché légèrement, et, comble de malchance, pris en chasse par des Messerschmitt. Le pilote eut toutes les peines du monde à leur échapper. Parvenus sur la dropping zone, aire de parachutage, les aviateurs ne virent aucun signal au sol, et le dispatcher vint prévenir Roger que le saut était annulé; ils rentraient à la base. Le trajet du retour ne fut pas non plus de tout repos car l'Hudson se trouva de nouveau aux prises avec les chasseurs allemands en survolant la baie de Biscaye. La plongée soudaine qu'effectua le pilote pour se soustraire à l'attaque précipita Roger contre la carlingue de si brutale façon qu'il demeura assommé un moment. Quand il reprit contact avec la réalité, l'avion se posait sur le terrain d'où il était parti quelques heures plus tôt.

Trois nouvelles tentatives ne furent pas plus heureuses, ce

qui montre bien en passant quelles difficultés rencontraient les équipages britanniques lors de leurs missions sur la France.

Enfin, le 2 novembre 1942, accompagné de Gilbert Norman, Roger Landes, sous le pseudonyme de «Stanislas», sautait en Sologne sur un terrain contrôlé par l'excellente équipe de réception dirigée par Pierre Culioli. Celui-ci emmena ses hôtes chez son beau-frère, M. Dutems, qui était le premier magistrat municipal de la petite ville de Mer, où ils passèrent le restant de la nuit; puis, le lendemain, à la ferme Brossard. C'est là qu'ils eurent la surprise de retrouver Lise de Baissac, la sœur de Claude, qui venait d'arriver pour un relais. Norman, devenu «Archambault» partit pour Paris où il devait rejoindre Francis Sutil.

«Stanislas» était à pied d'œuvre.

Pour Roger Landes, les premières émotions commencent dans le train qui l'emmène de Tours à Bordeaux, où il doit rejoindre Claude de Baissac. Calé dans un coin de compartiment, sa petite valise contenant l'émetteur dans le filet à bagages, il voit brusquement s'ouvrir la porte coulissante sur l'imposante stature d'un uniforme verdâtre. En un éclair, sans même remarquer la plaque ovale du feldgendarme, il comprend qu'il s'agit d'un Allemand, et c'est le premier qu'il voit! Autour de lui, les voyageurs s'affairent pour présenter leurs papiers, et Roger constate avec terreur que le policier fait ouvrir les valises de son voisin. S'il agit de même avec lui, sa mission aura été de courte durée! Car comment justifier l'émetteur? Mais l'Allemand, après avoir examiné d'un air rogue les faux papiers qu'il lui a tendus, se contente d'un grognement en les lui rendant, puis tourne les talons. Sans doute, le costume fripé et élimé ainsi que les chaussures poussiéreuses de Roger ont-ils contribué à le faire paraître insignifiant aux yeux du feldgendarme. La leçon en tout cas sera retenue, et le personnage de «Stanislas» comme plus tard celui d'«Aristide» demeureront fidèles à la même ligne de conduite: passer inaperçu, se diluer dans l'environnement.

A Bordeaux, Roger trouve assez facilement le Café Bertrand, quai des Chartrons, qui est le lieu de rendez-vous fixé avec Claude de Baissac, et ce dernier, déjà acclimaté à la vie française, accueille avec joie le renfort qu'il a réclamé. C'est qu'en Aquitaine le travail ne manque pas pour les hommes du S.O.E.: la Résistance, qui commence seulement à s'organiser, réclame une structure et un armement que seuls peuvent apporter les agents envoyés par Londres, qu'ils appartiennent aux services français du B.C.R.A. ou à ceux de la «French Section».

Apparue dès la fin de 1940, l'activité clandestine n'a cessé de bouillonner, mais elle a rarement réussi à montrer son efficacité.

Aux premiers appels rédigés par Charles Tillon, membre

du Comité central du parti communiste, par l'abbé Lasserre qui rassemble les prisonniers rapatriés, par le député Audeguil, l'un des quatre-vingts parlementaires qui ont refusé les pleins pouvoirs à Pétain, ont succédé des embryons de groupes comme ceux de Brugidou à Caudéran, Julliac à Bègles et René Jullien des Jeunesses communistes. Les premières recherches de renseignements sont le fait de Louis de la Bardonnie à Saint-Antoine-du-Breuilh qui fondera une antenne du réseau Confrérie-Notre-Dame pour le compte du colonel Rémy avec Jean Fleuret et Marie-Ange Gaudin. Pierre Girard s'intéressera de très près aux infrastructures du port et de l'aérodrome de Mérignac, et passera ainsi pas mal d'indications. Le professeur Auriac, de la faculté de médecine, transmettra également des informations, mais, dénoncé, il préférera se suicider plutôt que de subir les interrogatoires «musclés» du sinistre commissaire Poinsot qui s'est délibérément rangé sous la bannière à croix gammée. C'est le commandant Rollot qui jettera les bases de l'O.C.M. à Bordeaux, mais en fait le groupe le plus important sera celui créé par un négociant en vins, Léo Paillère, assisté de Jean Duboué, cafetier. Les renseignements qu'ils pourront recueillir seront dirigés sur le 2^e Bureau de l'armée française à Toulouse, jusqu'à ce que Duboué établisse le contact avec le S.O.E. Dès lors, la formation clandestine travaillera uniquement avec la centrale de Buckmaster. Dans la région, il convient encore de citer à Caudéran une antenne du réseau Alliance de Loustanau-Lacau avec Descudet et le père de Jabrun. A Arcachon, le capitaine de réserve Duchez et Mlle Bartette posent les premiers jalons du mouvement de résistance, de même que le général d'Harcourt à Hostens, et Jean Bernadet à Libourne.

Au début de 1941, le S.O.E. envoie trois de ses agents pour saboter le transformateur de Pessac, mais ces hommes ne parviendront à leurs fins qu'en juin. De son côté, le Front national commence une série d'attentats contre les gradés allemands, dont le plus spectaculaire sera l'exécution de l'intendant Reimers le 21 octobre, qui se soldera par le massacre de cinquante otages.

A la fin de cette même année, Libération-Nord s'implante en Gironde, tandis que le commandant Rollot consolide les bases de l'O.C.M. à laquelle se rallient de nombreux officiers dont les colonels Patanchon et Estrémé, ainsi que les commandants Thinières et Camplan. Peu après, Rollot parvient à établir la jonction avec le groupe S.O.E. de Duboué-Paillère, et déjà il suppose la création d'une armée secrète. Malheureusement en mars 1942, il entre en rapport avec André Grandclément, et cette relation s'avérera funeste pour l'O.C.M. en particulier et pour toute la Résistance bordelaise en général.

Lorsqu'en août 1942, Claude de Baissac arrive à Bordeaux, il a reçu pour instructions de développer et de fortifier le groupe

Duboué-Paillère. Déjà fort bien structurée, cette formation est solidement accrochée en Gironde. Particulièrement active, elle a préparé une vingtaine de terrains de parachutages et mis au point une chaîne de passage en Espagne; ceci indépendamment des renseignements qu'elle fait parvenir plus ou moins régulièrement à Londres. A cette époque, les Alliés envisagent un débarquement sur Bordeaux, et la mission de Claude de Baissac consiste à préparer un soutien résistant à cette opération. L'envoi en renfort de Roger Landes, porteur d'un émetteur dernier modèle, s'inscrit dans le cadre de ce projet, et le réseau prend définitivement le nom de «Scientist».

Claude de Baissac en contact avec Grandclément

Installé au-dessus du Café Bertrand, Roger Landes établit rapidement le contact avec Londres, et dès lors, chaque jour les informations partent pour le Centre. Mais le voisinage d'un groupe électrogène perturbe les réceptions radio, et l'opérateur va s'installer à Cenon, en banlieue, dans une villa appartenant à Bertrand. Cependant, dans le cadre de la mission qui leur a été confiée, les deux agents du S.O.E. organisent des zones de parachutages et forment des équipes de réception.

C'est que Winston Churchill a maintenu son idée d'un débarquement dans la région bordelaise: «S'il existe un moyen de s'emparer de Bordeaux en attaquant à partir du golfe du Lion, et d'ouvrir ainsi le port et les villes de la côte aux unités alliées venues de l'Atlantique, ce plan prend priorité sur tout autre projet d'invasion... La prise de Bordeaux donnerait aux Alliés un port et une tête de pont par lesquels des troupes venues d'Afrique et de Méditerranée pourraient entrer en France», écrit-il alors, et il ajoute: «Je donne ma préférence à ce projet en souhaitant qu'il soit examiné de très près.» On comprend donc que Baker Street consacre ses efforts à l'arrière de cette zone, et la présence de De Baissac et de Landes y prend une signification particulière.

Pour sa part, Claude de Baissac a établi de nombreuses liaisons avec différents responsables de plusieurs organisations. Sous le pseudonyme de «David», il s'est fait connaître de quelques chefs locaux alléchés par la promesse de parachutages d'armes que seuls, en cette période, les hommes du S.O.E. peuvent obtenir. C'est dans ce contexte qu'il est amené à faire la connaissance de Grandclément. Mais avant d'aller plus loin, arrêtons-nous sur ce personnage, déjà cité plusieurs fois, afin de mieux comprendre la suite des événements.

Fils d'un amiral, André Grandclément entre à l'École navale dont il va sortir officier de marine. Professant des opinions

royalistes, il devient rapidement l'un des familiers du colonel de La Rocque¹ qu'il accompagne d'ailleurs à Vichy de 1940 à 1942, lorsque ce dernier espérait beaucoup du régime de Pétain. Rallié au maréchal, il le renie brusquement au printemps de 1942 pour plonger dans l'action clandestine. Quelles furent exactement ses motivations dans ce changement soudain d'attitude politique? A vrai dire, personne ne semble le savoir, bien que différentes raisons aient été inconsidérément avancées. Quoi qu'il en soit, le hasard d'une connaissance permet à Grandclément de s'introduire au sein de l'O.C.M., et il réussit tellement bien à s'y faire valoir que le colonel Touny, responsable du mouvement, lui confie la région B². C'est pour le moins une promotion foudroyante autant qu'inattendue! En fonction de quoi, il vient s'installer à Bordeaux, sous couvert d'y créer une affaire de courtage d'assurances. Présentant bien, portant superbement l'insolence de ses trente-cinq ans, beau parleur et habile affairiste, il se glisse facilement dans les rangs, pourtant bien serrés, de la bourgeoisie locale. Ne faisant pas mystère de ses accointances dans le marché noir, il donne, dans son appartement du Cours de Verdun, de brillantes réceptions qui permettent à sa faconde de s'exprimer totalement. Menant un train de vie élevé, il ne dissimule pas son appartenance à la Résistance, clamant bien haut qu'il en est le chef, au grand effroi des notables bordelais partagés entre la peur que leur inspire sa fréquentation, et l'appât que représentent les trafics dont il leur permet de bénéficier. Rapidement, grâce à l'argent dont il dispose par l'O.C.M., il développe les structures mises laborieusement en place par le commandant Rollet. Louant maisons et appartements pour en faire des caches, engageant des légaux, achetant les complicités, il ne tarde pas à disposer d'une organisation étoffée qui lui apporte la considération de ses pairs. Malheureusement, même si sa sincérité au départ n'est pas douteuse, il commet tellement d'imprudences qu'il va très vite devenir un danger constant pour ses compagnons résistants. Certaines des initiatives qu'il prend frisent l'inconscience, tel ce fichier classé sous la rubrique «Polices d'assurances possibles» qu'il détient dans son bureau au vu et au su de tout le monde, et qui contient les noms et adresses en clair des gens de son groupe clandestin. Dans les bars bordelais, ce n'est un mystère pour personne que M. Grandclément est «un grand chef de la Résistance». Dans ces conditions,

1. Ancien président des Croix-de-Feu et fondateur du P.S.F. (Parti Social français).

2. Sur un plan opérationnel, pour la Résistance, la France était divisée en 17 régions calquées sur celles de l'autorité militaire. La région B comprenait la zone atlantique s'étendant de La Rochelle à Hendaye, et remontant en triangle sur le tracé de la ligne de démarcation de Saint-Jean-Pied-de-Port à Châtellerault (approximativement).

comment s'étonner qu'il ait attiré l'attention de la Gestapo? Le vrai miracle, c'est qu'elle ne se soit pas intéressée à lui plus tôt! Petit à petit, son pouvoir l'enivre véritablement, et il ne tarde pas à passer outre aux directives qu'il reçoit, sous prétexte qu'elles émanent de «ronds-de-cuir bureaucratiques»! Bientôt, rejetant toute dépendance vis-à-vis des organismes de direction, il en vient à se considérer comme le chef tout-puissant, prétendant traiter directement des questions stratégiques avec le général de Gaulle! Par sa personnalité débordante de vitalité et de suffisance, il étouffe littéralement les anciens responsables locaux de l'O.C.M., lesquels vont prendre l'habitude de s'en remettre à lui pour toutes les décisions qui s'imposent.

C'est donc ce personnage si voyant que «David», alias Claude de Baissac, rencontre comme interlocuteur pour l'O.C.M., et comme tant d'autres, l'agent du S.O.E. tombe sous le charme! De retour à Cenon, il informe «Stanislas» (Landes) de ses contacts avec le courtier en assurances, et formule le projet d'amener celui-ci à la villa «afin qu'il voie opérer la liaison avec Londres». Pour le coup, Roger se fâche et déclare qu'il veut s'en tenir aux mesures de sécurité qui lui ont été dictées par ses chefs, et ces consignes interdisent toute approche extérieure du lieu d'émission. Progressivement, de Baissac noue des rapports de plus en plus étroits avec Grandclément, et les deux hommes procèdent à l'installation de nouveaux terrains de parachutages. De son côté, Roger Landes, s'appuyant sur le groupe Duboué, organise des caches pour les deux opérateurs-radio qui ont été envoyés en renfort au réseau, et met en place de nouvelles «D.Z.¹» avec leur comité de réception. Au total, une vingtaine de terrains sont homologués par Londres en Gironde, dans les Landes, en Charente et en Dordogne. Cet effort exceptionnel répondait aux demandes du Centre, toujours préoccupé par un débarquement sur les côtes atlantiques.

Vers la fin de décembre 1942, un nouvel agent est envoyé par Buckmaster. C'est le capitaine Charles Hayes, qui, sous le pseudonyme de «Victor» prend en main l'instruction des résistants dans le maniement des armes et des explosifs. C'est également vers cette même époque que Claude de Baissac reçoit «Marie-Louise», une jeune femme venue par felouque depuis Gibraltar, pour lui servir de courrier et d'agent de liaison. Au fil des jours, bien que travaillant tous les deux pour «Scientist», Roger Landes et de Baissac s'appuient sur des groupes différents. «David» travaille en étroite collaboration avec les équipes de l'O.C.M. de Grandclément, tandis que Landes garde farouchement l'autonomie du groupe Duboué-Paillère. Se mon-

1. D.Z.: Dropping zones: aires de parachutages et d'atterrissages homologués par Londres.

trant extrêmement prudent dans ses relations, préférant ne donner ses instructions que par personne interposée, Roger appliquait absolument les directives qu'il avait reçues lors de sa formation. Le premier principe qui lui avait été inculqué: passer inaperçu, demeurait pour lui une règle constante. Tous ceux qui travaillèrent avec lui s'accordent pour dire qu'il avait l'art de s'effacer, de s'intégrer dans le «décor». Grâce à cette prudence innée, il fut l'un des seuls agents du S.O.E. qui n'ait jamais été arrêté, ni même pisté, et quand on sait ce que représentait la traque des services allemands et de leurs séides, on mesure toute la valeur de la performance. Roger Landes possédait de plus un véritable don, celui de pouvoir discerner la réelle personnalité des gens. Dès qu'on lui présentait quelqu'un, il se sentait d'instinct en confiance ou demeurait sur ses gardes. Sa première réaction était toujours la bonne, et, suivant l'impression qu'il ressentait, il prenait immédiatement ses distances sans écouter quiconque, ou bien poursuivait le contact. Interrogé sur cette faculté, il ne parvient encore pas aujourd'hui à l'analyser: «C'était comme ça; je sentais que je pouvais y aller franco, ou je restais replié sur moi-même; dans ce dernier cas, je m'appliquais à ne jamais forcer mon naturel.»

C'est sur cette sorte de prescience que se fonde Landes lorsqu'il se trouve en présence de Charles Corbin. L'homme lui fait aussitôt excellente impression. Ex-pharmacien, devenu inspecteur de police pour les besoins de la cause, Corbin fait déjà figure en cette fin de 1942 d'ancien résistant. Entré très tôt dans la lutte clandestine, sous le couvert de son poste d'officier de police apparemment pétainiste, il renseignait le jour ses camarades de combat sur les déplacements des Allemands et participait la nuit aux opérations menées contre eux. Travaillant pour un groupe distinct de «Scientist», il ne tarde pas à se rallier à ce réseau, sans pour autant couper les ponts avec ses anciens compagnons¹, et sa fille Ginette², qu'il a enrôlée, consacre beaucoup de son temps à la tâche ingrate et dangereuse d'agent de liaison.

C'est également un réflexe favorable qui permet à Roger Landes d'accorder sa confiance à deux hommes qui marqueront de leur empreinte la résistance aquitaine. Le premier, Léonce Dus-sarat, est un quincaillier de Dax âgé de quarante ans qui s'affirmera dans les Landes comme l'une des plus belles figures de la lutte clandestine. Cet homme trapu, carré, au regard franc et à la parole énergique, s'illustrera sous le pseudonyme de «Léon des Landes», et les maquis formés et commandés par lui connaîtront une intense activité du sud de Bordeaux à Mont-de-Mar-

1. Un des multiples cas de l'interpénétration des groupes résistants.

2. Ginette Corbin devait, après la guerre, devenir Mme Landes.

san. Le second, André Bouillard, est inspecteur de police à Bayonne. Patriote convaincu, d'une folle témérité, ce bouillant Basque animera et dirigera des commandos et des corps francs qui prendront une part active aux combats contre l'occupant. Surnommé «Dédé le Basque», André Bouillard, après avoir combattu sur tous les points cruciaux de la région, trouvera une mort glorieuse dans la bataille de la Libération.

Tous les deux seront pour Roger Landes, outre des amis sincères, des lieutenants fidèles et efficaces.

Premiers sabotages et première grande vague d'arrestations

En février 1943, après avoir reçu le feu vert de Buckmaster, Roger organise plusieurs actions d'envergure visant à affaiblir le dispositif allemand. La première opération entreprise consiste à saboter la centrale électrique, route de Bayonne, qui fournit le courant aux installations navales et portuaires de l'ennemi. Utilisant ses talents d'architecte, «Stanislas» établit un plan minutieux de la station, marque les endroits où doivent être posées les charges et trace les itinéraires à emprunter à l'aller comme au retour. Avec l'aide du groupe Duboué, il réussit fort bien son coup de main, et la centrale sera hors d'usage pour une longue période. Cette première action porte l'empreinte de Roger Landes, et elle va être suivie de beaucoup d'autres. Une semaine plus tard, la même équipe fait sauter les câbles allemands qui alimentent le terrain d'aviation de la Luftwaffe à Mérignac. Puis ce seront ensuite ceux des batteries antiaériennes à Deux-Poteaux, et ceux de la Médoquine. Quelques jours après, un poste de commandement du port est mis à mal, et l'émetteur-radio des Quatre-Pavillons détruit. Plusieurs autres opérations sont montées contre les installations ennemies, et devant cette flambée soudaine les Allemands réagissent en multipliant les patrouilles et en affichant des proclamations vengeresses. La Gestapo est sur les dents et procède à plusieurs interpellations dont le réseau Confrérie-Notre-Dame fera les frais, avec l'arrestation de Fleuret notamment.

Entre-temps, la Résistance a tenté de s'organiser plus militairement, et une conférence tenue à Poitiers a rassemblé le général Delestraint, le général Jouffrault, le colonel Murat, le commandant Rollot, Claude de Baissac et Jean Duboué. De cette réunion sort la décision de nommer un seul responsable départemental, et pour la Gironde, ce sera le colonel Patanchon.

Cependant à Londres, les plans d'invasion ont été modifiés, et il n'est plus envisagé de débarquement dans la région bordelaise. En conséquence, Claude de Baissac est rappelé d'urgence, ainsi que d'autres agents du S.O.E. dont Suttill, alias «Prosper». Recueillis par un Lysander, ces extraordinaires petits avions qui rendirent tant de services aux résistants, les deux hommes partent donc pour l'Angleterre. A Bordeaux, Roger Landes est confirmé dans son rôle de responsable de «Scientist», et on lui envoie en renfort un nouvel opérateur-radio, Marcel Defrance, qui, malgré son nom de consonance bien de chez nous, n'en est pas moins un sujet de Sa Majesté, Écossais bon teint.

A la pleine lune de mai, Claude de Baissac est de retour, porteur d'instructions nouvelles et, avec son arrivée, les parachutages reprennent un peu plus nombreux. Les stocks d'armes sont entreposés dans des chais, maintenant vides, des métairies, et dans les profondeurs de caches forestières. Les maquis de «Scientist» sont largement approvisionnés et, en règle générale, tous les groupes structurés qui en réclament reçoivent un armement substantiel. On peut dire en passant, à cet égard, que bien des régions françaises n'eurent pas la même chance!

Mais cette euphorie va être de courte durée. Déjà, dans tout le Sud-Ouest, la situation se dégrade pour les forces clandestines. Des arrestations brutales, des perquisitions inattendues jettent l'émoi dans quelques secteurs. En juin, les descentes de police se multiplient, et plusieurs responsables sont appréhendés par la police allemande. Chaque fois, la Gestapo frappe à coup sûr, comme si elle était parfaitement renseignée. Roger Landes doit faire face à ce nouveau problème, car le démantèlement d'équipes entières brise toute l'organisation, et «Scientist» n'est pas épargné. Vers la fin du mois parvient la nouvelle de la tragédie des groupes «Prosper». Suttill et Norman sont arrêtés en même temps qu'un grand nombre de leurs agents¹. Dans la région bordelaise, la pression allemande ne se ralentit pas: le commandant Grandier-Vazeille, André Meunier, membre du comité central girondin de Résistance, sont pris, ainsi que plusieurs hommes du maquis landais. Devant ce désastre qu'il ne s'explique pas, Claude de Baissac décide de repartir pour Londres, afin d'y rechercher de nouvelles instructions, et un Lysander vient le prendre avec sa sœur sur une D.Z. en Anjou. Roger Landes, à nouveau seul, s'efforce de tenir la barre, mais il se

1. Voir un aspect de ces faits dans *la Résistance normande face à la Gestapo*, du même auteur aux Presses de la Cité (pp. 85 à 90).

rend compte qu'à un niveau assez élevé la trahison s'est installée.

Le 14 juillet 1943, Roger Landes est avisé par Baker Street que Claude de Baissac ne reviendra pas à Bordeaux. En fonction des nouveaux plans de débarquement, il est affecté en Normandie, et «Stanislas» reçoit le commandement définitif des départements où rayonne «Scientist». Il modifie donc aussitôt les structures du réseau dans les trois zones dont il a la charge. A cet effet, il désigne les chefs de secteur en les invitant à ne prendre d'ordres qu'auprès de lui. Pour la Gironde, Paillère et Duboué sont maintenus à la tête des groupes. Dans les Landes, Léonce Dussarat, «Léon des Landes», prend en main les différentes équipes, cependant qu'André Bouillard, «Dédé le Basque», conserve le commandement dans les Basses-Pyrénées. Enfin, pour les formations de légaux, Alfred Tronche, un ingénieur de Biscarrosse, est désigné pour le Sud bordelais. Les autres responsables nommés sont: Julien André à Ychoux, Franck Nicole, Jacques Furt-Fortage et François Faget. A Bordeaux, Roger ne conserve auprès de lui que Charles Hayes, «Victor», et son «courrier» «Marie-Louise». Les deux émetteurs-radio fonctionnent, l'un dans un appartement près du jardin de la Mairie, l'autre, avenue de la République à Caudéran.

La tragédie de Lestiac

Le mardi 2 octobre 1943, alors que le jour n'est pas encore levé, trois camions de S.S. et plusieurs voitures de la Gestapo arrivent à Lestiac. Rapidement, les Allemands cernent la villa «Le Chalet» de Jean Duboué. A l'intérieur, ce dernier, sa femme et sa fille dorment encore, de même que Charles Hayes arrivé la veille. Aux premiers bruits, tous comprennent qu'ils n'ont guère d'espoir de s'en tirer, mais les deux hommes décident de vendre chèrement leur peau. Ils barricadent portes et fenêtres, ne se ménageant que des ouvertures de tir. Leur stock de munitions est plus que convenable, et ils sont résolus à en faire bon usage. Au-dehors, les assaillants tentent d'enfoncer la lourde porte d'entrée, mais ils doivent reculer sous le feu nourri qui les accueille. Pendant plus de deux heures, la bataille fait rage, et les Allemands, dérouterés par cette furieuse riposte, mettent alors le feu à la maison en jetant des grenades incendiaires. Mme Duboué est atteinte, de même que Charles Hayes, tous deux sont sérieusement touchés. Afin de tenter de sauver son épouse et sa fille, Duboué cesse le combat. Les S.S. font irruption et, après avoir tout saccagé, rouent de coups les quatre occupants. Sans ménagement, les blessés sont hissés dans un camion qui les emmène à l'hôpital, dans le service allemand, cependant que

le courageux résistant et sa fille partent sous bonne escorte pour le siège de la Gestapo, où ils subiront les épouvantables interrogatoires habituels avant d'être incarcérés au fort du Hâ¹. Dès qu'il apprend la nouvelle, Roger Landes monte une opération pour faire évader son ami Hayes et Mme Duboué de l'hôpital. Minutieusement, il relève le plan des lieux, l'emplacement des poste de garde et les accès aux chambres. Grâce à la complicité de deux médecins et de plusieurs infirmières, la tentative est fixée au samedi 16 octobre. Un groupe d'hommes solidement armés doit occuper plusieurs endroits proches de la grille, derrière l'hôpital. Un commando pénétrera dans le service où sont gardés les prisonniers, tandis qu'un camion, moteur au ralenti, attendra le signal pour entrer. Les sentinelles seront mises hors de combat; toute l'action ne devra pas excéder dix minutes. Le plan est bien au point, et les hommes sont déjà rassemblés lorsque, quelques heures avant l'opération, un médecin de l'hôpital fait prévenir Roger Landes que les Allemands sont venus dans l'après-midi chercher les blessés pour les emmener en prison. Pour tous, la déception est terrible, et «Stanislas» comprend qu'il ne pourra pas sauver ses amis.

En effet, Charles Hayes, incarcéré au fort du Hâ, va être d'abord interrogé «en douceur» par le S.S. Hauptsturmführer Dhose avant d'être livré aux tortionnaires de la Gestapo. Sous la torture, il indiquera l'emplacement de plusieurs stocks d'armes et de quelques terrains de parachutages, mais ou bien ils étaient inutilisés depuis longtemps, ou bien ne présentaient qu'une faible importance. En tout cas, il ne nomma aucun de ses camarades et réussit à berner les Allemands sur les relais et les boîtes à lettres. Questionné sur le lieu de retraite de «Stanislas», que Dhose voulait absolument appréhender, Hayes parvint à le convaincre qu'il avait fui en Espagne. Néanmoins, appliquant les règles de sécurité, Landes abandonna son refuge de Cenon pour se réfugier à Caudéran chez les Faget. C'est de là qu'il informa Londres des arrestations de Hayes et de la famille Duboué.

Pendant ce temps, dans toute la région bordelaise, depuis le mois de septembre, le climat s'est sérieusement dégradé. Des centaines d'arrestations opérées par la Gestapo ont perturbé l'activité des résistants. Particulièrement atteints, les groupes de l'O.C.M. et de l'Armée secrète doivent se diviser pour se réorganiser en catastrophe, mais chaque fois, comme si l'ennemi suivait à la trace leurs évolutions, les formations clandestines se trouvent rapidement démantelées. Les membres des autres réseaux, qui sont en relations avec elles, n'évitent pas les rafles soudaines des équipes de Dhose ou de Poinsot. Effrayés par cette brutale saignée, plusieurs responsables estiment que la tra-

1. Ils seront déportés.

hison rôle dans les rangs résistants. Roger Landes est de ceux-là; pour lui, les coupes sanglantes de la Gestapo ne peuvent être dues qu'à des traîtres qu'il faut démasquer. C'est à cette tâche qu'il entend s'employer, malgré les appels réitérés de Londres qui lui enjoignent de rejoindre l'Angleterre. Car au S.O.E., on commence à s'inquiéter bougrement de cette cascade d'arrestations, et il a été décidé de rappeler tous les agents en poste en région B afin de procéder à un examen minutieux de la situation en vue d'une prochaine réorganisation.

Mais, pour l'instant, accaparé par les soucis qui accablent son propre réseau, «Stanislas» fait la sourde oreille!

CHAPITRE IX

L'affaire Grandclément

Depuis la fin du mois de juin 1943, la Gestapo sait qu'André Grandclément est le chef tout-puissant de l'O.C.M. du Bordelais. Il y a déjà pas mal de temps que Dhose tient à l'œil l'imprudent courtier en assurances, et s'il n'a pas ordonné son arrestation, c'est que, fidèle à sa tactique, le rusé S.S. médite un plan beaucoup plus grandiose que la simple prise d'un pion, si important fût-il, sur l'échiquier de la Résistance. En fait, Heinrich Friedrich Dhose n'est pas un personnage conforme aux habituels agents du service allemand. Policier de métier, il a été formé à la dure école de la Geheime Staats Polizei, et il n'a jamais caché que les méthodes psychologiques retenaient davantage ses faveurs plutôt que les traditionnels interrogatoires musclés fort en honneur parmi ses collègues. Au physique, c'est un grand garçon avenant au visage affable, et d'une prestance portant coquettement la trentaine. Ses goûts sont assez raffinés, tant sur le plan de la table que sur celui des femmes, et il use volontiers d'un certain charme qui, allié à un raisonnement subtil, vient à bout de résistances pourtant bien trempées. Tel est l'homme qui, en cet été de 1943, tend ses filets sur l'activité clandestine d'André Grandclément. Déjà, il connaît l'emplacement de plusieurs dépôts d'armes et possède une liste de plus de cent cinquante noms d'hommes et de femmes appartenant à la formation résistante. Mieux même, il est parvenu à reconstituer l'organigramme de l'O.C.M. en Aquitaine! Mais ce qu'il veut, car il sait toutes les imbrications du mouvement, c'est anéantir du même coup les groupes qui gravitent autour de cette organisation mère. Patiem-

ment, il accumule détails et renseignements et, lorsqu'il pense tenir en main tous les éléments du puzzle, il se décide à frapper brusquement.

Nous sommes au milieu du mois d'août 1943; la Gestapo lance un coup de filet géant. Une centaine de personnes sont arrêtées. En catastrophe, le commandant Rollot fuit vers l'Espagne, et Grandclément se réfugie à Paris. Mais les limiers de Dhose connaissent tout des fréquentations de ce dernier; en fait, ils le filent depuis déjà longtemps, et le 19 décembre, le chef de l'O.C.M. est arrêté à Paris rue de Presbourg. Amené avenue Foch, au siège central de la Gestapo, le prisonnier est interrogé assez rapidement, puis aussitôt transféré à Bordeaux.

Dhose va pouvoir exercer ses talents de fin psychologue.

Dans la journée du 23, Grandclément est introduit dans le bureau du policier allemand. Ayant été assez malmené à Paris, après avoir médité en prison pendant trois jours, il s'attend à passer des heures difficiles. Or, l'homme qui le reçoit, après avoir congédié les gardes, lui désigne un siège et, au lieu d'un interrogatoire brutal, entame une banale conversation, qu'on pourrait qualifier «de salon», au cours de laquelle il est question du charme de certains quartiers de Bordeaux, de la renommée des vignobles environnants, du style des colonnades du Grand Théâtre ou de celui de l'hôtel de Nairac. Mettons-nous à la place de Grandclément! Il est arrivé dans le bureau de Dhose, la tête déjà rentrée dans les épaules, s'attendant à subir les différents supplices qui font la sinistre renommée de la Gestapo, et, au lieu de voir s'abattre sur lui les volées de coups de cravache ou de nerf de bœuf, il rencontre un personnage d'une grande courtoisie qui l'entretient aimablement de l'art et de l'économie!

De fil en aiguille, la conversation roule sur les difficultés de l'époque et sur la conjoncture actuelle. Dhose se montre pessimiste; l'Allemagne va sûrement perdre la guerre, mais il ne faudrait pas que la France tombe sous la coupe des bolcheviques. Connaissant le violent anticommunisme de son prisonnier, il dépeint un tableau bien sombre d'une victoire des Rouges, et, insensiblement, Grandclément se laisse entraîner dans cette voie dangereuse. Bientôt le policier se montre plus direct; le combat entre Allemands et Français est un faux combat, le véritable ennemi contre lequel il convient de faire front commun, c'est le communisme! Alors pourquoi ne pas s'entendre et préparer ensemble l'alliance future qui stoppera les prétentions expansionnistes des hordes staliniennes? Grandclément est ébranlé par le raisonnement, et fasciné par l'apparente sincérité de son interlocuteur. Il admet en effet qu'il n'a rien de commun avec les affreux partisans communistes qui frappent ici et là les officiers allemands isolés. Sa conception de la lutte est autre, et il

ne saurait partager une idéologie aussi sanguinaire. Alors, insidieusement, Dhose abaisse ses cartes; il connaît tout de l'organisation dirigée par Grandclément, les caches, les hommes, les dépôts d'armes. Seules lui manquent quelques petites précisions, mais c'est une question de temps. A son vis-à-vis stupéfait, il montre une liste de près de deux cents noms de personnes appartenant au mouvement, liste qu'il n'a pas eu grand mal à se procurer puisqu'il l'a saisie lors d'une perquisition au bureau du courtier dans un fichier classé «Polices d'assurances possibles»! Et parmi ces noms figurent ceux de Malheyrand et de Chazeau, les lieutenants de Grandclément, dont il se hâte de dire que les familles sont déjà arrêtées.

Le chef de l'O.C.M. est atterré et subjugué; alors, sentant le moment propice, Dhose propose: «Vous me livrez tous les dépôts d'armes, et moi je fais libérer vos amis, tous vos amis. C'est maintenant que nous devons préparer l'avenir pour le jour où notre armée quittera votre sol.» D'abord abasourdi par l'ampleur de la volte-face qui lui est demandée, Grandclément commence par refuser, puis, cédant du terrain sous l'argumentation de Dhose, il réclame un délai de réflexion qui lui est accordé jusqu'au 24 au matin.

Aux premières heures de la matinée, après avoir pu voir sa femme arrêtée elle aussi, il accepte la proposition, mais demande au préalable de pouvoir consulter Chazeau et Malheyrand, donnant sa parole d'honneur qu'il ne cherchera pas à s'enfuir. Cette condition n'embarrasse guère Dhose qui détient toujours Mme Grandclément, et qui a probablement dû prendre ses dispositions. A midi, tout est joué, le «chef» sort libre des bureaux de la Gestapo.

Derrière les carreaux du vestibule, en le voyant s'éloigner, Dhose se frotte les mains. Il a gagné.

En quittant la villa de la Gestapo, au Bouscat, Grandclément prend conscience de son engagement. Les arguments du policier allemand l'ont certes convaincu de conjurer le péril rouge en acceptant le «pacte», mais il mesure toute la difficulté qu'il va éprouver pour persuader ses camarades de la justesse de son attitude. Un seul comportement possible: laisser croire aux uns et aux autres que c'est lui, Grandclément, qui détient les meilleures cartes en jouant un double jeu subtil dont Dhose fait les frais. En vérité, s'il se sent à peu près certain de l'approbation de Chazeau et de Malheyrand, qui partagent en gros ses opinions politiques, il se rend compte qu'il aura certainement beaucoup plus de mal à convaincre les autres responsables résis-

tants. Or, à la charnière des différents groupes se trouve «Stanislas». C'est en effet grâce à lui et à son réseau que la Résistance a pu être armée, et nombreux sont les chefs locaux qui s'inquiéteront immédiatement de son avis. Il faut donc en priorité s'assurer, sinon de l'accord, du moins de la neutralisation de l'officier du S.O.E. Pour le contacter, un seul moyen: la liaison habituelle fournie par Charles Corbin. En hâte, le patron de l'O.C.M. file donc à Caudéran, avenue Guynemer, exposer à celui-ci sa démarche et solliciter une rencontre avec Roger Landes. Corbin accepte de prévenir ce dernier; une réunion est organisée, à laquelle assistera également Marcel, le radio.

Dès les premières explications de Grandclément, «Stanislas» se cabre. La discussion devient orageuse, si orageuse même qu'à un certain moment l'agent du S.O.E., se rendant compte de la trahison, se saisit de son pistolet pour abattre son interlocuteur. Un coup d'œil éloquent de Corbin, qui désigne la pièce voisine dans laquelle se tiennent sa femme et sa fille, et qui craint que la maison ne soit surveillée par les sbires à la solde de Dhose, retient Landes dans son geste, mais la carrière de Grandclément a bien failli se terminer là¹.

Lorsqu'il quitte Caudéran, le courtier en assurances, malgré ses protestations hypocrites de bonne foi, se rend compte que son crédit est ruiné vis-à-vis des hommes du S.O.E.; quant à «Stanislas», il commence à mieux comprendre les raisons des coups terribles qu'encaisse la Résistance locale depuis quelque temps, Grandclément devant être filé depuis longtemps déjà.

Désormais, entre les deux hommes, c'est une lutte impitoyable qui va commencer, avec pour objectif la propre survie de chacun.

Grandclément prend le dessus

Fidèle à sa promesse faite à Dhose, Grandclément revient à la villa de la route du Médoc au Bouscat. Ainsi qu'il l'avait prévu, il a pu rallier à sa cause ses deux principaux lieutenants, Chazeau et Malheyrand; mais il se garde bien d'avouer qu'il a échoué avec les hommes du S.O.E. Le policier allemand n'est sûrement pas dupe, mais il sait faire la part du feu; l'essentiel

1. Il subsiste, dans le prolongement de la trahison de Grandclément, une inconnue: c'est la raison pour laquelle le comité directeur de l'O.C.M., rapidement informé du fait, ne prit aucune mesure pour éliminer le traître. Claude Serreules, le successeur de Jean Moulin, enverra pourtant un rapport le 7 octobre, indiquant que «le responsable régional en zone B de l'O.C.M., le fils de l'amiral Grandclément, est passé au service de la Gestapo. Il doit être recherché, et mis hors d'état de nuire». Pourtant, rien ne sera entrepris contre Grandclément!

est d'avoir réussi à disloquer l'unité de la force clandestine, et de pouvoir récupérer le maximum d'armes parachutées. Il espère d'ailleurs bien élargir la brèche par la suite en utilisant certains éléments de la formation asservie.

Dès la fin du mois, le «pacte» fait ressentir ses premiers effets. Dhose libère quelques résistants de l'O.C.M., et l'équipe de Grandclément livre les premiers stocks d'armes. Ainsi sont remis aux Allemands les dépôts constitués à Sabres, dans les Landes, à Pissos, à Lacanau, à Blaye, à Labrède, au Temple et à Saint-Médard, soit près de cinquante tonnes d'armement: explosifs, mitraillettes, munitions!

Ayant rapidement appris la razzia, Roger Landes fait déplacer en hâte les stocks de son propre réseau et alerte ses fidèles: Léonce Dussarat et André Bouillard (Léon des Landes et Dédé le Basque) qui s'empressent de déménager toutes les réserves dont ils disposent pour leurs maquis, en même temps qu'ils replient leurs unités sur d'autres bases. Tous les deux vont d'ailleurs bouleverser les structures de leurs groupes, par mesure de sécurité, en reformant entièrement l'organisation des liaisons et des boîtes à lettres. Cette heureuse initiative de ces hommes prudents et énergiques sauvera leurs valeureuses formations.

Pendant, comme l'avait voulu Dhose, le climat s'est sérieusement «pourri», car tous les résistants libérés ne jurent que par Grandclément tandis que ceux qui vitupèrent sa trahison le condamnent sans appel. L'intéressé, lui, fort de son entente avec la Gestapo, a repris sa vie habituelle. Parlant haut et fort dans les lieux publics, donnant toujours de brillantes réceptions, il va jusqu'à se targuer d'avoir «mis les Allemands dans sa poche»! Il a repris langue avec plusieurs chefs de l'O.C.M. de différentes régions, et s'est évertué à renouer les contacts avec certains groupes appartenant à d'autres mouvements. En fait, Dhose a trouvé en lui un zélé propagandiste, puisqu'il répercute partout les théories du policier allemand sur la nécessité de préparer l'avenir en conjurant le danger communiste.

Mais à Paris, la trahison de Grandclément est connue, et le comité militaire désigne un autre responsable pour la région B en la personne du colonel Camplan, mais, curieusement, personne ne donne l'ordre d'éliminer l'ancien chef! Fort de cette bizarre indifférence, le courtier en assurances multiplie ses interventions en faveur du «pacte», et il n'hésite pas à se déplacer pour tenter de convaincre le maquis. Malheureusement pour lui, tous ne comprennent pas ce singulier revirement, et des hommes, comme le colonel de Marguerittes s'opposent violemment à ses

1. Vieux soldat intraitable, le colonel de Marguerittes s'illustrera lors de la libération de Paris, sous le nom de Lizé, en s'opposant également à la «trêve».

entreprises. Ce sera notamment le cas à Lencouaq où les francs-tireurs refuseront de remettre leurs armes et ouvriront le feu sur l'équipe constituée par Dhose et Grandclément; ceux-ci s'en tireront de justesse, mais Chazeau sera tué.

Insensiblement, avec une maestria digne des meilleurs diplomates, le policier allemand amène son homme lige à s'enfermer dans une trahison chaque jour un peu plus accentuée. Le «Chef» en est-il conscient? Il semble bien que oui, mais à vrai dire il n'a plus de solution de rechange. Il lui faut jouer le jeu qu'il s'est laissé imposer. Bientôt, après les armes, ce sont les hommes rebelles à s'aligner sur le «pacte» qui vont être saisis. Très vite, Charles Corbin a compris le danger, et il s'éloigne de son domicile, car il serait une cible de choix. De son côté, Roger Landes a alerté les services de Buckmaster, et Londres commence à mettre en garde tous les résistants en dénonçant à la B.B.C. les manœuvres de Grandclément. A Baker Street, on se montre très inquiet de cette félonie qui, non seulement permet aux Allemands de s'emparer d'un armement qui a demandé tant d'efforts pour parvenir en France, mais qui risque également de désorganiser toute une zone considérée comme vitale pour les plans alliés. Les nouvelles d'Aquitaine devenant de plus en plus mauvaises, le S.O.E. décide dans la dernière quinzaine d'octobre de rappeler impérativement Roger Landes. Trop vulnérable maintenant par les menées de Grandclément, le réseau «Scientist» est pratiquement condamné, et la centrale londonienne s'efforce de sauver l'essentiel, et surtout ses agents.

Tant bien que mal, avant de partir, «Stanislas» réorganise un peu sa formation en l'appuyant sur des gens sûrs: Paillère, Dussarat, André Bouillard, Franck Nicole, l'ingénieur Tronche, Julien André, les Faget, et Jacques Furt-Fortage. A tous ceux-là point n'est besoin de faire la leçon; ils savent parfaitement les dangers représentés par Grandclément et son entourage, et ils s'en tiendront prudemment à l'écart.

Le 29 octobre, Baker Street ordonne à Landes de partir immédiatement pour l'Espagne, en précisant dans son message: *Pour passage Espagne, votre nouvelle couverture: capitaine William Curtis, commando canadien, évadé oflag Allemagne – Stop – Voiture attaché militaire vous attendra trois novembre, je dis trois novembre, à vingt heures, à Iruzon, croisement rivière Iraquil – chemin de fer Andoain – Pampelune – Stop – Bonne chance – Terminé.*

Le 30, Roger Landes déménage son émetteur et va le mettre à l'abri dans une cache sûre.

Au soir du 1^{er} novembre, accompagné de Charles Corbin, «Stanislas» quitte Bordeaux. Une page est tournée.

Roger rentre en Angleterre en passant par le camp de Miranda

Roger Landes avait décidé d'emmener avec lui Charles Corbin afin de le soustraire aux recherches probables de la Gestapo. De toute façon, il était complètement «grillé» en Aquitaine, et ses compétences, en matière de lutte clandestine, seraient fort utiles à Londres en vue d'autres missions. Les deux hommes arrivent donc à Bayonne où Dédé le Basque les pilote jusqu'à la ferme d'un passeur, ils y retrouvent trois autres personnes, dont un ecclésiastique, qui s'apprêtent également à franchir la frontière. A la nuit, le petit groupe se met en route pour une longue et difficile marche à travers la montagne enneigée, par des sentiers pentus et escarpés. Au petit matin, leur guide les quitte en leur désignant la vallée toute proche en terre espagnole. Epuisés, les fugitifs s'accordent quelques instants de repos avant d'entamer la seconde partie de leur périple. Il est près de midi lorsqu'ils atteignent, morts de fatigue, la petite localité d'Oyarzun où un aubergiste consent à leur servir une copieuse paella, moyennant une coquette somme de pesetas. Jusque-là, malgré ces pénibles et éprouvantes heures de marche, leur voyage s'est bien passé. Ils ont eu la chance d'éviter les patrouilles et les rondes de douaniers; c'est à la gare que les choses se gâtent. Alors qu'ils attendent le train pour Pampelune, ils sont interpellés par des policiers de la «Guardia civil». Leur mauvaise connaissance de la langue et leurs explications confuses ne peuvent dissimuler leur état de voyageurs clandestins. Emmenés au poste et sommés de présenter leurs papiers, ils se trouvent contraints de reconnaître qu'ils n'en possèdent pas. Landes recourt alors à la «couverture» qu'on lui a indiquée: «Je suis officier canadien évadé d'un camp de prisonniers, et mon compagnon également, nous réclamons l'hospitalité de l'Espagne neutre.» Cette explication paraît satisfaire leurs interlocuteurs qui se contentent de les enfermer dans une cellule; mais dans la soirée, après leur avoir fait préciser qu'ils sont en mesure d'en payer la pension, ils les placent dans un hôtel voisin, sous la surveillance d'une sentinelle. Ils y restent une semaine et, malgré l'incertitude de leur sort, ils y goûtent un repos apprécié après tous ces mois de tension continue. Moins chanceux, leurs compagnons de route ont été emmenés dès le premier jour, et c'est probablement le fait de s'être déclarés Canadiens qui a valu à Corbin et à Landes ce traitement de faveur. Tout de même, au bout d'une huitaine de jours, on vient les chercher, et ils sont embarqués, menottes aux mains, pour le camp de concentration de Miranda de Obro.

En cette fin d'année 1943, le camp de Miranda, dans la province de Burgos, était surchargé. Construit pour recevoir deux mille détenus, il en «hébergeait» près de quinze mille. Les conditions de détention y étaient particulièrement pénibles. Discipline inflexible, hygiène inexistante, nourriture exécrationnelle et parcimonieusement distribuée, promiscuité dégradante causaient chaque jour de nombreux morts que les autorités s'empressaient de dissimuler. Toutes les nationalités étaient représentées à Miranda, avec la caractéristique commune pour chacun des ressortissants d'être antifascistes. Pourtant, dans cet enfer existait une catégorie de privilégiés qui bénéficiaient d'un traitement de faveur: les officiers alliés. C'est dans ce groupe que Landes et Corbin réussirent à se faire admettre, excipant de leur qualité de gradés canadiens. Aussi leur séjour à Miranda ne fut-il pas trop rude, eu égard au régime du commun. Il convient de préciser également que les Espagnols, se rendant compte de la future victoire des Alliés, commençaient à regarder d'un autre œil ceux que jusqu'alors ils ne ménageaient pas.

Après six semaines de détention, Roger Landes et Charles Corbin sont convoqués, en compagnie de plusieurs officiers britanniques, chez le commandant du camp qui leur annonce qu'ils vont être remis à leur ambassade, sous condition qu'ils s'engagent à quitter le territoire ibérique dans les huit jours, et à respecter durant ce temps les lois espagnoles. Ayant souscrit à cette formalité, ils sont conduits à l'ambassade où ils reçoivent un chaleureux accueil. S'étant fait connaître, sous sa véritable identité, au représentant du War Office, le général Wyndham Torr, Roger présente son compagnon, et les deux hommes peuvent retrouver toute leur liberté. Quelques jours plus tard, ils quittent Madrid pour Gibraltar, d'où un avion de la R.A.F. les rapatrie en Angleterre.

En retrouvant le 15 janvier 1944 le sol britannique, Roger Landes a bien du mal à réaliser. Quatorze mois se sont écoulés depuis ce jour de novembre 1942 où il a quitté l'aérodrome de Tempsford; quatorze mois durant lesquels il a vécu une extraordinaire et dangereuse aventure. Obligé d'abandonner Corbin aux services de «Patriotic School¹», auxquels sont soumis tous les étrangers arrivant en Angleterre, il se rend à Baker Street où son arrivée fait sensation. De là, on l'emmène directement au bureau personnel de Buckmaster, Winpole Street. Le chef de la «French Section» du S.O.E. l'accueille avec joie et s'empresse de lui remettre le ruban de la *Military Cross* qui lui a été attribuée. Puis le travail reprend ses droits, et Roger doit

1. Service chargé de soumettre les arrivants à un contrôle sévère, afin de dépister des agents de l'ennemi.

rédiger dans les jours suivants de longs rapports relatant tous les faits ayant trait au réseau «Scientist», ainsi qu'à la situation générale en région B. Des conférences le retiennent longuement avec tous les responsables du S.O.E., et même avec ceux de l'I.S.¹ à Saint-James. Fin janvier, on lui demande d'assurer des cours dans les écoles spéciales d'entraînement, où les jeunes recrues du service s'inspireront de son expérience. Mais Roger a pris goût à sa tâche; de plus, il a laissé en pays bordelais quantité d'amis auxquels il a promis de revenir. Il fait donc le siège de ses chefs pour qu'une nouvelle mission lui soit confiée. Ces derniers se font tirer l'oreille; il n'est guère dans les habitudes de la maison de renvoyer des agents sur le théâtre de leurs anciennes opérations, pourtant la situation en Aquitaine est telle qu'il faut bien se résoudre à y reconstituer un réseau solide.

Les rares nouvelles qui parviennent ne sont guère rassurantes; Grandclément fait des ravages en annihilant toute tentative de sabotage, et en réduisant à rien l'activité de la Résistance. Même certains groupes jusqu'ici fidèles au S.O.E., mais désormais livrés à eux-mêmes, tendent une oreille complaisante aux propos lénifiants du «Chef». Roger Landes s'engouffre dans cette brèche et montre aux responsables que sa présence est nécessaire là-bas. Alors, se rendant à ses raisons, Buckmaster et ses adjoints lancent les bases d'un nouveau réseau qui reprendra les éléments sains de «Scientist» pour former un groupe puissant auquel on donnera des moyens plus importants. Ce sera le réseau «Actor».

Ayant satisfait aux obligations de «Patriotic School», Charles Corbin a immédiatement demandé à reprendre du service. Son expérience de vieux baroudeur de la Résistance est trop précieuse pour que l'on s'en passe, dans un temps où la saignée des agents du S.O.E. prend tournure d'hémorragie. On lui confie donc une mission de restructuration dans la région d'Angoulême, et il part bientôt, emmené par un Lysander.

Roger bout d'impatience et s'emporte contre les lenteurs des services administratifs, mais la mise au point de création d'un réseau nécessite une longue étude pour le doter de moyens satisfaisants. Enfin, vers la fin du mois de février, tout semble prêt, et le 2 mars 1944, sous le nouveau pseudonyme d'«Aristide», il saute d'un Halifax sur une D.Z. à proximité d'Auch.

Roger revient en France; «Aristide» entre en jeu

En descendant à travers les couches d'air, dans cette nuit fraîche de mars, Roger se remémore toutes les consignes qu'on

1. Intelligence Service.

lui a données en préparant son départ. Il sait que sa mission sera cette fois beaucoup plus difficile que la précédente, car à l'ennemi toujours en chasse s'ajoutera le climat de suspicion qui gangrène les forces clandestines de la région B. Les ordres qu'il a reçus sont sans ambiguïté; il faut «nettoyer» ce secteur pourri par les agissements de Grandclément, car on ne peut envisager la mise en place d'une formation efficace sur des bases rongées par la lèpre du doute et de la défiance.

Egaré dans ses pensées, et peut-être un peu rouillé par le manque d'entraînement, «Aristide» prend brutalement contact avec le sol. Alors qu'il se redresse pour se dégager de son harnachement et maîtriser la toile de son parachute, une douleur fulgurante à la cheville gauche le rejette à terre. Aux hommes du comité de réception accourus en hâte, et qui pressent le mouvement car l'avion a pu être repéré par la garnison allemande assez proche, il désigne sa jambe blessée. Deux gaillards le hissent alors sur les épaules d'un robuste personnage qui l'emmène à grandes enjambées à travers la campagne silencieuse. Bientôt la petite troupe parvient dans une maison où l'on dépose Roger sur un lit. Un examen sommaire montre que la jambe n'est pas cassée mais l'enflure, déjà importante de la cheville, laisse supposer une lésion sérieuse. Bon gré, mal gré, le blessé doit se soumettre au repos en demeurant allongé, et il peste fort contre cet accident idiot qui le bloque au départ de sa mission. L'extrême gentillesse de son hôtesse, Mme Naugadère, ne parvient guère à le déridier, d'autant que le médecin d'Auch qui a été appelé prescrit une quinzaine de jours en position allongée car les ligaments de l'articulation sont déchirés et les tendons claqués. Rongeant son frein, «Aristide» voit passer les jours, mais dès qu'il peut poser le pied par terre sans trop de douleur, il n'hésite pas à partir. Ayant remercié l'excellente femme qui l'a si bien soigné, il s'aventure en boitillant jusqu'à la gare d'Auch, où il prend un train pour Agen. Dans la soirée du 14 mars, il arrive à Bordeaux qu'il retrouve avec un évident plaisir, mais un trait est tiré sur le réseau «Scientist» et sur «Stanislas»; «Aristide» et son organisation «Actor» font leur entrée.

C'est avec une infinie prudence que Roger Landes aborda Caudéran et la maison des Faget. Mais ses craintes étaient vaines, car aucune silhouette suspecte n'apparaissait dans les environs. Les retrouvailles avec cette merveilleuse famille, qui l'avait si souvent hébergé, se teintèrent d'une émotion partagée. Chacun goûtait la joie de se revoir, tant il est vrai que l'incertitude de l'époque mettait en relief la douceur de l'amitié. Pourtant, d'entrée, Roger dut mettre les choses au point: «Scientist est mort, et «Stanislas» disparu. Le réseau «Actor» prend la suite, et je vais devoir pratiquer comme le maçon qui veut

reconstruire une bâtisse saine en rejetant les éléments douteux pour ne conserver que les meilleurs matériaux de l'ancien ensemble.» Un rapide tour d'horizon permit alors à «Aristide» de mesurer l'ampleur des dégâts, mais également de se rendre compte que sa confiance avait été bien placée, car l'ossature mise en place avant son départ demeurait ferme et solide. Bien mieux, en son absence, quelques recrues de choix s'étaient affirmées. La situation se profilait ainsi: Dany Paillère dirigeait toujours son groupe et avait pu mettre en place dans le port de Bordeaux une petite équipe sous les ordres de Pierre Roland, une jeune ingénieur employé à la base de sous-marins allemands. Au camp de la Luftwaffe à Mérignac, Pierre Chatanet disposait de quelques éléments. Ces deux modestes formations de légaux constituaient des antennes remarquables au cœur même du dispositif ennemi. Les maquis tenaient bon; celui d'Arcachon commandé par de Luze, et celui des Landes par Léonce Dussarat. Quant à Dédé le Basque, ayant échappé de justesse à la Gestapo, il dirigeait un groupe important de francs-tireurs qui se déplaçaient continuellement en poursuivant leur œuvre de sabotage. Une ombre à ce réconfortant tableau: Furt-Fortage était décédé pendant l'hiver. Pour le reste, il fallait le considérer comme perdu, car Grandclément avait gangrené bien des consciences en les persuadant qu'il était le seul héritier du réseau. Effectuant de nombreux voyages à Paris et à Toulouse, il en revenait soi-disant porteur d'ordres et de consignes émanant de Claude de Baissac, allant même jusqu'à exhiber des lettres portant la signature de ce dernier. Affirmant qu'il était en rapport constant avec Londres, il débaucha ainsi quantité d'honnêtes résistants qui eurent à s'en repentir amèrement par la suite. Bien sûr, «Aristide» savait mieux que quiconque que toutes les allégations de Grandclément n'étaient que fariboles trompeuses et vantardes, puisqu'il était revenu tout exprès pour mettre le traître hors d'état de nuire. De même qu'il savait fort bien qu'il n'avait pu rencontrer Claude de Baissac à Paris, puisque celui-ci se trouvait en mission ailleurs. Il n'empêche que les belles paroles du «Chef» et ses manœuvres sournoises avaient démobilisé la Résistance locale. C'était d'ailleurs le but recherché par Dhose, car en maintenant les hommes inactifs, en neutralisant les responsables, le policier allemand gagnait sur tous les tableaux. En ce mois de mars 1944, la Résistance est complètement sous l'éteignoir en zone bordelaise, et même pratiquement dans toute la région B. Grandclément a soudoyé tant de gens, convaincu tant d'autres, qu'il est parvenu avec son équipe à court-circuiter toute initiative patriotique. Les tentatives de redressement opérées courant janvier par le B.C.R.A. qui a envoyé un délégué militaire régional, le commandant Bonnier, alias «Hypoténuse», ont tourné court puisque, à la suite d'un grave malen-

tendu avec le colonel Camplan¹, et sur une dénonciation de l'un des adjoints de Grandclément², Bonnier est arrêté par la Gestapo. Décidé à ne pas parler, cet homme de fer se suicide dans sa cellule le 10 février en avalant une capsule de cyanure³. Deux de ses adjoints, livrés par la même trahison, choisissent également la mort: Notin, alias Nodier, se suicide de la même façon dès son arrestation, tandis que Philippe Boireau, sur le point d'être pris, ouvre le feu sur les agents de la Gestapo, et tombe criblé de balles. Ces trois morts impressionnent fortement Dhose qui aura ce commentaire désabusé et tout à l'honneur de ces hommes héroïques: «Décidément, ces gens de Londres ne sont pas comme les autres.»

Un certain André Noël, et l'arrestation d'Henri Peulevé

Grandclément avait converti André Noël, un ancien agent de Roger Landes. Ce renégat, qui avait souscrit d'emblée aux thèses du «Chef», s'était, comme son nouveau patron, enfoncé dans la trahison. Devenu le principal lieutenant du courtier en assurances, il mettait une singulière ardeur à rechercher ses anciens compagnons. Pour cet esprit fruste, le raisonnement était simple: tous ceux qui n'étaient pas avec lui devenaient ses ennemis. Fanatique propagandiste des théories de Dhose, il allait partout répétant qu'il fallait sauver la France du péril de la bolchevisation. Ah! il pouvait être fier de lui le Hauptsturmführer! Les armes qu'il avait employées pour combattre la Résistance en région B s'affirmaient mille fois plus efficaces que les mesures brutales prônées par ses collègues! Résultat: les forces clandestines, à l'exception des F.T.P. et des groupes survivants de l'ancien réseau «Scientist», anesthésiées par le soporifique Grandclément, ne remuaient plus le petit doigt pour gêner l'occupant!

Le fait que les formations de Paillère, de Dussarat, de Duchez et de De Luze, ainsi que les corps francs de Dédé le Basque, aient complètement coupé toutes les amarres avec lui, et qu'ils poursuivent leurs actions de sabotages, incitaient Grandclément à penser que Roger Landes devait être encore présent en Aquitaine, malgré les renseignements qu'il détenait, faisant état de son départ pour l'Espagne. Il engagea donc André Noël à mener des investigations pour s'en assurer, car il craignait que

1. Le colonel Camplan fut assassiné le 18 janvier 1944, dans des conditions assez mystérieuses, aux environs de Ruffec.

2. François Lespine, ancien fidèle de Camplan, passé à l'ennemi.

3. La plupart des agents du S.O.E. et de la France Libre recevaient une capsule ou une pilule de cyanure. Certains d'entre eux, tel Bonnier, qui craignaient de ne pouvoir résister aux tortures, les employèrent.

l'agent du S.O.E. ne vienne ruiner sa légende de «l'homme qui travaillait avec Londres». Pour parvenir à ses fins, se sachant «grillé» auprès des amis de Landes, Noël pensa à contacter Henri Peulevé¹, qui dirigeait le réseau «Author» implanté en Corrèze. Il se rendit donc à Brive et finit par le rencontrer. Se faisant reconnaître comme l'un des anciens adjoints de «Stanislas», et déclarant qu'il s'était trouvé coupé de celui-ci par les événements de Bordeaux, il s'informa des possibilités de renouer le contact. Mais Peulevé était sur ses gardes, et il se borna à répondre que les dernières nouvelles qu'il possédait sur son collègue indiquaient son départ pour la péninsule Ibérique. Grand bien lui en prit, car il fut complètement édifié lorsque Noël lui proposa alors de rencontrer Grandclément. Alerté par Londres, Peulevé savait parfaitement à quoi s'en tenir sur le rôle du «Chef», néanmoins, afin de vérifier par lui-même la trahison, il convint d'un rendez-vous à Libourne. Seulement, au lieu de s'y rendre, il envoya l'un de ses hommes, inconnu du clan, qui confirma formellement les agissements félon de la bande, car, au lieu fixé, les environs étaient cernés par les hommes de Dhose et de Grandclément. Ne se tenant pas pour battu, André Noël rechercha alors avec opiniâtreté Peulevé qui, bien entendu, entre-temps avait changé de résidence. La chance servit le traître lorsqu'un brave paysan, ancien contact des groupes de parachutages, le remit en toute innocence sur la piste. Grandclément délégua alors vers l'agent du S.O.E. un vieux colonel qui appartenait à l'O.C.M., avec la consigne de faire venir Peulevé à une réunion clandestine dans un pavillon de Bergerac. Naturellement, ce distingué militaire n'avait aucune idée du rôle qu'on lui faisait jouer, et il s'acquitta scrupuleusement de sa mission. Cette tentative n'aboutit pas plus que la précédente, car Peulevé se renseigna et éventa le piège – tout ce qui provenait de l'O.C.M. en cette période était suspect –, et il en fut quitte pour changer à nouveau de planque. Malheureusement, un peu plus tard, une dénonciation permit aux Allemands de détecter son refuge, et il fut arrêté à Brive en compagnie de plusieurs résistants locaux et de son radio, Louis Bertheau.

Durement interrogé, Peulevé fit preuve d'un grand courage en ne révélant aucun renseignement qui aurait permis à la Gestapo de remonter jusqu'à «Aristide» avec lequel il se maintenait pourtant en liaison permanente².

1. Dont nous avons relaté le parachutage avec Claude de Baissac en août 1942 (chapitre VII).

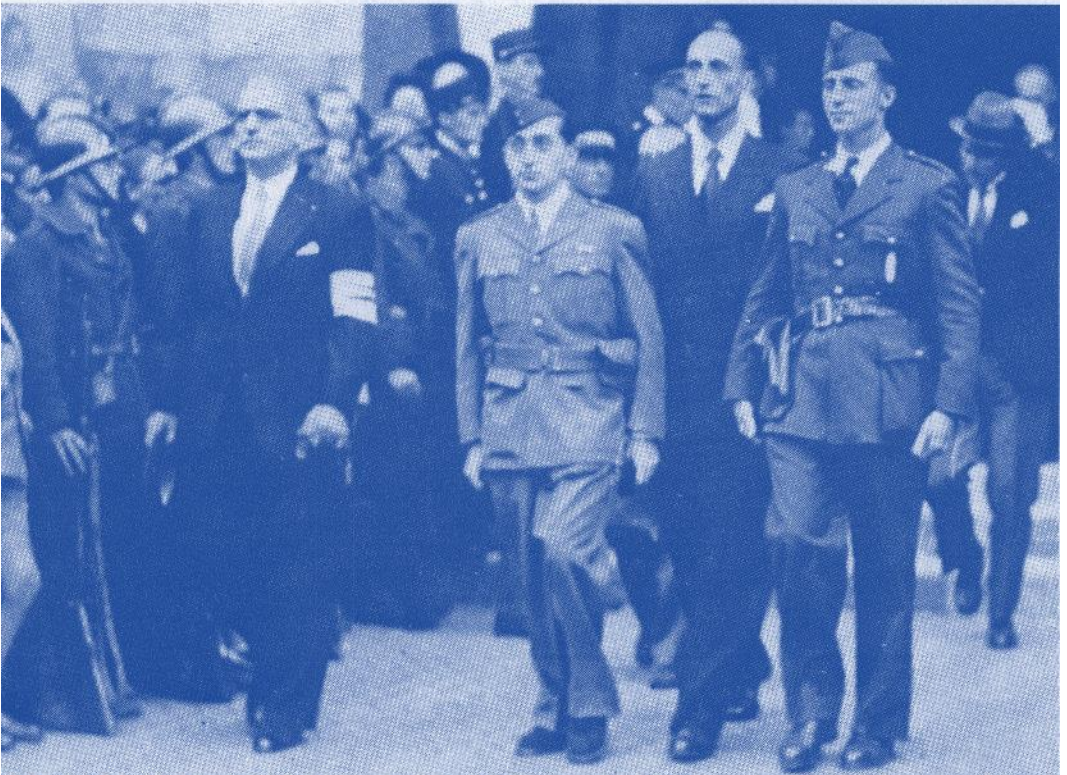
2. Déporté à Buchenwald, Henri Peulevé échappa à la pendaison grâce à un subterfuge de son collègue Yéo Thomas qui lui fit emprunter l'identité d'un autre déporté décédé dans la nuit. Rentré malade, Henri Peulevé est mort en 1952.



Roger Landes, chef des F.F.I. d'Aquitaine.
(Col. Roger Landes)



Léonce Dussarat, «Léon des Landes»,
chef du maquis landais. (Col. Roger Landes)



A la libération de Bordeaux, Roger Landes (à gauche) avec Gaston Cusin et le colonel Gaillard (Triangle).
(Col. Roger Landes)



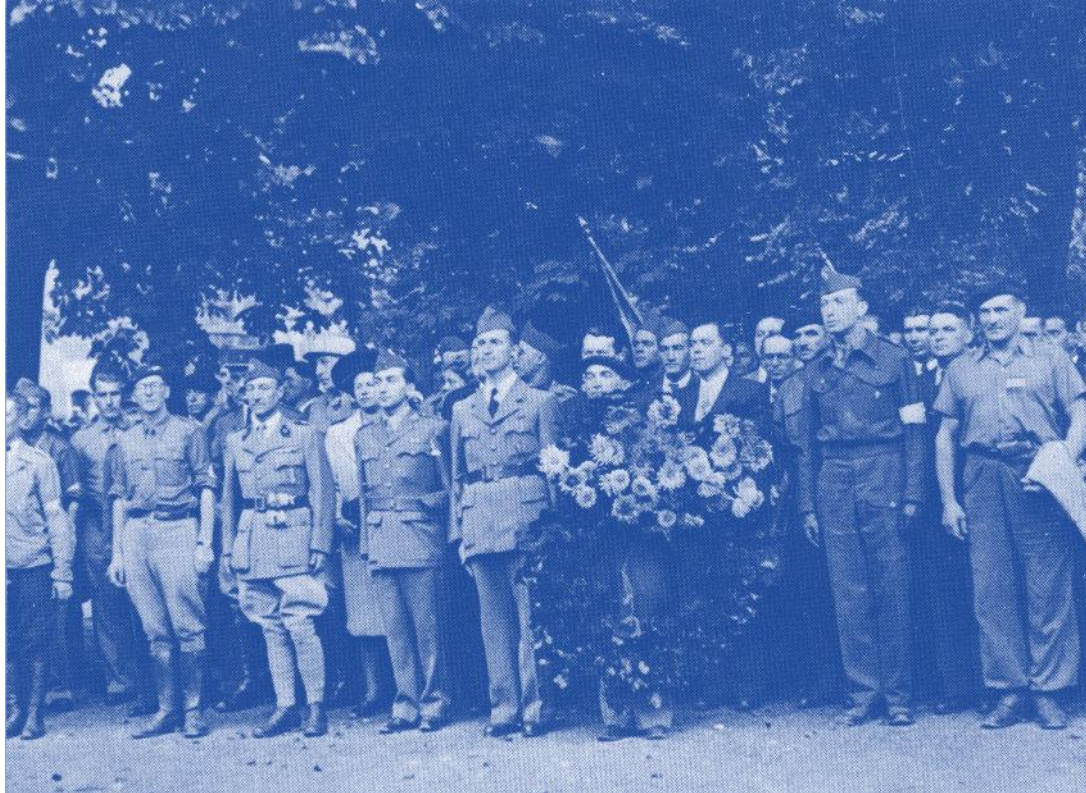
Sabotage d'un train allemand sur
la ligne Bordeaux-Irun.
(Col. Roger Landes)



Les Allemands ont coulé ces
navires pour bloquer le trafic
port de Bordeaux.
(Col. Centre Jean-Boulin)



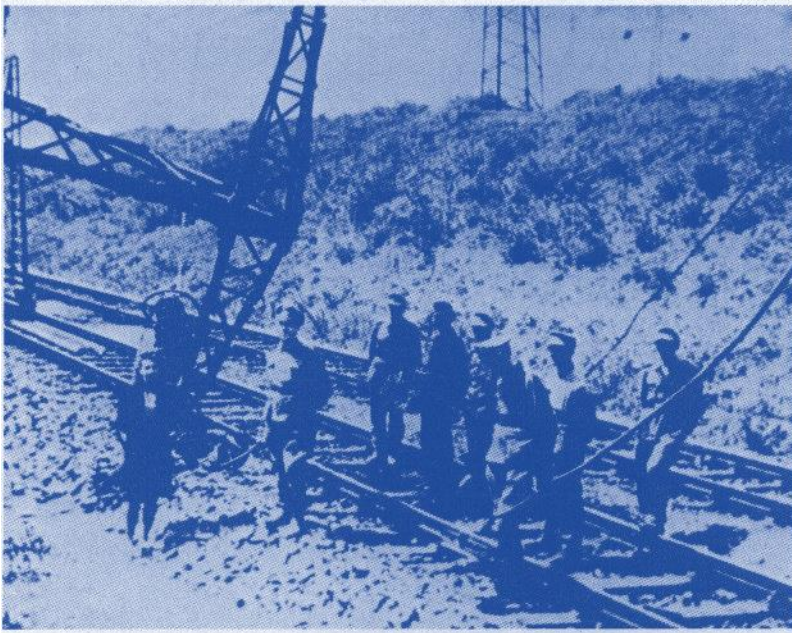
28 août 1944: entrée d'une f
mation de F.F.I., cours de l'Int'l
dance à Bordeaux.
(Col. Centre Jean-Moulin)



En octobre 1944, à Dax, Roger Landes et, à sa gauche, le colonel Gaillard, lors d'une cérémonie.
(Col. Roger Landes)

Au cimetière de Dax, Roger Landes et Léonce Dussarat déposent une gerbe au monument des Fusillés.
(Col. Roger Landes)





Sabotage effectué par
les maquis de Léon des Lai
à Saint-Vincent-de-Paul.
20 mai 1944.
(Col. Musée Mémorial
l'Ordre de la Libération)



A Stanmore, en Angleterre
Roger Landes relate
souvenirs à l'auteur.
(Col. Henri Lampérière)



A Stanmore toujours, l'auteur
en compagnie de Roger
Landes et de son épouse, Gii
Corbin, qui fut un actif
de liaison dans la clandestinité.
(Col. Henri Lampérière)

«Aristide» rassemble les énergies

Pendant que se déroulaient ces événements, Roger Landes s'employait avec ardeur à développer et à structurer l'ossature de son nouveau réseau. Ce premier travail réalisé, il organise alors un vaste plan d'action qui tend à reprendre et intensifier les opérations de sabotages et de harcèlement à l'encontre de la force occupante. Dans ce contexte, les maquis de Léon des Landes et les corps francs de Dédé le Basque, rassérénés par la couverture du nouveau réseau «Actor», agissent avec vigueur et détermination dans les Landes et en Gironde. De son côté, le maquis arcachonnais, sous l'impulsion de De Luze, de Duchez et de Campet (Lancelot), a repris une activité que le climat de doutes qui régnait sur le secteur depuis plusieurs mois avait tenue en veilleuse. A nouveau, les parachutages tiennent les équipes de réception en alerte plusieurs nuits par mois. Avec ténacité, «Aristide» poursuit le redressement de la situation; déjà, différents groupes de l'O.C.M. et de l'A.S. qui se sont dégagés de la tutelle traîtresse de Grandclément travaillent avec les hommes du S.O.E. Ce ralliement leur permet de se voir dotés de nouvelles armes, puisque pratiquement tous les anciens stocks ont été saisis par Dhose. Très vite, au sein des formations clandestines, se propage l'annonce du retour de Roger Landes et les demandes de contact se multiplient. «Aristide» se montre extrêmement vigilant et n'accorde son aide qu'aux équipes dont il acquiert la certitude qu'elles ne sont pas contaminées par les suppôts du «Chef». C'est ainsi qu'il oblige Paillère et Pierre Roland à rompre toute liaison avec des groupes de la banlieue bordelaise dans lesquels se sont introduits des éléments douteux.

Le 8 avril, sur un terrain près de Montplaisir, le comité de réception local accueille deux nouveaux agents envoyés en renfort par Buckmaster pour épauler le chef du réseau «Actor». Si l'un d'eux, Edouard le Canadien s'affirmera comme un instructeur de valeur pour le maquis d'Arcachon auquel il sera affecté, par contre l'autre, Cyril le Grec, fut un véritable boulet pour Roger Landes. Ce malheureux en effet, à peine touché le sol, sombra aussitôt dans une telle dépression nerveuse qu'il devint un véritable danger pour ceux qui s'étaient chargés de lui. Incapable de se ressaisir, malgré toutes les thérapeutiques employées, il commettait les pires imprudences, et certains parlaient même de «l'envoyer en corvée de bois¹». Finalement, au grand soulagement de tout le monde, «Aristide» réussit à lui faire gagner l'Espagne par la filière de Dédé le Basque. Ce qui prouve

1. «Envoyer en corvée de bois» signifiait en langage maquisard supprimer.

que malgré l'entraînement et les cours spécialisés les hommes restent des hommes, avec leurs penchants et leurs instincts. Celui de la peur, comme chacun le sait, étant l'un des plus difficiles à maîtriser.

La reprise de l'activité incite tous ceux qui se tenaient dans l'expectative, au vu des événements locaux, à manifester leur présence. Le groupe Dominique sabote les canalisations d'eau et le système de réfrigération des abattoirs, puis détruit un important matériel à la poudrerie Saint-Médard. Le groupe Tête, commandé par le docteur Pointot et affilié au réseau «Gallia», effectue différents sabotages. Le groupe Marc (Lucien Nouaux) multiplie les destructions d'installations ennemies. Les équipes de Paul Valéry à Bègles, et de Louis Rougès à Floirac, grâce aux parachutages reçus, peuvent reprendre leurs opérations de harcèlement. La formation Maillane, de Bruges, renforcée par les éléments d'Arripe, sabote vingt véhicules ennemis à Cenon, détruit des locomotives à la base sous-marine et des moteurs d'avions. Le maquis du Puy, près de Monségur, commandé par le lieutenant Pierre Vincent (Grand Pierre), anéantit un dépôt d'essence à Saint-Martin-de-Sescas, mais il est attaqué par les Allemands à Sauveterre-de-Guyenne, et doit se replier sur Mauriac.

Cette recrudescence d'actions agit comme un détonateur, et de nouveaux groupes apparaissent, cependant que les équipes mises en sommeil sortent de leur torpeur. Ainsi, un corps franc se forme à Villenave-d'Ornon; un centre d'instruction est établi aux écoles de Pont-de-la-Maye par la formation Vorace; un maquis, implanté par les clandestins de Grignols, s'enracine dans le Bazadais et sera connu sous le nom de maquis des Trois Chênes. Un groupe constitué par le corps franc Jean s'installe près de Maransin pour former le maquis du Chêne-Vert. A Caudéran se développe le groupe Riou (Raf), ainsi qu'à Mérignac le groupe Peugeot. Dans le secteur de Blaye, une formation importante s'étoffe sérieusement en s'appuyant sur les éléments de plusieurs cantons; dirigée par André Jolit (la Musique), elle établit son P.C. à Reignac-de-Blaye. A Libourne agissent les équipes de Gelly et de Salesse, tandis que dans le Médoc le groupe de Pauillac commandé par Jean Dufour plante un maquis près de Lesparre. La chasse aux renseignements prend une dimension étonnante, et les nouvelles affluent au réseau «Actor» qui les répécute aussitôt sur Londres.

Cependant, devant cette flambée, la Gestapo et la Milice réagissent; des expéditions sont montées à l'encontre du maquis de Lorette à Saint-Michel-de-Lapujade où de nombreuses arrestations sont opérées. D'autres interventions touchent le groupe Andron, de Bègles, et celui de Pauillac. Mais partout où ils le peu-

vent, les partisans restent fidèles à la tactique de la guérilla et se déplacent très vite, ce qui laisse l'ennemi devant un adversaire insaisissable.

A la mi-mai 1944, grâce à l'impulsion donnée par «Aristide», la situation s'est rétablie en région bordelaise, et l'ensemble des forces clandestines présente à nouveau un visage conforme à l'esprit patriotique. Certes, la pression exercée par Grandclément et son équipe reste très vive, mais déjà Dhose a compris qu'il peut maintenant ranger au fond de ses tiroirs le plan grandiose qu'il avait élaboré pour diviser et paralyser la Résistance en Aquitaine.

CHAPITRE X

Mais la trahison rôde toujours

En ce milieu du mois de mai 1944, si «Aristide» a tout lieu de se montrer satisfait du renouveau de la Résistance en région B et de l'essor du réseau «Actor», il éprouve bien des inquiétudes pour la sécurité de ses groupes, car la trahison distille toujours son dangereux venin. Les nouvelles qui lui parviennent concernant Edouard le Canadien, celui-là même qu'il a reçu en renfort comme instructeur pour le maquis d'Arcachon, sont mauvaises. A Lormont, le jeune homme a fait la connaissance d'une femme qui est devenue sa maîtresse. Or celle-ci est également du dernier bien avec un certain Basilio, lequel fréquente assidûment André Noël et Grandclément. Alerté par l'un de ses adjoints, Pierre Chevalier (Luc), Roger Landes se rend compte du danger représenté par cette liaison, dont il redoute qu'elle ait été provoquée. Amené de toute urgence, et dans la plus grande discrétion au P.C. d'«Aristide», Edouard, sévèrement admonesté, avoue de mauvaise grâce avoir donné, dans l'intimité de l'alcôve, quelques renseignements sur les effectifs du maquis local, mais il s'entête à se porter garant de la sincérité de son amie. L'officier du S.O.E. charge alors Luc de mener une enquête rapide, et bientôt il apprend que non seulement la belle accorde ses faveurs à Basilio, mais que celui-ci transmet tout ce qu'il peut savoir à Grandclément. «Aristide» prend donc en conséquence les mesures qui s'imposent en ordonnant la «liquidation» de tous ceux qui gravitent dans l'entourage de la jeune femme, et qui fréquentent en même temps la bande du «Chef». Par sécurité, il déplace aussitôt son P.C., ses relais radio, et fait prévenir tous ses responsables de groupes.

Mais voici que la fatalité s'en mêle; le 21 mai, Roger se rend à Bordeaux pour assister à une réunion importante des représentants de la lutte clandestine; or, en traversant le pont de pierre, il se heurte à André Noël, lequel n'en croit pas ses yeux! La rencontre est brève, et les propos sans ambiguïté. Au traître qui s'esclaffe sur le retour de «Stanislas» – il en est resté à ce pseudonyme –, Landes répond laconiquement: «Oui, je suis revenu, et ce retour signifie pour toi et ton patron que vos jours sont comptés», puis il s'éloigne aussitôt d'un pas rapide.

Noël se précipite alors chez Grandclément à qui il rapporte le fait, ainsi que sa courte conversation. Immédiatement alerté par les soins du traître, Dhose lance aussitôt des patrouilles qui fouillent la ville sans résultat. De son côté, sitôt rentré à son P.C., «Aristide» dépêche l'une de ses meilleures équipes aux trousseaux de Grandclément et de Noël. Mais, effrayés par les menaces de Landes, les deux hommes sont partis précipitamment pour Paris.

Reste Basilio, mais lui ne s'échappera pas, car, le 22, un commando l'abat d'une rafale de mitrailleuse. Son corps sera retrouvé dans un bois où il avait été enterré sommairement. Quant à Edouard, dont le sort fut bien près d'être aussi tragique, Baker Street donna l'ordre de le faire passer en Espagne où il fut récupéré par des agents de l'ambassade.

Lors de son séjour en Angleterre, Roger Landes avait été informé, sous le sceau du secret, du projet des Alliés d'effectuer simultanément un double débarquement; l'un, sur les côtes nord de la France, l'autre, sur celles du sud. C'est donc sans surprise qu'il enregistre les messages de fin mai lui enjoignant de masser des effectifs prêts à entrer en action pour des embuscades sur les routes au nord de Bordeaux. Manifestement, ces consignes visent à retarder l'acheminement de renforts vers les rivages de la Manche et de l'Atlantique. En cette période, les forces allemandes stationnées en zones B, R4, et R5¹, dépendent du groupe d'armées G, et sont commandées par le général Blaskowitz dont le P.C. est établi à Toulouse. La 1^{re} armée, qui occupe le secteur ouest a pour chef le général von der Chavallerie qui réside à Bordeaux. Les différentes unités qui la forment sont cantonnées entre Bayonne et Dax (27^e division) au nord de Bordeaux (159^e division, 708^e division, 11^e Panzer), et en Haute-Garonne (2^e Panzer S.S., et 57^e corps), auxquelles il faut ajouter les régiments de défense navale sous les ordres de l'amiral Meier. Ces forces importantes pouvaient à tout moment faire

1. Régions comprises approximativement dans le quadrilatère:
La Rochelle-Châteauroux-Foix-Hendaye.

mouvement pour se porter sur tel ou tel point des côtes afin de soutenir les positions attaquées. On comprend donc que les Alliés attachent une grande importance aux actions de harcèlement qui pourraient retarder leur progression. C'est dans cette perspective que le réseau «Actor» a été remonté sur les ruines de «Scientist», et c'est dans ce dessein que le S.O.E. n'a pas lésiné sur les parachutages d'armes et d'explosifs.

Face à cette 1^{re} armée allemande, la Résistance en Aquitaine maritime dispose d'environ quinze mille hommes dont l'équipement et l'armement sont assez inégaux. Si les groupes du réseau «Actor» et ceux qui s'appuient sur lui sont plutôt bien pourvus, par contre, d'autres comme les F.T.P.F. ne disposent pas du potentiel nécessaire, et c'est une aberration que d'avoir négligé des combattants aussi résolus. Mais en ce domaine, Landes ne pourra malheureusement rien faire, ou bien peu, car à Londres certains calculs politiques entravent l'esprit unitaire qui devrait permettre une juste répartition entre des gens qui combattent pour la même cause.

En ce qui concerne le réseau «Actor», ses effectifs au 1^{er} juin 1944 dépassent quatre mille hommes, avec trois grands maquis: celui de Léonce Dussarat (Léon des Landes) dans les Landes; celui de De Luze près d'Arcachon, et celui de Dédé le Basque formé de petites sections qui se déplacent continuellement en Gironde et dans les Basses-Pyrénées. Une dizaine de groupes de légaux s'attachent plus particulièrement à la chasse aux renseignements et aux sabotages locaux; ce sont ceux de la base sous-marine, des cheminots, de Mérignac, de Bègles, de Pes-sac, de Bordeaux-Saint-Augustin, du Bouscat, de Blaye, de Caudéran, de Patets, de Targon, et de La Réole.

Ainsi en trois mois, Roger Landes a redressé de belle façon une situation qui se pourrissait lentement. Non seulement il a reformé des groupes puissants et opérationnels, mais il a, dans la foulée, inspiré la confiance et l'optimisme, là où régnaient le doute et la pusillanimité.

En cela, son action aura été prépondérante pour la Résistance en région bordelaise.

Jour J et guérilla à outrance

Le 2 juin, la B.B.C. lance pour la Résistance française la première série de messages A qui mettent en alerte tous les clandestins. Chaque région reçoit ainsi, suivant le code prévu, l'avis de l'imminence du débarquement. Aussitôt, «Aristide» convoque à Caudéran tous les chefs de groupe pour le lendemain après-midi, et immédiatement réunit son état-major: Dany Paillère, Marcel Expert, Louis Campet, François Faget, et Pierre Roland.

Avec eux, il établit le plan des actions vitales à entreprendre, et l'ordre dans lequel elles seront effectuées. Pour tous ces valeureux patriotes, l'heure est exaltante; des mois, des années, de contraintes, de déceptions, de rage impuissante, vont se terminer dans le feu des combats libérateurs. Ils voient enfin apparaître le bout du long tunnel dans lequel ils ont tant piétiné depuis près de quatre ans. Ils savent que l'effort qu'ils vont entamer sera l'un des plus rudes, mais qu'il sera aussi le dernier. Au rendez-vous fixé par leur chef de réseau, ils arrivent tous essoufflés, impatients, débordants d'une joie difficilement contenue, et prêts à assumer la responsabilité des ultimes combats. Chacun d'eux reçoit les consignes pour sa formation: Capdepont pour ses cheminots, Pierre Chatanet pour la base de Mérignac, Henri de Mesmet, qui fait la liaison avec Dussarat, pour le maquis des Landes, «Dédé le Basque» et Duchez pour leurs corps francs, les responsables des secteurs de Lormont, de Pessac, de Bègles, de Blaye, de La Réole, ceux des groupes de Factice, d'Andemos, de Lège et d'Arès. Ils repartent tous porteurs des instructions, dans l'attente du message B qui annoncera le grand jour.

C'est dans la soirée du 5 juin que ce fameux message, l'un des trois cents transmis cette nuit-là, se fait entendre. Il mobilise aussitôt toute la Résistance française. En région B comme ailleurs, c'est aussitôt le signal du déclenchement des opérations prévues: les câbles souterrains reliant le Q.G. du général Von der Challerie à la base de Mérignac et aux casernements des troupes sont coupés; comme le sont également ceux qui relient la Luftwaffe aux batteries de Chut. Les équipes de Pierre Chatanet s'en prennent aussi aux neuf locomotives du dépôt de Pessac qui devaient tracter les trains de troupes allemandes. Trois mille soldats en sont quittes pour regagner leur cantonnement. Les lignes de chemin de fer autour de Bordeaux sautent l'une après l'autre. Le groupe «Georges» d'Alban Bordes dynamite la voie ferrée entre Le Puy et Lonzac, ainsi que le pont entre Montendre et Chartuzac, et coupe les câbles téléphoniques allemands à La Souge. Il détruit également plusieurs longueurs de voies sur la ligne de Villexavier, et les pylônes de Boir et Ychoux. Les équipes de cheminots de Capdepont et Schmaltz font dérailler un transport de troupes près de Pons, causant de nombreuses victimes chez l'ennemi; sabotent le pont ferroviaire de Fléac; organisent la collision d'un train militaire avec un convoi de wagons-citernes remplis de pétrole, ce qui provoque un gigantesque incendie et entraîne la mort d'un nombre important de soldats du Reich. Ce sont encore les cheminots qui coupent la voie ferrée à Soulac et plastiquent une grue de trente tonnes qui s'abat sur une locomotive. Les hommes du maquis d'Arcaçhon anéantissent deux grands pylônes H.T. qui alimentaient

en courant électrique le réseau ferré sud. Ils détruisent également tous les câbles téléphoniques de leur secteur; la ville est complètement isolée.

Dans les Landes, Dussarat lance ses maquisards à l'assaut des convois ennemis, semant la panique dans leurs rangs, et les obligeant à faire demi-tour. Les embuscades qu'il monte sur la RN 10 rendent celle-ci pratiquement inutilisable pour les Allemands.

Tous les groupes sont entrés en action; la ligne Lacanau – Saint-Médard est coupée, de même que les ouvrages d'art sont détruits dans le secteur de Blaye et de Reignac.

Les premiers jours qui suivent le débarquement allié en Normandie sont particulièrement fertiles en opérations menées à l'encontre de l'occupant. Changeant constamment le lieu de son P.C., afin d'échapper à d'éventuelles recherches, «Aristide» passe son temps à donner des consignes nouvelles, et à éprouver les rapports qui lui parviennent sans cesse. Ses agents de liaison transmettent les ordres qu'il adresse aux chefs de groupes, au fur et à mesure de l'évolution de la situation. S'attachant principalement à empêcher la montée des troupes ennemies vers le front, il concentre ses efforts sur les RN 137, 10 et 89, ainsi que sur les D 936, 669, 670 et 674.

C'est en application de ces consignes que «Dédé le Basque», à la tête de plusieurs sections, attaque une importante colonne allemande de la 159^e division le 10 juin à Saint-André-de-Cubzac. Armés de bazookas, solidement soutenus par une seconde ligne lançant des grenades, les maquisards livrent une véritable bataille, détruisant 24 camions, tuant plus de 160 ennemis et en blessant près de 300; leurs pertes seront sensibles puisqu'ils auront à déplorer 14 tués et 42 blessés. Véritable chef de guerre, «Dédé le Basque» n'hésite pas à donner l'assaut aux bâtiments de la Milice en ville, obligeant les arrogants miliciens à la reddition. Mais la haine que suscitaient ces mercenaires du nazisme fut la plus forte, et quelques francs-tireurs passèrent outre aux ordres de leur commandant en en abattant plusieurs sur-le-champ. Une autre attaque de «Dédé le Basque» contre la kommandantur endommagera sérieusement l'immeuble, cependant que quatre officiers allemands seront tués.

De son côté, Léonce Dussarat (Léon des Landes) appliquait lui aussi les ordres d'«Aristide»; ses hommes ne ménageaient pas leur peine. Ayant saboté les voies ferrées de Bordeaux à Bayonne et à Dax, les maquisards ont dynamité tous les ponts routiers et plastiqué les pylônes, dont certains soutenaient des lignes à 360'000 volts. Ces premières opérations réalisées, Dussarat entreprend de harceler tous les convois allemands qui tentent de se dégager par les petites routes secondaires, et il parvient à bloquer ainsi dans leurs garnisons plusieurs unités.

En une dizaine de jours, les coups portés à l'occupant dans les départements de la Gironde et des Landes par une résistance réorganisée et active, ont gravement perturbé l'acheminement de renforts en direction des plages normandes. C'est là un bilan non négligeable dont «Aristide», qui fut le principal artisan de ce succès, a tout lieu de se montrer assez fier. C'est l'écroulement du rêve de Dhose qui pensait, avec l'aide de ses créatures, avoir muselé tout esprit d'agressivité à l'égard de l'armée allemande.

Néanmoins, en dépit de son échec du moment, le policier nazi demeure dangereux, et la stagnation des armées alliées en Normandie va lui permettre de reprendre un moment l'avantage. En utilisant largement les équipes de traîtres qui ont suivi Grandclément et qui se sont enfoncées avec lui dans la félonie, Dhose va pouvoir procéder à l'arrestation de nombreux patriotes. Ainsi se vérifie, une fois de plus, le rôle funeste joué par tous ceux qui se rangèrent sous la bannière nazie. Sans leur aide, sans leurs manœuvres scélérates, jamais les Allemands ne seraient parvenus à ravager les formations clandestines; jamais ils n'auraient pu parvenir aux caches ou aux camps de partisans dissimulés en des lieux inaccessibles aux étrangers d'une région. De l'aveu même des chefs de la Gestapo: «L'utilisation des mercenaires et des collaborateurs actifs rapporta à nos services un pourcentage de succès que l'on peut évaluer de l'ordre de 70%¹.» Cela se passe de commentaires!

L'affaire Renaudin

Cependant que Roger Landes est affairé par l'extraordinaire activité que mènent ses groupes dans leurs opérations de harcèlement, un autre imbroglio survient qui va compliquer un peu plus la situation en région sud-ouest.

En mai 1944, est arrivé à Bordeaux, venant de Paris, le délégué du M.L.N.² Georges Jullien, alias Renaudin. Devant l'embrouillamini qui sévit en région B, les instances supérieures de l'A.S. ont décidé d'envoyer sur place un homme énergique, chargé de remettre de l'ordre dans des formations aux prises avec la trahison et tiraillées par des appels contradictoires. Malheureusement, l'arrivée de Renaudin est rapidement connue de Grandclément, revenu à Bordeaux depuis quelque temps mais non rentré à son domicile par crainte d'être retrouvé par les hommes d'«Aristide», et qui tient absolument à conserver l'influence qu'il possède sur beaucoup de groupes. Il s'arrange donc pour rencontrer l'envoyé parisien auquel il va jouer son

1. Helmut Knochen.

2. Mouvement de Libération nationale, l'une des composantes de l'A.S.

incroyable numéro de chef tout-puissant qui a mis les Allemands dans sa poche. Et le tableau qu'il peint de la situation se résume à peu près ainsi: Je suis la seule autorité reconnue dans la clandestinité, tant à Paris qu'à Londres, et tous ceux qui se rebellent contre moi sont des voyous terroristes, au sens le plus vrai du mot, qui ne recherchent que la prise du pouvoir ultérieure ou le profit immédiat. Renaudin est-il convaincu par ce plaidoyer? Ce n'est pas certain car il a été mis en garde contre la faconde de Grandclément dont la trahison est souvent évoquée par la radio anglaise. Néanmoins, il entre dans le jeu – peut-être a-t-il une idée derrière la tête –, et accepte de travailler avec les équipes du «Chef». Son comportement paraît alors équivoque, car même s'il redoutait l'arrestation, chose qui survenait le plus souvent à ceux qui rejetaient la coopération avec le courtier en assurances, il pouvait couper court et disparaître. Au contraire, il semble nouer avec l'homme de Dhose des relations qui se prolongent dans la fréquentation du milieu dans lequel se meut Grandclément. C'est ainsi qu'on le voit souvent déambuler avec André Noël, ou séjourner dans la villa de Duluguet, l'un des lieutenants du «Chef». Cette attitude vaut immédiatement à Renaudin la réprobation générale de tous les résistants sincères, et lui interdit de prendre langue avec les formations qui se sont dégagées de la tutelle Grandclément. Aucun des contacts qu'il tente d'établir ne donne suite, tant est devenue grande pour les clandestins la hantise de retomber sous la férule du traître. Dès lors, peut-être à son corps défendant, Renaudin devient un pion pour le «Chef» qui va mettre à profit son rôle d'envoyé parisien pour asseoir un peu plus son image personnelle: «Vous voyez bien que c'est moi l'unique responsable, le véritable interlocuteur en haut lieu, puisqu'on m'adresse les délégués de Paris!» Bien mieux, utilisant le fait que le nouvel arrivant est inconnu en région B, et le faisant passer pour un chef de réseau, il s'efforce de l'introduire dans les maquis des environs. C'est ainsi que par l'entremise de Basilio, il le présente à Edouard le Canadien. On voit que sans la prompte réaction d'«Aristide» vis-à-vis de ces derniers, les corps francs d'Arcachon se seraient trouvés en grand danger. Renaudin se rend-il compte du rôle qu'on lui fait jouer? Est-il si naïf ou au contraire très madré en pensant à son tour confondre Grandclément? Certes, il va seul aux rendez-vous qui ont été pris, mais sa crédulité va-t-elle jusqu'à admettre qu'il n'est pas filé en ces occasions? S'il est de bonne foi, et s'il cherche à endormir le «Chef», il doit bien penser que celui-ci de son côté prend toutes dispositions pour le surveiller dès lors qu'il est en passe d'établir un contact.

Qui saura jamais ce que pensait vraiment Renaudin en marchant à grands pas à la rencontre de son destin?

Mais les événements vont se précipiter. Le 25 juin, «Dédé le Basque» arrive à Bordeaux afin de prendre les ordres d'«Aristide» pour les actions à entreprendre dans son secteur. Il doit rencontrer au Parc Bordelais Louis Campet (Lancelot) qui est chargé de faire la liaison. Or, en sautant du tramway, Dédé se trouve nez à nez avec André Noël escorté de Renaudin. Le sang du bouillant Basque ne fait qu'un tour, et il dégaine aussitôt son pistolet, prêt à abattre le traître. Vert de peur, celui-ci s'empresse de le calmer en affirmant qu'il n'appartient plus à l'équipe Grandclément, et qu'il peut fournir sur ce dernier des indications importantes. «Dédé le Basque» est pressé, mais malgré tout intéressé par les éventuelles révélations de Noël, aussi se contente-t-il d'acquiescer lorsque le traître lui propose un rendez-vous pour le lendemain place de la Victoire. Renaudin est là; il a entendu la conversation et doit savoir à quoi s'en tenir sur les intentions véritables de Noël, PUISQU'IL SAIT QUE CELUI-CI MENT, QU'IL EST TOUJOURS AUX ORDRES DU «CHEF», ET QUE, PAR CONSÉQUENT, IL TEND UN PIÈGE A SON INTERLOCUTEUR, pourtant, il ne bronche pas! Bien mieux, il opine affirmativement lorsque Noël le prend à témoin de sa soi-disant volte-face!

Cependant, «Dédé le Basque» est un homme prudent, un vieux routier de la clandestinité; il a trop l'habitude des arcanes du monde de l'ombre pour s'en laisser conter. Aussi le 26, il envoie de bon matin quelques-uns de ses hommes pour reconnaître les lieux du rendez-vous, et rapidement il sait à quoi s'en tenir car les environs sont surveillés par des séides de Dhose. Il pourrait en rester là et s'abstenir, mais il n'est pas dans sa nature d'en demeurer aux demi-mesures. Puisqu'il a une preuve irréfutable de la trahison de Noël et de Renaudin, il va se rendre au rendez-vous et les abattre sur place. A onze heures, accompagné de Lucien Nouaux (Marc) et de quatre francs-tireurs, il arrive sur les lieux. Le temps passe et personne ne se présente. Dédé comprend alors que ses interlocuteurs de la veille ne viendront même pas simuler la rencontre¹. Sans doute l'un d'eux est-il dissimulé quelque part dans une maison pour le désigner aux policiers? C'est au moment où, rebroussant chemin, il passe devant un magasin de nouveautés au rideau de fer à moitié baissé, que l'attaque se produit. Jaillissant de la boutique, des S.S. assaillent les quatre maquisards qui avancent en éclaireurs. Les quelques mètres de retard que Dédé et «Marc» ont à cet instant sur leurs compagnons, et un réflexe rapide, leur permettent d'échapper aux Allemands. Lucien Nouaux s'élançe et disparaît à toute allure au coin de la rue, tandis que Dédé se réfugie sous un

1. Contrairement à ce qui a été souvent écrit, Renaudin n'est pas venu à ce rendez-vous. (Rapport de «Dédé le Basque» établi le jour même et conservé aux archives de Roger Landes.)

porche en dégainant son revolver. Pendant ce temps, les quatre hommes cernés ont été appréhendés et poussés dans la boutique par trois S.S. qui les surveillent, tandis que les autres sont partis sur les traces de «Marc», courant à sa poursuite. Mettant à profit cet intermède, «Dédé le Basque» bondit alors aussitôt et, en tirant des coups de feu, se rue dans l'échoppe pour délivrer ses camarades. Voyant cela, ceux-ci se ressaisissent immédiatement et, n'ayant pas encore été fouillés, sortent brusquement leurs pistolets. Surpris, les Allemands lèvent les bras et se laissent désarmer. Ne pouvant s'embarrasser de prisonniers, Dédé se contente de les expulser brutalement, et ils détalent sans demander leur reste. Puis, n'ayant tout de même pas oublié de s'emparer des mitraillettes allemandes abandonnées, les maquisards quittent au plus vite ce dangereux secteur.

Rentré dans ses quartiers, André Bouillard rédige aussitôt un rapport succinct des faits à l'intention d'«Aristide», et le lui fait parvenir immédiatement. La réaction de l'officier du S.O.E. ne tarde guère, car il lance sur-le-champ un commando aux troussees de Noël et de Renaudin. Trois jours suffisent aux pisteurs pour retrouver la trace du second, et le 29 juin, il est abattu à l'angle des rues Héron et Mouneyra. Mais était-il vraiment coupable? Ne peut-on penser qu'il a été victime du guet-apens monté par Noël et Grandclément? Les avis demeurent partagés. Il a été dit par la suite qu'on avait trouvé sur lui un laissez-passer délivré par la Gestapo au nom de «Jordanet», mais ce qui est certain, c'est qu'un jury d'honneur, ayant mené une enquête sérieuse, a conclu plus tard à son innocence et évoqué «une affaire méprise».

Il sera difficile de connaître la vérité; mais avouons que les apparences ne plaident pas en sa faveur.

Réorganisation sur de nouvelles structures

En mars 1944, le général Koenig avait été nommé commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur, le général Chaban-Delmas, dans le même temps, était désigné comme délégué militaire national (D.M.N.), et le général Chevance-Bertin devenait responsable des régions sud de la France: R3, R4, R5 et B. Chacune de ces régions se voyait dotée d'un délégué régional (D.M.R.).

Le 13 juin, Roger Landes reçut de Londres un message l'informant de ces dispositions, et lui précisant que le D.M.R. pour la région B serait le colonel Gaillard (Triangle), dont l'arrivée était annoncée pour les jours prochains. En attendant, le S.H.A.E.F.¹ désignait «Aristide» pour représenter l'autorité

1. *Suprême Headquarters of Allied Expeditionary Forces.*

au nom du général Kcenig. De son côté, le C.O.M.A.C.¹ avait nommé le général Moraglia (Dufour) comme chef des troupes F.F.I. de la région.

Cette regrettable pluralité de commandement ne pouvait qu'amener des dissensions.

Devant l'importance de ses effectifs et leur ardente participation aux combats, «Aristide» estima qu'il convenait de leur donner une structure plus conforme à l'aspect militaire. Le réseau «Actor» était dépassé, même s'il demeurait le noyau vital de l'organisation. En conséquence, il procéda à la formation de six compagnies, constituées sur les bases régionales.

La 1^{re} compagnie regroupait les corps francs des Basses-Pyrénées, et le maquis de «Léon des Landes». Elle était commandée par Léonce Dussarat.

La 2^e compagnie comprenait le corps franc du Blayais, et les groupes «Actor» du nord de Bordeaux. André Bouillard la dirigeait.

La 3^e compagnie, formée des corps francs de Bordeaux et des équipes de banlieue sud, était placée sous les ordres du capitaine Alban Bordes.

La 4^e compagnie englobait le maquis d'Arcachon et les corps francs de la ville. Elle dépendait du commandant de Luze.

La 5^e compagnie rassemblait les corps francs de Mérignac, et les groupes du secteur. Pierre Chatanet en assurait le commandement.

La 6^e compagnie était celle des cheminots sous les ordres de Fernand Schmaltz et de Capdepont.

Autour de ces six compagnies, s'articulaient différents groupes dépendant directement du noyau «Actor». Un service de renseignements et de sécurité fut créé, dirigé par l'inspecteur Lacoulonnère de la police de Bordeaux. Un service de santé fonctionna sous la houlette de Paulette Faye, et un service de transports sous l'autorité de l'ingénieur Max Faye.

Quant aux équipes spécialisées dans la réception des parachutages, elles étaient sous la responsabilité de Fernand Bazergue. Si l'on ajoute que la filière d'évasions vers l'Espagne, mise en place par «Dédé le Basque», conservait sa chaîne de passeurs placés sous les directives de l'inspecteur Vallet, de la police de Bayonne, on aura un aperçu de la force que représentait l'ensemble dirigé par «Aristide».

Entre le 6 juin et la mi-juillet, vingt-quatre parachutages permirent d'équiper plus que convenablement les compagnies, et même de fournir des armes à plusieurs formations de l'A.S. ou de l'O.R.A. Il est vrai qu'«Aristide» reçut des demandes pressantes pour approvisionner des équipes voisines auxquelles il

1. Commission d'action du Conseil national de la Résistance.

s'efforça de donner satisfaction, mais il est aussi exact de préciser qu'il refusa son aide, en ce domaine, aux formations dont il doutait de leur indépendance vis-à-vis de Grandclément.

Disparition d'un brave et mort d'un traître

A la mi-juin, les nouvelles les plus alarmantes courent dans l'agglomération bordelaise: les Allemands envisagent la destruction du port et d'une partie de la ville lorsqu'ils l'abandonneront. A cet effet, ils ont préparé un réseau électrique qui permettra la mise à feu des charges explosives disposées aux points stratégiques.

«Aristide» charge alors Pierre Roland de saboter ces câbles profondément enterrés le long de la rive droite de la Garonne, et gardés par un cordon de postes allemands. Mais malgré toute sa bonne volonté, Pierre Roland ne peut procéder qu'à des destructions superficielles. Conscient de l'importance du redoutable projet ennemi, Roger Landes alerte alors par radio la centrale, expliquant la situation et demandant le bombardement du secteur le plus isolé où les câbles ont été localisés. Le lendemain, plusieurs appareils de la 15^e Force aérienne U.S., partis de leurs bases nord-africaines, interviennent et anéantissent tout le circuit de mise à feu. Malheureusement, l'infiltration d'un agent de Grandclément permet à celui-ci de remonter jusqu'à Pierre Roland qui sera arrêté deux jours après. Soumis à un infernal interrogatoire, le courageux résistant ne devait pas survivre aux tortures subies.

La disparition de ce brave compagnon est cruellement ressentie par «Aristide» qui lance alors une seconde équipe aux troussees de Noël et de Grandclément, car il sait que l'arrestation de Pierre Roland leur est due.

André Noël est localisé, puis contacté par un membre du commando qui lui promet de l'emmener jusqu'au refuge d'«Aristide». Appâté par ce subterfuge, le traître s'en vient tranquillement au-devant de sa mort, car il est abattu sans autre forme de procès, et son corps jeté dans la Garonne. Quant à Grandclément, il demeure introuvable; apeuré par l'exécution de son acolyte, il se terre dans l'agglomération bordelaise.

«Léon des Landes» et «Dédé le Basque» à la pointe des combats

Pendant que se déroulaient ces événements, l'activité des équipes d'«Aristide» ne s'est pas démentie. Un bref rappel de leurs principales actions le montre aisément:

La 2^e compagnie de «Dédé le Basque» déploie une intense énergie en accrochant les convois allemands. Elle fait sauter à plusieurs reprises la voie ferrée Bordeaux-Langon, ainsi que celle allant de Bordeaux à Saintes. Puis c'est la station électrique à la gare centrale qui est détruite, empêchant ainsi pendant plusieurs jours tout trafic.

Outrepassant les consignes d'«Aristide», mais pour «Dédé le Basque», toute occasion de nuire à l'ennemi devait être saisie, un de ses commandos, sous son commandement personnel, se rend à Toulouse à l'usine Latécoère. Là, une complicité locale permet aux hommes d'entrer et de photographier les prototypes de fusées sur leurs chaînes de montage, puis de placer des charges d'explosifs qui les détruiront. Cette action fut un véritable exploit, car il fallait pouvoir pénétrer dans une enceinte aussi sévèrement gardée! Par la suite, «Dédé» se montra peu loquace pour évoquer les concours qu'il lui fallut obtenir; sans doute avait-il ses raisons. Quant à Roger Landes, il n'était pas très rassuré sur la réaction de la centrale, lorsqu'il expédia les clichés par la filière espagnole, car il avait empiété sur la zone de Haute-Garonne qui était le secteur de son collègue «Hilaire», le lieutenant-colonel George Starr. Il n'en eut cependant aucun reproche.

De son côté, Léonce Dussarat mène une guérilla constante dans les Landes. Ayant pratiquement coupé tous les moyens de communication entre Dax, Peyrehorade, Mont-de-Marsan, Pau, Castets et Toulouse, il dynamite, au cours d'une opération particulièrement bien organisée, les réservoirs de pétrole des Allemands à Saint-Paul-lès-Dax, bien que ceux-ci fussent sévèrement gardés, et anéantit ainsi près de 700'000 litres de combustible. Cette action devait amener l'immobilisation d'une division de panzers pendant de nombreux jours. C'est un autre groupe de «Léon des Landes» qui fait sauter à Laluque un train de munitions de vingt-deux wagons en partance pour le front de Normandie.

Ces deux actions déclenchent une violente réaction des Allemands. Le P.C. de Dussarat est attaqué en force par une troupe importante équipée de chars légers et de mortiers. Après avoir tenu l'ennemi à distance un moment, «Léon des Landes» ordonne le repli, mais auparavant il mine la ferme et les bâtiments. Lorsque les fantassins investissent les lieux, une terrifiante explosion secoue tout le secteur. Une cinquantaine d'Allemands trouvent la mort ou sont grièvement blessés, et, dans la confusion qui s'ensuit, les rescapés tirent sur leurs propres camarades. Les maquisards déplorent trois morts et quatre prisonniers. Ces malheureux seront affreusement torturés avant d'être exécutés le lendemain. La fureur de l'ennemi se retourne alors sur les fermes des environs qui sont incendiées. Dussarat replie

aussitôt sa compagnie plus au sud, aux limites des Basses-Pyrénées, mais il poursuit son activité entre Orthez et Pau, tout au long des rives du Gave.

La 3^e compagnie d'Alban Bordes et la 4^e compagnie de De Luze ne laissent pas, elles non plus, de répit à l'occupant. Le sud Bordelais et le bassin d'Arcachon deviennent des zones difficiles pour les convois, et aucune communication ne peut plus bientôt y être établie.

«Aristide» maintenant se déplace sans arrêt entre ses différentes formations afin de garder un contact humain permanent. Le jeune radio français qu'il a formé: Robert Angelaud (Julot), assure la liaison avec la centrale, et les agents de secteurs parcourent quantité de kilomètres afin de transmettre les ordres quotidiens.

Depuis le mois de mai, le commissaire de la République désigné par le général de Gaulle était arrivé à Bordeaux. Ancien inspecteur du port autonome, Gaston Cusin connaissait parfaitement la ville, néanmoins, compte tenu de son rôle clandestin, il éprouva quelques difficultés à entrer en contact avec les responsables résistants. Il put toutefois rencontrer «Aristide», qu'il confirma dans ses fonctions, en attendant l'arrivée du délégué militaire régional. A cette époque, la situation était encore difficile, personne ne songeait à briguer la place de Roger Landes en tant que représentant de la Résistance en région bordelaise. A partir de la mi-juin, il va en être tout autrement. De partout surgissent des foudres de guerre qui prétendent détenir l'autorité d'un organisme quelconque. En fait, en zone B, la situation est simple puisque seuls «Aristide» et le général Moraglia détiennent un pouvoir; le premier du général Kœnig, le second du C.O.M.A.C. Seulement, le rapport des forces est inégal puisque l'officier du S.O.E. dirige d'importantes formations actives et parfaitement structurées, tandis que Moraglia ne s'appuie que sur quelques groupes épars, vestiges de l'O.C.M. ou de l'A.S. ayant plus ou moins échappé à l'emprise de Grandclément. On trouve cependant dans ces formations certaines équipes de grande valeur comme celles du Dr Poinot, de Saldou, de Sournac, du capitaine Bernadet, ou de Noutary.

Bien entendu, dans ce tour d'horizon, nous exceptons les compagnies F.T.P.F. qui ont leur autonomie et leur propre commandement national. Si dans cette étude, nous ne les évoquons pas davantage, c'est que d'une part, elles n'avaient aucune liaison avec «Aristide», et que d'autre part l'objet de cet ouvrage n'est pas de retracer l'histoire de la Résistance en région B. Il est bon toutefois au passage de souligner qu'elles eurent, comme partout en France, une activité prépondérante dans la lutte contre l'occupant.

Pour en revenir à la Résistance dite «non communiste» (à tort car il n'y avait pas que des communistes au sein des Francs-Tireurs et Partisans français), la situation est donc assez simple à Bordeaux jusqu'en juillet 1944. A partir de ce mois, les «chefs» poussent comme des champignons et, en tant que principal pourvoyeur en armes des forces clandestines, «Aristide» est harcelé de demandes impératives par ces «promus par eux-mêmes» désireux soudain d'en découdre. Bien entendu, ayant à ce moment d'autres chats à fouetter, il leur oppose une fin de non-recevoir qui lui vaudra par la suite bien des inimitiés.

Vers la mi-juillet, Roger Landes est informé que le D.M.R. Triangle (colonel Gaillard) est enfin arrivé, et qu'il aurait pris contact avec le général Moraglia. Dans le même temps, il apprend également que Grandclément est réapparu en ville et qu'il s'efforce de rencontrer «Triangle». «Aristide» envoie alors aussitôt un messenger à Moraglia pour lui signaler le retour du traître, et le prier d'avertir le colonel Gaillard du danger qu'il court au cas où le «Chef» parviendrait jusqu'à lui. Mais les événements vont se modifier de telle façon que cet avertissement n'aura plus guère d'utilité.

L'exécution de Grandclément

Tandis que le commando d'«Aristide» recherchait les traces de Grandclément, un autre pisteur s'acharnait également à retrouver la cachette où se terrait le traître, complètement affolé par les exécutions de Noël et de Renaudin. Envoyé de Londres par le B.C.R.A. qui avait un vieux compte à régler avec le «Chef» depuis la mort de Bonnier (Hypoténuse), Meirilhac s'était lancé à la poursuite de l'homme de Dhose en enquêtant dans les groupes qui conservaient quelques relations avec lui. C'est ainsi qu'il lia connaissance avec Jean Charlin, un résistant abusé, comme tant d'autres, par Grandclément. Charlin savait où joindre celui qu'il considérait toujours comme le patron de l'O.C.M.; Meirilhac le chargea alors de faire connaître au «Chef» que certaines accusations pesaient contre lui, et que Londres réclamait son audition afin qu'il puisse se justifier. S'il était d'accord, un Lysander le prendrait pour l'emmener en Angleterre.

Grandclément saisit avec empressement l'occasion qui lui était donnée de se sortir de l'impasse dans laquelle il s'était fourvoyé. Il n'ignorait pas, après le sort réservé à Renaudin et à Noël, que tôt ou tard les hommes lancés à ses trousses finiraient par le retrouver, et que ce n'était pas la protection de Dhose qui pourrait le sauver. Pendant ce temps, Meirilhac avait pris

contact avec un groupe sûr, celui d'Alban Bordes, qui comme on le sait dirigeait la 3^e compagnie des forces d'«Aristide». Alban Bordes confia à l'un de ses adjoints, Pierre Tastet, le soin de mener les négociations avec Charlin et Grandclément. Il fut convenu que, pour égarer les soupçons de Dhose, on simulerait un enlèvement au domicile de Duluguet, un lieutenant du courtier en assurances, chez qui le «Chef» se réfugiait souvent.

Le 4 juillet, Tastet, Meirilhac, et deux autres résistants, viennent chercher le traître. On crée un peu de désordre dans la maison pour faire croire au rapt, et il est convenu que la femme de Duluguet n'alertera les Allemands qu'une bonne heure après le départ de l'équipe. Comme Grandclément a exigé que son épouse et Duluguet l'accompagnent, on les emmène tous les trois dans une cache près de Léognan. Le lendemain, Alban Bordes arrive et commence à questionner le «Chef» sur ses activités sans toutefois démentir le voyage pour Londres. Mais la Gestapo a déclenché les recherches à la suite de l'appel de Mme Duluguet, et ses voitures sillonnent la région. On maintient donc les trois fugitifs dans leur refuge provisoire, ce qu'ils acceptent volontiers puisque leur nouveau but est de se rendre en Angleterre. Ce n'est que le 28 juillet qu'ils sont transférés, avec beaucoup de précautions, chez Frank Cazenave à proximité du terrain d'atterrissage «Prince», tout près de Belin. C'est là que vers 13 heures arrive «Aristide», escorté de «Dédé le Basque», de Louis Campet et de Max Faye. En voyant entrer l'officier du S.O.E., Grandclément pâlit et s'exclame: «Nous sommes tombés dans un traquenard», ce à quoi Landes répond: «Vous allez comparaître devant une cour martiale pour y répondre de vos actes criminels.» Tandis qu'Alban Bordes dispose sa compagnie aux alentours de la maison pour en assurer la protection, «Aristide» réunit autour d'une vieille table de bois ceux qui vont être chargés de faire le procès du traître. Durant de longues heures, Grandclément se défend pied à pied, rejetant ses crimes sur André Noël ou sur Dhose. L'interrogatoire prend parfois des aspects pathétiques, notamment lorsque «Aristide» reproche au «Chef» les arrestations de Pierre Roland, de Duboué et de sa famille, ainsi que de nombreux patriotes. Grandclément a perdu toute sa faconde, ce n'est plus qu'un pitoyable pantin larmoyant qui s'efforce de justifier sa trahison en arguant qu'il lui fallait sauver sa vie et celle de sa famille. Autour de la table, les hommes impassibles écoutent le plaidoyer de celui qui brisa la Résistance en région B; mais au fond d'eux-mêmes ils évoquent les visages de tous leurs camarades que sa félonie a livrés aux bourreaux de la Gestapo. Nombre d'entre eux ont déjà été fusillés; le sort des autres sera également de faire face au peloton d'exécution, à moins qu'ils ne soient embarqués pour l'enfer nazi de la déportation.

L'audition est maintenant terminée et fait place aux délibérations qui se déroulent en dehors de la présence de l'intéressé. A l'unanimité, Grandclément est condamné à mort, mais c'est seulement au terme d'un long débat que la même peine est décidée pour sa femme et pour Duluguet qui n'ont probablement agi que sous l'influence du «Chef».

En fin d'après-midi, deux «tractions» sont préparées. Dans la première, Grandclément prend place, escorté de deux gardes et de Louis Campet; dans la seconde montent sa femme, Duluguet, «Aristide» ainsi que deux autres accompagnateurs. Les voitures partent vers le sud, mais quelques kilomètres plus loin, un barrage de miliciens les oblige à stopper. Déjà, les hommes préparent leurs armes, c'est alors que Louis Campet (Lancelot) jaillit, avec un admirable sang-froid, du premier véhicule et salue d'un impeccable bras levé hitlérien. Croyant avoir affaire à la Gestapo, car les «tractions» ne portent pas de S.P. ni d'autres signes d'autorisation de circuler, les mercenaires s'empresent de dégager la route. Incertain sur son sort et espérant toujours partir pour l'Angleterre, Grandclément n'a pas bronché, et les voitures passent en trombe devant les miliciens figés au garde-à-vous. Un moment après, elles arrivent aux environs de Muret, dans les Landes. C'est là que «Aristide» notifie la sentence aux condamnés.

Quelques minutes plus tard, dans un bois proche, des coups de feu retentissent. Justice est faite.

Revenu à son P.C., «Aristide» établit un rapport à l'intention de Baker Street, ainsi qu'un procès-verbal du jugement et de l'exécution. Parvenues à Londres, ces pièces furent classées dans les archives du S.O.E. Roger Landes en gardera un double qu'il conserve encore aujourd'hui¹.

La brutale disparition de Grandclément déchaîna la colère de Dhose. Ne sachant pas s'il avait été joué ou si son associé avait été éliminé, il lança un vaste coup de filet dans lequel tombèrent tous ceux qui avaient eu l'imprudence, ou la malchance, de maintenir des relations avec le «Chef».

Ainsi, même mort, Grandclément restait-il un danger pour tous ceux qui l'avaient approché.

1. C'est d'après ce double que nous avons effectué la relation de cette affaire.

CHAPITRE XI

Tractations pour sauver le port de Bordeaux

Dans les premiers jours d'août, le colonel Gaillard (Triangle), délégué militaire régional, se démène pour rencontrer «Aristide». Il lui faut en effet prendre contact avec l'homme que le S.H.A.E.F. a nommé son représentant en région B, et qui, de plus, est toujours le responsable désigné par le général Kœnig. Jusqu'alors, s'il a pu s'entretenir avec le général Moraglia, dont on se souvient de la nomination par le C.O.M.A.C., il n'a pu dialoguer avec l'officier du S.O.E.

Il est pourtant urgent d'intervenir car la situation s'est sérieusement dégradée entre les deux hommes qui dirigent la Résistance locale. «Aristide» ignore complètement Moraglia, qui n'a pour lui aucune action valable à son actif, tandis que ce dernier médite un plan qui lui permettrait de surpasser l'autorité de Landes dans le commandement des Forces françaises de l'intérieur. On parlera même d'un projet d'enlèvement.

Le 7 août enfin, le colonel Gaillard rencontre «Aristide», et immédiatement il se sent en confiance. Le confirmant dans ses fonctions, il le charge alors de maintenir l'ordre dans cette région B qui créa tant de soucis aux gens de Londres.

C'est que la pagaille est en train de s'installer un peu partout. Occupés à lutter contre les Allemands, les résistants ne s'intéressent guère à la vie civile, et, comme toujours en pareil cas, de fieffés coquins en profitent pour imposer leur loi. Les structures administratives de Vichy s'écroulent de plus en plus au fur et à mesure que se précise la défaite du Reich, et l'occupant se cantonne prudemment dans les grandes villes, laissant les campagnes

à la merci des maraudeurs et des pillards, aussi bien allemands que français. La première mesure prise par «Aristide» va être de proclamer la région «zone libre», et d'ordonner aux unités de F.F.I. d'occuper les villages et les bourgades afin d'y restaurer l'ordre. Puis il s'entendra avec son collègue «Hilaire» (George Starr) qui, de son côté, éprouve les mêmes difficultés, pour que soit partagée la zone d'influence de leurs formations dans le secteur limitrophe entre les régions B et R4. Il leur faudra également se concerter pour organiser le ravitaillement dans le même périmètre, car les stocks sont épuisés. Grâce à des mesures prises en commun, la situation put se rétablir progressivement.

Cependant, cette tâche d'administrateur ne sourit guère à «Aristide» à l'heure où les combats réclament une énergie nouvelle, et il va très vite passer la main, pour se consacrer à la lutte armée.

Pendant ce temps, les compagnies de «Dédé le Basque», d'Alban Bordes, de De Luze et de Dussarat se sont rendues à peu près maîtresses de leurs secteurs respectifs. «Léon des Landes» notamment envoie à «Aristide» des rapports relatant l'évolution de la guérilla dans le département des Landes. A la mi-août, celui-ci est quasiment entre ses mains puisque les Allemands n'occupent plus que quelques villes importantes comme Dax, Peyrehorade, et la station côtière de Mimizan. Aire-sur-l'Adour a été libérée le 13, et les combats s'amorcent pour la libération de Mont-de-Marsan qui sera effective le 21.

A Bordeaux, la situation est confuse. Retranchés dans leurs casernements, les éléments de la 159^e D.I. allemande s'appuient sur les contingents de la Kriegsmarine du capitaine de corvette Kühnemann, et paraissent décidés à défendre l'accès du port aux Alliés. Mais presque tous les moyens de communication sont coupés et la banlieue permet l'infiltration de nombreux groupes de combattants clandestins. C'est sur eux qu'«Aristide» va baser le poids de son action pour entreprendre l'investissement de l'agglomération. En ville même, différentes formations résistantes, comme celle de Saldou et du Dr Pointot, se tiennent prêtes à apporter leur concours à la libération de Bordeaux.

Cependant l'occupant a conscience de l'intérêt stratégique que représente le port, et il n'est nullement décidé à le laisser intact aux troupes libératrices. Un plan très élaboré a été mis au point pour en assurer la destruction en cas d'abandon de la cité, et il prévoit également l'anéantissement des docks, des chantiers navals, des grues, ainsi que le sabordage des navires qui n'auraient pu appareiller en temps voulu. Par ailleurs, les ponts routiers et ferroviaires sont eux aussi l'objet d'un paragraphe de ce projet. Le commissaire de la République, Gaston Cusin, a été informé des intentions allemandes; il alerte «Aristide» et le colonel «Triangle». Les trois hommes se réunissent

dans un garage, près du Parc Bordelais, et décident d'envoyer au commandant des forces ennemies l'ultimatum suivant:

Bordeaux le 21 août.

Le représentant du gouvernement provisoire de la République française, à M. l'amiral commandant la Kriegsmarine de l'ouest de la France.

Depuis la prise de Toulouse par les F.F.I., les forces allemandes de la région de Bordeaux sont virtuellement prisonnières. Nous sommes informés que la Kriegsmarine, en désaccord avec la Wehrmacht et avec la Luftwaffe, a décidé de poursuivre la lutte. Nous savons d'autre part que vous avez décidé de faire sauter les installations du port de Bordeaux.

A l'heure où la lutte est sans issue, un tel acte ne représenterait plus qu'un sabotage de l'économie française, uniquement préjudiciable à la population laborieuse, sans que l'armée allemande en tire une gloire nouvelle.

Nous vous informons qu'il sera considéré comme tel. Il nous paraîtrait au contraire possible d'envisager de traiter les forces de la Kriegsmarine avec tous les honneurs de la guerre, au cas où vous décideriez de cesser toute résistance sans procéder à la destruction d'installations non militaires.

Le délégué militaire régional: Triangle

Le délégué militaire britannique: Aristide

Le commissaire de la République: Cusin.

Ce message n'eut jamais de réponse, et certains en déduisent aujourd'hui qu'il ne parvint jamais à son destinataire. C'est possible, mais il convient de noter que de sérieux désaccords divisaient le commandement allemand tiraillé entre ceux qui voulaient sauvegarder le port et la ville, admettant ainsi avec les signataires de l'ultimatum que l'armée allemande ne tirerait aucune gloire de destructions gratuites, et ceux qui rêvaient de tout faire sauter. Il n'est donc pas interdit de penser que la sommation fut interceptée. Après coup, les survivants s'empressèrent d'en nier l'existence, l'honneur allemand ne supportant pas que l'on puisse croire à un renoncement prématuré. Mais les trois rédacteurs de cette note ont toujours pensé que leur message était bien arrivé, et qu'il avait influencé l'attitude des chefs de la Kriegsmarine.

Aujourd'hui, les avis sont partagés pour attribuer la sauvegarde du port de Bordeaux à tel ou tel médiateur. On cite les démarches de la municipalité vichyssoise de Marquet qui auraient abouti à un compromis avec les autorités d'occupation. Mais on peut être sceptique, car quels engagements pouvait prendre le

maire pétainiste alors qu'il ne représentait déjà plus rien sur l'échiquier local? Les Allemands n'étaient pas si naïfs pour croire Marquet capable d'apporter des garanties au nom de la Résistance ou des Alliés! Or, ceux parmi eux qui étaient prêts à discuter du sort de Bordeaux voulaient, en échange de leur bonne volonté, obtenir la certitude qu'ils pourraient quitter la ville sans être attaqués par les forces résistantes. Ce n'était certainement pas Marquet qui pouvait prendre un pareil engagement! Les tractations ne donnent donc rien de positif, si ce n'est, après une conférence tenue le 24 août au siège de la Stabskommandantur place Pey-Berland, la décision de rédiger un appel à la population signé du général Nake, chef des forces allemandes de la région, appelant les habitants à s'abstenir de tout acte de sabotage, moyennant quoi aucune destruction ne serait effectuée. Mais quelle valeur pouvait avoir cet accord, dès lors que le maire et le préfet Sabatier, qui jouaient le rôle d'interlocuteurs, étaient incapables de contrôler les actes de la population, et, à plus forte raison, des éléments patriotiques?

On a parlé également d'un compromis établi entre le négociant en vins Eschenauer, Antoine Cayrel maire du Bouscat, d'une part, et le capitaine Kühnemann de l'autre, qui entretenaient d'excellentes relations commerciales avant-guerre. Comme on a pareillement cité l'intervention du consul de Suisse sollicité par le général Moraglia. Qu'en fut-il exactement de tous ces pourparlers, et qui en définitive sauva le port de Bordeaux de la destruction? Eh bien! en dépit de toutes les affirmations, nous dirons nous que ce fut la Résistance, car, sans la présence de toutes les unités combattantes des Forces françaises de l'intérieur exerçant une terrible pression sur les éléments allemands enfermés dans la ville, et menaçant gravement leur retraite, jamais les chefs de garnison ne se seraient laissé convaincre de passer outre aux consignes du haut commandement. Qu'il y ait eu des hommes de bonne volonté pour jouer les intercesseurs, tout le monde en est d'accord, mais sans la menace constante que faisait peser sur les troupes occupantes l'armée populaire clandestine, sans cette crainte de représailles qui hantait l'esprit du général Nake, il est probable que celui-ci ne se serait jamais montré aussi conciliant.

Entre-temps, va survenir un incident assez nébuleux qui accentuera le désarroi de l'occupant. Le 22 août en effet, vers 20 h 30, le blockhaus de la rue Raze, dans lequel étaient entreposés quantité d'explosifs et de détonateurs, saute dans une gigantesque déflagration qui éparpille les débris sur près de deux kilomètres, et qui cause la mort de plusieurs factionnaires de la Wehrmacht. Sentant rôder autour d'eux la présence de la Résistance, les Allemands lui attribuent cette action qui accroît leurs craintes. Mais en fait, elle aurait été l'œuvre d'un Feldwebel antinazi,

artificier de formation, désireux à la fois d'éviter les destructions prévues par ses supérieurs, et de bénéficier d'une filière pour désertier. Il avait, paraît-il, contacté des résistants du groupe Saldou – Ducasse et Dupuy –, pour leur faire part de son projet et pour s'assurer un repli secret.

«Aristide», quant à lui, déclare n'avoir jamais été au courant de ce sabotage.

Quoi qu'il en soit, le blockhaus fut bel et bien détruit, et ce fait aurait incité le commandement allemand à modifier ses plans d'anéantissement du port, et peut-être même, en raison du manque de matériel, à les abandonner.

En quel cas, Bordeaux devrait une fière chandelle au Feldwebel Heinz Stahlshmitt!

Les combats de l'insurrection, et la mort de «Dédé le Basque»

Tandis qu'à Bordeaux les tractations se développent pour sauver le port et les docks, la guérilla qui s'est étendue dans toute la région B prend de plus en plus l'aspect de combats ouverts. Les nombreux parachutages effectués à la demande d'«Aristide» ont permis de pourvoir très convenablement en armes légères la majorité des formations clandestines, et, conséquemment, d'intensifier la lutte. La fin du mois de juillet et le début du mois d'août sont marqués par une recrudescence d'actions qui connaîtront leur apogée dans la dernière quinzaine de ce mois.

Dès le 17, après des combats intermittents qui durent depuis le 4, Sainte-Foy-la-Grande est libérée par les résistants du groupe Ponton-Martin, épaulés par des éléments de la colonne du capitaine «Z» (Moressee), dont nous reparlerons un peu plus loin. Dans le secteur de Libourne, c'est encore le groupe Ponton-Martin, fort de plus de quatre cents hommes, qui libère la ville de Branne le 25, cependant que de sévères accrochages se sont produits auparavant à Arveyres, Abzac, Vayres, Saint-Jean-de-Blaignac et Saint-Emilion. A partir du 27, commence le harcèlement de Libourne par les groupes Legendre, Lourmès, Delas, Angélini (commandant Louis) et Demorny (Bousquet), qui aboutit à la retraite des Allemands. Le 28, la ville est libérée.

La région de Langon connaît de rudes combats pour la libération de cette cité. Le maquis F.T.P. de Lorette, le bataillon François de l'A.S., le bataillon Néracais, ainsi que la formation «Honneur et Patrie» unissent leurs efforts pour déloger la garnison ennemie du 22 au 24 août, cependant que le bataillon «Mickey» libère La Réole le 23.

Dans le bassin d'Arcachon, le maquis de Luze attaque tous les convois allemands qui tentent de regagner les grands cen-

très, tandis que le groupe d'Hostens-Lugos, équipé par «Aristide», s'en prend au poste ennemi de Lugos où il s'empare d'un canon et fait plusieurs prisonniers avant de se rendre maître de la centrale électrique d'Hostens. Peu après les maquisards investissent Arcachon qui sera libéré le 24. Une autre antenne d'«Aristide», le groupe Riou, réussit à occuper Caudéran le 26 août.

A Bègles, le groupe Paul Valéry, qui fut très actif pendant la clandestinité, apparaît au grand jour en multipliant les sabotages et en s'attaquant au camp italien de Gradignan entre les 19 et 27 août.

Dans le Médoc, la guérilla n'a pratiquement pas connu d'accalmie depuis le début de juillet. Des embuscades sont montées par le groupe Charly (Cominetti) à Saint-Yzan, Lesparre, et près d'Hourtin. Le 23, la poudrerie de Sainte-Hélène est attaquée, mais cette opération va s'avérer meurtrière puisque vingt-sept maquisards sont tués et sept autres prisonniers, tandis que les Allemands perdent une centaine d'hommes.

Une autre formation, celle de Jean Dufour, qui tenait un vaste périmètre à proximité d'Hourtin, a subi l'assaut fin juillet d'une importante troupe ennemie formée d'indiens et de S.S., forte de plus de deux mille soldats et équipée de chars et de canons. Contraints de se disperser, les francs-tireurs déploreront la perte de trente des leurs dont leur chef.

Le 2 août, sur un terrain situé entre Saint-Laurent et Lesparre, une section de sédentaires dépendant de la compagnie de «Dédé le Basque» est surprise, lors de la réception d'un parachutage, par des patrouilles allemandes. Appelé en renfort, le maquis de Pauillac soutient l'énergique défense de ses camarades, mais trente résistants sont tués, tandis que l'ennemi se retirera avec près de cent soixante-dix des siens morts ou gravement blessés.

Le secteur du Blayais et celui de Saint-André-de-Cubzac sont tenus par la 2^e compagnie d'«Aristide» sous les ordres de «Dédé le Basque», qui a pour adjoints le capitaine Fabas (Lulu) et le lieutenant Elissade (Léon du Blayais). Cette valeureuse formation bénéficie de l'expérience et de la témérité d'un chef qui a guerroyé depuis près de deux ans de la frontière espagnole aux confins des plateaux limousins. Début juin, la 2^e compagnie s'installe aux alentours de Reignac-de-Blaye, et «Dédé le Basque» prend le commandement des maquis locaux, ainsi que celui des groupements de Charente-Maritime, Montendre, Saint-Denis-de-Saintonge et Bussac. Dès le 10 juin, l'ensemble de ces forces est opérationnel et «Dédé le Basque» attaque à Saint-André-de-Cubzac sur la N 137 une colonne allemande de la 159^e division. Un combat meurtrier s'engage au cours duquel l'ennemi perd plus de cent cinquante hommes et vingt-quatre

camions, en déplorant près de deux cents blessés. Les maquisards de leur côté relèveront quatorze tués ainsi qu'une dizaine de blessés. Le mois de juillet est marqué par de sévères affrontements car les Allemands mettent beaucoup d'acharnement à former les convois de renforts impérativement réclamés par leur commandement pour le front de Normandie. C'est ainsi que des accrochages importants se déroulent à Saint-Caprais-de-Blaye, à Berson, à Saint-Ciers-sur-Gironde, à Cartelègue, à Mirambeau et à Bourg-sur-Gironde.

Le 23 août, près de Montendre (Charente-Maritime), «Dédé le Basque», commandant quatre cents hommes bien armés, attaque une colonne de blindés allemands. Le combat dure plus de quatre heures, et l'ennemi perd une soixantaine de soldats, seize camions chargés, et deux blindés, mais «Dédé le Basque» est grièvement blessé. Transporté à l'hôpital de Blaye par ses camarades, il meurt sans avoir repris connaissance. Ainsi disparaît l'une des plus grandes figures de la Résistance en région B, un chef historique qui aura marqué du fer rouge de l'héroïsme la belle épopée patrotique de l'armée de l'ombre. La population de Blaye ne s'y trompera pas, car elle assistera en masse, malgré la présence allemande aux abords de la ville, aux obsèques d'André Bouillard, le légendaire «Dédé le Basque» tombé pour la cause qui lui était la plus chère: celle de la liberté.

Trois jours plus tard, sous la direction de «Léon du Blayais» qui a repris le flambeau, la citadelle de Blaye est occupée, et le 29 août Saint-André-de-Cubzac libéré.

Tandis que la pression des forces de la Résistance s'accroît ainsi autour de Bordeaux, la ville elle-même connaît différentes actions entreprises à l'encontre de l'occupant. Quelques petits groupes, plus ou moins isolés, ainsi que plusieurs équipes d'«Aristide» infiltrées par la banlieue, effectuent certains coups de main qui maintiennent les Allemands dans la crainte d'opérations de plus vaste envergure. C'est ainsi que des éléments du groupe Maillane n'hésitent pas à s'en prendre à des bâtiments tenus par l'ennemi rue de la Course et cours Journu-Auber, récupérant armes, munitions et vivres, parvenant même à faire quelques prisonniers. D'autres actions démontrent la volonté des résistants de l'agglomération bordelaise à Mérignac, Pont-de-la-Maye, Pessac, aux Quatre-Pavillons.

Pendant ces jours décisifs, «Aristide» ne prend pratiquement pas de repos, sacrifiant ses heures de sommeil aux déplacements incessants qu'il doit effectuer pour diriger les interventions des compagnies et des groupes qui travaillent sous ses ordres, et parmi lesquels son arrivée soudaine galvanise les énergies. En fait, c'est sur lui que repose l'essentiel de l'effort des Forces françaises de l'intérieur dans la lutte armée en région B,

et le commissaire de la République, Gaston Cusin, en est conscient. Le général Moraglia a certes constitué un brillant état-major, mais il ne dispose sur le terrain que de quelques modestes formations et manque surtout de liaisons. Or, à l'approche de la Libération, Cusin estime à juste titre qu'il serait souhaitable que les combattants présentent un front uni, ne serait-ce que pour faire face à la remise en ordre des structures sociales et administratives. C'est dans cette optique qu'il provoque le 25 août une conférence qui réunit les deux chefs de la Résistance, assistés de leurs adjoints ainsi que du D.M.R. «Triangle». Mais celui-ci, en prenant violemment à partie le général Moraglia, faillit causer une rupture définitive; et il faudra la diplomatie de Gaston Cusin pour parvenir à un accord. Finalement, la concertation aboutit à un compromis qui maintient pratiquement chacun sur ses positions. «Aristide» se voit confirmer dans ses fonctions et «Triangle» dans les siennes, mais il leur est demandé d'assurer le maintien de l'ordre, cependant que Moraglia devient chef régional des F.F.I., chargé de transmettre et de faire exécuter les directives qu'il recevra de ses deux interlocuteurs. En fait, cette décision qui le place sous la dépendance de «Triangle» et d'«Aristide» ne l'empêchera pas d'installer son poste de commandement rue Vital-Carles, et de se considérer comme l'autorité supérieure à Bordeaux.

Pendant ce temps, l'investissement de la ville a commencé, et deux compagnies d'«Aristide» occupent déjà plusieurs édifices publics.

C'est également ce même jour que Louis Rouges, commandant F.F.I. du groupe de Floirac, lassé des atermoiements qui président aux discussions pour la sauvegarde de Bordeaux, décide de se rendre au-devant du colonel Adeline, chef des Forces françaises de l'intérieur de Dordogne, afin de solliciter son appui.

Bordeaux libéré

Le 21 août 1944, le millier de maquisards de Dordogne, qui viennent de libérer Bergerac sous les ordres du colonel Adeline, mettent le cap sur Bordeaux. Renforcé par des éléments des maquis régionaux, leur nombre s'accroît rapidement, pour atteindre bientôt celui de deux mille. On s'interrogera sans doute longtemps pour connaître les raisons qui décidèrent leurs chefs à les lancer sur la route du grand port, mais on peut penser que les motivations politiques n'y furent pas étrangères. On craignait beaucoup semble-t-il en haut lieu une «soviétisation» du Sud-Ouest, et il convenait d'empêcher la résistance communiste de s'emparer des grands centres. Il n'apparaît pas qu'à Bordeaux une telle menace existât. Quoi qu'il en soit, obéissant aux ordres»

reçus, le colonel Adeline forme trois colonnes qui s'articulent en forme de tenaille, deux sur la rive gauche de la Dordogne, et une sur la rive droite. Commandées respectivement par le colonel Druilhe (Driant) au sud, par le capitaine Moressee (capitaine Z) au centre, et par le commandant Bousquet (Demorny) au nord, elles convergent entre la Garonne et l'Isle en direction de Bordeaux.

Le 25 août, la colonne Moressee est à Targon; c'est là que le commandant Rougès la rencontre. Celui-ci explique au «capitaine Z» dans quelle situation se trouve la grande ville, mais il ne rapporte que ce qu'il connaît des événements qui s'y déroulent. Notamment, parce qu'il ignore tout des plans mis au point par «Triangle» et par «Aristide», il n'indique pas à son interlocuteur que l'infiltration des F.F.I. est en cours. Le «capitaine Z» suppose donc que la ville est entièrement aux mains des Allemands, alors que ceux-ci sont retranchés dans quelques points d'appui seulement, et il renvoie Rougès en l'invitant à gagner du temps; celui qui sera nécessaire aux forces du colonel Adeline pour arriver, et combiner un projet d'attaque. Rentré à Bordeaux, Rougès se démène effectivement pour remplir sa mission, et, dans la matinée du 26, il parvient à faire intervenir Cayrel, maire du Bouscat, qui lui fait rencontrer Larrose, interprète officiel de Marquet auprès des occupants. Grâce aux démarches de Larrose, un rendez-vous est pris avec le Waffenkommendant Kühnemann, devenu entre-temps le chef des troupes allemandes encore présentes à Bordeaux. Lors de cette entrevue, se sentant en position de force, Rougès hausse le ton en faisant état d'une attaque imminente des F.F.I. En fait, c'est un coup de bluff, mais comme les patrouilles de Kühnemann lui ont signalé différents coups de main opérés par les gens de la Résistance, il s'incline et conclut avec Rougès, qui n'en demandait pas tant, une convention. Aux termes de celle-ci, il s'engage à évacuer la ville pour le 27 à minuit au plus tard, sans procéder à aucune destruction; en contrepartie, les troupes maquisardes et alliées n'occuperont Bordeaux qu'à partir du 28 à 0 heure et une minute au plus tôt. Rougès se charge alors de faire parvenir cet accord au colonel Adeline qu'il rejoindra dans la nuit à son P.C. de Langoiran. Le chef des maquis de Dordogne prend alors toutes dispositions pour que les clauses du traité soient respectées.

Cependant, sur le terrain même, les choses sont différentes. Les éléments des compagnies d'«Aristide», qui avaient reçu pour consignes de s'emparer de plusieurs points stratégiques, se sont solidement retranchés dans l'attente de l'arrivée du gros des troupes que l'officier du S.O.E. commence à rassembler. D'autre part, quelques groupes de Moraglia se livrent toujours à un harcèlement qui maintient les Allemands dans leurs cantonnements.

De leur côté, ces derniers ne respectent pas scrupuleusement l'accord signé par leur chef. C'est ainsi que les escarmouches éclatent à la barrière Saint-Genès, au Bouscat, aux Quatre-Pavillons, et rue Paul-Louis-Lande. Contrairement aux termes de la convention, les Allemands font sauter l'entrepôt de la Chambre de commerce, rue Ferrère, et coupent les voies ferrées aux approches de la gare Saint-Jean.

Néanmoins, dans la nuit du 26 au 27, l'occupant amorce sa retraite. De longues files de voitures traversent les rues endormies, se dirigeant vers le pont de pierre, cependant que les ténèbres sont illuminées par les flammes qui s'élèvent des bûchers où se consument des tonnes d'archives. Le 27 au matin, les résistants bordelais affichent sur les panneaux et sur les murs le premier «Ordre du jour» du délégué militaire régional, le colonel «Triangle», cosigné par le responsable des F.F.I. «Aristide». Toute la journée, l'exode allemand se poursuit. La plupart des troupes remontent vers le nord, mais certains bataillons vont grossir les forces qui se retranchent à la pointe de Grave et à Royan.

Le 28, précédant de quelques heures les colonnes du colonel Adeline, les compagnies d'«Aristide» entrent officiellement en ville sous les acclamations de la population.

Un peu plus tard, «Aristide» et «Triangle» arrivent à leur tour, et s'installent modestement à l'hôtel de Bordeaux, tandis que le colonel Druilhe, dont les hommes ont investi les bâtiments publics, s'établit rue Vital-Carles dans l'hôtel du gouverneur militaire.

Bordeaux est libre!

L'autorité militaire s'impose

Si «Aristide» avait pu mener à bien sa mission qui était de libérer la région B en liaison avec les forces résistantes des différents maquis et mouvements locaux, il n'était pourtant pas parvenu à refouler complètement l'ennemi du territoire soumis à son contrôle. Suivant les ordres du haut commandement allemand, des unités de la Kriegsmarine et de la Wehrmacht s'étaient solidement retranchées dans la pointe de Grave et à Royan. En fait, cette décision s'inspirait d'une volonté stratégique puisque la présence d'importantes batteries allemandes établies de part et d'autre de l'estuaire de la Gironde, muselait l'activité du port de Bordeaux. S'en étant rapidement rendu compte, «Aristide», dès le 24 août, alerte le S.H.A.E.F. Deux jours plus tard, dans un message qu'il signe conjointement avec «Triangle», il renouvelle sa mise en garde. Le 29 août, Londres répond enfin en enjoignant à ses correspondants d'envoyer un ultimatum au vice-amiral Michaëlis qui commande les forces allemandes, pour

exiger une reddition sans condition. Cet ultimatum fut rédigé et aussitôt envoyé, mais son destinataire répondit «qu'il ne se rendrait qu'à un général allié, et non à des chefs de bandes». Comme aucun gradé du rang requis n'était présent à Bordeaux, Roger Landes alerta alors l'attaché militaire britannique à Madrid, le général de brigade Wyndham Torr afin qu'il vienne sur place négocier la reddition. Arrivé le lendemain, ce dernier n'eut pas à se manifester car, entre-temps, le délégué militaire pour l'ensemble du sud de la France, le général Bertin-Chevance, avait fait son apparition, et il s'opposa à toute démarche des Alliés, arguant, probablement sur ordre supérieur, que les négociations étaient du ressort du seul gouvernement français. Les Allemands refusèrent d'entamer des pourparlers et se retranchèrent solidement dans les poches où ils devaient se maintenir jusqu'en mai 1945. Quand on songe à tous ces valeureux soldats de la France libre qui trouvèrent la mort au cours des combats devant Royan et la pointe de Grave, on ne peut que regretter que l'initiative d'«Aristide» n'ait pu aboutir.

C'est le 6 septembre qu'arrive à Bordeaux le général Chaban-Delmas, délégué militaire national, et il s'attache aussitôt à définir les responsabilités de chacun dans la hiérarchie des pouvoirs militaires. Le colonel Druilhe reçoit la charge de commandant de la 18^e région, cependant que le colonel Adeline est chargé du commandement des F.F.I. de la sous-région B et du département de la Charente-Maritime, avec le concours du D.M.R. «Triangle». Quant à «Aristide», qui considère son travail comme terminé, il se voit remercier par le général Chaban-Delmas pour «son action prépondérante dans la lutte pour la libération du secteur».

Pour Roger Landes, une page est tournée; il a mené à bien la mission qui lui avait été confiée par le War Office, et il n'aspire plus qu'à un peu de repos après les dures années qu'il vient de passer.

Quelques jours plus tard, le 15 septembre, le commissaire de la République, Gaston Cusin, donne un dîner en l'honneur du colonel Rollot, l'un des pionniers de la Résistance en Aquitaine. En présence de toutes les autorités civiles et militaires, «Aristide» est chaudement félicité pour «les grands services qu'il a rendus à la France» et pour «le magnifique courage et le remarquable dévouement dont il a fait preuve en montrant l'exemple de la lutte pour la liberté». De nombreux toasts sont portés en l'honneur de «celui qui catalysa les forces de la résistance bordelaise, et qui s'affirma comme un véritable chef de guerre». Comme on le voit, l'heure était aux congratulations et aux manifestations de reconnaissance!

Mais cette heure-là allait être brève!

«Je dois vous demander de quitter la France dans les vingt-quatre heures»

Deux jours après, le général de Gaulle arrive à Bordeaux. La population du grand port et des régions voisines, massée tout au long du parcours emprunté par le chef de la France libre, lui réserve un accueil délirant. Devant la préfecture, se sont rassemblées les personnalités civiles et militaires que le Général salue après avoir passé en revue un détachement des Forces françaises de l'intérieur. En l'honneur de l'homme du 18 Juin, «Aristide» a choisi, parmi les meilleurs de ses maquisards, quelques éléments qui, en tenue kaki impeccable, s'échelonnent dans l'escalier pour présenter les armes. Mais ces braves n'entendent du Général que cette phrase insolite: «Que font donc ces hommes ici?», et chez ces volontaires de la nuit, qui attendaient depuis tant de mois cette heure émouvante de leur rencontre avec celui qui motiva leur valeureux engagement, ces quelques mots résonnèrent longtemps amèrement. Manifestement, de Gaulle n'est pas dans l'un de ses meilleurs jours, et le discours qu'il prononce s'en ressent. Quelques phrases seulement saluent les forces de la Résistance:

«Que de souffrances, que de larmes, que de fureur, nous ont animés pendant ces mois désespérés. Mais aussi que de courage, de sacrifices, d'ardeur, les uns obscurs et ce n'étaient pas les moins grands, les autres éclatants, ont été prodigués par notre peuple dans son tourment, mais aussi dans son espérance... Encore une fois, ce qui a été exprimé de plus clair, de plus noble, de plus glorieux, par notre peuple, c'est ce qu'ont fait nos troupes, celles qui sont venues de l'Empire, comme celles qui ont jailli de la douleur comme de l'espérance nationale et qui ont couvert, les unes et les autres, nos drapeaux d'un peu plus de gloire. Toutes ensemble forment une seule armée: l'Armée française, une et indivisible.»

C'est tout; c'est peu pour rendre hommage à ces milliers de combattants qui, en Aquitaine, se sont levés pour chasser l'envahisseur et restaurer la liberté.

Sur les pas du Général, se presse une foule d'officiers et de fonctionnaires récemment promus. Des militaires galonnés, affairés, se bousculent pour approcher le chef du gouvernement provisoire, et nombre d'entre eux arborent de rutilants uniformes qui, si on les côtoie d'un peu près, dégagent de tenaces relents de naphthaline.

Tandis que les présentations vont leur train, «Aristide» et le colonel Gaillard (Triangle) attendent modestement leur tour. Lorsqu'ils parviennent enfin devant de Gaulle, celui-ci dévisage un instant Roger Landes, puis l'interpellant rudement: «Vous

êtes officier britannique; votre mission est terminée, votre place n'est pas ici, mais à Londres.» Un instant de stupeur paralyse l'assistance, mais déjà le Général a tourné les talons, plantant là ses interlocuteurs médusés.

En quelques minutes, la nouvelle de l'incident se répand et gagne la place de la Préfecture où reste massée une foule impo- sante, parmi laquelle figurent un grand nombre de résistants des groupes et des maquis d'«Aristide». Bientôt des cris montent, repris par l'ensemble de la population rassemblée là, et qui connaît le rôle joué par l'officier du S.O.E. dans la lutte clandestine, et qui se met à scander: «Aristide au balcon; Aristide au balcon!» Les clameurs parviennent dans les salons, et, pour éviter d'aggraver les choses, Roger Landes préfère s'esquiver discrètement.

Naturellement, bien qu'invité par le commissaire de la République Gaston Cusin, il n'assiste pas au déjeuner offert par celui-ci en l'honneur du général de Gaulle.

L'attitude du chef de la France libre surprit tout le monde, et plus particulièrement ceux qui savaient que Roger Landes bénéficiait de la double nationalité. Certes, il avait agi au sein des forces résistantes en tant que représentant du S.O.E., service britannique, mais n'avait-il pas été désigné, alors que l'organisation des mouvements clandestins s'en allait à vau-l'eau, comme responsable des Forces françaises de l'intérieur par le général Kœnig? Et les envoyés eux-mêmes de De Gaulle comme le colonel Gaillard ou le commissaire de la République Cusin ne considéraient-ils pas «Aristide» comme le chef légal des combattants de l'ombre?

En fait, la grogne du général de Gaulle, vis-à-vis de Landes, s'explique par la scène violente qui l'avait opposé la veille à Toulouse à un autre officier, bien britannique celui-là, du S.O.E., «Hilaire (George Starr). Ce dernier avait assumé une tâche écrasante en tant que responsable de groupes résistants dans le Gers. Lors de la libération de Toulouse, les fractions menaçaient tellement l'ordre public qu' «Hilaire» s'était proposé au nouveau commissaire de la République, Pierre Berteaux¹, pour rétablir la situation en faisant appel à ses maquisards. Mais le représentant du gouvernement, jouant habilement des rivalités, avait pu s'en sortir sans recourir aux forces dirigées par l'officier anglais. Néanmoins, informé dès son arrivée, de Gaulle avait fort mal pris ce qu'il considérait comme une intrusion dans les affaires françaises. George Starr avait été convoqué à la préfecture et mis en présence du Général. L'entretien fut plus qu'animé et se termina par un dialogue cinglant:

1. Il venait de succéder à Jean Cassou, hospitalisé à la suite de blessures infligées par les Allemands.

– Je vous donne vingt-quatre heures pour quitter le territoire français, tonna de Gaulle.

– Je n'ai d'ordre à recevoir que de mes supérieurs, répliqua «Hilaire».

– Je vais vous faire arrêter!

– Allez-y, mais vous rendrez des comptes à Londres; seuls mes chefs me dicteront ma conduite!

– Veuillez sortir de cette pièce immédiatement!

– Je m'en vais, mais écoutez, écoutez bien ceci: vous êtes le chef provisoire d'un gouvernement provisoire d'une république provisoire, et moi, je vous em...!

Sur cette dernière réplique, George Starr sortit en claquant la porte, tandis que le général de Gaulle, se précipitant sur Pierre Berteaux dans le bureau voisin, fulminait: «Vous lui donnerez vingt-quatre heures pour quitter la France, sinon vous le ferez arrêter.»

On comprend, après révélation de cet incident, que le chef de la France libre n'ait pas apprécié en arrivant à Bordeaux de retrouver un autre officier du S.O.E., même si celui-ci était, à juste titre, considéré comme l'un des principaux artisans de la libération de la région.

Rentré à l'hôtel de Bordeaux, qui lui avait servi de P.C. durant les ultimes combats de la Libération, «Aristide» y reçoit en début d'après-midi une convocation de la préfecture. Comme le caractère d'urgence en est souligné, il s'y rend aussitôt, escorté de ses gardes du corps qui, méfiants, tiennent à l'accompagner. On le conduit dans un bureau où il rencontre un personnage en civil à l'air austère qui lui déclare sans préambule: «Je dois vous demander de quitter la France dans les vingt-quatre heures.» Cette brutale déclaration entraîne un réflexe de l'un des hommes d'«Aristide» qui, levant son arme, met en joue l'auteur de ce curieux ultimatum. Un moment de panique parcourt les présents, vite rassurés par Landes qui impose le calme à son entourage. Son interlocuteur en profite pour l'entraîner dans une pièce voisine: «Je suis André Diethelm, ministre de la Guerre, et je ne fais que vous transmettre les ordres que j'ai reçus; je comprends votre réaction, et croyez bien que j'aurais préféré que les choses se passent autrement.»

– Moi aussi, répond Aristide, soyez-en certain; j'étais en droit de m'attendre à un peu plus d'égards, sans pour autant me prévaloir d'un traitement de faveur, car je n'ai fait qu'exécuter la mission qui m'avait été confiée. Celle-ci étant terminée, ma présence à Bordeaux pendant ces jours de liesse n'aurait pu se concevoir que dans la fraternité de la liberté retrouvée, au milieu de mes camarades de combat. Il semble que cette joie me soit refusée dans cette ville, j'irai donc la partager ailleurs.

Le soir même, Roger Landes quittait Bordeaux et partait pour

le département voisin des Landes où il fut accueilli chaleureusement par son vieux compagnon de lutte, Léonce Dussarat, «Léon des Landes». Pendant une quinzaine de jours, il demeura au milieu des valeureux combattants landais qui lui réservèrent d'inoubliables réceptions. Parmi eux, «Aristide» retrouvait cette chaude amitié cimentée par de longs mois de combats et d'épreuves, et il pouvait enfin savourer la douceur de la liberté retrouvée.

Par l'entremise du consul britannique à Hendaye, Roger Landes avait rendu compte à Londres de ses démêlés avec les autorités de la France libre. Mais la centrale ne sembla pas y accorder une grande importance, car d'autres cas similaires lui avaient été signalés. En fait, tous les officiers du S.O.E. en mission sur le territoire français se virent signifier, avec plus ou moins de formes, d'avoir à regagner rapidement l'Angleterre.

Cette hâte, plus que discourtoise à l'égard d'une nation qui accueillit tant de Français désemparés en 1940, avait pour motivations la crainte du général de Gaulle de voir subsister en France une autorité échappant à son contrôle. Bien qu'étant leur obligé, le Général conservait toujours une certaine méfiance vis-à-vis des Anglais, dont il redoutait la mainmise sur des parcelles nationales. Militaire d'état et de tempérament, il voyait, d'autre part, surgir dans ce grand chambardement de la Libération une multitude de chefs de maquis, issus pour la plupart du monde civil, dont il craignait un esprit d'indépendance peu compatible avec la discipline de rigueur dans l'armée. C'étaient pourtant, pour la grande majorité d'entre eux, des hommes de ce peuple que de Londres il appelait à la résistance, et qui, les premiers, avaient répondu à son appel.

Son attitude vis-à-vis de Roger Landes, dont if connaissait parfaitement le rôle primordial dans la mise en œuvre des forces clandestines, fut en fait le reflet de cet amalgame de défiance observée à l'égard de tous ceux qui n'appartenaient pas à la hiérarchie militaire française.

Mais pour tous les résistants locaux: maquisards, passeurs, légaux, agents de liaison, relais, transporteurs, qui n'avaient pu travailler valablement dans l'ombre que grâce aux directives et aux armes que leur fournissait «Aristide», et qui ne s'embarraissaient pas de vaines polémiques dès lors qu'il fallait faire front à l'ennemi, le comportement du général de Gaulle apparut comme un acte d'iniquité qui ébranla leur conscience. Cette marque de profonde ingratitude fut durement ressentie par une population qui avait été bien placée pour juger de l'activité prépondérante de l'officier du S.O.E. durant les nombreux mois où il assumait la tâche de responsable des Forces françaises de l'intérieur.

Ce qui apparaît nettement, et c'est en cela que le cas de Roger Landes rejoint celui des autres chefs de maquis évoqués dans cet ouvrage, c'est que ces hommes qui avaient organisé, coordonné, dirigé les unités combattantes de la Résistance, sortaient de l'ombre auréolés d'une gloire populaire locale qui gênait beaucoup de monde, depuis les arrivistes attentistes en passant par les militaires des «Forces françaises de Septembre» qui avaient «subi» l'occupation les pieds dans leurs pantoufles.

Et si à l'égard d'«Aristide», les motivations du chef du gouvernement provisoire reposaient essentiellement sur des raisons de stratégie politique dans le contexte d'une pensée nationaliste, par contre, le but recherché par certaines instances idéologiques ne visait qu'à éliminer de l'avant-scène ceux qui risquaient de contrecarrer leur action. Ce n'est pas par hasard si le même phénomène se retrouva dans chacune des régions où émergèrent de la nuit des combats les statures de ces chefs maquisards.

Les observateurs qui se penchent, trente-cinq ans après, sur ces dossiers de l'Histoire, ne peuvent que constater ces manifestations d'ingratitude qui ne plaident pas pour la grandeur de la patrie reconnaissante.

En 1948, le président de la République Vincent Auriol attribuait la Croix de Guerre à Roger Landes, et le nommait chevalier de la Légion d'honneur.

Par une journée d'août 1950, le nouveau maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, au cours d'une cérémonie à l'hôtel de ville, épinglait sur la poitrine d'«Aristide» ces décorations. Au milieu de ses vieux compagnons de la Résistance tous très émus, et sous l'ovation d'une foule, débordant le service d'ordre, qui montrait qu'elle se souvenait, Roger Landes ne pouvait dissimuler son émotion. En ce jour mémorable, évoquait-il les mots du général de Gaulle:

«Vous êtes officier britannique; votre place n'est pas ici.»

HENRI ROMANS. PETIT

Compagnon de la Libération
Grand Officier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945
Distinguished Service Order Britannique
Officier de Légion of Merit U.S.A.
Reda 2 Yougoslave
Officier de l'Ordre Belge de Léopold
Croix de Guerre belge
Commandeur de l'Ordre du Mérite du Congo
Officier de l'Ordre du Mérite du Cameroun

CHAPITRE XII

HENRI ROMANS-PETIT CHEF DES MAQUIS DE L'AIN ET DE HAUTE-SAVOIE

D'une guerre à Vautre, un même patriotisme

«Ce que Romans-Petit a fait dans l'Ain, c'est exactement le contraire des Glières et du Vercors. Tout ce que Romans-Petit a tenté avec ses maquis de l'Ain, il l'a réussi. Il a été accroché dans des conditions terribles, mais il y a laissé un minimum de plumes parce qu'il a filé entre les doigts des Allemands. Il ne s'est jamais laissé encercler. Il ne s'est jamais laissé imposer la bataille frontale. Il a refusé le combat autant qu'il a fallu, et il l'a cherché chaque fois qu'il l'a pu¹.»

Trente ans après, l'homme qui s'exprime ainsi sait de quoi il parle. Henri Noguères, grand résistant lui-même, s'est longuement penché sur la lutte clandestine et sur l'épopée des maquis. Son ouvrage en plusieurs tomes *Histoire de la Résistance en France*² qu'il a écrit en collaboration avec Marcel Degliame Fouché, autre grande figure de cette époque, fait autorité. Chacun s'incline devant le travail considérable que représentent l'étude et l'analyse des différentes formes de combat que menèrent les patriotes français, et nul ne songerait à en contester l'impartiale relation ni le grand souci d'objectivité. C'est pourquoi le jugement porté par cet éminent historien sur l'action de Romans-Petit revêt un intérêt si important lorsque l'on veut évoquer l'activité du chef de la Résistance de l'Ain. Tout comme les autres grands responsables de maquis qui conduisirent leurs hommes depuis les ténèbres des échauffourées souterraines jusqu'au soleil éclatant des grands combats de la

1. Henri Noguères, historien, interview à *l'Express Rhônes-Alpes* en mars 1973.

2. Editions Robert Laffont.

Libération, Henri Romans-Petit sut adapter aux forces et aux moyens dont il disposait les formes de lutte les plus aptes à contrecarrer les plans de l'ennemi. Parce que c'était la voie la plus efficace et la plus rentable, parce qu'elle ménageait les vies humaines dont il était comptable, Romans-Petit, à l'instar des Guingouin, des Leblanc, des Champenier, et autres pionniers de l'armée de l'ombre, fut un adepte fervent de la guérilla. Chacun de ces dirigeants de formations clandestines sut, d'instinct, adopter cette méthode de guerre déjà appliquée par les partisans russes et yougoslaves, et qui devait être reprise plus tard en Indochine et en Algérie notamment. Mais parce qu'elle allait à l'encontre des batailles traditionnelles, parce qu'elle ne figurait pas dans les manuels des écoles militaires, elle fut toujours regardée avec mépris par la hiérarchie des armées régulières. Et la leçon que des hommes comme Romans-Petit avaient donnée dans les campagnes et les montagnes de France à la puissante Wehrmacht ne fut pas retenue.

Soldats français et G.I. américains en payèrent le prix quelques années plus tard.

Henri Romans-Petit naquit le 13 février 1897 à Firminy dans la Loire. Aîné de quatre enfants d'une modeste famille dont le père était employé des chemins de fer, il poursuit tranquillement ses études lorsque la Première Guerre mondiale déferle comme un ouragan sur la France. Piaffant d'impatience, il attend fiévreusement d'avoir l'âge requis pour s'engager. C'est chose accomplie le 15 juillet 1915, et il signe son enrôlement pour la durée de la guerre. Affecté au 13^e bataillon de Chasseurs alpins à Chambéry, il reçoit six mois plus tard le baptême du feu en participant à plusieurs combats au cours desquels sa témérité sera remarquée par les officiers de son unité. Sa brillante conduite lors d'une reconnaissance de patrouilles en juillet 1916 lui vaut une citation à l'ordre du bataillon, puis sa nomination au grade de caporal qui sera suivie, quelque temps plus tard, de celle de sergent. Après un stage de neuf mois à l'Ecole de Saint-Cyr, Romans-Petit est muté, sur sa demande, à l'escadrille B.R. 127, Escadre 12, bombardement de jour. Son comportement dans cette nouvelle arme sera récompensé par l'accession au rang d'aspirant, puis bientôt à celui de sous-lieutenant. Après la cessation des hostilités le 11 novembre 1918, il est démobilisé et il retourne à ses études. Licencié en droit, Henri Romans-Petit choisit alors de faire carrière au sein d'un groupe de presse dont il sera l'agent principal général pour dix départements.

La tension internationale de 1938 amène une mobilisation des cadres, et Romans-Petit rejoint son escadrille. Ce n'est qu'une fausse alerte, mais l'année suivante le déclenchement

du conflit le 3 septembre rappelle le capitaine aviateur à son poste. En décembre, il est désigné pour commander les bases aériennes de Nice et de Cannes. C'est là qu'en juin 1940 le surprend l'armistice.

Pour cet ancien de 14-18, pour ce patriote enflammé, la guerre ne peut se terminer par la défaite, et puisque l'Angleterre ne s'avoue pas vaincue, c'est avec elle qu'il convient de poursuivre le combat. Le 18 juin, de Londres, le général de Gaulle appelle à la résistance; c'est la preuve évidente que d'autres pensent comme lui, alors, le 19, Romans-Petit décide de rejoindre la Grande-Bretagne. Un bimoteur Potez se trouve justement délaissé sur la base de Cannes; alors, avec trois compagnons tout aussi résolus, il décide de tenter l'aventure. Malheureusement, le bavardage inconsidéré de l'un des candidats passagers alerte les autorités, et lorsque les volontaires pour le départ se présentent près de l'appareil, ils se heurtent à une escouade de gendarmes qui fait bonne garde. La rage au cœur, le capitaine pilote doit se résigner à abandonner son projet.

Cependant, les événements suivent leur cours, et le gouvernement Pétain désigne les plénipotentiaires français, le général Huntziger, l'amiral Bergeret, et l'ambassadeur Noël, qui vont rencontrer le 21 juin à Rethondes les vainqueurs allemands: Hitler, Goering, Hess, Himmler, Keitel et Raeder. Le 22, l'armistice est signé à 18 h 35 avec l'Allemagne, et le 24 à 19 h 45 à Rome avec l'Italie. Aux termes de ces accords, la France est divisée en deux zones: le Nord et l'Ouest passent sous le contrôle direct du Reich, partie occupée; le Sud et le Sud-Est demeurent sous l'autorité, toute relative, du gouvernement de Vichy, mais l'Alsace et une partie de la Lorraine sont annexées par l'Allemagne, tandis que dix départements du Nord et de l'Est – d'Amiens au lac de Genève – sont déclarés zone interdite. Le morcellement de la France, qui consomme l'humiliante défaite, est durement ressenti par Romans-Petit, et il refuse de suivre la tortueuse route dans laquelle s'engage l'armée d'armistice. Il se fait démobiliser et regagne Saint-Etienne. C'est là qu'il va jeter les premières bases d'une résistance qui s'affirmera dans les mois suivants par sa rencontre avec Jean Nocher. Celui-ci est en effet membre du réseau «Ali¹» animé par Stanislas Mangin (Mojon) et Maurice Andlauer, l'un des premiers réseaux français dépendant du B.C.R.A. Ses ramifications s'étendent dans une grande partie de la France non occupée, et différentes antennes se sont développées à un tel point qu'elles deviendront rapidement de véritables sous-réseaux. Ce sera notamment le cas pour «Médi-

1. Emanation du réseau «Ronald» créé par Roger Wybot.

terranée» dirigé par Dardié, «Ajax» qu'anime Achille Peretti, et «Espoir» que vont précisément créer Jean Nocher et Romans-Petit. L'activité déployée par les groupes d'«Ali» sera importante et efficace. Une moisson permanente de renseignements sera acheminée sur Londres grâce aux émetteurs-radio et à quelques liaisons effectuées par felouques ou par avion. Bientôt, une branche «action» est créée par Gaston Tavian (Collin), qui prend le nom de «Tir», et le réseau répond à la nouvelle nomination d'«Ali-Tir».

Aux missions de recherches, s'ajoutent alors les réceptions de parachutages dont la plupart sont effectuées sur les terres du domaine des Barillons et de la ferme de Lagnis. C'est dans cette dernière qu'est hébergé, chez Jean Fayon, le radio Joseph Piet, parachuté dans le cadre de l'opération «God» en décembre 1941. C'est également sur un terrain dépendant de cette ferme qu'atterriront les premiers Lysander chargés d'amener ou de rapatrier les agents du B.C.R.A.M.¹

Dans le contexte de cette vaste organisation, Romans-Petit et Jean Nocher apportent leur contribution en tirant les fils de leur sous-réseau «Espoir» qui obtient des résultats satisfaisants dans la quête aux renseignements. A l'automne 1941, Gaston Tavian est hébergé durant quelques semaines par Romans-Petit, et échappe ainsi aux recherches dont il est l'objet. Il continuera pendant toute cette période à correspondre avec Londres grâce à son émetteur-récepteur. Six mois plus tard, Tavian prend place dans un Lysander et part pour Londres dont il reviendra le 27 mai 1942, chargé de mission officielle par les services du colonel Passy². Il reprend langue avec Jean Nocher et Romans-Petit afin d'élargir le champ d'activité d'«Espoir». Malheureusement, quelque temps après, Jean Nocher est arrêté, et Romans-Petit, dont il était l'unique contact, se trouve coupé complètement du réseau et de la France libre.

Naissance de la Résistance dans l'Ain

Malgré tous ses efforts, Romans-Petit ne parvient pas à renouer avec d'autres membres du réseau «Ali-Tir»; Gaston Tavian est reparti en mission et il est fort improbable qu'il se souvienne du lieu où il a été hébergé durant plusieurs semaines. Sillonnant les collines du Forez, Romans-Petit tente alors de trouver des fermes, dans le dessein d'y mettre à l'abri les premiers réfractaires à la loi sur le Service du Travail Obligatoire en Allemagne qui vient d'être promulguée le 4 septembre 1942 par le gouvernement de Vichy. Mais il se heurte à l'in-

1. Bureau Central de Renseignement et d'Action militaire.

2. Créateur à Londres du B.C.R.A.M.

compréhension des paysans et manquera d'ailleurs de justesse d'être arrêté à la suite de la dénonciation de l'un d'eux. Il comprend alors qu'il doit se tourner vers un secteur plus hospitalier, et il se souvient fort à propos d'un ami résidant à Ambérieu, dans l'Ain, Marcel Démia. La rencontre des deux hommes est chaleureuse. Elle l'est d'autant plus que ce dernier œuvre depuis longtemps au sein d'une formation résistante locale, car le département de l'Ain se trouve déjà à cette époque en flèche du sursaut national.

Géographiquement, l'Ain s'encastre entre six départements: le Jura, la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère, le Rhône, et la Saône-et-Loire, et son extrémité nord-est s'allonge en pointe jusque à la frontière suisse. Pratiquement divisé en son centre par la rivière qui lui a donné son nom, il comprend deux régions fort différentes de part et d'autre du fleuve. A l'ouest, s'étend la Bresse, pays de collines argileuses où les cultures de céréales voisinent avec les pâturages, et qui doit sa renommée à ses élevages de poulets, prolongée au sud par la Dombes parsemée d'étangs, de prairies et de terres maraîchères. A l'est, le contraste apparaît par un terrain montagneux, accidenté, couvert de forêts et de landes, c'est le Bugey dont les contreforts plissés forment la queue des monts du Jura, avec son point culminant du Grand-Colombier (1'534 m) qui domine le Valromey. Plus au nord, précédant les collines de Gex qui s'affaissent vers le lac Léman, la chaîne des crêtes, avec ses massifs élevés du Crêt de la Neige (1'718 m) et du Reculet (1'717 m), se dresse au-dessus du Val Chézery aux confins du Jura. En dessous, le bas Bugey aux coteaux verdoyants annonce la vallée du Rhône dans une pointe s'infiltrant entre l'Isère et la Savoie. Région d'agriculture et de tourisme, l'Ain abrite également d'importantes industries du bois et des cycles. Sa population, plus de 350'000 habitants, garde les traditions d'un esprit profondément patriotique cher à tous les départements frontaliers, et elle va manifester très tôt avec éclat la prédominance de ce sentiment.

La première marque de cette volonté du refus de la défaite y sera en effet l'appel que le général Charles Delestraint¹ lancera de Bourg-en-Bresse, où il s'est retiré après l'armistice en juillet 1940. En invitant ses compatriotes à résister pour assurer «la résurrection et la libération de la France sans lesquelles il ne peut plus y avoir de bonheur pour nous», le futur chef de l'Armée Secrète lançait le même cri que, quelques jours plus tôt, de Gaulle avait fait retentir à Londres.

1. Le général Charles Delestraint sera nommé chef de l'Armée Secrète en 1947 par le général de Gaulle. Arrêté par la Gestapo à Paris le 9 juin 1943, à la suite d'une trahison, déporté au camp du Struthof, puis à Dachau, il sera assassiné par les nazis le 19 avril 1945.

C'est également en juillet que plusieurs membres du parti communiste, illégal depuis un an, se regroupent pour rédiger des tracts qui prônent la continuité de la lutte, et collecter les armes abandonnées par l'armée en retraite. Dans ces premières actions, apparaissent des hommes comme Bourbon, Barbier, Donnier, Gardiole, Pin, à Oyonnax; Campioli et Favro à Saint-Rambert; Bidon, Acciari, Collet, à Bellegarde; Blanchet, Lethy, Quinson, à Ambérieu; Vialay, Morel, Didonna, Pesce, à Bourg; Chabert à Villebois, et de nombreux autres. Leur attitude de non-renoncement sera suivie par d'autres patriotes venus d'horizons politiques différents, et l'un des pionniers de la Résistance dans l'Ain, Paul Pioda¹, enlèvera dès 1940 un stock d'armes à la caserne Aubry à Bourg avec l'aide de l'une des premières équipes formées dans le secteur. Rapidement, le mouvement va s'étendre, et des éléments sûrs se dégageront comme Eugène Raffy, Ritégno, et particulièrement Henri Deschamps à Miribel.

De leur côté, les cheminots commencent à s'organiser pour un combat qui, débutant par l'inertie aux ordres allemands, s'achèvera dans les grands sabotages de 1944. Et déjà apparaissent dans les gares et les dépôts les silhouettes de: Tortet, Brucher, Amblard, Lemitre, Gerson, Buttard, Alavoine, etc., qui s'illustreront par la suite.

Cependant, comme partout ailleurs, la mise au point des différentes formes d'action nécessitera de longs mois, marqués par les premières embûches inhérentes à la clandestinité. L'année 1941 sera surtout consacrée à la formation et à la structuration, bien que quantité de bonnes volontés prennent des risques pour favoriser le passage de la ligne de démarcation, représentée par la rivière Valserine, à tous ceux qui se sentent menacés par la police nazie. De même, les liaisons avec la Suisse toute proche vont s'établir grâce surtout aux cheminots et aux frontaliers.

Au cours de l'été 1941, apparaissent dans l'Ain les premiers journaux clandestins: *les Petites Ailes* et *Vérités* qui ne tarderont pas à fusionner pour, en décembre de cette même année, devenir *Combat*, nom repris par la suite par Henri Frénay. Dans le même temps, commence également dans le département la diffusion de *Libération*, organe de presse clandestin de l'organisation créée par Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Quelque temps plus tard, un troisième mouvement perce à son tour: «France-Liberté²», dont Henri Deschamps, sur le plan local, assurera l'essor. Grâce au généreux et dévoué

1. Paul Pioda, officier de réserve, membre du mouvement «Libération», chef de F.A.S. de l'Ain, sera arrêté le 18 juin 1943. Déporté, il mourra au camp de Flossenbürg le 31 octobre 1944.

2. Qui deviendra «Franc-Tireur».

concours de l'imprimeur Agnel, de Miribel, toutes ces publications sortiront des presses. De son côté, à Bourg, l'imprimerie Républicaine prendra de grands risques pour approvisionner en tracts et papillons les formations clandestines, et pour réaliser de nombreux numéros du journal *Bir Hakeim*.

L'apparition des mouvements résistants, et la diffusion de leur presse, éveillent de nombreux échos de sympathie parmi la population et, malgré l'intensification de la propagande vichysoise, des concours de plus en plus agissants s'offrent aux groupes patriotiques.

A la même époque à Londres, on se préoccupe de coordonner l'activité des différents milieux hostiles à l'occupant, et plusieurs agents sont envoyés pour se pencher sur cette tâche. C'est dans le cadre de ces missions qu'un enfant de l'Ain, Léon Morandat (Yvon), est parachuté le 6 novembre 1941 sur un terrain près de Toulouse. Ancien du 6^e bataillon de Chasseurs alpins, engagé dès juin 1940 dans la France libre, ce militant syndicaliste chrétien a reçu pour instructions de rallier les dirigeants syndicaux à l'autorité du général de Gaulle. C'est ainsi qu'il prendra contact avec plusieurs responsables de la C.G.T. et de la C.F.T.C., et notamment pour la région Ain-Savoie avec ses anciens camarades Naillod et Lucien Rose. Cette liaison a pour résultat de raffermir dans l'Ain les liens entre les membres des organisations ouvrières qui trouvent dans la mission de Morandat l'appui des services gaullistes. Dès lors, forts de cette adhésion, ils vont déployer une intense activité qui débouchera un peu plus tard sur la formation des premiers groupes francs.

Au début de 1942, plusieurs parachutages d'armes ont lieu pour le compte du S.O.E., mais ce n'est que le 28 mai à Blyes que deux containers sont mis à la disposition des mouvements. Quelques terrains se prêtent à l'atterrissage des avions Lysander, et c'est sur celui de Feillens que se pose le 30 septembre l'appareil qui amène d'Angleterre trois agents porteurs d'instructions pour différents mouvements de résistance.

Le 11 novembre 1942, au mépris des clauses de l'armistice, les Allemands envahissent la zone libre, en prenant prétexte du débarquement anglo-américain du 8 en Afrique du Nord, et le 29 l'armée dite «d'armistice» est dissoute. Cette décision a pour conséquence de jeter dans la Résistance un fort contingent de militaires que l'absence de réactions du maréchal Pétain consterne. Dans l'Ain, plusieurs dépôts d'armes sont constitués par des officiers désireux de les soustraire aux Allemands; malheureusement, ceux-ci parviendront à s'emparer de la plus grosse partie de ces stocks à la suite de dénonciations. Néanmoins, sous l'égide de valeureux patriotes, tels que le saint-cyrien de Lassus-Saint-Genès, des formations issues des débris de cette

armée prennent le chemin des montagnes et des plateaux désertiques. Elles formeront l'ossature des maquis de l'O.R.A.¹.

De leur côté, les mouvements de résistance ont décidé de fusionner leurs groupes paramilitaires en une seule force à direction unique, ce sera l'Armée Secrète dont le général Delestraint recevra le commandement.

Ainsi, lorsque Romans-Petit arrive dans l'Ain à l'automne de cette année 1942, il trouve un climat favorable et des possibilités importantes. Il reste à transformer cet amalgame prometteur en une force combattante efficace et omniprésente. C'est à cette tâche ardue qu'il va s'employer.

Romans-Petit forme les maquis de l'Ain

Le contact pris par Romans-Petit avec Marcel Démia à Ambérieu lui permet de renouer avec les organisations résistantes dont il se trouvait coupé depuis l'arrestation de Jean Nocher. Grâce à cette bénéfique relation, de fructueux rapports s'élaborent avec les mouvements clandestins. L'état-major de l'Armée Secrète ne tarde d'ailleurs pas à désigner le capitaine de réserve Romans-Petit comme chef militaire pour le département de l'Ain en raison de son engagement patriotique depuis l'armistice et de son expérience d'officier.

Les premières démarches effectuées par le nouveau commandant régional consisteront à reconnaître soigneusement la topographie des zones qui lui sont confiées, et à visiter les quelques camps déjà existants, notamment ceux de Chougeat et du Gros Turc. C'est ainsi qu'il entre en rapport avec Marius Chavant, maire de Montgriffon, valeureux patriote ayant fait ses preuves lors de la dernière guerre, qui se met spontanément à sa disposition avec ses enfants pour rechercher dans les fermes environnantes le ravitaillement et les planques nécessaires aux réfractaires. Grâce à cette famille courageuse et déterminée, un fort courant de sympathie se dessine parmi le monde rural en faveur de l'action entreprise par Romans-Petit. Bientôt, celui-ci peut, lors d'une assemblée clandestine, définir la mission qui lui a été confiée: rassembler les jeunes désireux de se soustraire au S.T.O., ainsi que tous les volontaires, au sein de formations à caractère militaire, et leur fournir un encadrement et une préparation les rendant aptes à pratiquer la guérilla.

Evidemment, les débuts sont difficiles; tout manque; il y a peu d'armes, et pas le moindre équipement. Les groupes constitués se montrent assez réservés. Cependant, peu à peu,

1. Organisation de Résistance de l'Armée.

la confiance s'instaure au vu des résultats acquis et, au début de 1943, plus de deux cents gars décidés forment l'ossature des camps sommairement aménagés par les soins de Jean Chavant, Marcel Démia, et leurs amis.

La technique choisie par Romans-Petit pour l'implantation et la structure de ses maquis repose sur quelques principes essentiels dont il veillera toujours à la stricte application: chaque camp constitue une unité mobile qui ne devra jamais regrouper plus d'une soixantaine d'hommes. Leurs chefs sont désignés en fonction de leur autorité naturelle, de leur âge, de leur audace, et de leurs connaissances militaires; ils sont formés à la même école de cadres. Les camps possèdent entre eux une liaison permanente, mais ils doivent se situer géographiquement à un minimum de deux heures de marche les uns des autres. Les fermes ne sont utilisées comme refuges que lorsqu'elles se trouvent isolées et inhabitées. En règle générale, l'emplacement choisi pour les unités offre des possibilités, reconnues et préparées, pour un décrochage rapide et sûr. Chaque camp reçoit des consignes précises quant à la tactique de la lutte elle-même: pas d'affrontements, mais des actions ponctuelles rapides, suivies d'un immédiat et discret repli. C'est un nouvel état d'esprit, bien peu en rapport avec le combat traditionnel, qui doit être inculqué à chacun des volontaires. Mais grâce à cette théorie rigoureusement maintenue à tous les échelons, les pertes s'avèreront toujours minimales lors des opérations, et même lorsque les maquisards subiront les grands assauts de l'ennemi.

Sur le plan de l'indispensable soutien extérieur, un comité se forme à Saint-Rambert pour collecter les dons en nature et en espèces. Parallèlement, un réseau d'informateurs est créé, qui a pour tâche essentielle de renseigner en permanence les partisans sur les déplacements de l'ennemi et de ses suppôts, tandis qu'un service d'enquêtes, placé sous les ordres du capitaine de gendarmerie Verchère, qui a réussi à tisser une toile s'étendant sur plusieurs brigades, se charge de contrôler la bonne foi des postulants au maquis, et d'indiquer aux camps les mouvements des troupes allemandes et des forces dites «du maintien de l'ordre».

Bientôt, Romans-Petit peut créer une école de cadres qui s'installe aux Gorges, près de Montgriffon. Dirigée par Vaudan, puis par Marcault, elle va former des éléments aptes à assurer le commandement des camps et des groupes.

A la fin du mois de juin 1943, un travail énorme a été réalisé puisqu'une force importante prête à combattre est constituée. Seul, le manque d'armes efficaces empêche de la rendre opérationnelle. Dans un premier temps, le chef militaire installe son P.C. à Terment. C'est là que le 14 juillet d'import-

tants contingents du maquis se rassemblent pour recevoir les premiers envoyés du commandant de région. Au cours d'une courte mais émouvante cérémonie au milieu des bois, ces membres de l'état-major régional – Dunois et Chabert – vont prendre conscience de la véritable naissance des maquis de l'Ain.

L'inlassable dévouement d'hommes tels que Deschamps, Tarpin, Démia, Jeanjacquot, Chavant, Vaudan, Juhem, Millet, Ecquoy, Chambon, Rosette, a permis de structurer les camps, et d'assurer leur sécurité et leur ravitaillement, mais l'arrivée permanente de nouveaux venus remet toujours en question l'organisation rationnelle des groupes clandestins. Chaque jour voit surgir de nouveaux problèmes qu'il faut résoudre rapidement, tant sur le plan de l'hébergement que sur celui de la nourriture, et bien des fois les pionniers du maquis en seront réduits à la portion congrue de repas composés d'un brouet de carottes et de navets.

Pour faire face à une situation sans cesse évolutive, Romans-Petit multiplie les initiatives. Il institue les bons de réquisition qui seront tous par la suite intégralement honorés, et fonde des équipes locales de collectage. Afin de filtrer les arrivants, il organise un centre de triage dans un camp situé au Mont, au-dessus de Nantua, que dirigera avec une grande compétence un vieux briscard, «Mystère». En sortant de cette première sélection, les nouvelles recrues sont placées dans des groupes choisis pour y subir une mise à l'épreuve, et ce n'est que lorsque leur loyauté apparaît évidente qu'elles sont réparties dans leur affectation définitive.

Grâce à Deschamps et Jeanjacquot, grandes figures de la Résistance de l'Ain déjà plusieurs fois évoquées ici, deux officiers d'active: Perrotot et Girouse, qui prendront respectivement les pseudonymes de Montréal et de Chabot – que nous utiliserons désormais dans ce récit pour les désigner –, rejoignent le maquis où ils ne tarderont pas à devenir de précieux adjoints pour Romans-Petit.

Dans le même temps, l'embryon d'un service de transports s'esquisse avec les voitures à gazogène de Tardy, de Brénod, de Bernard, de Bourg, et de Miguet, d'Hauteville. Ce sera d'ailleurs ce dernier qui développera le parc automobile en en faisant une véritable unité connue sous l'appellation du «Garage». Un peu plus tard, par le canal de Vallier, de l'état-major régional, ce premier matériel sera sérieusement renforcé par la mise à la disposition du maquis de véhicules camouflés par les courageux trappistes du monastère de la Trappe des Dombes, dont le révérend père Bernard animait l'élan patriotique.

L'armement reste le souci principal du chef départemental, et si une nette amélioration est apparue par l'apport de quelques mitraillettes provenant des dépôts militaires – ce qui a eu au moins pour heureuse conséquence de parfaire l'instruction des hommes –, la situation de ce point de vue demeure précaire. Ce n'est qu'en août que plusieurs parachutages permettront d'équiper à peu près convenablement les unités.

Malgré toutes les précautions prises, d'inévitables imprudents bavardages alertent les autorités et, le 12 août, un escadron de G.M.R. investit le plateau du Retord. Mais les services de vigilance ont bien fonctionné, et les forces de Vichy ne rencontrent que le vide. Déjà, en juillet, une dénonciation avait amené les Allemands à monter jusqu'à Terment, au P.C. de Romans. Prévenu à temps, le chef maquisard avait pu faire décrocher sa troupe et se replier sans dommages, mais malheureusement, à Saint-Rambert, Tarpin devait être arrêté. En fonction de ces attaques, Romans-Petit modifie alors son dispositif en formant trois secteurs principaux: le groupement de l'ouest, commandé par «Ravignan» (Deschamps), celui du nord, sous les ordres de «Montréal», et celui du sud dirigé par «Chabot» acquièrent ainsi une certaine autonomie qui va leur permettre, tout en demeurant reliés au P.C., une plus grande liberté de manœuvre. Les camps de base seront ceux de Chougeat, de Chavannes, du Mont, des Combrettes, de Morez, du Pré-Carré, des Plans, du Corlier, de Cize et de Granges, qui forment les maillons d'une chaîne aux multiples contours. Chacun d'eux conserve une certaine indépendance; toutefois, de son poste de commandement, le chef départemental peut, grâce à un système de liaisons bien au point, coordonner les actions et diriger ses sections vers les objectifs déterminés.

La première manifestation en sera l'attaque du dépôt d'intendance des Chantiers de Jeunesse d'Artemare.

Deux brillantes opérations

Si à la fin du mois d'août 1943 les maquisards de l'Ain disposent d'un armement minimal et d'un ravitaillement convenable, leur équipement vestimentaire, par contre, laisse beaucoup à désirer. A tous ces hommes qui arrivent dans les camps vêtus sommairement, et dont la vie tourmentée se charge très vite de lamener vêtements et chaussures, Romans-Petit ne peut offrir le moindre uniforme ni fournir aucune paire de souliers. Ce problème est un souci constant pour le chef départemental qui envisage avec inquiétude l'échéance proche d'un nouvel hiver à subir, et il s'en est ouvert à ses responsables de camps et de secteurs. Or, à Artemare, au sud du Valromey, le gou-

vernement de Vichy a implanté un vaste dépôt d'intendance pour ses Chantiers de Jeunesse, Déjà, «Plutarque», l'avisé chef de groupe, est parvenu à s'assurer de bonnes complicités à l'intérieur de l'établissement, et, avec son ami Jacques, il a établi un plan sommaire des lieux. Sitôt informé, Romans-Petit décide de passer à l'action. Une reproduction fidèle du camp, des bâtiments et des annexes, est réalisée; les horaires des gardes sont relevés, le rôle de chaque équipe participante défini. Les amis résistants des P.T.T. de Virieu-le-Grand se chargent de bloquer le standard et de paralyser les lignes téléphoniques. Au jour choisi, le 10 septembre, monté comme une opération de commando, l'investissement du dépôt commence peu avant minuit. Les éclaireurs réduisent au silence la sirène d'alarme, cisailent les fils de communication intérieure et isolent les postes de garde. Amenées par plusieurs véhicules lourds et légers, les sections d'intervention, dont le rôle de chacune a été soigneusement déterminé, attendent les ordres. A l'heure prévue, Romans-Petit donne le signal. Aussitôt, commandés par «Montréal», «Chabot» et Mantin, les maquisards se précipitent. Suivant les consignes, aucun coup de feu n'est tiré, et c'est presque silencieusement que sont désarmés, ligotés et chloroformés les gendarmes et les responsables du camp. Les barrières sont levées et les voitures entrent, tandis qu'à coups de madrier, les cloisons des magasins sont enfoncées. Méthodiquement, vêtements, chaussures, toiles de tente, sacs à dos, gamelles, couvertures, s'entassent dans les camions. Malgré la célérité déployée par les hommes, le chargement prend du temps et Romans-Petit s'impatiente. Enfin, le dernier ballot hissé, chacun reprend sa place et le convoi quitte les lieux. Chaque véhicule se dirige vers son point de destination, et, au petit jour, les chefs de camps inventorient le butin ramené. Le résultat est magnifique, tant sur le plan de l'équipement prélevé que sur la réussite de l'expédition. Désormais, chaque maquisard va disposer d'un paquetage honorable, et cette action donne à tous confiance pour l'avenir.

Fort de cette expérience, Romans-Petit récidive quelques jours plus tard. Cette fois, c'est l'intendance de l'armée à Bourg qui est visée. L'objectif en est la prise des stocks de vivres entreposés (riz, farine, chocolat, café, viandes de conserve, etc.). Comme précédemment, les plans sont minutieusement établis grâce à «Chabot» qui, sous un prétexte quelconque, pénètre dans les locaux et s'y laisse enfermer le soir venu. Toute la nuit, il inspecte, relève la topographie des différents magasins et des quais de chargement, repère les stocks de denrées les plus intéressantes, et parvient même à s'assurer la complicité d'un gardien. Cependant, l'opération s'affirme beaucoup plus malaisée qu'à Artemare en raison de la présence

en ville, et dans les cantonnements proches, de garnisons allemandes et de cohortes miliciennes. Néanmoins, le 28 septembre à 23 heures, les sections motorisées provenant de plusieurs camps se regroupent à quatre kilomètres de Bourg. Par les petites rues, les voitures gagnent discrètement leur objectif. Sur place, le gros du groupe d'intervention retrouve les éclaireurs arrivés depuis une trentaine de minutes. Alarme neutralisée, gardes annihilés, lignes téléphoniques coupées, permettent l'investissement silencieux du dépôt. Sans hésitation, grâce aux plans établis par «Chabot», les hommes effectuent le chargement des camions, sous la protection des nombreuses sentinelles postées aux alentours. Vingt minutes plus tard, ce qui représente un véritable record, plusieurs tonnes de denrées précieuses sont acheminées vers les bases du maquis. Pas un coup de feu n'a été tiré, pas un garde ne peut se plaindre d'avoir été malmené! Le seul incident sera la perte sur le parcours d'un carton de biscuits secs que les gendarmes de Brénod retrouveront et qu'ils se hâteront de dissimuler, non sans avoir, avec un certain humour, recommandé au chef de secteur d'éviter à l'avenir de jouer au Petit Poucet!

Quelques autres coups de main semblables retiendront l'attention des autorités de Vichy qui renforceront la garde des dépôts par la suite, mais l'impact de ces actions suscita dans la région un attrait grandissant des jeunes pour le maquis qui enregistra un afflux de volontaires.

Pour réaliser ces opérations, Romans-Petit avait appuyé l'intervention de ses maquisards sur l'ossature résistante sédentaire. Ce fut en effet grâce aux renseignements fournis par les légaux qu'il put déterminer la position exacte de l'ennemi; par eux également que les complicités furent acquises. Sans le concours des agents des P.T.T., des gendarmes, des chemins, des employés municipaux, des fonctionnaires appartenant à l'armée patriotique, les raids maquisards eussent été voués à l'échec. Le chef départemental l'avait compris depuis longtemps, c'est pourquoi il s'employa toujours à tisser autour de ses combattants une toile solide dans laquelle le fil le plus ténu s'affirmait important.

Aujourd'hui, dans l'histoire des maquis, on a trop souvent tendance à escamoter le rôle essentiel que tinrent dans la lutte clandestine toutes ces femmes et tous ces hommes qui risquaient journallement leur vie pour apporter leur modeste contribution à la grande geste patriotique. Il faut pourtant se souvenir que, cloués à leur poste par leurs obligations familiales et professionnelles, demeurant à la merci de la moindre dénonciation puisée dans l'imprudence ou la jalousie, ils s'exposaient à l'ennemi dans toute leur vulnérabilité, tant pour eux-mêmes que pour les leurs.

CHAPITRE XIII

Les maquis de l'Ain à Oyonnax le 11 novembre 1943

A la fin du mois d'octobre 1943, les maquis de l'Ain représentent une force puissante, remarquablement organisée. Aux camps déjà existants, sont venus s'ajouter différents groupes qui ont tout naturellement pris place au sein des unités combattantes. C'est notamment le cas pour la formation F.T.P.F. «Le Vengeur» commandée par Jean Martel.

L'entente harmonieuse qui préside aux rapports entre Romans-Petit et le chef régional de l'Armée Secrète, le colonel Chambonnet (Didier)¹ assure aux maquis de l'Ain le soutien attentif des mouvements de résistance. Leur renommée s'étend parmi les organisations clandestines, et une mission interalliée venue de Londres leur apporte la caution du B.C.R.A. Formée du colonel anglais Heslop (Xavier), du capitaine américain Johnson (Paul), et du délégué français Rosenthal (Cantinier), elle va permettre à l'état-major de Romans-Petit de bénéficier d'une liaison constante avec les services de la capitale britannique.

Cependant, devant l'essor pris partout en France par la Résistance, le gouvernement de Vichy tente de réagir. Des consignes strictes sont données aux forces dites «du maintien de l'ordre» afin qu'elles durcissent leurs activités «antiterroristes». Parallèlement, la propagande officielle se déchaîne contre ceux que ses zélés porte-parole assimilent à des bandits. Ses ténors tonnent aux micros, fulminant contre «les hordes

1. Il sera fusillé à Lyon, place Bellecour, le 27 juillet 1944.

judéo-communistes». Philippe Henriot, Jean-Hérolde Paquis, s'affirment comme les meilleurs orateurs d'une cause honteuse, relayés par une escouade de journalistes asservis qui distillent jour après jour dans la presse soumise à l'occupant le venin de leurs propos félons. Les patriotes sont présentés comme des hors-la-loi, les maquisards comparés aux sinistres bandes des Grandes Compagnies, et les francs-tireurs considérés comme d'impitoyables assassins.

Afin de faire échec à cette propagande tapageuse, Romans-Petit décide de riposter par une manifestation édifiante. Le 11 Novembre est proche; c'est une date que depuis trois ans les Français sont priés d'oublier. Il lui apparaît tout de suite qu'elle semble tout indiquée pour montrer à la population la véritable image des forces clandestines. Il s'ouvre de son projet au colonel Chambonnet qui y souscrit d'enthousiasme. Consulté, Bourdelle-Joinville, représentant du directoire des Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.), apporte la caution de ceux-ci. Il ne reste plus qu'à préparer l'organisation de la cérémonie.

D'abord, choisir la ville. En fonction des appuis dont y dispose la Résistance, il semble qu'Oyonnax réponde aux critères de sécurité indispensables, mais il est vital que le secret soit gardé jusqu'au dernier moment; c'est pourquoi on fera courir le bruit d'une intervention sur Bellegarde, Hauteville, Nantua et Saint-Rambert. En prévision de cet événement, une instruction appropriée s'instaure dans les camps, mais personne, pas même les chefs de ces camps, ne sait où se déroulera la manifestation. Par mesure de prudence, pour égarer les Allemands et les miliciens, une note de Romans-Petit, largement diffusée, prescrit de faire de cette journée du 11 Novembre, dans toutes les villes et les bourgades du département, un jour de recueillement avec dépôt de gerbes aux monuments aux Morts. Ces gerbes porteront toutes la même inscription: «Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18.»

Au matin de cette date anniversaire, avec la complicité du commissaire de police Thévenot, du capitaine de gendarmerie Verchère, et du receveur des postes Boudet, les maquisards investissent Oyonnax. Tandis que les hommes du lieutenant Bourret (Brun) contrôlent les accès de la ville et les points névralgiques, des groupes de francs-tireurs neutralisent le commissariat, la poste, la gendarmerie, la mairie et la caserne des pompiers. Les camions chargés des troupes qui vont participer au défilé arrivent alors et le rassemblement s'effectue. Romans-Petit, en uniforme de capitaine aviateur, escorté de Jaboulay (Belleroche), de Bonnet (Dunoir) et de Molher (Duvernois) également vêtus de leur tenue d'officier, prend place derrière le porte-drapeau et sa garde d'honneur en gants blancs, eux-

mêmes précédés des clairons. Attirés par ce remue-ménage inhabituel, les gens commencent à arriver de toute part; bientôt, c'est une véritable foule qui se masse sur les trottoirs. Lorsque le chef départemental donne d'une voix forte l'ordre de départ: «Maquis de l'Ain, à mon commandement, en avant marche!», les applaudissements et les vivats éclatent. En formation impeccable, chaque section flanquée des cadres en tenue s'ébranle, et, pour les habitants, c'est un spectacle extraordinaire de voir, en pleine occupation, un bataillon de maquisards en uniformes et en armes se diriger au pas cadencé vers le monument. Sur place, Romans-Petit dépose alors la gerbe en forme de croix de Lorraine, portant la mention évoquée plus haut, puis, après avoir fait observer une minute de silence, il entonne *la Marseillaise*, reprise avec ferveur par des milliers de personnes rassemblées aux alentours. L'hymne est à peine terminé, que cette foule d'hommes, de femmes, et d'enfants se précipite sur les gars du maquis que chacun veut étreindre. Minutes inoubliables que cette communion de tout un peuple qui se retrouve. Un peu partout, des larmes coulent que personne ne songe à essuyer, et pendant quelques instants Oyonnax vit à l'heure de la liberté. Mais la prudence est de règle, et les chefs donnent les consignes de départ. S'arrachant aux mains qui les agrippent, les clandestins rejoignent les camions qui bientôt s'éloignent au chant de *la Marseillaise*. Aussitôt, les groupes de sécurité décrochent à leur tour; il ne reste plus dans la ville qu'une population en effervescence qui mettra plusieurs heures à retrouver le calme de son train-train habituel.

L'effet de cette manifestation fut énorme. Aussi bien du côté des Alliés que de celui du gouvernement de Vichy, le rayonnement des maquis de l'Ain sera largement commenté, mais en des termes évidemment différents. Le soir même, le délégué militaire régional Bourgès-Maunoury (Polygone) transmettait à Romans-Petit les félicitations du général de Gaulle pour «cette affirmation catégorique de la présence de la résistance armée sur le sol occupé», et Bourdelle-Joinville, quelques jours plus tard, au nom des M.U.R., envoyait un message élogieux à l'adresse des maquis de l'Ain. L'impact de cet exploit se propagea également par le canal de la presse et de la radio, puisque le soir-même la B.B.C. l'annonçait sur les ondes et que, un peu plus tard, les journaux alliés publiaient des photos prises par André Jacquelin et transmises à Londres.

Ainsi en montrant au grand jour ce qu'étaient véritablement «les terroristes», Romans-Petit répondait avec éclat aux discours et aux articles criminels des suppôts du nazisme.

Un certain «Pat» dont le passage sera bénéfique

Les Allemands vont mettre plus d'un mois à réagir, mais leur réaction sera à la hauteur de leur dépit. Le 14 décembre, un bataillon de S.S. s'abat sur Nantua. La ville est bouclée et des groupes de soldats ratissent maison par maison à la recherche de tous les hommes valides. Après des heures de terreur, cent trente habitants sont embarqués dans un train à destination des camps allemands, tandis que, dénoncés, le docteur Mercier, chef départemental du service de santé des maquis, le capitaine Verchère, l'un des premiers gendarmes résistants, et l'adjoint au maire, Allante, subissent de durs interrogatoires. On retrouvera un peu plus tard le corps du docteur Mercier, criblé de balles, aux environs de Maillat; quant à ses deux compagnons, ils connaîtront les tortures au cours de leur incarcération au fort Montluc à Lyon avant d'être déportés.

Cependant, malgré les rigueurs de l'hiver, les maquisards poursuivent leur action. Des commandos, partant des camps de base, assaillent l'ennemi dans des embuscades meurtrières. Quatre d'entre elles s'avéreront particulièrement efficaces à Villerereversure, au Cerdon, près du lac de Silan, et à Brénod. Le 16, à la demande des Alliés, une expédition de sabotage est montée contre la centrale du Creusot. Deux voitures partent du camp de Cize et parviennent sur place. Les explosifs et les charges sont déposés, mais au retour l'une des voitures bute sur un barrage qu'elle force. Quelques kilomètres plus loin, une chicane sévèrement gardée l'oblige à stopper. Des coups de feu sont échangés, et le lieutenant Bourret (Brun) est tué, tandis que ses camarades Sixdenier et Félix sont pris. Les deux autres, Det et Lesombre, réussissent à s'échapper.

Quelques jours plus tard, un escadron de G.M.R. s'installe à Nantua, et procède à de nombreuses arrestations de jeunes gens. Deux tentatives de négociations échouent, la dernière se termine de façon dramatique puisque, sans sommation, les G.M.R. ouvrent le feu sur les parlementaires du maquis dont l'un est tué et l'autre grièvement blessé (Grumault et Théron). Il faudra un ultimatum adressé par «Chabot» au commandant d'escadron pour que le zèle de sa troupe se calme. Cela n'empêchera pourtant pas deux engagements violents contre le P.C. de Romans-Petit.

Pratiquement jusqu'aux derniers jours de la Libération, les G.M.R. (Groupes mobiles de réserve), forces du maintien de

1. Torturés affreusement, ils seront ensuite fusillés à Dijon deux mois plus tard.

l'ordre de Vichy, traqueront les formations résistantes. Commandés le plus souvent par des officiers d'esprit collaborateur, ils combattront aux côtés des Allemands. Le retournement opéré par la majorité d'entre eux lors des ultimes combats de la Libération, et les rares complicités de certains avec les maquis, ne doivent pas faire oublier l'engagement de cette troupe de mercenaires aux côtés de l'ennemi. Ils portent l'écrasante responsabilité de milliers de morts, dans les rangs patriotiques, qui furent tués dans les affrontements ou livrés aux nazis. C'est l'un d'eux, le commandant Lefèvre, qui assassina lâchement le lieutenant Théodose Morel (Tom), le glorieux chef du maquis des Glières. L'historien François Musard, dans son livre *les Glières*¹, relate ce crime abject:

«... Par contre, les gardes mobiles de l'état-major qui, aux abords de l'hôtel organisaient la défense, sont rapidement maîtrisés. Le commandant des G.M.R., un certain Lefèvre, est parmi les prisonniers.

Le drame se déroule ensuite avec une rapidité déconcertante. Tandis que les hommes du Plateau sont occupés à désarmer les gardes mobiles, Lefèvre s'adresse à Tom:

– Pour la sauvegarde de mon honneur d'officier, permettez-moi de garder mon pistolet.

– D'accord, répond, chevaleresque, le chef du maquis.

Ce qui ne l'empêche pas de reprocher durement au commandant à la noire livrée son manquement à la parole donnée, indigne d'un chef militaire. Il lui demande aussi de faire cesser la résistance des policiers, afin d'éviter de nouvelles et vaines effusions de sang.

Lefèvre, alors, de brandir son pistolet. Avant que personne n'ait pu prévenir son geste, il tire à bout portant sur Tom qui s'écroule. Déjà, il dirige son arme contre Humbert qui s'est précipité, mais il n'a plus le temps, cette fois, d'en faire usage. Une rafale de mitraillette l'a abattu près de sa victime.

Le capitaine Cantinier, le docteur Marc et un infirmier qui ont assisté, atterrés, à cette scène, enlèvent le corps de Tom et le portent dans un café voisin aménagé en poste de secours. Toute leur science est impuissante, malheureusement, à le ranimer. Tom a été tué net d'une balle en plein cœur. Ainsi s'achève la courte et prestigieuse carrière du lieutenant Théodose Morel, animateur du maquis des Glières, qui aimait à répéter à ses hommes: «On n'a rien donné quand on n'a pas tout donné.»

Lorsque l'on évoque l'épopée des maquis, il n'est pas possible de passer sous silence l'activité criminelle des G.M.R.

1. Editions Robert Laffont, 1965.

Ce serait faire injure à la mémoire de tous ceux qui tombèrent sous leurs coups, ou qui, remis par eux aux Allemands, périrent dans l'horreur des camps nazis.

Le 8 janvier, un envoyé britannique important est accueilli par l'état-major du maquis sur un terrain proche de Nantua. Se présentant sous le nom de «Pat», le nouveau venu a pour but de se rendre en Suisse comme chargé de mission et, à cette fin, Londres a demandé à Romans-Petit de lui faire franchir la frontière. Auparavant, cet important personnage aura l'occasion de visiter les camps, et son impression sera telle qu'il fera bénéficier les maquis de l'Ain d'un armement abondant particulièrement apprécié puisqu'il comprendra des fusils mitrailleurs et des bazookas. Le 27, guidé par Romans, Pat arrive à Annemasse. Grâce à la complicité d'amis douaniers, les deux hommes parviennent sans trop de difficultés à passer en territoire helvétique, où ils se sépareront à Genève. Avant de regagner la France, le chef maquisard rencontrera le colonel Grousard, chef du réseau «Gilbert» ainsi que le général Davet, représentant de la France libre. Au cours de son bref séjour en Suisse, Romans-Petit découvrira avec intérêt que les exploits de ses hommes, et particulièrement le défilé du 11 Novembre à Oyonnax, sont largement commentés par la presse locale. Belle satisfaction pour ce responsable valeureux qui a forgé cette arme redoutable que sont devenus les maquis de l'Ain!

Valette d'Osia et les maquis de Haute-Savoie

Dans le département voisin de la Haute-Savoie, les forces de la Résistance s'étaient également solidement implantées. Depuis 1941, de petits groupes avaient drainé un certain nombre de volontaires qui refusaient de s'incliner devant la défaite. Peu à peu, grâce à une topographie qui se prête admirablement à la constitution de rassemblements clandestins, quelques maquis étaient apparus. Au mont Veyrier, une vingtaine de républicains espagnols sous le commandement de Georges Navarro formaient l'ossature d'une section combattive. Trois maquis F.T.P.F., dont celui du Chablais, coordonnaient leurs actions pour porter à l'ennemi les premiers coups d'une guérilla efficace. Par ailleurs, à partir de la fin de 1942, un certain nombre d'officiers de l'armée d'armistice ont commencé à préparer leurs hommes à des opérations dirigées contre les Allemands. C'est ainsi que l'un d'eux, le commandant Valette d'Osia, fonde quelques camps qui bénéficieront d'un parachutage d'armes sur le plateau du Parmelan. L'arrivée massive des réfractaires fuyant le S.T.O. va brusquement gonfler les

effectifs, et si leur incorporation s'effectue sans trop de problèmes, elle pose aux responsables de sérieux soucis quant à l'entretien, la nourriture, et l'équipement de tous ces jeunes gens. Grâce à différentes relations, Valette d'Osia parvient à obtenir du consulat américain en Suisse des subsides qui vont lui permettre de pallier ces difficultés.

Au début de 1943, l'influence de Valette d'Osia déborde largement sa zone d'action, et le Service National Maquis (S.N.M.) le nomme chef départemental de l'Armée Secrète. En fait, son autorité s'étend sur plusieurs départements. L'activité déployée par cet officier valeureux ne se dément pas; seulement il va subir, plus ou moins inconsciemment, l'emprise de sa formation militaire. Soldat d'esprit et de conviction, il ne conçoit la lutte que dans le cadre de l'instruction qu'il a reçue. Il répugne à l'embuscade; la guérilla n'est pas une forme de combat qu'il affectionne. De plus, peu enclin à encourager l'essor des groupements de civils, il n'armera que superficiellement les réfractaires et les volontaires, réservant l'essentiel de son armement à ses chasseurs alpins. Pour lui, la guerre reste l'affaire des militaires, et on retrouvera assez fréquemment cette conception chez un certain nombre de chefs de l'O.R.A. Ce raisonnement, erroné dans le contexte d'une armée de partisans œuvrant sur les arrières ou au milieu de l'ennemi, n'est pas accepté par les responsables des mouvements de résistance, et de sérieuses dissensions s'ensuivent.

L'hiver a été difficile à passer pour les groupes de Haute-Savoie. Traqués par les services de l'O.V.R.A.¹, puis par ceux de la Gestapo, les maquisards de Valette d'Osia doivent se réfugier sur les hauteurs des Aravis. Avec le printemps, la situation s'améliore, et les coups de main reprennent dans les vallées. Le moral des hommes, peu brillant sous la neige et les bourrasques, se raffermi avec le retour des beaux jours. Quelques descentes spectaculaires sur les installations allemandes, et plusieurs sabotages réussis attestent du regain d'activité des partisans de Haute-Savoie. Mais les conceptions tactiques des cadres, toujours inadaptées à cette forme de lutte, causent des ravages dans les rangs des patriotes. En juillet et en août, les Allemands capturent plusieurs responsables, et la Milice accroche durement des compagnies trop statiques. En septembre, au cours d'une mission, le commandant Valette d'Osia est arrêté fortuitement. Reconnu et livré à la Gestapo, il est sévèrement interrogé. Mais si Valette d'Osia a péché par son manque -d'adaptation à la lutte clandestine, sa volonté et son courage demeurent bien dans la tradition militaire des grands chefs de

1. *Organizzazione Vigilanza Repressione Antifascismo*: police secrète du régime fasciste italien.

l'armée. Avec une audace stupéfiante, et en prenant des risques incroyables, il parvient à s'évader du train qui l'emmenait en exil en faussant compagnie aux deux S.S. chargés de sa garde. Lorsque ces derniers se lancent à ses trousses, Valette d'Osia court depuis un moment dans une campagne qu'il connaît parfaitement. Deux jours après, il a renoué le contact avec les milieux résistants, mais son signalement a été communiqué partout, et sa tête est mise à prix. Complètement grillé dans toute la région, il ne peut plus reprendre la responsabilité première en Haute-Savoie, et le colonel Marchai, délégué militaire de la France libre pour l'ensemble du territoire national, le décide à l'accompagner en Angleterre. Pour Valette d'Osia, la lutte dans l'ombre prend fin. Pour les maquis de Haute-Savoie, un vide considérable vient de se créer.

Le départ du chef départemental de l'Armée Secrète plonge les responsables régionaux et les mouvements de résistance dans le désarroi, car il survient au moment même où les maquis de Haute-Savoie commençaient à s'organiser concrètement. Cette structuration en bonne voie n'avait malgré tout pas permis de dégager une armature d'encadrement susceptible de poursuivre la tâche amorcée par Valette d'Osia. De sorte que, lorsque celui-ci est arrêté, aucun chef local ne possède une stature suffisante pour rassembler sous son autorité les groupes et les camps clandestins. Certes, il existe de fortes personnalités parmi les commandants de maquis, tel «Simon le baroudeur» qui dirige le corps franc de Thorens, mais qui ne sauraient assumer la tâche de remplacer Valette d'Osia. Ce n'est pas qu'un homme comme «Simon» ne possède pas les qualités requises – son audace et son courage prouvent au contraire ses grandes capacités –, mais jamais les chasseurs alpins qui forment l'ossature des maquis n'accepteraient l'autorité d'un civil, ni les méthodes de lutte qu'il emploie. C'est que ce jeune chef maquisard ne s'embarrasse guère de subtilités; sa tactique reste fidèle aux vieilles recettes éprouvées des partisans. Avec sa centaine de garçons, il descend brusquement de ses refuges montagnards pour se ruer dans une opération fulgurante sur un convoi allemand ou des installations stratégiques. De la même façon, il procède à des actions brutales, en représaille d'exactions des S.S. ou de la Milice, au cours desquelles il fait exécuter complices ou collaborateurs de l'ennemi. Se repliant ensuite à une vitesse déconcertante, il rejoint avec ses hommes les plateaux forestiers qui abritent les multiples campements de ce bataillon d'élite. Cette façon d'agir, qui s'avère profitable à la lutte contre l'occupant, mais qui ne se préoccupe guère des consignes et des ordres des états-majors, suscite la réprobation des chasseurs alpins deme-

rés fidèles à l'enseignement et à la discipline de la hiérarchie militaire. Il ne peut donc être question de désigner un «marginal» comme «Simon le Baroudeur ¹» pour assurer le commandement de l'ensemble des forces armées de la Résistance en Haute-Savoie.

Les responsables régionaux se débattent avec ce problème pendant de longs jours, mais le temps presse car les Allemands se montrent de plus en plus menaçants dans les vallées et ne cachent pas leur intention d'aller déloger les «terroristes» des hauteurs où ils bivouaquent.

De plus, l'exemple du département voisin de l'Ain montre la nécessité de confier le commandement à un homme expérimenté, capable également de faire prévaloir l'autorité des décisions nationales. Ce que Romans-Petit a réussi dans l'Ain, pourquoi ne le réussirait-il pas en Haute-Savoie?

Au début de l'automne 1943, la décision est prise. Celui que l'on ne connaît que sous le nom de capitaine Romans reçoit le commandement des maquis locaux. Tout en conservant la direction des forces clandestines de l'Ain, il va prendre en main celles de Haute-Savoie.

Romans-Petit en Haute-Savoie

Lorsque l'on demande à Romans-Petit de prendre en charge les maquis que dirigeait Valette d'Osia, il commence par refuser car son attachement à ceux qu'il appelle «ses petits» est tel qu'il ne peut concevoir de ne plus se trouver parmi eux. Ce n'est que sur la double certitude qu'il pourra continuer à les diriger, et que sa mission en Haute-Savoie se terminera dès qu'il aura trouvé un homme capable de le remplacer, qu'il accepte finalement de tenter l'expérience.

La prise de contact entre les éléments maquisards savoyards et leur nouveau chef s'avère assez bonne. La renommée de Romans s'est étendue bien au-delà du département de l'Ain, et il possède, aux yeux des alpins, cet avantage d'être un soldat, un officier de métier.

La première chose que va faire le nouveau commandant sera la réplique fidèle de ce qu'il a réalisé dans l'Ain: créer une école de cadres, car il sait que, sans un encadrement valable, rien ne peut être entrepris. Il installe donc au camp de Manigod un centre d'instruction dont il confie la responsabilité à un ancien sergent du 27^e B.C.A., Louis Jourdan-Joubert, promu pour la circonstance au grade de lieutenant. Avec

1. Il sera tué en février 1944 lors d'un affrontement avec la Milice.

quelques adjoints tels que Julien Helfgott, chef du maquis de Maurienne, Nollin et Humbert notamment, les cours sont rondement menés, car il s'agit de former en une quinzaine de jours des éléments aptes aux initiatives et aux responsabilités, tâche qui, en temps normal, demande plusieurs mois. Mais Romans-Petit s'y connaît en hommes, son flair a tôt fait de discerner les qualités qui, chez les uns et les autres, s'affirmeront et s'affirmeront au contact de l'adversité et à la patine du temps. Et tous ceux qu'il aura choisis se montreront à la hauteur de l'événement. La difficulté qu'il va rencontrer résidera dans ses théories de lutte, en contradiction avec celles prônées par son prédécesseur. Aux chasseurs alpins ébahis, Romans-Petit démontre en effet la valeur d'une guerre de harcèlement basée sur le principe des partisans yougoslaves et russes: «Frapper vite et fort, puis jouer au fantôme.» Il leur explique que leurs effectifs et leurs moyens ne permettent pas d'affrontements qui s'avèreraient suicidaires face à la machine allemande, et qu'il leur faut, en conséquence, mener de petites opérations basées sur l'effet de surprise, la soudaineté de l'attaque, et le repli rapide. Le but recherché est de susciter l'inquiétude de l'ennemi, d'attirer des forces qui manqueront sur les champs de bataille, d'immobiliser des unités, et d'infliger des pertes aussi importantes que possible. Il faut que chaque ravin, chaque plateau boisé, chaque massif forestier devienne un danger constant pour les convois allemands; que les embuscades déciment impitoyablement des colonnes qui ne doivent rencontrer que le vide lors de leurs contre-attaques. La rapidité d'exécution et la mobilité des groupes maquisards, qui décrochent vivement pour se porter aussitôt un peu plus loin à l'affût, sont à la base de l'efficacité et de la survie des forces clandestines.

Jour après jour, lors de ses visites aux groupes francs et aux camps, Romans-Petit répète inlassablement aux réfractaires et aux alpins les nécessités d'une telle tactique qui finira par être comprise et adoptée. Dans ses pérégrinations quotidiennes, il reçoit un appui de choix dans le soutien constant des membres de la mission interalliée que l'on a vu arriver au début de septembre 1943. «Xavier» (colonel Heslop) et «Cantonnier» (Rosenthal) apportent aux maquisards la caution de Londres avec qui «Paul» (Johnson) assure une liaison radio permanente. Les rapports qu'ils font parvenir dans la capitale britannique insistent sur le nombre et la valeur des éléments rassemblés dans les maquis de Haute-Savoie, et réclament impérativement des armes et du matériel pour les équiper convenablement. Cette insistance finit par émouvoir un peu les services du B.C.R.A. et «Cantonnier» est rappelé en Angleterre pour fournir des précisions. Un Lysander l'enlève au

cours d'une opération d'échange de voyageurs maintenant routinière et, dès le lendemain, il rend compte à ses chefs de l'importance et de la vitalité des forces clandestines de l'Ain et de Haute-Savoie. A la mi-octobre, parachuté pour la seconde fois, «Cantinier» est de retour en région RI où il apporte aux unités commandées par Romans-Petit la promesse d'une aide substantielle prochaine.

Pendant ce temps, le chef maquisard n'est pas resté inactif. Multipliant les initiatives, rassemblant toutes les bonnes volontés, apaisant les querelles et les rivalités de certains groupes, il a mis sur pied de véritables formations homogènes essayées dans le relief propice de cette région montagneuse. En vue des opérations de parachutages d'envergure annoncées par «Cantinier», Romans-Petit, souvent accompagné de ce dernier et de «Xavier», bat tout le département pour rechercher une zone idéale, nécessaire à la réalisation de ce projet. En fonction des différents critères indispensables à la réussite de réceptions massives: vaste emplacement dégagé éloigné des centres urbains, accès peu nombreux et contrôlables, possibilités d'installation d'un camp sédentaire chargé des récupérations, du tri, et des répartitions, proximité d'un couvert forestier, approche aisée pour les appareils en vol de nuit comme de jour, tous les sites possibles sont minutieusement explorés. Après avoir éliminé plusieurs lieux qui avaient d'abord retenu leur attention, comme le col des Saisies ou les hauteurs du Semnoz, le choix de Romans-Petit, de «Cantinier» et de «Xavier» se porte sur les Glières. Situé au centre d'un massif montagneux, formant un vaste quadrilatère d'une vingtaine de kilomètres de côté, le plateau culmine au milieu du département, bordé par les vallées du Borne, de Thônes et de Thorens. Aucune route carrossable n'y accède, seuls, des sentiers de montagne aux passages étroits et malaisés serpentent à travers les versants désertiques sur lesquels s'accroche une maigre végétation buissonneuse. Aux abords du sommet, des bosquets de résineux s'étagent, dissimulant presque la surface rugueuse du terrain herbeux au milieu duquel émergent quelques chalets montagnards dispersés dans les replis, ainsi que quelques bergeries isolées.

Romans-Petit n'a vu dans ce massif sauvage impressionnant de solitude, qu'un merveilleux site pour recevoir et répartir des parachutages abondants. Mais «Cantinier» s'est enthousiasmé au point de l'avoir présenté à Londres comme un véritable bastion naturel. Les relevés qu'il a fournis ont permis aux responsables en Angleterre d'en déterminer les contours avec précision et, dans un premier temps, le plateau est homologué comme dropping zone de première catégorie. A l'entrée de l'hiver, les choses en sont là, quand, brusquement, courant

janvier 1944, l'ordre arrive de Londres de rassembler sur les Glières tous les éléments maquisards du département pour en faire un point d'appui en camp retranché dans le cadre des plans généraux préparant le deuxième front ouest. Cette théorie militaire des points de fixation par grands ensembles va complètement à l'encontre des thèses si éloquemment soutenues et prouvées par Romans. Mais il n'aura pas à en débattre car, depuis quelques jours, il a réintégré ses bases de l'Ain pour prendre en main le commandement de ses propres maquis violemment attaqués par les Allemands. Avant de partir, il a désigné pour le remplacer à la tête des unités de Haute-Savoie un jeune officier de chasseurs alpins qu'il a eu l'occasion d'apprécier, le lieutenant Théodose Morel¹

Mais avec l'apparition de celui qui entrera dans l'Histoire sous le pseudonyme de «Tom», c'est toute l'épopée des Glières qui commence, et elle ne s'inscrit pas dans le contexte de cet ouvrage. De sérieux et réputés historiens ont relaté la glorieuse attitude des combattants du plateau; quelques-uns des survivants l'évoquent dans des récits empreints de sincérité et d'émotion². Nul ne peut mieux faire, tout a été dit.

La première grande attaque allemande de février 1944

Malgré la prise en main des maquis de Haute-Savoie qu'il a organisés en unités aptes à la guérilla, et auxquels il a inculqué un esprit conforme à ce genre de combat, Romans-Petit a conservé un contact permanent avec ses formations de l'Ain. Voyageant sans cesse d'un département à l'autre, il est toujours parvenu à diriger ses troupes et à régler les incessants problèmes posés par la clandestinité. Remarquablement secondé par des hommes de valeur tels que «Chabot», «Montréal» et «Ravignan», il a pu mener de front le commandement de l'Armée Secrète dans l'Ain et des maquis de Haute-Savoie. Lorsqu'on songe aux risques encourus par tous les résistants

1. Dont la nomination a été entérinée par le commandant Clair, nouveau chef départemental.

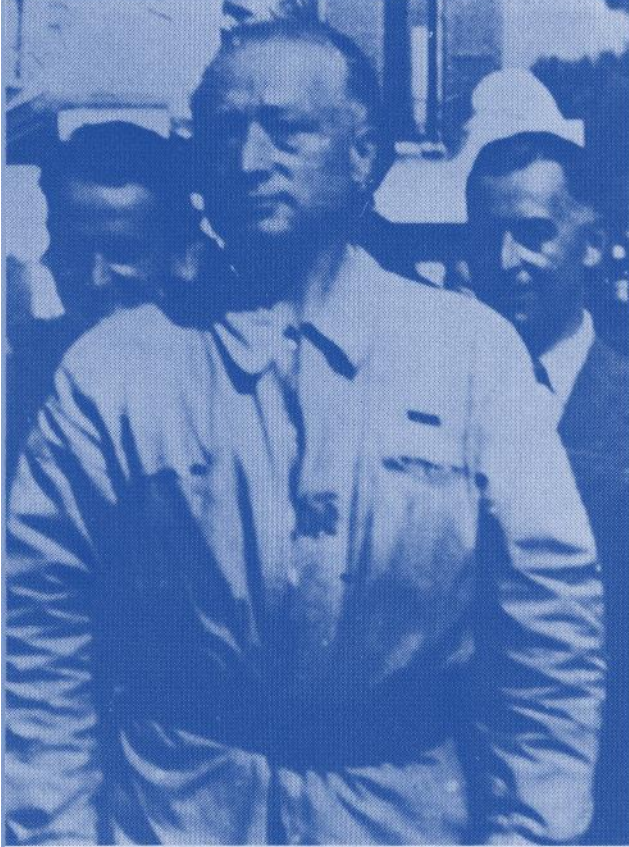
2. On pourra consulter à ce sujet les ouvrages suivants:

- *Glières, Première bataille de la Résistance* par Jourdan-Joubert, Julien Helfgott et Pierre Golliet (édité par l'Association des rescapés des Glières);
- *Les Glières* par François Musard, Robert Laffont, 1965;
- *La Bataille des Glières et la guerre psychologique* par J.L. Crémieux-Brilhac (Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale);
- *Mémoires du curé du maquis des Glières* par Jean Truffly (Ed. Atra, Paris);
- *La nuit sans ombre* par Alban Vistel, Ed. Fayard.

que leur tâche souterraine appelait à se déplacer dans des régions battues par les patrouilles de la Milice, des G.M.R. ou des Allemands, on reste confondu devant la témérité d'un homme, dont la photographie ornait les postes de police et les bureaux de la Gestapo, qui n'hésitait pas à couvrir de très longues distances par tous moyens: moto, voiture, bicyclette, quand ce n'était pas à pied tout simplement ou à skis. Aujourd'hui, le colonel Romans-Petit explique: «J'ai eu de la chance, c'est tout.» Oui, peut-être, mais surtout une sacrée dose de courage! Plusieurs fois, il passa de justesse au travers des mailles d'un filet pourtant tendu à son intention, et notamment à Nantua lors de la grande rafle du 14 décembre 1943 où son sang-froid lui permit de se sortir d'une situation délicate qui pouvait aboutir à son arrestation. A plusieurs reprises, il frôla la capture, et particulièrement lors de la grande attaque allemande du 5 février contre le P.C. établi à la ferme du Molard, où, revenant en catastrophe de Haute-Savoie dès que la nouvelle de l'offensive lui parvint, il se faufila à travers le dispositif de l'ennemi pour rejoindre ses hommes. Certes, il fallait avoir, suivant l'expression de ses fidèles, «la baraka», mais il convenait de posséder toutes les qualités premières qui permettent à l'humain de se transcender.

Dans les derniers jours de janvier, les 26, 27 et 29, quelques escadrons de G.M.R. tentent des incursions vers le plateau du Retord où sont implantés plusieurs camps. Repoussés chaque fois, et sérieusement malmenés, ils finissent par se retirer. Ce n'était là qu'un prélude, car il semble bien que leur mission consistait à sonder les points d'appui des maquisards. En effet, le 5 février avant le lever 'du jour, près de cinq mille Allemands des troupes alpines se ruent à l'assaut du plateau en attaquant furieusement par le sud. Guidés par des miliciens et par quelques traîtres, ils prennent pied aux abords du Monthoux, où les sections de Ludovic, de Roger, et le camp de Granges reçoivent le premier choc. Sous une tempête de neige qui ajoute aux difficultés de l'épreuve, le combat fait rage. L'ennemi est supérieur en nombre et en matériel, et ses éclaireurs skieurs, tout de blanc vêtus, s'infiltrèrent dans le dispositif de défense, se confondant dans la nature blanche et les bourrasques. Les gars de l'Ain ripostent héroïquement, mais ils doivent se replier en laissant quelques-uns de leurs camarades sur le terrain. Cependant, l'alerte générale a été donnée, et les groupes font face à la menace d'encercllement. Des contre-attaques rejettent les Allemands aux Neyrolles, en forêt de Moussières, et le long de la route nationale.

Après une courte accalmie, l'offensive ennemie reprend par un violent tir d'artillerie, soutenu par l'aviation qui fait son apparition dans les éclaircies. L'état-major départemental quitte



Le colonel Henri Romans-Petit, chef
des maquis de l'Ain et de Haute-Savoie.
(Col. Henri Romans-Petit)



Défilé du 11 novembre 1943 à Oyon-
nax. Romans-Petit, en uniforme de
capitaine aviateur, escorté des officiers
de l'A.S. (Col. André Jacquelin avec
l'autorisation de Henri Romans-Petit)





Les formations du maquis de l'Ain défilent, drapeau en tête. (Col. André Jacquelin avec l'autorisation de Henri Romans-Petit)



Dépôt d'une gerbe au monument aux morts par Romans-Petit et ses camarades. (Col. André Jacquelin avec l'autorisation de Henri Romans-Petit)



Les maquisards reprennent place dans les camions après le défilé. (Col. André Jacquelin avec l'autorisation de Henri Romans-Petit)

Préparation d'un cantonnement dans les maquis de l'Ain en novembre 1943.

(Col. Henri Romans-Petit)



Sabotage d'un train dont une partie a basculé dans la rivière.

(Col. Henri Romans-Petit)



Sabotage sur la ligne Lyon - Genève, à Ambérieu.

(Col. Henri Romans-Petit)





Parachutage en plein jour dans la forêt d'Echallon. (Col. Henri Romans-Petit)

HABITANTS DE LA Hte-SAVOIE !

La recrudescence des attentats terroristes dans votre département, l'insécurité de plus en plus grande qui y règne, ont amené le Gouvernement à envisager son épuration et sa pacification.

Des mesures sévères vont être prises. Les premières de ces mesures ont fait l'objet de mon Arrêté du 28 Janvier 1944. Elles ne doivent toutefois pas être un sujet de crainte pour les citoyens loyaux désireux de revoir le Pays qu'ils aiment à juste titre, retrouver le calme et la tranquillité qui lui sont indispensables pour travailler à son relèvement.

Chargé de la direction des opérations qui, je l'espère, ramèneront le paix plus que jamais nécessaire entre Français, je vous assure que seules les Forces françaises du Maintien de l'Ordre participeront tant à l'exécution des mesures nécessaires qu'aux opérations proprement dites.

Je compte sur l'exacte compréhension de tous.

Que ceux qui ne veulent pas voir répandre inutilement du sang français, trop souvent déjà versé en Hte-Savoie, écoutent la voix du cœur et de la raison. Pour ceux-là, il n'est pas trop tard pour rentrer dans le droit chemin.

Je rappelle que tout individu PRIS LES ARMES A LA MAIN, ou DETENTEUR D'ARMES ou D'EXPLOSIFS, sera immédiatement traduit devant la COUR MARTIALE: jugement sans appel et exécutoire dans les 24 heures.

Lors de l'occupation ou des engagements possibles dans les localités, les habitants sont informés qu'ils doivent rester dans leurs maisons, portes et fenêtres closes, et SE TENIR PRÊTS A REPONDRE A TOUTE SOMMATION OU REQUISITION.

Toute attitude hostile, le recel d'individus "hors-la-loi" SERONT REPRIMES SEVEREMENT, tant dans les personnes que dans les biens.

Fait à ANNECY, le 31 Janvier 1944.

L'Intendant de Police,
Directeur des Opérations de Maintien de l'ordre
en Haute-Savoie,

G. LELONG.

Affiche rédigée par le colonel Lelong, chef Maintien de l'Ordre de Vichy, le 31 janvier 1944. Sans commentaires. (Col. Henri Romans-Petit)

Le lieutenant Théodose Morel, que Romans-Petit avait désigné pour le remplacer aux Glières, lâchement assassiné par un officier des G.M. (Chapitre XIII). (Col. Henri Romans-Petit)



le P.C. sous le bombardement en donnant l'ordre de repli général. Le temps bas, et la tempête qui souffle sinistrement, amènent rapidement la nuit. La bataille faiblit, bientôt le calme succède au déferlement des armes. Les maquisards sont exténués; nombre d'entre eux sont blessés, mais il ne peut y avoir de répit, car il faut profiter de la nuit pour décrocher et échapper à la pression du cercle mortel. A travers bois, dans plus de quatre-vingts centimètres de neige, les colonnes se forment en file indienne, suivant péniblement les éclaireurs qui ouvrent la marche. Lourdemment chargés des sacs de vivres et des munitions, portant ou soutenant les blessés, enfonçant profondément à chaque pas, les hommes marchent durant plusieurs heures, mais ils parviennent enfin hors du piège ennemi. Au petit matin, ils s'installent dans les fermes et les camps de repli.

Le 6 à l'aube, les Allemands reprennent l'attaque en donnant l'assaut au camp de Pray-Guy que les clandestins ont quitté la veille. Le groupement sud a subi la poussée principale, et ses unités ont souffert. Certaines, composées de jeunes réfractaires, se sont débandées malgré les efforts désespérés de leurs chefs. C'est là une sélection naturelle qui s'est faite, mais la brèche n'a pu être colmatée. Les groupes du P.C. se sont repliés d'abord à la ferme du Fez, puis à celle de la Montagne après trente heures de marche harassante, émaillée d'alertes et de coups de main. Mais à peine sont-ils installés que l'ennemi surgit, sans doute renseigné par une trahison. «Chabot», qui dirigeait la troupe, parti en reconnaissance, se trouve brusquement coupé de ses unités par un bataillon allemand; il réussit, avec les hommes de sa patrouille, à gagner les bois des environs. A l'intérieur de la ferme assiégée, Maxime a pris le commandement. Secondé par les deux officiers de la mission interalliée, «Xavier» et «Paul», il organise, bien que blessé à l'épaule, une défense efficace. Les assaillants, tenus en respect, attaquent au mortier. Maxime ordonne alors une sortie en force à la grenade pour rompre l'encercllement. Les hommes se ruent à l'extérieur en direction des bois proches de deux cents mètres environ, mais il leur faut traverser un champ balayé par le feu. Douze d'entre eux tombent, fauchés en pleine course. Dans cette ruée mortelle, les actions d'éclat abondent: Chabert abat un capitaine de la Wehrmacht presque à bout portant, et «Lulu» poignarde un milicien qui servait de guide. Dix hommes seulement, dont «Xavier», «Paul» et Maxime, parviennent à s'échapper; les blessés sont achevés par les Allemands déchaînés qui incendient les bâtiments.

Alerté alors qu'il se trouve en Haute-Savoie, Romans-Petit revient précipitamment. Il arrive juste à temps pour s'incliner devant le corps de Marius Chavant, l'un des pionniers du maquis, abattu d'une balle dans la nuque. La répression a été

sanglante, et de nombreux sédentaires ont trouvé la mort, tandis que leurs maisons étaient incendiées. Chaussant ses skis, le chef départemental s'élançait aux nouvelles de ses hommes. A Terment, il retrouve le groupe Verduraz qui a subi une attaque violente. Le camp est détruit, mais presque tous les gars sont saufs. Après une courte pause, Romans repart pour la ferme du Fez, où deux rescapés venus en liaison lui apprennent que les survivants du P.C. l'attendent à Boyeux. C'est là qu'il retrouve en effet le capitaine «Paul» et «Xavier», les deux officiers alliés, ainsi que Maxime et Ludovic grièvement blessés. Petit à petit, les hommes dispersés arrivent et fournissent des renseignements sur les différents camps et sections qui ont subi le choc des Allemands. C'est ainsi que Romans apprend l'attitude héroïque de la compagnie du Pré-Carré, commandée par Seigle, lors d'un coup de main à Artemare, à l'encontre de cinq camions ennemis qui montaient en renfort, où une trentaine de S.S. furent tués et une vingtaine d'autres blessés, tandis que les patriotes devaient déplorer la perte de sept des leurs.

D'autres cas de comportement valeureux illustrent ces combats qui furent pour beaucoup de jeunes le baptême du feu. Si quelques erreurs apparurent, particulièrement dans les phases de décrochage en plein baroud, elles ne mirent jamais en cause l'efficacité d'une tactique qui préserva de l'anéantissement l'ensemble des forces attaquées.

En se retirant, les Allemands se livrèrent à leurs exactions habituelles, et la bourgade de Brénod ne fut pas épargnée. De nombreux résistants sédentaires seront arrêtés, et parmi eux les membres de la brigade de gendarmerie¹, auxiliaires précieux des maquis, ainsi que les responsables locaux de l'A.S.: le notaire Péliçon, l'hôtelier Humbert, et l'instituteur Morand². Une dizaine de maisons détruites, des bâtiments incendiés, témoigneront de la fureur d'une troupe tenue en échec par les «fantômes de l'Ain».

Avec lucidité, Romans-Petit tire les enseignements de ce premier grand affrontement. Plus que jamais, il convient d'éviter le choc frontal, fatalement défavorable, et de respecter les consignes de la guérilla. La cause des difficultés survenues lors des replis a tenu à une armature de camps trop lourde et trop rigide. En conséquence, il donne de nouvelles instructions: changer fréquemment l'emplacement des camps et, en tout cas, immédiatement après une attaque; ramener chaque unité au chiffre maximal de quatre-vingts hommes; éviter les stocks

1. Le chef de brigade Pfirsch, ainsi que les gendarmes Traffay, Rousset et Limousin.

2. Tous seront déportés en Allemagne; aucun n'en reviendra.

de vivres en utilisant largement les bons de réquisition; déclencher des opérations de diversion dès qu'un assaut est signalé contre l'un des camps, même et surtout par les groupes situés géographiquement très loin du choc; conserver à chaque camp une mobilité instantanée.

Une autre conclusion s'impose également après les combats de février, c'est la constatation, malgré les épreuves qu'ils ont entraînées pour elle, de la fidélité de la grande majorité de la population à la cause de la lutte patriotique. Pour Romans-Petit, et pour tous ses maquisards, cette noble attitude a valeur de symbole.

CHAPITRE XIV

La liaison Ain - haut Jura

A la fin de février 1944, après avoir réorganisé les maquis de Haute-Savoie dont il assumait depuis plusieurs mois le commandement, Romans-Petit remet celui-ci, nous l'avons dit, entre les mains de son adjoint: le lieutenant Théodose Morel. Avec l'assentiment du délégué militaire régional Didier (Chambonnet), il considère que sa mission est remplie puisque les maquisards savoyards ont plébiscité leur nouveau chef et retrouvé une organisation convenablement structurée.

Revenu définitivement dans l'Ain, Romans-Petit s'emploie à coordonner l'activité de ses maquis en fonction des dernières instructions qu'il a élaborées à la suite de l'attaque allemande. C'est dans cette perspective qu'il rencontre les responsables de la Résistance armée du haut Jura: «Vallin» et Chevassus. Placés à la tête de formations mordantes et disciplinées, ces derniers déplorent le manque d'armes et d'explosifs qui entrave leurs actions. Au cours des visites qu'il effectue dans leurs camps en compagnie de «Xavier», Romans constate avec satisfaction la bonne tenue et l'allant d'unités manifestement paralysées par l'absence d'équipement suffisant. De plus, les conceptions de «Vallin» sur la façon de mener le combat rejoignent étroitement celles du chef des maquis de l'Ain. De cette rencontre, naîtra d'ailleurs entre les deux hommes une profonde estime et une solide amitié ne tardera pas à se nouer, qui subsistera jusqu'à la mort héroïque de «Vallin» après son arrestation, près de Saint-Claude, causée par une infâme trahison¹.

1. Vallin, de son vrai nom Jean Duhail, était officier d'active. Arrêté lors d'une réunion à la suite de la trahison d'un nommé Colliard-

Pour les maquisards du haut Jura, l'entente qui s'est établie entre les responsables voisins s'affirme hautement positive puisque l'intervention de «Xavier» et de Romans auprès de Londres aboutit à un premier parachutage, près de Viry, effectué par trois avions. Il sera suivi de plusieurs autres qui permettront d'armer les maquis locaux. Mais l'accord passé entre «Vallin», Chevassus, et le chef départemental de l'Ain, se prolonge par une alliance dans la coordination des actions entreprises. A cette fin, Romans détache auprès des groupes voisins l'un de ses officiers, Mantin, qui prend en main les sections Pauly, Pelvoux, et Cyrus; et il établit avec son adjoint, commandant du groupement nord, «Montréal», un plan de liaisons permanentes qui permet à celui-ci de travailler en harmonie avec ses camarades jurassiens. Les réunions fréquentes qui rassemblent «Vallin» et Chevassus d'une part, «Montréal» et Gabriel Jeanjacquot de l'autre, ne vont pas tarder à se concrétiser par des actions communes montées contre les forces d'occupation, dans les zones limites de l'Ain et du Jura.

Cette recrudescence d'activités «terroristes» amène une réaction des Allemands, et une offensive se déclenche aux confins des deux départements. Pendant deux jours, de sévères combats se déroulent. Inférieurs en nombre et en armement, les maquisards conservent l'avantage d'évoluer sur un terrain montagneux et boisé qu'ils utilisent fort intelligemment. Leurs pertes s'avèreront finalement peu importantes, en regard de celles qu'ils infligeront à l'ennemi. Les opérations de diversion exécutées sur les arrières des colonnes allemandes par le groupement nord de l'Ain finissent d'ailleurs par inquiéter le commandement de la Wehrmacht qui préfère abandonner la poursuite et regrouper ses bataillons. Cette heureuse coopération entre les maquis du Jura et les forces clandestines dirigées par «Montréal», se poursuivra jusqu'aux heures de la Libération, et vaudra à l'occupant d'essuyer de sérieuses pertes dans ce secteur devenu plus qu'incertain pour ses troupes.

La seconde attaque allemande d'avril 1944

Rapidement reformés sur les bases nouvelles imposées par Romans-Petit, les camps ont repris leurs raids contre les objec-

Masson (Agenda), il sera affreusement torturé. Amené enchaîné sur une automitrailleuse au village de Viry le 13 avril 1944 pour désigner, parmi les habitants rassemblés, ceux qui avaient participé aux parachutages, il refusera de parler en dépit des sévices endurés. Il sera finalement assassiné d'une rafale de mitraillette dans le dos près du hameau de Sous-le-Rosay.

tifs stratégiques désignés par le haut commandement. A nouveau, les voies ferrées empruntées par les trains militaires, les dépôts de carburant et de munitions, les bâtiments abritant du matériel allemand, sautent ici ou là, tandis que les convois légers subissent le feu brutal d'embuscades habilement tendues. Cette tension perpétuelle dans un secteur que l'occupant considère comme vital pour ses relations avec le Reich, exaspère le commandement ennemi qui entreprend bientôt une nouvelle expédition répressive contre les maquis de l'Ain.

Le 6 avril 1944, plusieurs milliers de soldats de la Wehrmacht se rassemblent dans le haut Bugey sur un axe Oyonnax-Saint-Claude. Aussitôt informé, Romans-Petit décide l'application du plan A mis au point après le premier assaut de février. Ce plan prévoit que, dès les premières escarmouches, les camps se replieront, guidés par les gardes forestiers, pour s'évanouir dans la nature. Les unités profiteront de la nuit pour exécuter un maximum d'actions de sabotages et d'embuscades, mais se retireront avant le lever du soleil pour se terrer par petits groupes durant toute la journée. Chaque chef de section aura une liberté d'initiative qui lui permettra d'improviser au mieux, mais en ayant comme consigne principale de «jouer au fantôme». Sauf en cas d'absolue nécessité, aucun agent de liaison ne devra se déplacer pendant la durée de l'attaque allemande.

Celle-ci se déclenche le Vendredi saint à l'aube. Toutes les routes sont bloquées, les villages investis, et l'état de siège décrété. Des patrouilles, fortement soutenues par des automitrailleuses, s'engagent dans les chemins et les sentiers menant aux camps, mais elles ne trouvent que le vide. Arrivé sur place depuis la veille, Romans-Petit a dispersé tous ses maquis suivant le schéma prévu. La journée se passe ainsi sans le moindre heurt. Dès la nuit tombée, alors que les escouades ennemies s'assoupissent dans leurs campements, les maquisards sortent de leurs caches. Tandis que les équipes de sabotage se dirigent vers leurs objectifs, les corps francs grenadent les points d'appui allemands. Les lignes de chemin de fer Bourg-La Cluse, Saint-Claude-La Cluse, Bellegarde-La Cluse, ainsi que les routes empruntées par les convois, sautent, soit dans les tunnels, soit à leur passage en viaduc. Bien avant le lever du jour, tous les groupes ont regagné un abri sûr pour se dissimuler et se reposer dans la journée. A nouveau, dès le lever du soleil, les troupes occupantes s'élancent à l'assaut des camps qu'elles trouvent abandonnés, et leur dépit s'accompagne de leurs habituelles vengeances: fermes pillées ou incendiées, habitants molestés ou arrêtés, bâtiments dynamités. Sans arrêt, tournent au-dessus de la montagne les avions d'observation, les «mouchards», à l'affût du moindre indice qui révélerait la présence de «terroristes».

Le soir arrive, puis la nuit étend son voile de ténèbres sur les sommets désertiques. Et à nouveau, voici que surgissent des replis et des bosquets de résineux les unités du maquis. Mais la leçon a porté, et l'ennemi se tient sur ses gardes. Des sentinelles et des patrouilles veillent aux emplacements stratégiques, et l'effet de surprise ne jouera pas. Des accrochages sévères se produisent en différents secteurs, et notamment près de Montanges où le groupe du lieutenant Paul de Vanssay (Minet) livre une véritable bataille. Il avait pour mission de saboter à nouveau la ligne Bellegarde-La Cluse en faisant sauter le tunnel de Trébillet, puis de monter une embuscade sur la route Lyon-Genève. Mais les patrouilles allemandes, qu'il a fallu éviter, ont considérablement ralenti la progression des maquisards, qui devaient déjà effectuer plusieurs heures de marche. En retard sur l'horaire, «Minet» se rend compte qu'il n'a plus le temps, avant le jour, d'exécuter les ordres. Il décide donc de bivouaquer, en attendant la nuit prochaine, dans un bois proche de la voie ferrée. Sous la protection des sentinelles, les hommes épuisés s'endorment; mais quatre heures plus tard, une escouade de la Wehrmacht survient. Le combat s'engage; «Minet» donne l'ordre à Richard de se tailler, avec les sections, un chemin de repli vers le plateau du Retord, cependant qu'il entreprend avec une poignée de braves une opération de diversion. Ayant placé un fusil mitrailleur dans l'axe de progression ennemi, il tient en respect les assaillants et détourne leur attention des groupes qui décrochent. Mais les Allemands ont réclamé des renforts, et plusieurs camions font leur apparition sur la route nationale. Bientôt, mitrailleuses et mortiers déchaînent un ouragan de fer et de feu sur cette dizaine de «terroristes» qui refusent de céder. L'un après l'autre, les hommes tombent; au F.M. Bombardier est tué, les frères Tavel (Louis et Marcel), puis Venière et Jost s'effondrent criblés de balles. «Minet» se rue sur le fusil mitrailleur et tire en courtes rafales précises pour économiser ses munitions. Bientôt, ses derniers compagnons s'abattent, et il reste seul, farouchement décidé à vendre chèrement sa vie. Blessé par un éclat de mortier, il serre les dents et, sans ralentir la cadence de son tir, il sort de sa poche son carnet personnel, le déchire en morceaux qu'il mâche et avale jusqu'au dernier. Autour de lui, les Allemands progressent en un cercle qui se resserre de plus en plus. Les chapelets de balles qui s'abattent à ses côtés, et qu'il semble défier, finissent par le toucher mortellement. Le doigt crispé sur la détente de son arme, il bascule en arrière, s'enfonçant dans la légende qui perpétue à jamais le souvenir de tous les humbles héros dont le sacrifice a permis à la France de retrouver sa grandeur.

Le lieutenant Paul de Vanssay était un officier d'active

dont la devise familière affichait la volonté patriotique: «Faire toujours plus, pour être sûr de faire assez.» Son comportement héroïque, qui sauva la majorité de ses hommes, s'inscrit comme une page de gloire dans l'épopée des maquis de l'Ain, et il demeurera l'exemple même de ces chefs de l'armée clandestine qui surent montrer à l'ennemi le vrai visage des combattants de France.

Jour après jour, la tactique de Romans-Petit porte ses fruits et l'Allemand s'échine à poursuivre des bataillons de fantômes qui disparaissent au premier contact pour resurgir sur le flanc ou sur les arrières des colonnes montant en renfort. Des liaisons ont alerté les groupements ouest et sud qui, sur leur terrain, entrent aussitôt en action. A l'ouest, «Ravignan» surprend des convois, en provenance de Mâcon et se dirigeant vers Oyonnax, auxquels il inflige de lourdes pertes au cours d'embuscades bien préparées. Au sud, «Chabot» effectue des coups de main téméraires sur Bourg-en-Bresse, à Ambérieu, et au camp de Thol, cependant que ses groupes de sabotage coupent les voies ferrées en différents endroits entre Bourg et Ambérieu, Culoz et Ambérieu, Saint-Rambert et Culoz. Trois trains allemands et un train de miliciens déraillent à la suite de ces opérations au cours desquelles les cheminots de Résistance-Fer, dirigés par Lacombe, apportent leur précieux concours. En même temps, les maquis du groupement nord poursuivent leurs sabotages nocturnes; c'est ainsi que la ligne Lons-le-Saunier - Bourg, régulièrement coupée, demeure inutilisable pour les Allemands. En fait, au cours de l'offensive ennemie, le trafic ferroviaire dans l'Ain est complètement paralysé, tandis que les routes restent incertaines pour les convois de la Wehrmacht. Des arbres abattus, piégés de ceintures de plastic munies de crayons à retardement, entravent la circulation des voitures de l'occupant, sur lesquelles s'abat, dans le désordre ainsi créé, le feu meurtrier de tireurs embusqués.

Ulcérés par cette impitoyable guérilla qui décime leurs unités, fous de rage de ne pouvoir accrocher la moindre formation «terroriste», les Allemands assouvissent leur rancœur et leur haine sur la population civile. Le jour de Pâques est marqué par une répression aveugle: 240 personnes sont arrêtées à Saint-Claude, et 60 à Oyonnax¹. Des villages sont incendiés: Chougeat, Vulvoz, Racouze, Chalours, La Rivoire et Sièges, où la soldatesque se déchaîne en martyrisant plusieurs patriotes dont le lieutenant Darthenay (Naucourt), ancien saint-cyrien évadé des oflags, venu reprendre le combat. Avec lui, mourront dans d'atroces tortures: André Bésillon, un jeune de dix-sept ans, Gautheret, Méreau, et plusieurs autres. La terreur

1. Toutes seront déportées.

règne sur la moitié du département et sur la zone limitrophe du Jura, mais, au lieu de diminuer la popularité des maquis, elle ne fait qu'aviver la haine des habitants à l'encontre des oppresseurs, et entraîner une participation plus active encore de l'aide apportée aux clandestins.

Désorienté par cette tactique du vide qui ne lui permet pas d'engager ses troupes dans un combat classique, le commandement allemand, comme il l'avait déjà fait en février, retire progressivement ses bataillons, en pensant avoir chassé les «bandes terroristes» hors de la région. Les événements ne tarderont pas à lui démontrer son erreur.

A la faveur de cette offensive de l'ennemi, les maquisards de l'Ain ont, quant à eux, prouvé leur valeur, malgré une infériorité générale en hommes et en armement. En adoptant la seule forme de lutte possible dans de telles conditions, et en tenant en respect un adversaire aussi redoutable, ils ont signé une belle victoire de la Résistance française.

Les enfants de troupe d'Autun et les francs-tireurs de Bresse et Dombes

En janvier 1944, Romans-Petit avait été contacté par un émissaire de l'Ecole des enfants de troupe d'Autun, dont les éléments avaient été regroupés au camp de Thol. Ceux que l'on appelait ainsi communément des enfants de troupe étaient en majorité des jeunes gens qui se destinaient à la carrière militaire, et qui préparaient, au sein des Ecoles Préparatoires Militaires, véritable nom de ces établissements, les examens d'entrée à Saint-Maixent. L'occupation avait jeté le désarroi, aussi bien parmi les élèves que chez les professeurs. Ayant d'abord cru aux discours onctueux du maréchal Pétain, un grand nombre d'entre eux refusaient, depuis quelques mois, de s'aligner sur un comportement dont la servilité vis-à-vis de l'occupant s'affichait de plus en plus ouvertement. A la fin de 1943, un groupe d'élèves, que les exploits du maquis émerveillaient, parvient à entrer en contact avec des membres de l'Armée Secrète. Clandestinement, ils s'organisent, et une centaine de jeunes gens s'affirment prêts à rejoindre les combattants de l'ombre. Une liaison s'établit avec les officiers du maquis, et, afin de disposer du temps nécessaire à leur incorporation (camps d'accueil, possibilités d'habillement, ravitaillement, etc.), la date du dimanche 6 février est retenue pour leur ralliement. Malheureusement, ainsi que nous l'avons vu plus haut, c'est précisément cette date que les Allemands choisissent pour lancer leur première attaque. Conséquence fâcheuse, la liaison est coupée. A la mi-mars, grâce aux efforts de résis-

tants locaux, elle peut être renouée. Quelques jours plus tard, un premier groupe d'enfant de troupe rejoint le maquis. En prévision de l'arrivée des autres volontaires, Romans-Petit désigne le sergent Signori (Mazaud) pour parfaire leur instruction et assurer leur commandement. «Mazaud» est un baroudeur expérimenté malgré son jeune âge – vingt-trois ans –; résistant depuis 1941, il dirigeait une compagnie sur le plateau du Retord lors des grands affrontements de février. Il demande à être entouré de quelques anciens maquisards éprouvés, tels que Marin, Raffin, et Amelin, et prend aussitôt en main l'entraînement des enfants de troupe. Groupe après groupe, les élèves de l'Ecole, ainsi que plusieurs professeurs, rejoignent les camps de formation. Bientôt, ils seront plus d'une centaine, en comptant les jeunes volontaires de la région montés eux aussi au maquis, à partager la vie fruste et dangereuse des unités de l'Ain.

Si la nature du terrain à l'est du département se montre plus propice à l'implantation des camps, la Bresse et la Dombes connaissent également une activité résistante importante. De petites formations mènent dans leurs secteurs respectifs des opérations de harcèlement et de sabotages qui gênent considérablement l'acheminement des troupes allemandes. A Pont-de-Vaux, à Bâgé-le-Châtel, à Montrevel, à Thoisy, à Saint-Trivier-sur-Moignans, à Trévoux, à Villars-les-Dombes, la présence de noyaux clandestins permet d'assurer le ravitaillement des maquisards du Bugey et du haut Jura. Romans-Petit ne craint pas de dire que ces zones de culture et d'élevage s'affirmèrent comme le grenier des maquis. Mais parallèlement à cette tâche essentielle, et combien délicate, de rassemblement des vivres et surtout de leur transport, les clandestins locaux assumèrent la lourde charge d'assurer la création et la protection de nombreux points de parachutage. Nivigne, la chartreuse de Salignac, Racouze, Illiat, la Trappe des Dombes, et principalement celui de l'Aigle à Manziat, où arrivèrent et repartirent beaucoup de personnalités de la Résistance, furent des terrains, soit de largages, soit d'atterrissages qui connurent une très grosse activité.

Dans la région de Châtillon-sur-Chalaronne, qui pourtant ne se prête guère à l'implantation de groupes combattants, une forte animation se manifeste dès 1942 sous l'impulsion de Decomble (Benoît) et de Claudius Charvet (Prosper). Sur leur initiative, un maquis qui regroupe un nombre important de réfractaires au S.T.O. s'organise dans les bois d'Illiat. Connus sous le nom de maquis de Catane, il prend rapidement de l'extension sous les directives de Prosper Mignot et de Paul Pauget. Un audacieux coup de main monté contre le poste

d'écoute et de repérage de Condeissiat amène une riposte des Allemands. Insuffisamment armés, les maquisards décrochent sous la conduite de Narcisse Pin-Monnier sans essuyer de pertes, et gagnent la zone montagnarde. Peu après, ils seront incorporés dans les camps de Cize et de Chougeat.

A Saint-Trivier-sur-Moignans, Perraud centralise l'activité résistante imité par Henri Durand dans le secteur de Villars, par Etienne Monneret à Thoisse, et par Amable Chaynes ¹ à Vonnas. La zone importante de Pont-de-Vaux, dirigée par le lieutenant Albert et par Favier (Jean la Caisse), connaît un perpétuel va-et-vient d'agents français et alliés qui atterrissent sur les terrains aménagés, notamment sur celui de l'Aigle d'où partit le 16 octobre 1943 le général de Lattre de Tassigny.

De très durs engagements opposent francs-tireurs et militaires dans les bois d'Illiat où le corps franc de Bastia, armé de fusils mitrailleurs, décime les mercenaires, tandis qu'à La Moussière-Bizat, le groupe Seigle anéantit deux cars chargés de renforts venant de Mâcon. Sous le feu croisé des F.M. et des bazookas, les miliciens perdent plus d'une centaine des leurs et, à l'instar de leurs maîtres allemands, ils se vengeront lâchement en assassinant le lendemain d'innocents civils.

Cependant, les maquisards poursuivent leurs actions dans tout le département, et les hommes du camp Charles (Blétel) infligent une cuisante défaite le 30 avril près de Racouze à un détachement allemand. Les sabotages de dépôts de matériel et de voies ferrées s'intensifient, et le groupe Pesce s'illustre en effectuant presque quotidiennement des incursions au triage de Bourg. Les aiguillages, les plaques tournantes, perpétuellement détériorés compliquent la manœuvre des rares trains qui peuvent encore circuler.

Afin de calmer un peu l'attitude agressive de certains commandants de G.M.R., trop zélés serviteurs de l'occupant, Romans-Petit décide une expédition contre le poste-garnison de Pont-d'Ain, et il charge «Mazaud» et ses enfants de troupe de cette opération. Le 20 mai, ces derniers investissent habilement le cantonnement et désarment les mercenaires sans effusion de sang. Ils récupèrent les armes et particulièrement une mitrailleuse Hotchkiss qui sera vivement appréciée lors des combats ultérieurs.

6 juin 1944: l'action des maquis de l'Ain

Le 5 juin 1944, comme tous les résistants de France, les maquisards et francs-tireurs de l'Ain captent les messages annon-

1. Arrêté en avril 1943, déporté, mort dans les camps nazis.

çant l'imminence du débarquement et mettant en alerte les formations clandestines. Le lendemain, les Alliés prennent pied sur les plages normandes, et la B.B.C. lance les consignes de sabotage général à tous les groupes de partisans. Pour l'Ain, les directives fournies par Londres indiquent aux unités de Romans-Petit qu'elles doivent s'attacher en priorité à neutraliser les communications ferroviaires et le matériel de traction. Deux points d'action sont soulignés par l'état-major: l'important dépôt d'Ambérieu, plaque tournante principale du trafic dans le Sud-Est, et celui de Bourg-en-Bresse dont le triage coordonne l'acheminement des convois entre le Sud et l'Allemagne d'une part, entre l'Italie et la région parisienne de l'autre.

Le soir même, le groupement sud détruit cinquante-deux locomotives, dix machines-outils, et une plaque tournante à Ambérieu lors d'une opération guidée par le cheminot Gaston Brucher et ses camarades, et commandée par «Chabot». Lors de cette action, une courte bataille opposera les francs-tireurs aux escouades allemandes de garde qui perdront trois hommes et relèveront plusieurs blessés.

C'est encore une équipe de cheminots, celle de Bourg menée par le mécanicien Valette, qui pilote le groupe franc de Michel Pesce et Roger Werner lors du sabotage au dépôt local. Protégés par les hommes du camp Jo, les spécialistes plastiquent trente-huit locomotives, les aiguillages, la plaque tournante et le pont transbordeur, qui sautent un quart d'heure plus tard dans un tonnerre d'explosions. En quarante-huit heures, les maquis de l'Ain auront détruit quatre-vingt-dix locomotives – c'est un record! – qui manqueront gravement à l'occupant lorsqu'il voudra envoyer des renforts et du matériel sur le front de Normandie.

De leur côté, les camps agissent également, suivant les ordres de Romans-Petit, en rendant inutilisables les voies ferrées traversant leurs secteurs. La ligne de Genève, entre Ambérieu et Culoz particulièrement, est régulièrement coupée par les sections de Vaudan (Verduraz), et de Morier (Plutarque), malgré tous les efforts des Allemands qui mobilisent les travailleurs locaux pour la remettre en état après chaque sabotage. Décidés à assurer malgré tout le fonctionnement de cette voie vitale, les occupants envoient un train blindé pour protéger les équipes chargées de la réparer. Prévenue par les cheminots, la compagnie Louison prend position dans les halliers qui dominent la ligne de chemin de fer dans un passage encaissé. Lorsque le train apparaît, la voie saute. Aussitôt, une autre section place de puissantes charges d'explosifs deux cent cinquante mètres en arrière du convoi, détruisant le ballast sur une grande longueur. Le train est bloqué, car il ne peut plus ni

avancer ni reculer. A peine les Allemands sont-ils remis de leur surprise, qu'un ouragan de feu s'abat sur eux; attaqués au F.M. et à la grenade, ils ripostent faiblement jusqu'au moment où les torpilles de bazookas entament les parois blindées, creusant d'énormes brèches. Complètement paniqués, les soldats du Reich tiraillent un moment sur un ennemi invisible, puis s'enfuient soudain, abandonnant là, train, matériel, armes, et munitions. Sortant des fourrés, les maquisards s'emparent de ce précieux butin, puis posent de nouvelles charges en différents points du convoi. Les deux locomotives et plusieurs wagons sont détruits. La ligne Ambérieu-Genève demeurera irrémédiablement coupée. Prévoyant une réaction de l'ennemi, les maquisards montent alors deux embuscades sur la route. Peu après, une file de camions se présente. Trois ou quatre passent au ralenti, sans encombre, mais au moment où surgit entre deux véhicules le side-car du chef de détachement, un feu nourri jaillit du talus. L'un des meilleurs tireurs de la section, Rubis, a reçu mission d'abattre le commandant allemand. Avant que celui-ci n'ait pu s'extraire de son siège, il s'écroule tué net, ainsi que son conducteur. Après une courte débandade, l'ennemi s'organise et déclenche une vive fusillade sur le côté de la route opposé à celui où se tiennent les partisans. Fidèles à la tactique de la guérilla, ceux-ci décrochent alors, laissant les soldats occupants aux prises avec leurs camions fumants et leurs blessés qui jalonnent la berme.

La nouvelle du débarquement, la vitalité des maquis, l'importance des sabotages réalisés, ont poussé certains groupes autonomes et marginaux à s'emparer des mairies dans quelques bourgades, à neutraliser les administrations et à prétendre rendre la justice. Afin d'endiguer cette poussée sauvage fort dangereuse pour l'ordre public, et préjudiciable à la Résistance, l'état-major des Forces françaises de l'intérieur alerté, appuyé par le responsable politique Alban Vistel, enjoint à Romans-Petit de prendre en main l'administration civile avant que les excès n'aboutissent à une situation anarchique. Retenons bien le fait que c'est sur l'injonction de ses supérieurs hiérarchiques que le chef départemental se charge du pouvoir civil dans la zone qu'il contrôle militairement, car nous verrons plus loin que cela lui sera reproché dans l'incohérence des accusations fielleuses dont il sera l'objet.

A la mi-juin, les maquis de l'Ain régneront sur toute la partie montagneuse du département: depuis Ambérieu jusqu'à Saint-Claude dans le Jura, et de la chaîne du Revermont à la vallée supérieure du Rhône, plus de six cents kilomètres carrés de territoire sont libérés, avec des centres importants tels que Nantua, Oyonnax, Hauteville, Saint-Rambert. Le P.C.

de Romans, souvent itinérant, bénéficie de liaisons constantes avec Londres grâce à une équipe de radios travaillant sous les ordres du capitaine américain «Paul», et de son adjoint français, «René». De leur côté, les P.T.T. déploient, sous le contrôle de Léonard, une grosse activité, et leurs équipes s'emploient à relier immédiatement, souvent dans l'heure qui suit sa nouvelle implantation, le poste de commandement de Romans aux unités éloignées. Un groupe de monteurs y reste d'ailleurs affecté en permanence.

Les sédentaires rejoignent maintenant les maquis, et ceux-ci doivent faire face à cet afflux. De nouveaux camps sont créés en hâte, et des bataillons s'organisent, formés par les F.T.P. de Bresse, en Dombes, et dans le secteur d'Oyonnax, cependant que les compagnies du capitaine «Grillon» doublent presque leur effectif.

Sur l'ordre de Romans-Petit, le procureur Davenas, dont l'action avait été précieuse à la Résistance, rejoint le P.C. où il va se charger des tâches administratives. Grâce à ses relations avec les notables et les cadres des institutions de l'Etat, notamment avec le sous-préfet Dupoizat, la reprise en main des éléments marginaux s'effectue sans heurt. Un tribunal militaire est même créé à Nantua afin de dissuader les inévitables pillards et rançonneurs qui exécutent leurs méfaits sous couvert de la Résistance. Les premiers miliciens prisonniers y seront également jugés. L'affichage d'un «Appel à la population» précisant que les attentats à la vie des citoyens, les actes de pillage, le trafic de denrées alimentaires, la trahison de résistants, seraient punis de la peine de mort, et réglementant les horaires du couvre-feu et ceux accordés à l'ouverture des débits de boissons, montra à certains qui auraient pu en douter que la Libération n'entraînerait pas les désordres annoncés par le gouvernement de Vichy. Ces affiches, édictant les mesures nécessaires aux circonstances, étaient signées par Romans, en tant que chef des F.F.I. du département. Elles avaient reçu l'approbation du colonel Chambonnet (Didier), commandant l'ensemble des Forces françaises de l'intérieur régionales, et du colonel Alban Vistel, responsable des Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.). On verra plus loin qu'elles devaient susciter une étrange polémique après la Libération.

Contre-attaque allemande sur Bellegarde et Hauteville.

Depuis le 5 juin, les maquis de l'Ain contrôlent presque en totalité l'est du département qui apparaît alors comme un territoire libéré. Outre l'impossibilité pour leurs troupes de s'y déplacer sans être aussitôt traquées par les partisans, les

Allemands ne peuvent supporter cette enclave «terroriste» dans une zone qu'ils considèrent comme essentielle pour leurs communications. Sur leurs cartes d'état-major, la région comprise dans un vaste périmètre s'étendant de Lons-le-Saunier à Belley en passant par Bourg-en-Bresse à gauche et Annecy à droite, pour remonter jusqu'à Saint-Claude, est hachurée de traits rouges. Elle est devenue pour eux une terre ennemie qu'il leur faut reconquérir pour assurer la sécurité de leurs convois. Partant du Pays de Gex et de la rive inférieure du Léman, des colonnes fortement motorisées viennent, à partir du 10 juin, tâter le dispositif de défense au nord et à l'est du territoire occupé par les maquis. Elles parviennent jusqu'à Bellegarde où elles se heurtent aux forces résistantes des camps Jo, Michel, de l'A.S. locale, et du haut Jura, dépendant du groupement nord. Dans cette bataille, pour la première fois dans l'histoire des maquis de l'Ain, 1'200 hommes vont manœuvrer de concert. Au premier choc, les Allemands sont repoussés, et quelques compagnies de francs-tireurs vont même s'emparer de Fort-l'Ecluse qu'elles seront contraintes d'évacuer deux jours plus tard, faute d'armement lourd suffisant. Vexés, les Allemands font appel à l'artillerie qui pilonne les positions françaises. Fidèle à sa tactique, et soucieux d'éviter une bataille de rues dans Bellegarde, Romans-Petit donne l'ordre de décrochage, et replie ses unités sur les hauteurs. La Wehrmacht entre dans la ville devant laquelle elle a piétiné durant quatre jours. Grâce à l'habileté du chef départemental qui avait fait placarder des affiches laissant entendre que les habitants s'étaient montrés hostiles aux maquisards – ce qui était évidemment faux –, la population ne sera pas soumise aux représailles habituelles.

Dans le même temps, d'autres forces ennemies, venues d'Aix-les-Bains, attaquent sur le flanc sud-est par le col de la Lèbe. Elles reprennent Artemare, puis Champagne-en-Valromey. Suivant les ordres, les compagnies Louison et «Mazaud» se replient devant elles pour les attirer sur Hauteville où Romans-Petit les attend, au cœur d'un dispositif de défense établi sur les crêtes dominantes. Le 12, les avant-gardes allemandes parviennent à Saint-Rambert où de furieux combats de rues les opposent aux francs-tireurs. La population apporte son soutien à ces derniers, et elle le paiera douloureusement lorsque le 7 juillet la Gestapo reviendra dans les fourgons de la Wehrmacht. Aux alentours d'Hauteville, les combats font rage. «Chabot», «Xavier» et Romans-Petit prennent

1. Douze otages seront désignés et fusillés le jour même, dont le maire, le docteur Temporel. De nombreuses personnes seront arrêtées et déportées.

chacun la tête d'une section et font le coup de feu. Mais les éléments d'une division alpine qui opèrent contre eux, soutenus par l'artillerie de montagne, les obligent à se replier. Romans rappelle alors du groupement nord les unités commandées par Michel, le vaillant chef de camp, qui arrivent bientôt, et il donne l'ordre aux groupes de la vallée d'attaquer l'ennemi sur ses arrières. La situation se stabilise; puis, se voyant pris entre deux feux, les Allemands se replient pour s'établir sur une ligne appuyée sur la rivière l'Albarine. Leurs pertes sont sévères car les maquisards ont toujours occupé des positions dominantes, avec des champs de tir dégagés, en se tenant à couvert. De ce fait, ils ne déplorent que trois tués et quelques blessés, surtout par éclats d'obus de mortier.

Le 28, ayant reçu des renforts, les Allemands repartent à l'assaut après une forte préparation d'artillerie. Mais Romans-Petit a profité du répit pour manœuvrer. Le gros de ses effectifs a décroché, tandis que plusieurs compagnies, dans un large mouvement tournant, ont pris position sur l'arrière des troupes ennemies. Attaquées au F.M. et au bazooka, ces dernières battent précipitamment en retraite pour éviter un possible encerclement. Elles se vengent en brûlant le village de Ponthieu, et entrent à Hauteville.

Au cours des combats de harcèlement préconisés par Romans, les groupes de Louison et de «Mazaud» se distinguent, et bien des actions héroïques montrent le mordant de ces formations. C'est au cours de ces opérations qu'Emilien Roux détruira, avec une seule torpille de bazooka, une automitrailleuse, et que le bataillon F.T.P.F. de «Grillon» (Paul Cribeillet) infligera de lourdes pertes à un détachement de la Wehrmacht.

Les Allemands procèdent maintenant par sondages pour essayer de localiser les forces du maquis. Leurs unités alpines montent en patrouilles un peu au hasard, et elles se heurteront au col de France aux groupes francs de Pesce et Werner, appuyés par une compagnie de l'O.R.A.

Le 25 juin, répondant à un appel du capitaine «Paul», Londres fait effectuer un parachutage important sur le terrain de Port. Une trentaine d'avions lourds lâchent plus de cinq cents containers bourrés d'armes, de vivres, et de munitions. Précieux réconfort pour des hommes qui subissent depuis plusieurs mois les vicissitudes d'une vie vagabonde dans le danger permanent.

CHAPITRE XV

La grande attaque allemande de juillet

Malgré leur contre-attaque de la mi-juin, les Allemands n'ont pu se rendre maîtres du territoire occupé par les forces de Romans-Petit. Le département de l'Ain, les zones frontalières du Jura et de Haute-Savoie demeurent pour eux une région de grande insécurité. Or, répétons-le, tout ce secteur, avec ses voies de communication routières et ferroviaires, présente un intérêt stratégique primordial dans les relations entre leurs groupes d'armées d'une part, avec le front italien de l'autre. Ils prennent donc, au début de juillet, des mesures draconiennes pour assurer le passage de leurs convois. Réquisitionnant toute la main-d'œuvre disponible, ils s'emploient à réparer les ouvrages détériorés et à rétablir la circulation de leurs trains sur les lignes qu'ils considèrent comme vitales. Deux axes font principalement l'objet de leurs efforts: Aix-les-Bains - Culoz - Bourg et Lyon - Bourg - Lons-le-Saunier qui permettent le trafic du Sud-Est vers Belfort et Mulhouse. Pour en assurer la sécurité, ils n'hésitent pas à placer des postes d'une trentaine d'hommes tous les dix kilomètres, chargés de veiller sur une portion de rails, et à faire raser les haies qui bordent les lignes. Des trains blindés et des avions d'observation maintiennent de plus une surveillance constante. Ces dispositions n'empêchent pourtant pas les partisans d'intervenir, et, tandis que des sections attaquent la nuit les postes échelonnés sur la bordure des voies, des équipes de saboteurs minent les courbes, les passages en viaduc, et les nœuds d'aiguillage.

Cette insolente guérilla, qui bat en brèche leurs dispositions, excède le commandement allemand qui décide, à nouveau, une opération de grande envergure pour anéantir les foyers «terroristes» de l'Ain. Deux divisions, dont les éléments se concentrent à Morez, Lyon, Aix-les-Bains et Bourgen-Bresse, prélevées sur les forces de Savoie, de Haute-Savoie et de l'Isère, sont mises en ligne le 8 juillet. Engagées sur cinq axes de pénétration: Neuville-sur-Ain, Oyonnax, Hauteville, Bellegarde, et le col de la Lèbe, elles attaquent furieusement à l'aube du 10 juillet, soutenues par l'aviation et l'artillerie. Le P.C. de Romans, situé pour le moment au château de Woerle, essuie un violent bombardement sans être toutefois gravement touché car les aviateurs ont surtout pris comme cible le château d'Intriat tout proche. Dans le secteur de Neuville-Poncin, l'A.S. locale et les enfants de troupe d'Autun subissent l'un des premiers chocs. Forçant le barrage établi près du camp de Thol, l'ennemi parvient jusqu'à Neuville où il a comme objectif le franchissement de la rivière dont la rive droite est défendue par le groupe Borozo. Malgré l'héroïsme des maquisards, parmi lesquels le jeune Bernard Gangloff, dit «Popeye ¹», qui sera mortellement blessé, se comporte glorieusement, les Allemands enfoncent la défense et, vers 11 heures, débouchent sur Poncin, tandis que les hommes de Romans se replient sur Pont-de-Préau pour prendre position sur la route de Mérimnat qui domine la route nationale.

Pendant ce temps, aux carrières d'Hauteville, les compagnies Felletin et celles des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (F.U.J.P.) reçoivent les coups de boutoir d'une autre colonne, en subissant un violent tir d'artillerie. Dix-sept patriotes, dont le commandant Felletin, trouveront la mort dans d'âpres combats.

Au col de la Lèbe, les F.T.P. de la compagnie Zonco, et l'A.S. du plateau, sont rapidement aux prises avec des forces importantes et livrent une bataille acharnée, avant de se replier. A Trébillet, les maquisards du capitaine Maxime Lamblot (Grand Jules), dont deux sections de la compagnie Boghossian, parviennent à stopper l'avance allemande dans leur secteur, et contre-attaquent aussitôt, s'emparant d'un important matériel et de deux automitrailleuses.

Au nord, les maquis du haut Jura qui travaillent toujours avec le groupement de «Montréal» retardent la progression ennemie, tandis que dans le secteur d'Oyonnax une puissante unité de la Wehrmacht se heurte à un barrage efficace aux alentours d'Arinthod. Après un sévère affrontement, le lieutenant Antoine ordonne le regroupement, laissant penser aux

1. Il était Alsacien et âgé de dix-huit ans.

Allemands qu'il décroche. En fait, il masse ses hommes sur une crête dominante. Croyant à la retraite des «terroristes», les soldats du Reich s'installent à Thoirette pour y passer la nuit. Les officiers occupent l'hôtel Dupont, dont ils expulsent les civils, et commencent à festoyer sans se soucier des fenêtres non camouflées qui se découpent dans les ténèbres en lumineux rectangles. Les maquisards pointent leurs bazookas et leurs F.M. sur ces cibles magnifiques, et, au signal d'Antoine, un ouragan de feu s'abat sur l'hôtel où les torpilles ouvrent de larges brèches. En un éclair le bâtiment est jonché de morts et de blessés dont les hurlements d'agonie succèdent aux chants martiaux qui emplissaient quelques instants auparavant les salles de réception.

Sur les arrières des colonnes allemandes, au nord-ouest, le bataillon F.T.P. du capitaine «Grillon» intervient avec succès dans des embuscades qui déciment les troupes d'assaut, et modifient leur cheminement.

Cependant, au soir de cette journée, Romans-Petit convoque à son P.C. ses chefs de groupements. Sur la carte murale, les flèches rouges indiquent la percée des forces ennemies, et il apparaît nettement que l'encercllement des unités maquisardes est en voie de réalisation. L'aide de l'aviation alliée qui a été réclamée toute la journée par les radios du capitaine «Paul», n'a pas été reçue, et il y a tout lieu de penser que, reprise par le front de Normandie, elle ne viendra pas. La conférence qui rassemble autour du chef départemental: «Chabot», «Montréal», «Ravignan», et Lamblot, aboutit à la décision d'un décrochage général qui reprend la tactique du «fantôme» chère à Romans-Petit. L'ordre en est immédiatement transmis à tous les chefs de camps et de groupes, car cette manœuvre doit s'effectuer avant l'aube. Les unités désignées pour couvrir le repli et procéder à des actions de retardement sont aussitôt alertées. De plus, le commandant donne la consigne de faire évacuer les hommes de chaque village se trouvant dans la zone des combats, soit en les incorporant au repli, soit en les invitant à se dissimuler. Les points de rassemblement sont fixés: pour le nord, secteur de Moussières; pour le sud, secteur d'Arendas; et pour l'ouest, secteur d'Echallon où le P.C. sera transféré dans la forêt.

A l'aube du 11 juillet, les divisions allemandes reprennent leur marche, mais ne trouvant plus personne devant elles, elles exercent leur rage meurtrière sur de paisibles villages. Dortan, Cerdon, Cuisiat, Pressiat, sont rasés. Particulièrement féroces, les troupes ennemies composées d'une majorité de Mongols tuent, volent, pillent, violent, assassinent. Dortan est le théâtre de scènes atroces au cours desquelles une vingtaine de jeunes gens sont horriblement torturés avant d'être fusillés. Le curé,

âgé de soixante-dix ans, est massacré sur le seuil de l'église, tandis que des femmes subissent les assauts sanguinaires de soudards déchaînés. A Nantua, neuf grands blessés de l'hôpital sont chargés dans une benne et jetés dans une carrière à La Croix-Chalon, puis criblés de balles. A Izemore, Ponthieux, Thoïrette, des immeubles sont incendiés, cependant que le château de Woerle est détruit.

Dans les combats de retardement, les maquisards luttent avec héroïsme pour permettre à leurs camarades de se replier. Beaucoup tombent, et parmi eux de valeureux patriotes tels que les chefs de camps: Charles Blétel, le lieutenant Roland (Appriou), et Lévêque, dit «Lévrier». Le groupe du P.C. comprenant plusieurs cadres, agents de liaison, et monteurs des P.T.T., erre pendant neuf jours dans les massifs forestiers de Charix et d'Echallon, avant de parvenir dans un grand état d'épuisement à Giron où se sont regroupés, sous la conduite de Lamblot, plusieurs détachements.

Entre-temps, ce qui montre le décalage existant entre des formations en plein baroud et les bureaux d'état-major, la B.B.C. a cru bon de diffuser en clair le message: «Pour Chabot, ce soir à Echallon huit avions viendront vous voir.» Furieux, Romans fait transmettre par son radio un ordre d'annulation, car le secteur est environné d'Allemands. Imperturbable, la B.B.C. répète son message à 21 heures, et bon gré, mal gré, le chef de maquis doit se résoudre à préparer le terrain visé, sous la protection bien maigre d'une compagnie de réserve. Peu avant minuit, les appareils se présentent

— tous phares allumés, ce qui est le comble de l'inconscience
 — et larguent leurs containers. Chargés sur un char à bœufs, les cylindres sont ensuite vivement ouverts et livrent leur contenu, dont un grand nombre de mitrailleuses. Malheureusement, le peu de discrétion qui a entouré cette opération amène bientôt une colonne ennemie. En hâte, se chargeant lourdement du peu qu'ils peuvent emporter sur leurs épaules, les maquisards s'éloignent, après avoir dissimulé la plus grosse partie du parachutage dans les fourrés; mais les Allemands en fouillant sérieusement les bois finirent par découvrir ce butin inespéré. La déception et la colère suscitées par ce comportement désinvolte de leurs correspondants londoniens, s'ajouteront à la rancœur des clandestins voyant ces mitrailleuses qu'ils réclament depuis si longtemps tomber entre les mains de leurs ennemis.

Malgré les innombrables difficultés rencontrées par chaque groupe, les ordres de Romans-Petit ont été remarquablement suivis et, au soir du 20 juillet, les maquis se trouvent tous regroupés aux points de rassemblement prévus. Encore une fois, devant un assaillant cinq fois plus riche en effectifs,

doté d'un équipement puissant et de moyens énormes, la tactique du «fantôme» a réussi à préserver les forces vives des partisans de l'Ain. Attaqués par plus de vingt-cinq mille hommes soutenus par une artillerie de montagne et une aviation active, les cinq mille combattants des Forces françaises de l'intérieur sont parvenus à déjouer l'encerclement et à sauvegarder leur position. S'ils déplorent la mort de quatre-vingts des leurs, et un nombre à peu près aussi élevé de blessés, ils ont infligé à leurs adversaires des pertes beaucoup plus grandes, puisque ceux-ci feront état de près d'un millier d'hommes mis hors de combat (tués ou blessés). Certes, ils peuvent regretter d'avoir perdu la plupart de leurs véhicules, ainsi que presque tous leurs stocks de vivres, mais ils sortent de ces combats conscients du rôle important qu'ils viennent de jouer en retenant pendant plus d'un mois deux divisions ennemies qui firent gravement défaut sur le front normand.

L'apport des maquis de l'Ain au débarquement allié en Provence.

En se retirant peu à peu des massifs montagneux de l'Ain, les Allemands ne chantent pas victoire, car ils savent bien qu'ils n'ont pas anéanti les «bandes terroristes». Certes, ils réoccupent quelques villes comme Nantua, Oyonnax, Bellegarde et Hauteville, mais la sécurité de leurs troupes demeure aussi précaire dans leurs déplacements à travers le département. Ils ne tardent d'ailleurs pas à s'en rendre compte lorsque leurs convois s'empêtrent dans les embuscades montées par le groupement ouest sur l'itinéraire «J» qui relie le sud de la France à la région de l'Est. Si l'occupant se montre assez discret sur les opérations qu'il vient de mener, ses suppôts par contre clament sur les ondes et dans la presse asservie leur satisfaction de voir «les hordes du banditisme judéo-bolchevique» décimées, et leur chef enfui en Suisse! Cette affirmation mensongère sera aussitôt démentie par la B.B.C. qui, sur l'instigation du colonel Heslop (Xavier), qui a participé aux combats aux côtés des francs-tireurs, diffusera pendant plusieurs jours le message suivant: «De Romans à la Milice: Etes-vous absolument sûrs que je suis en Suisse?»

La preuve de l'activité des maquisards ne tarde d'ailleurs pas à être donnée aux fantoches de Vichy avec la capture par le groupement sud de plusieurs wagons de denrées alimentaires (pâtes, riz, boîtes de sardines, tabac) et celle par les francs-tireurs de Montrevel d'un stock de conserves en partance pour l'Allemagne. Grâce à ces coups de main, qui reçurent chaque fois l'appui des cheminots, les réserves des maquis se reconstituent. Elles se reconstituent d'autant plus vite que

les services du ravitaillement des clandestins montent des expéditions fortement protégées pour récupérer les vivres mis à leur disposition par les légaux de Bresse, dont on ne soulignera jamais assez le dévouement et l'abnégation dont ils firent preuve dans cette période difficile.

Le secteur devenant un peu plus calme, les parachutages reprennent bientôt, et le 2 août, sur le terrain d'Echallon, en plein jour, soixante-douze avions larguent plusieurs tonnes d'armes et de munitions, avec notamment des mitrailleuses et des mortiers de 60. Alors que les formations qui ont subi l'assaut allemand soufflent un peu et se réorganisent, les groupes francs de l'ouest, Bresse et Dombes, intensifient leurs actions malgré un terrain peu propice. A Châtillon-sur-Chalaronne, à Coligny, à Montrevel, à Villars-les-Dombes, les sections locales de l'A.S. montent des expéditions de sabotages sur l'axe ferroviaire Lyon - Bourg - Saint-Amour - Lons-le-Saunier, bloquant la ligne à de nombreuses reprises. Dans le secteur de Meximieux, des déraillements entravent le passage des trains, et les cheminots achèvent souvent le travail entrepris par les groupes francs en «organisant» des collisions spectaculaires. Entre Bourg et Coligny, le groupement ouest, fort de mille huit cents hommes sous les ordres de «Ravignan», harcelle la route nationale et la voie ferrée qui, entre ces deux points, cheminent parallèlement. Malgré les postes de guet rapprochés, et en dépit d'un avion d'observation qui n'hésite pas à mitrailler les véhicules qu'il juge suspects, les maquisards ne lâchent pas leur objectif. Ils poussent même l'audace jusqu'à attaquer des blockhaus de surveillance à Saint-Etienne-du-Bois et à Moulins-de-Ponts, les détruisant et faisant de nombreux prisonniers.

Le 15 août, l'ouverture du second front en France, souvent annoncée aux résistants et espérée par eux, se matérialise par le débarquement d'unités alliées sur les côtes de Provence. Cette intervention, qui modifie complètement les données du conflit, suscite l'enthousiasme de tous les patriotes, depuis le Midi jusqu'au Jura, car ils vont apporter leur concours direct à la bataille qui s'engage. En fonction de cet événement, l'état-major du général Kœnig, commandant supérieur des Forces françaises de l'intérieur, prescrit aux maquis de l'Ain de contrôler les axes routiers traversant le département, et de verrouiller la zone frontalière du Pays de Gex.

En application de ces consignes, Romans-Petit vient sur place pour organiser avec «Ravignan» ces actions qui vont être menées par le groupement ouest. Les routes du secteur compris entre la Saône et l'Ain, et principalement les RN 83 entre Lyon et Coligny, RN 75 entre Ambérieu et Bourg, RN 84

entre Pont-d'Ain et Nantua, ainsi que les départementales 936 entre Saint-Trivier-sur-Moignans et Bourg, 904 entre Villars-les-Dombes et Ambérieu, 79 entre Bourg et Mâcon, 996 entre Bourg et Cormoz, et 975 entre Bourg et Saint-Trivier-de-Courtes, sont contrôlées par les maquisards. Les Allemands, de leur côté, prétendent en préserver l'utilisation pour leurs troupes, ce qui a pour conséquence de déboucher sur de sévères affrontements. Des patrouilles ennemies, appuyées par des automitrailleuses, et même des chars, vont et viennent, mitraillant aveuglément au hasard les bois et les halliers qui bordent les routes. Les escarmouches se succèdent, prenant parfois l'aspect de véritables batailles qui durent pendant des heures. C'est ainsi qu'un violent combat oppose une compagnie de «Ravignan» à une unité de la Wehrmacht à Saint-Etienne-du-Bois. C'est au cours de cet engagement que Romans-Petit verra tomber à ses côtés mortellement blessé l'un de ses plus fidèles compagnons, le chef de section Henri Groboz, dont la témérité demeure légendaire.

A peu près dans le même temps, le groupement nord s'efforce lui aussi d'exécuter les ordres de l'état-major en dégageant le Pays de Gex, et en verrouillant la RN 5 entre Morez et Genève, afin d'éviter une possible poussée ennemie provenant du mont Cenis et du mont Genève. Au sud de cette zone, Fort-l'Ecluse reste le point d'appui principal des Allemands qui s'y accrochent malgré le harcèlement permanent des compagnies Sardy qui bivouaquent sur les hauteurs environnantes. Une vigoureuse opération déclenchée par les maquisards de Haute-Savoie chasse la garnison du Fort, qui se replie vers Morez, se heurtant au passage aux groupes de l'Ain qui tiennent le col de la Faucille, et s'échelonnent avec les maquis jurassiens jusqu'au sommet de la Cure. Traqués par les Savoyards, les Allemands décrochent en direction des Rousses, poursuivis par les F.T.P. de Haute-Savoie, bientôt relayés par les unités locales. Cette retraite permet à Romans-Petit de dégager la compagnie Sardy qui bénéficie d'un armement en mortiers et en mitrailleuses lourdes, et de l'affecter au renfort du groupement ouest qui lutte avec énergie sur l'axe Bourg-Coligny pour empêcher l'ennemi d'utiliser la route et la voie ferrée. Ainsi l'Ain, région considérée comme vitale par les Allemands sur l'arrière du nouveau front, demeure pour eux le plus dangereux des pièges.

Derniers combats – L'Ain libéré

Pendant que ces événements se déroulent, la 7^e armée américaine du général Patch, au sein de laquelle figurent les divi-

sions françaises du général de Lattre de Tassigny, s'est engouffrée dans le Var et, à travers les Basses-Alpes, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, remonte vers la vallée du Rhône. Harcelées par les combattants des Forces françaises de l'intérieur sur leurs flancs et leurs arrières, les unités allemandes de la 19^e armée du général Wiese amorcent une retraite que Hitler a fini par accepter le 17 août en ordonnant le repli vers le nord-est en direction de Belfort. Suivant trois axes principaux: de chaque côté du Rhône et par la route Napoléon, les forces alliées progressent rapidement malgré une dure bataille dans la région de Montélimar.

Le 23 août, Grenoble est atteinte, et le 26, Avignon libéré. Une semaine plus tard, la 1^{re} D.F.L. de Brosset (1^{re} armée française) arrive devant Lyon qu'elle va libérer avec le concours des maquisards du Rhône, des rescapés du Vercors, et des francs-tireurs de l'Ardèche et de la Loire.

Cependant le 23, le colonel Alban Vistel, chef régional des Forces françaises de l'intérieur, accompagné de «Carré» (Leistenschneider) délégué militaire de RI, s'était rendu au P.C. de Romans afin de coordonner l'action des maquis de l'Ain avec les autres formations des départements voisins dans la perspective des combats pour la libération de Lyon. Voici comment il relate cette entrevue dans son livre *la Nuit sans ombre*¹;

«Nous parvenons le lendemain au P.C. de Romans. Tout est en ordre; cadres de valeur, troupes pleines de mordant. Tard dans la nuit, nous achevons la mise au point des dispositions finales. Le groupement Ravignan s'établira le long de la Saône; le groupement Chabot, dont une partie soutient les opérations engagées autour de Bourgoin, fera mouvement le long de la rivière d'Ain, et prendra position autour de Meximieux. En ce qui concerne l'opération de Bourg, récompense attendue par les maquis, je demande à Romans de patienter une dizaine de jours et d'agir alors selon son initiative.»

En conséquence de ce plan, le chef départemental fait exécuter à ses unités la manœuvre prescrite. «Chabot» a installé son poste de commandement à Ambérieu, et envoie un millier d'hommes, sous les ordres du capitaine Colin vers Meximieux dont l'important nœud routier centralise l'acheminement vers le nord-est. Les compagnies Giraud, Martin, Philippe, Vions, Gabriel, «Mazaud», prennent position dans le secteur Meximieux-La Valbonne. Elles ont pour mission d'épauler le camp Didier et de soutenir les éléments avancés de l'armée américaine commandés par le colonel Murphy.

1. Editions Fayard, 1970.

Le 31 au soir, une forte colonne allemande formée par un détachement de la 11^e Panzer et comprenant une quinzaine de chars, de l'artillerie et des fantassins se présente, et attaque durement le camp Didier qui doit se replier. Le 1^{er} septembre à l'aube, les compagnies Gabriel et Giraud occupent Meximieux, tandis que la compagnie «Mazaud» des enfants de troupe d'Autun, retranchée au camp de La Valbonne, subit un violent pilonnage d'artillerie.

A 6 heures, les Allemands trouvent le pont de Chazey, situé à trois kilomètres à l'ouest de Meximieux, sans défense; le détachement américain, avec deux chars, qui en assurait la garde est parti avant d'être relevé, et ils le font sauter. Trois quarts d'heure plus tard, les fantassins ennemis s'élancent sur le camp de La Valbonne, mais ils sont accueillis par un feu nourri de mitrailleuses et battent en retraite, laissant de nombreux morts sur la route. L'artillerie se déchaîne à nouveau, et les «Panthers» avancent. Vers 9 h 30, la position devient intenable, et «Mazaud» ordonne le repli sous le tir des chars. Quatre obus écrasent un hangar sous lequel une section récupérait du matériel; 10 hommes sont tués, 12 autres gravement blessés.

Dans Meximieux, où les chars allemands pénètrent, l'infanterie tente de s'infiltrer, mais elle est repoussée à plusieurs reprises. Devant la pression de l'ennemi, et afin d'éviter l'encerclement qui se dessine, le capitaine Colin rassemble ses unités sur les hauteurs autour du château et du cimetière. Le P.C. s'installe dans le séminaire dont les caves sont transformées en hôpital et où s'affairent les religieuses venues soigner les blessés. Une première attaque est repoussée; les Américains détruisent plusieurs chars, mais deux chefs du maquis: Vion (Chouchou) et Giraud sont mortellement touchés. A la nuit tombante, par ruse, sous la protection d'un blindé américain qu'ils ont capturé, les Allemands investissent le château où se tiennent une quarantaine de G.I. et trois maquisards qui sont faits prisonniers. Dès lors, le P.C. est cerné, et Colin, avec l'assentiment du colonel Murphy, décide de le transformer en forteresse. Embusqués derrière les portes et les fenêtres, les francs-tireurs et les soldats alliés déclenchent un feu d'enfer sur les assaillants qui reculent. A la faveur de la nuit, une escouade ennemie parvient à sauter le mur de clôture et à se glisser dans les tranchées de la cour. Les Allemands somment les «terroristes» de se rendre et de ne plus obéir à leurs «métèques de chefs!». Pour toute réponse, ils n'obtiennent que le mot rendu célèbre par Cambronne, et une patrouille sort aussitôt en force, les déloge à la grenade, et les met en déroute après avoir abattu leur lieutenant. Quelques heures plus tard, les renforts américains arrivent et poursuivent les

débris du détachement ennemi qui s'enfuit. Les défenseurs de Meximieux ont tenu, et cette position stratégique demeure aux mains des Alliés. Mais les pertes sont lourdes: 25 morts et 37 blessés pour les compagnies de l'Ain; 50 morts et une centaine de blessés pour le camp Didier.

Pendant que se déroule cette bataille, le groupement nord commandé par «Montréal», après avoir libéré le Pays de Gex, se trouve aux prises avec les Allemands qui veulent conserver la maîtrise de l'axe routier Genève-Morez. Epaulés par les maquisards du haut Jura sous les ordres de Chevassus, les compagnies Jo, Etienne, Cyrus et Antoine mènent une guérilla impitoyable aux côtés des quatre camps dirigés par Michel Béna. Il s'agit là d'unités de choc formées depuis 1943 et qui ont participé à la plupart des combats soutenus par les hommes de Romans.

Dans la nuit du 27 au 28 août, ces valeureux éléments attaquent le fort des Rousses tenu par une forte garnison allemande renforcée de troupes arrivées de Morez, et disposant de canons de montagne. Au matin, l'ennemi abandonne la place et retraite, non sans s'être livré auparavant aux exactions hélas! coutumières à l'égard des populations et des biens. Le village est libéré, et les F.F.I. pourchassent les Allemands qui se retranchent dans Morez. Les Français assiègent la ville d'où l'ennemi tente, sans succès, plusieurs sorties. Avec les francs-tireurs de Saint-Claude que commande Maurac, et le groupe Roland, de violentes embuscades sont montées sur la route Morez-Pontarlier où une colonne de la Wehrmacht perd plus de 30 soldats et plusieurs camions. Le camp de Granges détruit totalement un détachement allemand. Bloqués dans ce secteur mortel pour eux, les occupants parlementent pour une reddition, mais refusent d'effectuer celle-ci entre les mains des maquisards. Beaucoup s'enfuient dans la forêt de Rizou pour passer en Suisse.

Cependant, les éléments d'avant-garde de la 1^{re} Armée française, arrivant rapidement sur un terrain nettoyé par les F.F.I., par les axes Oyonnax - Saint-Claude et Bellegarde - Gex, entrent en contact avec les maquisards. L'attaque combinée des blindés français et des unités de la Résistance aboutit à la capitulation des Allemands après de furieux combats. Ser-vant d'éclaireurs et d'infanterie aux troupes de De Lattre, les francs-tireurs ratissent le secteur, font de nombreux prisonniers, et saisissent un important matériel.

A l'ouest, la situation évolue favorablement. Après l'excellent travail effectué en Bresse et en Dombes par les hommes de «Ravignan», les éléments locaux de Châtillon-sur-Chalarnonne, de Chalamont, de Saint-Trivier-sur-Moignans et de Montrevel ne laissent aucun répit à un adversaire maintenant aux

abois. Sur la D 93, qui remonte de Lyon vers Mâcon sur la rive gauche de la Saône, les sections de l'O.R.A. commandées par de Sury traquent les quelques convois qui tentent de rallier Chalons-sur-Saône.

Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, après accord intervenu entre Romans-Petit, «Chabot», et le commandement américain, la bataille pour la libération de Bourg-en-Bresse commence.

«Plutarque», avec les compagnies Parizot, Picquery, le groupe franc Claude, et des éléments de P.A.S. locale, contrôle la route départementale 979 depuis Serrières, et accroche une colonne allemande près de Ceyzériat. L'encerclement de la ville se poursuit le 2, tandis que les blindés américains prennent position. Un combat s'engage à Sénissiat d'où l'ennemi est refoulé sur Bourg. Le 3 au matin, l'artillerie alliée entre en action et anéantit plusieurs points d'appui. Les maquisards en profitent pour s'infiltrer et investir les positions ennemies. La nuit suivante, les Allemands évacuent la ville, préférant retraiter avant que l'étau ne se referme. A l'aube du 4, deux chars américains, auxquels deux sections du maquis servent de volontaires, entrent dans Bourg-en-Bresse. Le chef-lieu de l'Ain est à son tour libéré, et ses habitants en liesse accueillent le nouveau préfet désigné: M. Marcel Blanchard.

Pour Romans-Petit, une page est tournée. Quatre ans de résistance, dont deux d'après combats, de fureur, de deuils, et de sang, viennent de se terminer. Celui qui prit en main en des jours difficiles les rênes du soulèvement contre l'envahisseur voit sa tâche achevée dans la joie d'une population qui explose d'allégresse après tant de souffrances et d'humiliations.

L'homme qui émerge de la nuit des combats dont il a assumé l'écrasante responsabilité, peut être fier de son action. Par son patriotisme sans concessions, par son énergie communicative, par son engagement désintéressé, par ses talents de chef et son sens de la lutte, il a forgé l'une des plus belles armes de l'honneur français en dotant la Résistance de l'un de ses plus magnifiques fleurons: les maquis de l'Ain. Il sort des dangereuses ténèbres de la lutte clandestine auréolé de cette gloire que les peuples savent reconnaître à ceux qui se sont élevés au-dessus du commun. C'est cette auréole-là que ne supporteront pas une poignée de médiocres ou d'envieux.

Oui, pour Romans-Petit une page est tournée; le risque mortel journalier s'éloigne; les ennuis vont commencer.

CHAPITRE XVI

Du malentendu avec «Grégoire» à l'accueil chaleureux en Angleterre

Afin de mieux comprendre les événements qui vont suivre, il est nécessaire d'examiner sérieusement la structure de la Résistance dans la région RI. On sait que cette région regroupait les dix départements suivants: Drôme, Ardèche, Isère, Loire, Rhône, Ain, Saône-et-Loire, Jura, Savoie, Haute-Savoie. Sous l'autorité suprême du général Kœnig, chef des Forces françaises de l'intérieur, et le contrôle du délégué militaire régional, désigné par le général de Gaulle, Leistenschneider (Carré), le commandement militaire était assuré par le colonel Chambonnet (Didier) assisté du colonel Descour et de Henri Jaboulay (Beleroche). Les Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.) avaient désigné pour les représenter Alban Vistel, qui succédait au général Malleret-Joinville (Bourdelle) accaparé par d'autres fonctions.

Après l'arrestation en juin 1944 de «Didier» (Chambonnet'), Alban Vistel sera nommé responsable des Forces françaises de l'intérieur pour la région. Telle était, au moment des combats de la Libération, la structure militaire de laquelle dépendait, comme ses autres camarades des départements de RI, le colonel Romans-Petit.

Parallèlement à ce commandement régional, différents pouvoirs civils et politiques, soit dirigés par les services du général de Gaulle, soit émanant des organismes dirigeants de la Résistance, parfois nommés conjointement, avaient pour tâche de procéder à la restauration sociale de l'autorité publique, et de

1. Il sera fusillé le 27 juillet 1944.

faire appliquer les décisions du gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle. En même temps, dans chaque département, se mettaient en place les comités de libération qui devaient relayer les instances vichyssoises déchues.

A l'approche de la Libération, chaque région voyait apparaître les préfets et les commissaires de la République envoyés par le gouvernement ou officialisés par lui. C'est ainsi que dans l'Ain survient comme préfet M. Marcel Blanchard, tandis que le commissaire de la République régional désigné fut M. Yves Farge.

On a vu, un peu plus haut, qu'au moment où les maquis de l'Ain, en juin, contrôlaient un large territoire englobant les villes de Nantua, Hauteville, Oyonnax et Bellegarde, Romans-Petit avait reçu l'ordre de l'état-major régional et d'Alban Vistel de prendre en main l'administration civile pour rétablir l'autorité des pouvoirs de police et de justice abandonnés par les fonctionnaires de Vichy. On a vu également que pour exécuter ces consignes le chef des maquis avait fait appel à des «spécialistes», en l'occurrence, le procureur Davenas et le sous-préfet Dupoizat, tous deux affiliés à la Résistance. Grâce à leur action vigoureuse, les pillages et les exactions qui semblaient vouloir se développer furent enravés, et un tribunal régulier, mis en place à Nantua, condamna sévèrement les auteurs de brigandages et les miliciens arrêtés. Notons au passage pour ces derniers que le jugement prononcé contre eux, lorsque les faits qui leur étaient reprochés n'entraînaient pas la peine de mort, les soustrayait souvent au lynchage populaire, tant ils étaient haïs.

Peu avant, Alban Vistel, alors chef régional des M.U.R., avait adressé à Romans-Petit la lettre suivante:

Alban, chef régional M.U.R.

à capitaine Romans.

Je vous demande, en plein accord avec Arnold¹, de bien vouloir accepter de remplir les fonctions de préfet de l'Ain dès la libération du département. Si les circonstances l'avaient permis, nous aurions pu nous-mêmes vous convaincre de la nécessité de votre acceptation.

Le commissaire de la République ne peut qu'approuver la proposition que je lui ferai. Je vous demande d'accepter, vous seul pourrez réussir, vous seul ne serez pas contesté. Votre devoir est là.

Très fraternellement: Alban.

Se sentant peu de goût pour une carrière civile, et ayant à cette époque bien d'autres préoccupations dans le cadre de la

1. Colonel Chambonnet (Didier). L'usage de plusieurs prénoms était un gage de sécurité.

lutte armée, Romans déclina fermement ce poste. Retenons bien en tout cas cette proposition et ce refus, car c'est important pour la suite.

Exerçant un commandement militaire qui lui avait été confié par ses supérieurs hiérarchiques, et confirmé par le général Kœnig, Romans-Petit n'avait donc de comptes à rendre sur l'activité de ses troupes qu'à l'état-major régional, pour ce qui concernait la lutte armée, et au responsable des Mouvements Unis de Résistance, pour ce qui en était des liaisons avec les groupes civils clandestins, soit respectivement: le colonel Didier-Chambonnet et Alban Vistel.

Or, un jour de juillet 1944, alors qu'il se trouve à son P.C. de Giron, le chef des maquis de l'Ain est informé qu'un civil demande à le voir de toute urgence. Devant l'insistance du visiteur, et malgré les soucis qui l'assaillent après la grande attaque allemande, Romans finit pas accepter l'entretien sollicité. L'homme qui se présente sous le pseudonyme de «Grégoire» lui est parfaitement inconnu, et il faut qu'il décline sa fonction – commissaire de la République – pour éveiller son intérêt. Le dialogue s'amorce sur un malentendu: Yves Farge (Grégoire) pense que son interlocuteur a été prévenu de sa visite, et que son nom de guerre suffit à l'imposer; Romans-Petit, de son côté, n'a pas été avisé de la venue du commissaire, et ignore totalement son rôle dans la Résistance. La conversation s'engage donc dans un esprit de réserve méfiante qui ne va pas simplifier les choses; d'autant plus que bientôt le ton d'Yves Farge devient inquisiteur. Il reproche à Romans d'avoir administré le territoire occupé par les maquis de l'Ain comme «un préfet désigné». Or, nous avons vu précédemment que celui-ci s'est contenté de mettre en place, à la demande de Chambonnet et de Vistel, des délégations civiles chargées de rétablir la police et la justice. Poursuivant son réquisitoire, le commissaire de la République met ensuite en doute le chiffre des pertes subies par les maquis en juillet et fourni par Romans (quatre-vingt-cinq tués) pour avancer celui de mille! Puis il réclame des éclaircissements sur l'argent dont disposent les unités de l'Ain, sous-entendant qu'il pourrait provenir de puissances étrangères! Alors là, Romans-Petit ne se contient plus: «Vous avez la prétention de venir à mon P.C. me donner des ordres et me demander des comptes, en vous déclarant mon chef! Mais comment puis-je vous croire devant votre ignorance des faits? Vous parlez de désastre pour évoquer nos pertes humaines en juillet en retenant le nombre extravagant de mille morts, dont on se demande quelle source vous l'a fourni. Vous faites je ne sais quelle supputation à propos des fonds des maquis, alors que si vous étiez un responsable des F.F.I., vous sauriez parfaitement dans quelles conditions nous avons rassemblé l'argent nécessaire à alimenter

une grande partie des forces résistantes en RI!. Je constate que pour un homme qui déclare posséder de grosses responsabilités régionales, vos lacunes sont grandes. Pardonnez-moi, mais j'ai beaucoup à faire.»

En plantant là le commissaire de la République, Romans-Petit part rejoindre ses collaborateurs qui l'attendent dans une pièce voisine.

Cette scène allait creuser un fossé entre deux hommes que tout aurait dû rapprocher, puisqu'ils œuvraient pour la même cause. Yves Farge, pour sa part, devait en montrer un ressentiment qui, exacerbé par les polémiques partisans et entretenu par quelques envieux, se manifesterait plus tard par une attaque personnelle menée assez mesquinement sous le couvert de son autorité fraîchement officielle.

A bien considérer les choses avec le recul du temps, cette attitude d'Yves Farge paraît bien insolite, car son comportement dans la lutte clandestine demeura toujours imprégné d'esprit unitaire et dominé par une volonté de conciliation. S'il n'avait pas été aussi adroitement «manipulé» à la Libération, nul doute qu'une franche explication aurait mis fin à cette discorde inopportune, car son passé plaiderait pour lui.

Journaliste au *Progrès de Lyon* depuis 1931, il manifesta très vite son désir de résister en ne s'abandonnant pas au grand courant défaitiste qui avait envahi la France dans la foulée des panzers allemands. Grâce à son collègue et ami Georges Altman, il entre en 1941 au mouvement «Franc-Tireur», puis fonde avec lui un journal clandestin, *le Père Duchêne*, dont le ton satirique s'inspire de la verve communarde. Lorsqu'un peu plus tard «Franc-Tireur» s'unit à «Combat» et à «Libération» pour former les Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.), Yves Farge reçoit la charge de créer et d'animer un «Comité d'Action contre la Déportation du Travail» dont la tâche principale est d'entraver le départ pour l'Allemagne des requis français. Mais le nom d'Yves Farge reste surtout lié au Vercors, car il sera, en compagnie de Dalloz, de Pupin et de Le Ray, l'un des instigateurs du fameux plan «Montagnards» qui devait faire du plateau un réduit de combattants, et le point de départ de raids offensifs pour couper la retraite aux unités allemandes en cas de débarquement dans le sud de la France. On sait que la réalité devait être toute différente, et qu'un nombre incroyable d'erreurs commises à tous les échelons, mais principalement à Londres et

1. Les fonds dont il est question ici furent les cent millions enlevés à la Banque de France de Saint-Claude. Cette opération fut montée par Belleruche, de l'état-major régional, avec l'accord du directeur de l'agence et celui du sous-préfet, M. Cirier. On remarque dans cette affaire le manque d'informations d'Yves Farge, pourtant commissaire de la République désigné.

à Alger, aboutirent à transformer le Vercors en une zone libérée, puis à jeter ses combattants dans la bataille avec soixante-neuf jours d'avance, c'est-à-dire dès le début des opérations en Normandie.

Le Vercors, Les Glières, le mont Mouchet, Saint-Marcel, furent exactement le contraire du genre de lutte préconisé par des hommes tels que Romans-Petit, Georges Guingouin, Robert Leblanc et Roger Landes, pour ne citer que ceux apparaissant dans cet ouvrage. Au harcèlement de la guérilla, à l'embuscade des «fantômes» de l'armée de l'ombre, menés par de petites sections très mobiles, certains avaient préféré le rassemblement de bataillons et l'affrontement direct. Le destin tragique que connurent les défenseurs de ces hauts lieux de la Résistance montre que l'on avait choisi une stratégie inadaptée aux moyens, et néfaste pour les combattants. Certes, des pages glorieuses ont été écrites sur ces plateaux assiégés, et ils demeurent le symbole éclatant du patriotisme le plus pur; certes, ils ont mobilisé pendant quelques jours des forces ennemies importantes qui firent gravement défaut ailleurs, mais on peut rêver en imaginant quels résultats extraordinaires auraient pu obtenir ces unités d'élite dans des opérations de harcèlement menées à bon escient, et au moment propice.

Peu après le passage d'Yves Farge au P.C. de Giron, un autre visiteur fait son apparition dans les maquis de l'Ain, et son comportement sera encore plus discourtois, puisqu'il ne se présente pas à Romans-Petit, et qu'il procède à une enquête auprès des maquisards sans en informer leur chef. Les questions qu'il pose ressemblent étrangement à celles du commissaire de la République: pertes en juillet et provenance des fonds. Celui-là pourtant est un militaire, et devrait bien connaître les problèmes liés aux combats de la Résistance puisqu'il s'agit du colonel Descour, qui fut l'un des premiers gradés de l'armée d'armistice à rejoindre les forces patriotiques au sein de l'O.R.A. Soldat de métier, officier d'active, le colonel Descour ne prisait guère les méthodes de combat adoptées par Romans-Petit, réserviste de surcroît! Mais cela justifiait-il sa participation à la cabale montée contre le chef des maquis de l'Ain? Car, en fait, ce fut bien une véritable cabale, et qui devait aller jusqu'à l'ignominie, qu'eut à affronter Romans-Petit. Et l'on peut s'interroger sur l'identité réelle de ceux qui tiraient les ficelles en coulisse, et qui furent assez forts pour manipuler des gens d'aussi ferme caractère, tels que Farge et Descour. La vérité est ici la même que pour les autres chefs maquisards cités dans ce récit, ainsi que pour ceux qui n'y figurent pas: la crainte pour certains partis politiques et pour différentes «personnalités» de voir ces grandes figures populaires acquérir une «dimension» qui

rejetterait dans l'ombre ceux que des accords tacites avaient désignés pour prendre en main les pouvoirs nationaux et régionaux. Et on le verra bien lors des élections à la première Constituante d'octobre 1945, lorsque les partis présenteront tous des candidats se réclamant de la Résistance, dont beaucoup n'auront eu qu'un modeste rôle dans la lutte clandestine, et certains même aucun, mais qui ne devront leur élection qu'à un parti, et non pas à leur stature personnelle, devenant ainsi les dociles instruments d'une politique qui leur échappait souvent.

Mais pour la suite du récit, reprenons la chronologie des faits:

Au soir du 5 septembre 1944, jour de la libération de Bourg-en-Bresse, Romans-Petit reçoit un message du général Kœnig lui demandant de se rendre à Londres par un avion Dakota envoyé tout exprès sur le fameux terrain d'Izernore. Dès le lendemain, après avoir averti de son voyage le nouveau préfet, M. Blanchard, et lui avoir présenté ses officiers, dont «Chabot» qui va assurer l'intérim en son absence, Romans s'embarque pour l'Angleterre, en compagnie de «Paul» (Johnson). Durant les quatre jours qu'il va passer sur le sol britannique, le chef des maquis de l'Ain sera partout reçu en héros. Que ce soit au sein des Forces françaises libres, au Q.G. du général Kœnig, au siège du S.O.E., on l'accueille avec les honneurs car l'activité des partisans de l'Ain fut largement développée à Londres, où le défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax a particulièrement résonné. A la B.B.C., André Gillois interviewe pendant plus d'une heure «l'homme qui symbolise la Résistance française». Enthousiastes, les Britanniques font plus encore en envoyant un autre appareil chercher quelques-uns des compagnons de Romans, dont Verduraz (Vaudan), le vérétan des chefs de camps. Avec eux, d'autres entretiens se déroulent à la radio, où leurs interlocuteurs se montrent avides de connaître la vie et les combats des maquisards.

Cependant, le général Kœnig avait dû regagner Paris pour prendre possession de son nouveau poste de gouverneur militaire, et le colonel Vernon (Ziegler) rédigea un ordre de mission pour Romans-Petit afin qu'il puisse repartir pour la France et rencontrer le commandant suprême des Forces françaises de l'intérieur. Le 11 septembre, le chef maquisard arrive au Bourget, et le lendemain il est reçu par Kœnig qui manifeste sa joie de connaître enfin «l'homme de caractère qui a mené victorieusement les patriotes de l'Ain dans les combats libérateurs». Après avoir chaudement félicité son visiteur pour son activité, le général s'informe ironiquement: «Mais qu'est-ce que vous lui avez fait à ce commissaire de la République?» Romans roule des yeux étonnés. «Mais oui! 'Grégoire', vous savez bien, celui de Lyon! – Ah! 'Grégoire'! l'homme venu au P.C.

de Giron! Mais je ne l'ai vu qu'une seule fois!» Et Romans relate au général amusé l'entretien que nous connaissons, puis s'informe de ce qu'on lui reproche. «Je n'en sais absolument rien, j'attends que l'on veuille bien m'adresser un rapport, mais en attendant, venons-en aux choses sérieuses, car j'ai besoin de vous.» Et Kœnig explique à son interlocuteur qu'il veut lui confier le commandement d'une importante unité mobile. Il dicte d'ailleurs aussitôt un ordre de décision dans ce sens qui sera transmis au commandement.

Romans-Petit emprisonné au fort Lamothe à Lyon

Quatre jours plus tard, Romans-Petit atterrit à Ambérieu, d'où il doit rejoindre son poste. Il est accompagné du colonel Sauzey, de l'état-major du général Kœnig, et du lieutenant-colonel Canfield, officier de liaison de l'état-major du général Eisenhower. Le 17, à son P.C. de Champdor, il retrouve tous ses anciens qui ont organisé une petite réception en son honneur.

Le 18, Leistenschneider (Carré), délégué militaire régional, arrive, chargé, dit-il, d'une «pénible mission». Il invite en effet Romans à l'accompagner à Lyon pour y être mis aux arrêts! Cette annonce paraît tellement grotesque au chef des maquis de l'Ain qu'il décide de s'y rendre sur-le-champ afin d'obtenir quelques explications. Mais à son arrivée dans la cité rhodanienne, personne ne lui signifiera un avis quelconque, et il sera aussitôt appréhendé et enfermé au fort Lamothe. Malgré ses protestations, aucune autorité militaire ou juridique ne lui fournira la moindre raison sur son incarcération. La situation s'avère parfaitement ubuesque: d'un côté, le général Kœnig, chef suprême des Forces françaises de l'intérieur, confie à Romans-Petit un commandement dans l'armée avec un ordre de mission, et de l'autre, un pouvoir dont personne ne peut dire à quelle autorité il se réfère, jette en prison ce même homme que ses supérieurs hiérarchiques viennent de féliciter pour son activité patriotique, et qu'une population entière acclame!

Enfermé dans une cellule du fort, Romans multiplie ses appels indignés sans obtenir la moindre réponse. Apparemment, ceux qui le gardent n'en savent pas plus long. Au-dehors, les anciens maquisards commencent à s'inquiéter de l'absence de leur chef; bientôt ils vont apprendre la vérité et les visites afflueront au fort Lamothe. L'un d'eux apportera un journal *le Progrès de Lyon* dans lequel le communiqué suivant a été inséré:

Les pouvoirs de police n'appartiennent qu'aux préfets.

Sur ordre du commissaire de la République, le colonel Romans, chef des F.F.I. du département de l'Ain, a été appréhendé et mis aux arrêts de forteresse; le colonel Romans ayant

usurpé des pouvoirs qui n'appartiennent qu'aux autorités civiles, et ayant fait acte d'indiscipline.

Le commissaire de la République a entendu mettre un terme à de tels agissements troublant l'ordre public. A ce sujet, le commissaire de la République tient à faire savoir au public que les préfets détiennent seuls dans les départements tous les pouvoirs civils comportant ceux de la police. Il précise que les arrestations ne peuvent être faites que par des organismes de police, sinon deviennent applicables les articles répressifs du code pénal, notamment: 184, 341 342, et que diverses circonstances aggravantes visées par l'article 244 du même code peuvent entraîner la peine de mort.

Si les circonstances actuelles peuvent justifier une atténuation aux principes sus-indiqués, en ce sens que certaines forces peuvent être amenées, dans certains cas urgents, à s'emparer d'individus dangereux, il leur a été enjoint de remettre immédiatement les individus en question aux organismes de police et aux représentants qualifiés de la prévôté.

Tout fait tombant sous le coup de la loi précitée doit être porté immédiatement à la connaissance de MM. les préfets.

A travers ce jargon administratif obscur et détestable, qui accuse sans prouver, on remarque que le commissaire de la République formule deux griefs à l'encontre de Romans-Petit:

1) Usurpation de pouvoirs civils. – 2) Acte d'indiscipline.

Or, ainsi que nous l'avons vu précédemment, à aucun moment le chef des maquis de l'Ain n'a exercé de pouvoirs civils personnellement. Lorsqu'il a reçu l'ordre de ses supérieurs hiérarchiques, Chambonnet et Vistel, de maintenir l'ordre sur le territoire provisoirement libéré, il a limité son rôle à confier cette remise en main à des civils qualifiés et agréés par les mouvements de résistance. Et il s'est cantonné, comme son autorité de chef militaire lui en donnait le droit, à publier une affiche réglementant les conditions de vie sociale de la population dans un secteur soumis au contrôle de l'armée en temps de guerre. De plus, cette affiche était signée par lui en tant que délégué départemental du gouvernement provisoire de la République, chef des F.F.I.

Nulle part on n'a pu trouver trace d'un écrit ou d'une ordonnance qu'il aurait paraphés autrement qu'en tant que responsable militaire. Et l'on se souvient qu'il avait refusé le poste de préfet que Chambonnet et Vistel lui proposaient. C'était donc un mensonge éhonté que de lui reprocher une usurpation du pouvoir civil.

En ce qui concerne le second point: l'acte d'indiscipline; comment une autorité civile, celle du commissaire de la République, pouvait-elle étayer le moindre grief à l'encontre de

Romans-Petit, colonel des F.F.I. qui ne dépendait à cet égard que de la hiérarchie militaire, alors que celle-ci, non seulement ne lui reprochait rien, mais lui adressait des félicitations? Si un certain «grenouillage» local ne s'était instauré, aucun responsable militaire n'aurait fait droit à la véritable «lettre de cachet» délivrée par le commissaire de la République.

Il est d'ailleurs symptomatique de remarquer que dans son ouvrage: *Rebelles, soldats et citoyens*¹ écrit en 1946, Yves Farge passe complètement sous silence cet épisode qui fit pourtant grand bruit en région lyonnaise. Comme il réussit l'exploit, en relatant ses pérégrinations de résistant, de ne citer qu'une seule fois Romans-Petit, en six lignes, pour faire allusion à l'entretien de Giron:

J'allai à la rencontre (!) du commandant Romans; j'eus un entretien avec lui; il prit très mal mes conseils car je lui reprochais de compromettre la population civile par des imprudences qui n'ajoutaient rien aux magnifiques exploits qu'il avait à son palmarès.

Une phrase apparaît particulièrement savoureuse: «Il prit très mal mes conseils.» Quelle curieuse conception des rôles! Un brave civil venant donner des conseils à un officier qui se bat depuis plus de deux ans avec succès! La suite est également à souligner: «... car je lui reprochais de compromettre la population civile par des imprudences...» Et la population du Vercors, dont l'auteur fut l'un des plus acharnés promoteurs, ne fut-elle pas compromise? Non! elle fut pratiquement massacrée dans d'épouvantables conditions!

Allons! n'insistons pas; il n'y a pas lieu d'accabler Yves Farge qui n'eut probablement que le tort de ne pas se rendre compte qu'il était victime d'un climat habilement dilué autour de lui, et qui ne s'aperçut pas davantage que l'on exacerbait son amour-propre. Le fait de s'être fourvoyé maladroitement n'enlève rien à son action résistante, et si nous évoquons dans le contexte de cette affaire Romans-Petit ses agissements, c'est pour souligner la vulnérabilité de ces hommes que rien n'avait préparés à endosser des responsabilités écrasantes au milieu des pressions que la politique commençait à exercer sur les forces pures de la Résistance.

Mais les jours passent sans apporter la moindre modification dans l'affaire Romans. Toujours détenu dans les geôles du fort Lamothe, le chef maquisard reçoit un grand nombre de visites que ses gardiens répartissent au mieux tout au long de la journée. Son réconfort est de voir «ses petits» lui rester fidèles et se déclarer prêts à emporter d'assaut la citadelle si les choses s'éternisent. Certains d'entre eux montent même un plan d'éva-

1. Editions Grasset, 1946.

sion, et il faudra toute la persuasion de Romans pour les dissuader de passer à l'action, car il veut qu'on lui fournisse des explications. Or, incroyablement, au bout de deux semaines de détention, aucune notification des faits qui lui sont reprochés ne lui a été faite. Aucun magistrat ni fonctionnaire n'est venu l'interroger! On baigne dans l'arbitraire le plus complet.

Les autorités militaires régionales ne s'émeuvent pas davantage. Le colonel Descour, gouverneur militaire de Lyon, reste sourd aux appels lancés par les officiers des maquis de l'Ain. Ce dignitaire de l'armée n'a jamais beaucoup apprécié Romans-Petit – un capitaine de réserve! –, et il a toujours désapprouvé la forme de combat prônée par ce dernier. Pourtant, sans vouloir diminuer ses mérites, force est de reconnaître que l'Histoire conservera le souvenir des maquis de l'Ain, en raison de leur impact et de la valeur de leur action, alors qu'elle a déjà perdu la souvenance de son nom qui n'est lié qu'à la libération de Lyon auquel il participa comme coordonneur des Forces françaises de l'intérieur.

Des accusations ignobles, et un mystère qui ne sera jamais éclairci

Cependant, tandis que Romans-Petit se morfond dans sa prison en pensant à tous ses camarades qui luttent encore en pourchassant l'ennemi aux frontières, le retentissement de son arrestation crée un profond malaise dans les milieux résistants. On commence à réclamer des explications, et les instigateurs du complot comprennent qu'il leur faut agir. Une sourde campagne de dénigrement est orchestrée, et le journal *la Marseillaise* tente de justifier le mauvais coup en écrivant que: ... *Aux griefs reprochés par le commissaire de la République, il convient d'ajouter à l'encontre du colonel Romans son attitude envers les pouvoirs publics (!), et ses relations avec les officiers de l'armée britannique.*

Alors là, on croit rêver! Comment! alors que les soldats de la Grande-Bretagne se battent encore aux côtés des armées françaises pour chasser l'Allemand hors de notre territoire; alors que sans l'appui, l'armement et les fonds envoyés aux maquis par les Britanniques, rien n'aurait pu être entrepris dans le domaine de la Résistance; alors que les Mouvements Unis de Résistance avaient réclamé à Londres l'envoi d'officiers anglais auprès des partisans français; alors que ces officiers, et particulièrement pour l'Ain le colonel Heslop (Xavier), firent le coup de feu et vécurent la dure existence des maquisards, tandis que les accusateurs pour la plupart couchaient chaque soir dans un lit confortable, on ose, en septembre 1944, reprocher au commandant des maquis ses relations avec son collègue britannique!

Nous avançons dans le grotesque, on bascule dans l'absurde! Pourquoi sur la lancée ne pas reprocher au général de Gaulle d'avoir bénéficié de l'hospitalité anglaise et d'avoir œuvré avec Winston Churchill? Fallait-il que la volonté d'abattre un homme soit devenue aveugle pour se laisser aller à de telles inepties!

Et la campagne se poursuit! Dans une lettre datée du 5 octobre 1944, le nouveau préfet: M. Blanchard, dont personne ne songe à nier le patriotisme, mais dont on cherche vainement le nom dans les ouvrages consacrés aux combats de la Résistance, déclare que «Romans avait habitué ses lieutenants à une vie facile»!

Oui, si facile que quinze d'entre eux, de sous-lieutenant à capitaine, sont tombés sous les balles allemandes¹. Une vie si facile que tous ces hommes valeureux partagèrent durant les rudes hivers dans les monts jurassiens le «confortable» lit de paille d'une bergerie, ou la couche douillette d'un matelas de branchages sous la toile de tente. Une vie si facile qu'elle fut hachée pendant deux ans par les attaques des G.M.R., de la Milice et des Allemands, et que ses jours et ses nuits se composaient souvent de marches harassantes pour aller tendre l'embuscade ou diriger les groupes de sabotage. La plume démange de demander à ceux qui proférèrent de semblables bourdes quel était le genre de vie «difficile» qu'ils menaient alors?

Cependant, si en région lyonnaise certains, tels Alban Vistel et Leistenschneider, se montrent assez embarrassés par cette affaire qui les dépasse, à Paris, l'état-major des F.F.I. réclame toujours un rapport que nul ne semble pressé d'envoyer. Seule, l'incohérence qui règne dans les relations entre autorité nationale et encadrement régional permet ces attermolements. Finalement, sur un pressant appel du ministère des Armées, le colonel Descour signe un ordre de transfert et, après cinquante jours de détention au fort Lamothe, Romans-Petit, accompagné d'un lieutenant-colonel des gardes mobiles, part pour la capitale où il doit prendre les arrêts à la caserne des Gardes républicains, place de la République. Après avoir passé la nuit dans une pièce sombre sur un véritable grabat, le chef des maquis de l'Ain est amené le lendemain, sur ordre de Descour, dans le bureau du général Chaban-Delmas, ancien délégué militaire national du général de Gaulle. Après un entretien sans grand résultat, car Chaban-Delmas ne semble pas informé des dessous de l'affaire, Romans se voit diriger sur le ministère des Armées pour être entendu par le directeur des Forces françaises de l'intérieur, le

1. Capitaines: Elysée Darthenay, Jean Decomble, Lévrier; lieutenants: Edouard Bourret, Paul de Vanssay, Marcel Appriou, Felletin, Paul Schoeffler, Charles Blétel, Roger Giraud; sous-lieutenants: Louis Tanguy, François Bovagnes, Félix Le Noach, Jean Hébard; adjudant-chef: Marcel Vion.

général Malleret-Joinville. Là, il se trouve devant un homme qu'il connaît bien, car Malleret avait représenté pendant longtemps les Mouvements Unis de Résistance en RI sous le pseudonyme de Bourdelle, et l'harmonie avait toujours régné entre eux. Accueilli avec chaleur par cet ancien compagnon de lutte, le chef maquisard espère obtenir des éclaircissements sur son affaire. Son espoir sera déçu car son interlocuteur lui avoue «ne rien comprendre à ce qui lui est arrivé»!, mais, fait primordial, après lui avoir exprimé toutes sortes de paroles réconfortantes, il lui précise que «bien entendu, il est libre totalement».

Le jour même, Romans-Petit se rend aux Invalides chez le gouverneur militaire de Paris, le général Kœnig, qui le reçoit aussitôt, bien qu'il n'ait pas pris rendez-vous. L'ancien chef des Forces françaises de l'intérieur se montre ravi de revoir «ce compagnon de lutte à la volonté inébranlable», et il ajoute: «Oubliez-moi vite cette connerie; je m'y emploierai. Je vous prends à mon cabinet.»

Des explications, des précisions, sur «son affaire», le colonel Romans-Petit n'en obtiendra aucune. Personne ne pourra, ou ne voudra, jamais l'informer sur les motivations secrètes qui lui valurent son emprisonnement, et, conséquemment, sa mise à l'écart des batailles finales. Force est de constater que l'on voulut surtout jeter le discrédit et brider sa popularité. Quelques années plus tard, certains parmi ceux qui s'étaient laissé abuser virent leurs yeux se dessiller à la faveur des événements, et Alban Vistel le premier, ce qui est tout à son honneur, exprima en réunion publique à Oyonnax, devant une salle comble, ses regrets d'avoir assisté passif à l'assaut lancé contre Romans. Le 24 juin 1953, dans une longue lettre adressée à celui-ci, il réitérait ses paroles en déclarant notamment:

... Vois-tu mon vieux, on a été ignoble avec toi à la Libération. Avec ce que je sais maintenant du comportement des hommes, le te dis que mon grand remords est de ne pas avoir agi d'une façon dynamique et spectaculaire. Un geste aurait suffi pour que tes hommes bousculent tout; j'ai hésité, puis j'ai craint le conflit avec de Gaulle et les pouvoirs, le désordre face aux Américains. J'ai prêché le calme et j'ai agi en diplomate. Je le regrette aujourd'hui. Personne n'a eu le courage d'assumer la responsabilité des ordres donnés contre toi. Ils furent lâches, toi tu fus digne. Si c'était à refaire, je foncerais, ma conscience n'est pas en paix sur ce point. J'attends une occasion pour dire ou écrire ce que je pense. J'aimerais le faire devant tes hommes. Les événements, la conduite des hommes quels qu'ils soient, nous enseignent que notre modération, notre haut souci de discipline auront été des erreurs...



Carte des maquis de l'Ain (Henri Romans-Petit)

Il n'y a rien à ajouter à ce texte. Toute l'affaire Romans-Petit est contenue dans ces quelques lignes, pour peu qu'on les lise avec attention. Mais elles suscitent bien des réflexions, et démontrent avec éclat que nos propos s'argumentent sur les faits précis, réels.

Lorsque dans ce récit, nous avons dénoncé les manœuvres qui tentèrent d'évincer «ces chefs de maquis qui gênaient», certains ont pu douter, tant les faits semblaient parfois ahurissants. La lettre d'Alban Vistel, d'un homme qui par son rôle historique dans la Résistance côtoya, sans jamais prendre parti, les fractions qui s'élevèrent, sitôt le territoire libéré, dans la grande empoignade politique souterraine, prouve d'irréfutable façon que le premier but à atteindre par les affamés du pouvoir fut l'élimination, et tout au moins le dénigrement, de ces chefs qui avaient conquis leur popularité par leur action et leur foi patriotique. Leur simple présence sur l'échiquier national des valeurs issues de la Résistance, profilait une ombre menaçante sur tous ceux qui avaient préparé de savants calculs pour s'assurer les leviers de commande du Pays.

Il ne fallait plus qu'ils gênent!

EN CONCLUSION

Trente-cinq ans après, les faits que nous venons d'évoquer s'embrument dans le couchant du passé. Les trois survivants coulent maintenant des jours paisibles dans la calme retraite qu'ils se sont choisie. La philosophie de l'Histoire, comme le dit si bien Georges Guingouin, leur montre que la décadence morale succède toujours au temps où l'homme s'élève face à l'événement.

N'est-ce pas ce que nous constatons chaque jour?

Revenus à la vie modeste qui fut toujours la leur, ils voient, comme nous, que les valeurs qu'ils se sont employés à défendre sombrent, malgré les apparences, dans une déliquescence qui ne préfigure pas un avenir souriant.

Parce qu'ils mesurent leur infériorité dans l'action quotidienne face à l'événement, la plupart des responsables d'aujourd'hui se réfugient dans le dédain ou dans l'oubli. Le rappel d'un passé qui vit se dégager une élite du courage, de l'intelligence, et de la grandeur morale, leur est pénible, car ils se sentent dominés par le souvenir de ces hommes lucides et audacieux qui émergèrent d'un anonymat recroquevillé.

Est-ce par hasard que tout le monde aujourd'hui prétend se réclamer du général de Gaulle?

L'image que l'on veut donner de la Résistance est déformée, parfois jusqu'à la caricature.

Aux carences volontaires, depuis tant d'années, de l'Éducation nationale, qui nous valent à présent d'avoir une jeunesse ignorante de la grande geste patriotique, se sont ajoutés les films insipides et niais, les livres partisans ou médisants, les articles de presse stéréotypés. La radio, la télévision, dans leurs grands

débats, de plus en plus rares d'ailleurs, font systématiquement appel aux mêmes personnages, anciens responsables de réseaux, hommes politiques, qui n'ont la plupart du temps que des souvenirs d'ordre général à évoquer et qui sombrent bien souvent dans des querelles personnelles sans aucun intérêt pour le public. Pourquoi n'a-t-on jamais entendu Georges Guingouin ou Henri Romans-Petit par exemple relater l'activité de leurs maquis et leur participation prépondérante aux combats de libération? Leurs propos auraient été certainement beaucoup plus vivants et attrayants pour les jeunes que les monologues conventionnels habituels.

Dans les réunions organisées par les associations de Résistance, la jeunesse, souvent nombreuse, est avide d'entendre de la bouche des rescapés du maquis le récit de leurs batailles, et elle les harcèle de questions sur leur vie de vagabonds, sur leurs motivations, sur leurs réactions dans les affrontements, sur l'armement dont ils disposaient. Friande d'anecdotes, elle se passionne pour la relation des embuscades, des sabotages, des coups de main. C'est la preuve irréfutable de son intérêt pour cette tranche d'Histoire, pour peu qu'on veuille bien lui donner les possibilités de la connaître. Lorsque l'on constate, comme je l'ai souvent fait, cette soif de savoir, on ne peut que juger sévèrement ceux qui se sont ingéniés à masquer à nos écoliers et à nos étudiants l'épopée héroïque de la Résistance et de ses maquis. Par leurs agissements coupables, il sont parvenus à gommer, dans l'esprit de nos jeunes gens, le formidable élan révolutionnaire qui balaya la honte du plus lâche des renoncements.

Mais parce que cette jeunesse a droit à la vérité, à toute la vérité, il n'aurait pas été honnête de lui cacher les prolongements insensés qui visèrent à discréditer l'œuvre magnifique accomplie.

Les quatre exemples choisis ici sont des cas typiques de ces tentatives d'abaissement des valeurs issues de la Résistance, mais ils ne sont pas les seuls. Il m'a semblé nécessaire de les rappeler afin qu'il soit bien établi, dans notre esprit à tous, qu'une victoire n'est jamais définitive, et qu'il convient de demeurer vigilants si nous voulons conserver l'acquis d'une liberté si chèrement obtenue.

Faire revivre les événements pour en tirer des leçons profitables pour l'avenir, tel a été le but de ce livre.

REMERCIEMENTS

Je remercie bien vivement MM. Georges Guingouin, Roger Landes et Henri Romans-Petit, de m'avoir autorisé à évoquer les événements qui sont relatés dans cet ouvrage. J'ai reçu auprès de chacun d'eux un accueil chaleureux, et ils m'ont apporté, en dehors de leurs témoignages essentiels, des sources de documentation fort importantes. Qu'ils me permettent de leur renouveler tous mes sentiments d'estime et de gratitude.

A Mme Robert Leblanc, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance pour la confiance qu'elle n'a cessé de me manifester tout au long de mes travaux de recherches. En acceptant que je relate les épisodes dramatiques des années 1942 à 1947, au cours desquelles son époux, le commandant Robert Leblanc prit une si grande part, elle m'a permis de mener à bien la tâche que j'avais entreprise. Les documents qu'elle a mis à ma disposition, et particulièrement le Journal de Marche de Robert Leblanc, m'ont été précieux. Qu'elle veuille bien accepter mes remerciements sincères.

Pour son aimable concours, j'adresse à M. Edmond Floquet, dernier survivant de la création du maquis Surcouf, mes sentiments de gratitude. Je lui suis redevable de la riche documentation des archives du maquis Surcouf dont il assure la conservation. Auprès de lui, j'ai trouvé l'accueil amical et confiant qu'il n'a jamais cessé de m'accorder. Il sait que ma reconnaissance lui demeure acquise.

Mon ami Henri Lampérière, secrétaire des C.V.R. du Calvados, et ancien valeureux résistant, m'a fourni des sources indispensables à la réalisation de cet ouvrage. Son dévouement désintéressé l'a, de plus, poussé à m'accompagner en Angleterre pour

me présenter à Roger Landes. Je ne peux que lui redire ici que sa collaboration me fut précieuse, et que mon amitié à son égard en sort renforcée.

M. Christian Parléani, ancien chef des F.F.I. du Calvados, a bien voulu m'apporter les éclaircissements nécessaires à mes recoupements, avec son amabilité coutumière. Déjà mis à contribution dans de précédents ouvrages, il n'a pas rechigné à m'envoyer de longs rapports qui me furent extrêmement utiles. Qu'il soit assuré de ma profonde gratitude.

M. Léonce Moutardier, rédacteur en chef du journal *Paris-Normandie* à Evreux, s'est longuement penché sur les archives de ce quotidien pour me fournir de précieuses indications. Avec son affabilité coutumière, il m'a, de plus, apporté des renseignements vitaux. Je l'en remercie bien vivement.

A M. Marcel Baudot, ancien commandant des F.F.I. de l'Eure, président de la section d'histoire moderne et contemporaine du Comité des travaux historiques et scientifiques, secrétaire du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, j'adresse, pour son aimable concours, tous mes remerciements.

A M^c Bernard Ponsot, avocat à la Cour d'appel de Paris, je veux exprimer ma gratitude pour les précisions qu'il m'a apportées dans les affaires judiciaires.

Je remercie de leur aide et de leurs encouragements:

M. Paul Greffier, ancien chef de maquis F.T.P. de l'Eure et ancien député;

M. le médecin-colonel Hochart, ancien chef du service de santé du maquis Surcouf, et ancien responsable résistant du secteur de Bourgtheroulde;

M. René Déterville, ancien membre du réseau «Ajax», et président de l'A.N.A.C.R. de Seine-Maritime.

Grand merci pour leur informations à:

M. Louis Bréban;

M. Hans Brunhof;

M. Gérard Chanteau;

M. Pierre Demonchy;

M. Edouard Duperrey;

M. Jean Estingoy;

M. Paul Girard;

M. Daniel Grignon;

Mme Juliette Joubert;

M. Roger Larcher;

M. Noël Levacher;

M. William Lindfort;

M. Claude Masson;

M. Adrien Rabinovitch;

M. le major Edward Robertson;

M. le colonel Helmut Schoeffer;

M. Pierre Testu;

M. Raphaël Trimont;

M. Claude Vellot;

ainsi qu'à ceux de mes correspondants qui préfèrent garder l'anonymat.

A tous, grand merci.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	11
PREMIERE PARTIE CEUX DONT ON VOULAIT SE DEBARRASSER	
GEORGES GUINGOUIN, EN LIMOUSIN	17
CHAPITRE PREMIER. – Georges Guingouin, le premier maquisard français	19
Citoyen, soldat et militant, 19. – La débâcle et la prise de conscience, 23. – De la légalité à la clandestinité, 24. – Le plan «Barberousse» et la ligne retrouvée, 27. – Une provocation, des arrestations, 30.	
CHAPITRE II	32
Portrait d'un homme responsable, 32. – L'embryon d'un puissant mouvement, 34. – Premiers sabotages et premières liaisons, 36. – Un maquis organisé, 38. – Un 14 juillet mouvementé et une nouvelle structure, 40. – Premiers combats au grand jour, 42. – La bataille du mont Gargan, 45. – Limoges aux heures de la libération, 47.	
CHAPITRE III	51
Le dénigrement progressif, 51. – La fêlure avec le P. C., 54. – Et puis la cassure, 55. – Une modeste reconversion, 56. – Le double crime des monts de Souff rangeas, 58. – Comme aux plus beaux temps de la Gestapo, 62. – Héros et martyr, 67. – Annexe, 69.	
ROBERT LEBLANC, EN NORMANDIE	75
CHAPITRE IV. – Robert Leblanc, chef du maquis Surcouf	77
De l'homme au chef, 77. – Naissance d'un maquis, 78. – Le Surcouf commence à frapper, 82. – Une véritable, formation paramilitaire, 85. – Le Surcouf, véritable pouvoir régional, 89. Les combats de la Libération, 91.	
CHAPITRE V	95
Le 1 ^{er} Bataillon de Marche de Normandie, 95. – Robert Leblanc, comme Georges Guingouin, 99. – Une réinsertion difficile, 101. – Les compagnons de la Résistance normande, – Les scandales des évasions des prisonniers de guerre allemands, 106.	
CHAPITRE VI	111
L'affaire de La Queue du Renard, 111. – Des mensonges de Lots au silence de Brissonneau, 116. – Le commissaire S... entre en scène, 117. – Des hommes vulnérables, 121.	
CHAPITRE VII	125
La presse monte en ligne, et la Résistance mobilise, 125. – Les Américains enquêtent, et Robert Leblanc contre-attaque, 129. – Un dénouement logique, 134. – Annexe, 139.	
DEUXIEME PARTIE CEUX QU'ON JUGEAT INDESIRABLES	
ROGER LANDES, EN AQUITAINE.....	147
CHAPITRE VIII. – Roger Landes, «Aristide», chef de maquis en Aquitaine	149
Un homme modeste et prudent, 149. – De l'école au S.O.E., 150. – Premier parachutage – Le réseau Scientist, 151. –	

Claude de Baissac en contact avec Grandclément, 155. – Premiers sabotages et première grande vague d’arrestations, 159. – La tragédie de Lestiac, 161.	
CHAPITRE IX.....	164
L’affaire Grandclément, 164. – Grandclément prend le dessus, 167. – Roger rentre en Angleterre en passant par le camp de Miranda, 170. – Roger revient en France; «Aristide» entre en jeu, 172. – Un certain André Noël, et l’arrestation d’Henri Peulevé, 175. – «Aristide» rassemble les énergies, 177.	
CHAPITRE X.....	180
Mais la trahison rôde toujours, 180. – Jour J et guérilla à outrance, 182. – L’affaire Renaudin, 185. – Réorganisation sur de nouvelles structures, 188. – Disparition d’un brave et mort d’un traître, 190. – «Léon des Landes» et «Dédé le Basque» à la pointe des combats, 190. – L’exécution de Grandclément, 193.	
CHAPITRE XI.....	196
Tractations pour sauver le port de Bordeaux, 196. – Les combats de l’insurrection et la mort de «Dédé le Basque», 200. – Bordeaux libéré, 203. – L’autorité militaire s’impose, 205. – «Je dois vous demander de quitter la France dans les vingt-quatre heures», 207.	
HENRI ROMANS PETIT, DANS L’AIN, LE JURA, ET LES ALPES	213
CHAPITRE XII. – Henri Romans-Petit, chef des maquis de l’Ain et de la Haute-Savoie	215
D’une guerre à l’autre, un même patriotisme, 215. – Naissance de la Résistance dans l’Ain, 218. – Romans-Petit forme le maquis de l’Ain, 222. – Deux brillantes opérations, 225.	
CHAPITRE XIII.....	228
Les maquis de l’Ain à Oyonnax le 11 novembre 1943, 228. – Un certain «Pat» dont le passage sera bénéfique, 231. – Valette d’Osia et les maquis de Haute-Savoie, 233. – Romans-Petit en Haute-Savoie, 236. – La première grande attaque allemande de février 1944, 239.	
CHAPITRE XIV.....	244
La liaison Ain-haut Jura, 244. – La seconde attaque allemande d’avril 1944, 245. – Les enfants de troupe d’Autun et les francs-tireurs de Bresse et Dombes, 249. – 6 juin 1944: l’action des maquis de l’Ain, 251. – Contre-attaque allemande sur Bellegarde et Hauteville, 254.	
CHAPITRE XV.....	257
La grande attaque allemande de juillet, 257. – L’apport des maquis de l’Ain au débarquement allié en Provence, 261. – Derniers combats – l’Ain libéré, 263.	
CHAPITRE XVI.....	268
Du malentendu avec «Grégoire» à l’accueil chaleureux en Angleterre, 268. – Romans-Petit emprisonné au fort Lamothe à Lyon, 264. – Des accusations ignobles, et un mystère qui ne sera jamais éclairci, 277.	
EN CONCLUSION	281
REMERCIEMENTS	283

Achevé d’imprimer le 7 novembre 1980 sur les presses de la Simped, pour les Presses de la Cité, Editeur à Paris.

N° impression: 6 838; N° édition: 4 297; dépôt légal 4^e trimestre 1980.